

There is great concern nowadays regarding the character and position of University studies all over Europe as the result of a possible coordination of University studies. Within this context, the subject of this book is the teaching and research activities of Universities and other European institutions in the field of Church-State relations.

Four University scholars, Basdevant-Gaudemet, Puza, Kotiranta and García Pardo, report along similar lines on the situation of University studies in this field in the different countries of the European Union. The first report also contains a historical description of the origins and development of the University studies of Church-State relations.

PEETERS-LEUVEN

ISBN 90-429-1610-9



PEETERS

PEETERS
2005

J.M. GONZÁLEZ DEL VALLE – The Teaching of Church-State Relations in European Universities
A. HOLLERBACH – L'enseignement du droit ecclésiastique de l'État dans les universités européennes



The Teaching of Church-State Relations in European Universities

L'enseignement du droit ecclésiastique de l'État dans les universités européennes

Editors:

José María González del Valle
Alexander Hollerbach



PEETERS
2005

THE TEACHING OF CHURCH-STATE RELATIONS
IN EUROPEAN UNIVERSITIES

L'ENSEIGNEMENT DU DROIT ECCLÉSIASTIQUE
DE L'ÉTAT DANS LES UNIVERSITÉS EUROPÉENNES



**THE TEACHING OF CHURCH-STATE
RELATIONS IN EUROPEAN UNIVERSITIES**

**L'ENSEIGNEMENT DU DROIT
ECCLÉSIASTIQUE DE L'ÉTAT DANS LES
UNIVERSITÉS EUROPÉENNES**

Edited by

JOSÉ MARÍA GONZÁLEZ DEL VALLE

ALEXANDER HOLLERBACH



PEETERS
LEUVEN – PARIS – DUDLEY, MA
2005

Library of Congress Cataloging-in-Publication Data

European Consortium for Church-State Research. Conference (15th: 2003: Oviedo, Spain)

The teaching of church-state relations in European universities = L'enseignement du droit ecclésiastique de l'état dans les universités européennes / edited by José María González del Valle, Alexander Hollerbach.

p. cm.

English and French.

Includes bibliographical references.

ISBN 90-429-1610-9 (alk. paper)

1. Ecclesiastical law--Study and teaching (Higher)--Europe--Congresses. 2. Church and state--Study and teaching (Higher)--Europe--Congresses. I. Title: Enseignement du droit ecclésiastique de l'état dans les universités européennes. II. González del Valle, José M. (José Maria) III. Hollerbach, Alexander. IV Title.

KJC5527.A23A3 2005

262.9'071'14--dc22

2005045855

INDEX

Note	VII
BRIGITTE BASDEVANT-GAUDEMET, Histoire du droit ecclésiastique en Europe, une discipline universitaire	1
RICHARD PUZA, The teaching and study of Church-State relations in Austria, Belgium, Germany and the Netherlands.....	59
MATTI KOTIRANTA ET ALII, The teaching and study of Church-State relations in the Nordic Countries, in the United Kingdom and in Ireland.....	105
DAVID GARCIA-PARDO, L'enseignement et l'étude du droit ecclésiastique de l'État dans les Universités de Grèce, Espagne France, Italie et Portugal	171

© 2005 Uitgeverij Peeters, Bondgenotenlaan 153, B-3000 Leuven (Belgium)

D. 2005/0602/49

ISBN 90-429-1610-9

All rights reserved. Except in those cases expressly determined by law, no part of this publication may be multiplied, saved in an automated data file or made public in any way whatsoever without the express prior written consent of the publishers.

NOTE

This book contains the reports of the 15th Annual ordinary meeting of the European Consortium for Church and State Research. The subject of the congress was the teaching and research activities of the Universities and other European institutions in the field of Church-State relations. The meeting took place in Oviedo (Spain), as usual in November, from the 28th till the 29th.

The reports are structured along similar lines, except the first one, which contains an historical description about the origins and development of the university studies of Church-State relations.

I would like to thank the institutions, which have supported the meeting and contributed to the publication of the volume: the Dirección General de Asuntos Religiosos (Ministry of Justice), the Principado de Asturias, and the University of Oviedo.

José María González del Valle

BRIGITTE BASDEVANT-GAUDEMET

Droit et Sociétés religieuses – Université Paris Sud

HISTOIRE DU DROIT ECCLÉSIASTIQUE EN EUROPE, UNE DISCIPLINE UNIVERSITAIRE

Les contributions rassemblées dans ce volume font le point sur l'enseignement du droit ecclésiastique dispensé à l'aube du XXI^e siècle dans les divers pays de l'Union européenne. Si dans chaque État la matière intéresse les juristes, elle est néanmoins appréhendée de façon fort différente selon les pays. De nombreux facteurs expliquent cette diversité, notamment le système général des relations entre les confessions religieuses et l'État ou les modalités d'organisation des études universitaires.

En outre, sur ce point comme sur beaucoup, chaque État hérite d'une tradition, forgée par son histoire propre. Cet article tente de dégager les tendances de l'évolution, au cours du temps, du droit ecclésiastique, en tant que discipline scientifique, objet d'ouvrages de doctrine ou enseignée dans les universités. S'il importe de présenter un panorama d'ensemble de la situation en Europe, l'accent sera plus particulièrement mis sur certains pays¹.

Il n'est pas de mon propos de m'attarder sur l'époque médiévale. La splendeur des universités médiévales tenait en grande partie à l'enseignement des «deux droits». Pourtant, à l'époque de la *plenitudo potestatis* du pape, un «droit civil ecclésiastique» n'avait pas sa raison d'être; à côté du droit romain, seul le droit canonique, élaboré par l'Église, comptait. Les deux droits savants n'avaient pas de caractère «national» au sens actuel de ce terme et maîtres et étudiants se déplaçaient couramment, de Bologne, à Montpellier, Paris, Oxford ou Cracovie...

Les Temps modernes créèrent de nouvelles situations, entraînant de profondes modifications dans les relations entre l'Église et le Prince. Dès

¹ Je tiens à exprimer tous mes remerciements aux professeurs Alberto DE LA HERA, José DE SOUSA e BRITO, Inger DUBECK, Silvio FERRARI, José María GONZÁLEZ DEL VALLE, François JANKOWIAK, Charalambos PAPASTATHIS, Grigorios PAPATHOMAS pour les renseignements qu'ils nous ont fournis sur l'histoire de l'enseignement du droit civil ecclésiastique en Espagne, Portugal, Danemark, Grèce. En outre, le Professeur Alexander HOLLERBACH a rédigé, pour l'Allemagne, un rapport complet que je reprends très largement ici.

lors, la doctrine apprécia le droit applicable à l'Église selon de nouvelles conceptions dont je rappellerai quelques caractères, comme préliminaire à cette étude consacrée, pour l'essentiel, au XIX^e et à la première moitié du XX^e siècle. Cet article, tout comme l'ensemble de ce volume, concerne l'enseignement dispensé dans les universités d'État et n'envisage pas les universités pontificales et les importantes réalisations en matière d'enseignement dues à l'initiative de Rome.

I. Le droit ecclésiastique à l'époque moderne (XV^e-XVIII^es)

A. La terminologie

Sans prendre parti dans les querelles doctrinales contemporaines relatives à la définition du «droit ecclésiastique» ou d'un «droit civil ecclésiastique», il est certain que la discipline, telle qu'elle est comprise aujourd'hui, ne pouvait pas exister tant que les autorités ecclésiastiques demeuraient seules compétentes pour édicter les normes juridiques applicables à l'Église. Ce droit, qu'on le qualifie alors de canonique ou d'ecclésiastique, émanait des conciles, du pontife romain, des évêques ou des ordres religieux ..., mais il n'était pas l'œuvre d'un prince temporel. La situation se transforma aux Temps modernes. Alors que les prétentions du pontife romain au *dominium mundi* déclinaient irrémédiablement, plusieurs événements eurent des conséquences décisives qui permettront, ultérieurement, la naissance de cette nouvelle discipline: la prise de Constantinople par les Turcs et donc la soumission de la Grèce chrétienne à la domination ottomane musulmane; la formation d'États, ou de principautés, dirigés par un prince se disant souverain usant de son pouvoir de faire la loi; la Réforme protestante qui, brisant l'unité religieuse de l'Occident, donna toute sa valeur au principe *cujus regio ejus religi*, règle qui avait été auparavant d'une évidence telle que nul n'avait jugé nécessaire de la formuler.

En Grèce tout d'abord, après la chute de Constantinople et pendant la longue période de domination turque (1453-1821/1913), le droit canonique orthodoxe ne cessa pas d'être invoqué. Il s'agissait essentiellement des textes des canons des conciles œcuméniques, des conciles locaux, des Pères de l'Église (du III^e au V^e siècle), et du droit élaboré par l'empereur byzantin concernant l'Église (dénommé *droit ecclésiastique*). Les principales collections de l'époque de l'Ottomanocratie rassemblant ces sources étaient les «Nomocanons» d'Emanuel Malaxos (deuxième moitié du XVI^e s.) et la «Vactiria Archiérôn», 1645, (ce qui signifie:

Bâton des Évêques), largement diffusés et appliqués dans les Balkans. Plusieurs publications importantes intervinrent, notamment au XVIII^e siècle.² À la même époque furent aussi publiés divers livres de réflexion sur le droit de l'Église et sur la tolérance religieuse.³

D'autre part, à travers toute l'Europe, le principe *cujus regio ejus religio* constituait désormais, par lui-même, une limite à l'ancien pouvoir de l'Église qui devait dès lors tenir compte d'un prince s'affirmant souverain et soucieux de légiférer. La situation se présentait différemment dans les pays protestants ou catholiques.

Dans les pays gagnés à la Réforme protestante, les doctrines de Luther aboutissaient à une indépendance totale de l'Église à l'égard de l'autorité romaine. En même temps, les Princes devinrent souvent l'autorité supérieure d'une Église nationale. Affirmant, dans un État qui construisait sa souveraineté, leur droit de faire la loi, ils entendaient légiférer sur les questions religieuses. En outre, ces princes protestants s'engagèrent dans le processus de sécularisation de l'immense patrimoine de l'Église catholique, ce qui impliqua pour eux de construire un nouveau système juridique de relations entre l'Église et l'État. En Allemagne notamment, la Réforme fut à l'origine de ce qui sera, plus tard, un *Staatskirchenrecht*.

En Angleterre, l'autorité du pape sur l'Église ne fut plus reconnue à partir d'Henri VIII et, plus spécifiquement, la suprématie royale sur l'Église d'Angleterre fut affirmée dans l'*Act of Supremacy*, en 1534.⁴ La politique royale fut alors de développer la diffusion et la connaissance du droit de l'Église, s'efforçant même d'envoyer, en Irlande, des juges et juristes anglais afin d'y introduire la Réforme.⁵ L'Église catholique tenta

² Le XII^e siècle avait été marqué en particulier par Théodore Balsamon, patriarche d'Antioche (1130/40 – 1195). Citons aussi les compilations canonico-légales du XIV^e siècle, notamment l'Hexabiblos de Constantinos HARMENOPOULOS, juge à Thessalonique, (1320-1383), qui écrivit aussi un *Epitome divinatorum sacramentorum canonum*, et le *Syntagma* de Matthieu BLASTARIS (v. 1280-1350), écrit à Thessalonique en 1335, manuel comprenant un prologue sur la foi orthodoxe et 24 sections, déterminées par les 24 lettres de l'alphabet grec, réunissant dispositions des Saints Canons et Lois civiles. Les œuvres de Blastaris furent aussi très utilisées dans d'autres pays orthodoxes, par exemple en Roumanie (cf. Vasile LEB, «L'état juridique de l'Église dans le droit roumain; aperçu historique», *Communio et Sacramentum*, Mélanges P. Rodriguez, Pampelune, 2003, p.853-874). Comme autres publications importantes, signalons Les Actes des Conciles œcuméniques et des Conciles locaux, édités par le prêtre Spiridon MILIAS, Venise, 1761, 2 vol., et le *Pidalion*, compilé par deux moines du Mont Athos, AGAPIOS et NIKODIMOS, Leipzig, 1800, qui contient tous les Saints Canons de l'Église orientale, avec leur interprétation; cette publication eut un large succès (onze rééditions jusqu'en 1993).

³ Par exemple: écrits d'Eugenios VOULGARIS, Leipzig, 1768.

⁴ Pour une vue générale: «La notion d'Églises nationales au Royaume-Uni», actes du colloque de Cardiff, 13-14 sept, 2001, l'année canonique, 44, 2002, p.9-88.

⁵ A la fin du XVI^e siècle, rôle d'Ambrose FORTH et de Justinian JOHNSON.

de résister et des ouvrages de droit ecclésiastique continuèrent à être publiés en Irlande. La matière était enseignée à l'Université de Dublin à la fin du XVIII^e siècle.⁶ Pourtant, en 1800, par l'*Act of Union*, l'Église d'Irlande et celle d'Angleterre seront réunies pour former «l'Église unie d'Angleterre et d'Irlande», et les œuvres spécifiques de droit ecclésiastique irlandais disparaîtront.

De façon comparable, au Danemark, à partir de la Réforme de 1536, l'Église devint l'*Église d'État Évangélique-Luthérienne* dont la structure fut fixée par ordonnance royale. En conséquence, le *Code Book* de 1683 codifia l'essentiel de la législation ecclésiastique et des normes édictées depuis 1536. Au XVIII^e siècle, la partie du *Code Book* concernant les questions relatives à l'Église fit l'objet d'un commentaire par un juriste danois et les questions constitutionnelles de l'Église furent analysées par un théologien.

La réforme protestante, en reconnaissant les droits du prince d'intervenir en matière religieuse, refusait parallèlement le droit canonique tel qu'il avait été élaboré jusqu'alors. Les auteurs protestants ont, de bonne heure, parlé de «droit ecclésiastique» pour la législation établie par le prince en matière ecclésiastique en application de son pouvoir *circa sacra*; par la suite, ils qualifièrent plus largement de droit ecclésiastique toute la législation promulguée par l'autorité publique en matière religieuse, à quelque titre que ce soit.

Des «Églises nationales»⁷ n'eurent pas lieu de se former pareillement dans les États qui, au XVI^e siècle, demeurèrent catholiques. Certes, là aussi, le Prince entendait exercer une souveraineté dont la première marque, pour reprendre la terminologie de Bodin, consiste dans le droit de faire la loi, mais l'Église ne s'inscrivait pas à l'intérieur des frontières politiques de l'État. Dans un premier temps, autorités séculières et ecclésiastiques se concertaient et collaboraient étroitement, puis le pouvoir du roi de faire la loi voulut s'affirmer comme maître supérieur à l'intérieur des frontières étatiques. Le droit élaboré par l'Église demeura, mais distinct de l'ordre législatif temporel et revêtu d'une valeur que l'on pourrait considérer comme «imparfaite» dans l'ordre juridique étatique. Le «régalisme», le «gallicanisme» en France, ou d'autres systèmes qualifiés de «juridictionnalistes» se développèrent. Tout en garantissant

⁶ En 1690, William KING, évêque de Derry, crée une importante bibliothèque diocésaine.

⁷ Sur ce concept et l'éventuelle existence d'Églises nationales dans l'histoire, voir, «La notion d'Églises nationales en Europe», actes du colloque de Paris, 5-6 décembre 2000, l'année canonique, 43, 2001, p.7-118.

protection à l'Église, la puissance publique se reconnaissait compétente pour la guider et éviter qu'elle n'adopte des positions contraires aux intérêts de l'État; toute décision de l'Église, émanant du pape, d'un concile ou des évêques, ne pouvait recevoir application dans l'État qu'après une procédure de réception par l'autorité étatique, approbation donnée par le pouvoir royal ou ses délégués. Alors que les deux autorités législatives étaient désormais distinctes, apparaissait, pour l'Église, une obligation de respecter l'ordre étatique et son droit, même s'il concernait des questions relatives à religion. Ainsi les parlements français veillaient au «respect des libertés et franchises de l'Église gallicane» et, derrière cette expression, ils protégeaient les droits du roi. Les privilèges et le droit dont l'Église se dotait elle-même, en vinrent à être considérés comme des exceptions au droit commun.⁸ La coexistence des deux systèmes juridiques put être source de conflits.⁹ Dans ce contexte, les concordats devaient se multiplier aux XVI^e et XVII^e siècles.

Les Églises, leurs dignitaires ou leurs fidèles, devaient se soumettre, en tant que fidèles au droit élaboré par les autorités religieuses, et respecter, en tant que sujets, le droit de l'État souverain réglant leur vie quotidienne, y compris le droit émanant de l'autorité publique relatif aux religions. On pourrait affirmer qu'un «droit ecclésiastique de l'État» avait sa place, selon la définition actuelle de l'expression, non seulement dans les États protestants mais également dans ceux demeurés catholiques, si l'on entend par cette expression le droit élaboré par la puissance publique dans le domaine des affaires religieuses.

Pourtant, pour la plupart des auteurs, ce que nous nommons, aujourd'hui, «droit canonique», n'était pas distingué du «droit ecclésiastique». Reiffenstuel († 1703)¹⁰, Schmalzgrueber († 1735) ou Ferraris († v.1763)¹¹ utilisent indifféremment les termes *Jus canonicum* ou *Jus ecclesiasticum*.¹²

⁸ Carlo CARDIA, *Manuale di diritto ecclesiastico*, Bologne, Il Mulino, 2^e ed., 1996, p.100 suiv.

⁹ Exemple, conflit long et profond, à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle, entre la République de Venise et le Saint-Siège sur la question du contrôle doctrinal, ou conflit en France entre Louis XIV et Innocent XI.

¹⁰ Anaclæt REIFFENSTUEL (1641 ou 42-1703), bavaois, capucin, enseigne la théologie à Landshut puis à Munich; en 1683, il fit créer un cours de droit canonique à côté de celui de théologie morale et occupa la chaire de droit canonique de 1683 à 1691. Son *Jus canonicum universum* connut de très nombreuses rééditions.

¹¹ Lucius FERRARIS, *Prompta bibliotheca canonica, juridica, moralis, theologica necnon ascetica, polemica, rubristica historica...*, Bologne, 1746, 3 vol. et nombreuses éditions successives, considérablement enrichies. L'ouvrage, aux rubriques classées par ordre alphabétique, est d'utilisation aisée.

¹² La distinction se fera dans la doctrine allemande; des auteurs allemands, plus que les italiens ou les espagnols, utiliseront le terme «*jus canonicum*» pour désigner le droit le plus ancien et «*jus ecclesiasticum*» pour les normes plus récentes.

À la fin du XVIII^e siècle, Durand de Maillane parle de la même façon de «droit canonique» ou de «droit ecclésiastique». Dans son *Dictionnaire*, les deux expressions sont synonymes et les catégories envisagées par l'auteur sont d'un autre ordre.¹³ La doctrine dissertait sur le droit applicable à l'Église, de quelque source qu'il émane. Toutefois, aujourd'hui, les historiens ont tendance à établir des distinctions entre les auteurs ecclésiastiques de l'ancien droit. Certains sont perçus comme ayant essentiellement étudié le droit de l'Église romaine, alors que d'autres s'inscrivent davantage dans la ligne du juridictionnalisme, comme pour la France les juristes gallicans. Les premiers écrivaient habituellement en latin et privilégiaient les textes du *Corpus Juris Canonici*, le droit du concile de Trente et le droit pontifical établi dans la ligne du droit tridentin. Les seconds s'exprimaient plus volontiers en français s'attachant davantage aux ordonnances royales et à la jurisprudence des parlements.¹⁴ Parmi les dispositions du Concile de Trente, ils reprenaient seulement celles conformes aux doctrines gallicanes. Les uns et les autres abordaient les mêmes sujets. Leurs œuvres ne correspondaient pas à deux disciplines distinctes, mais les points de vue adoptés et souvent l'orientation des doctrines connaissaient des nuances. Les juristes dits «gallicans» se plaçaient en fermes défenseurs des «Franchises et Libertés de l'Église gallicane».¹⁵ On parlait couramment des «lois ecclésiastiques»¹⁶ pour désigner le large *corpus* constitué par les ordonnances royales, les mémoires et procès-verbaux des assemblées du clergé, les arrêts des parlements,....¹⁷

¹³ DURAND DE MAILLANE, *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*, 2^e éd., Lyon, 1770, v^e Droit canonique: «Nous diviserons pour une plus grande intelligence le Droit canonique pris généralement en Droit Oriental et Occidental, ancien et nouveau, commun et particulier, reçu et non reçu, abrogé et non abrogé, public et privé, écrit et non écrit, dogmatique, moral ou politique».

¹⁴ Mais divers ouvrages écrits en Français furent traduits en latin et vice et versa.

¹⁵ Quelques auteurs gallicans, parmi d'autres: Charles FÉVRET (1583-1661), *Traité de l'abus*, 4^e éd. 1689; Claude FLEURY (1640-1723), *Institutes de droit ecclésiastique*, 1676; J.P. GIBERT (1660-1735), *Institutes ecclésiastiques et bénéficiales suivant les principes du droit commun et des usages de France*, 1720; Louis DE HÉRICOURT (1687-1752), *Les Lois ecclésiastiques de la France dans leur ordre naturel*, 1719; Louis THOMASSIN (1619-1695), *Ancienne et nouvelle discipline de l'Église*, Lyon, 1676-79; P.T. DURAND DE MAILLANE (1729-1814), *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*, 1761; idem, *Institutes de droit canonique*, 1770; François RICHER, *De l'autorité du clergé et du pouvoir du magistrat politique sur l'exercice des fonctions du ministère ecclésiastique*, 1767; ...

¹⁶ Francis Messner estime que les «lois ecclésiastiques émanaient du seul pouvoir étatique, auquel le corpus de droit canonique est d'une certaine manière subordonné.» (cf. Francis MESSNER, *Traité de droit français des religions*, op. cit. p. 4). Plus que de subordination, il s'agit d'une articulation particulière des règles émanant de deux autorités distinctes.

¹⁷ Louis DE HÉRICOURT, *Les lois ecclésiastiques de France dans leur ordre naturel*, op. cit.

Certains auteurs, dont Jemolo, signalent, toujours à propos de l'Ancien Régime, l'utilisation d'un autre concept, celui de police des cultes. Jemolo estime son emploi particulièrement courant en France ou en Belgique; il y voit une catégorie permettant de regrouper textes et commentaires, sans pourtant former une discipline propre. La remarque est exacte; toutefois, il n'y a pas là une notion centrale; même si le terme existe, il n'est pas repris comme «mot clef» dans la plupart des index des grands traités de la fin de l'Ancien Régime. En 1940/41 le doyen Gabriel Le Bras professait, à la Faculté de droit de Paris, un cours de doctorat intitulé: *La police religieuse de l'ancienne France*. Certains développements font état de la police des cultes. Pourtant, en se référant tant aux ordonnances royales¹⁸ qu'aux ouvrages des juristes cités par le doyen Le Bras¹⁹, on constate qu'aucun ne se présente comme traitant explicitement d'une «police des cultes». Il ne s'agit pas d'un concept clef pour les juristes de l'ancien droit qui, reprenant les termes de la législation royale, préféraient parler de «juridiction», ou de «discipline» ecclésiastique. Dans l'abondante littérature sur la police, les juristes n'ont pas placé le concept de police des cultes au centre de leurs préoccupations, même s'ils ont violemment encouragé les autorités de police à combattre la «Religion prétendue réformée».²⁰

De ces incertitudes terminologiques, retenons que la discipline du droit ecclésiastique, en tant que droit émanant uniquement de l'autorité séculière, n'était pas expressément reconnue et ne faisait pas l'objet d'un enseignement spécifiquement limité à cette matière. Il serait

¹⁸ Édit du 14 mai 1695, Portant règlement sur la juridiction ecclésiastique, ISAMBERT, *Recueil des anciennes lois françaises*, t.20, p.243; ni le terme de «police», ni celui de «culte», ne se trouvent dans aucun des 50 articles de cette ordonnance. De même, Guy DU ROUSSEAU DE LACOMBE parle de «discipline et juridiction ecclésiastique» dans son *Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale*, Paris, 1771. Le terme de «police des cultes» ne figure pas non plus dans le *Dictionnaire de DURAND DE MAILLANE*, pas plus que dans les index des ouvrages de JOUSSE, *Traité du gouvernement spirituel et temporel des paroisses*, Paris, 1769, ou Louis DE HÉRICOURT, *Les lois ecclésiastiques de France*, nouvelle édition, 1756.

¹⁹ Gabriel LE BRAS, *La police religieuse dans l'ancienne France*, Cours DESS 1940/41, Paris, Les Cours du droit. Comme «traités de l'autorité des rois touchant l'administration de l'Église» (p. 64), l'auteur cite notamment: LEVAYER DE BOUTIGNY, *Dissertation sur l'autorité du Roi en matière de régale*, nulle éd., Londres, 1753 (les diverses éditions ont fait l'objet de remaniements, pas tous dus à l'auteur); RICHER, *De l'autorité du clergé et du pouvoir du magistrat politique sur l'exercice des fonctions du ministère ecclésiastique*, 1766.

²⁰ Rien sur la police des cultes dans le Code de police ou analyse des règlements de police envisagés en douze titres, par DUCHESNE, Paris, 1758; trois brèves lignes relatives à la «police des processions» dans LA POIX DE FRÉMINVILLE, *Dictionnaire ou Traité de la police générale des villes, bourgs et paroisses*, Paris, 1758.

impropre de parler d'une doctrine de droit ecclésiastique dans l'ancien droit. Mais la législation étatique était prise en compte.

B. L'enseignement du droit canonique et du droit applicable à l'Église dans son ensemble

Le roi légiférait en matière ecclésiastique et c'était également de son autorité que dépendaient désormais création et fonctionnement des universités. Pourtant, le droit émanant de la puissance séculière en ce domaine ne formait pas une discipline spécifique qui aurait été enseignée en tant que telle, et ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les Universités ne connurent pas, dans les trois derniers siècles de l'Ancien Régime, le prestige dont elles avaient joui auparavant. D'autre part, les droits savants demeuraient les deux matières juridiques essentielles. En France, un enseignement de «droit français» ne fut introduit dans les Facultés de droit qu'en 1679.²¹ En ce qui concernait le droit de l'Église, on étudiait et commentait le droit canonique lié au *Corpus Juris canonici*. Néanmoins, la doctrine juridique joignait à ses commentaires sur les *Décrétales de Grégoire IX* bien d'autres décisions conciliaires ou pontificales, ainsi que des ordonnances royales ou arrêts des parlements et l'enseignement devait respecter les principes du gallicanisme. En 1600, l'avocat général Servin, lors d'une assemblée envisageant une réforme de l'Université, conseille aux régents «d'enseigner le droit canonique conformément à la discipline ecclésiastique, de n'avancer rien de contraire aux lois et libertés de l'Église gallicane qui sont les droits communs de l'Église catholique».²²

C. Le XVIII^e siècle

Vers la fin de l'Ancien Régime, quelques évolutions se produisirent, sous l'influence de la philosophie des Lumières et des politiques de tolérance

²¹ Édit de Saint Germain-en-Laye, avril 1679, art. 14, ISAMBERT, Recueil des anciennes lois françaises, t.XIX, p.199.

²² Cité par Jean IMBERT, «Notules sur l'enseignement du droit canonique en France», l'année canonique, 33, 1990, p.79-99. J. Imbert cite également D'Avezan: «J'affirme hardiment que le droit pontifical ne peut se comprendre parfaitement sans le droit civil»; Jean D'AVEZAN (ou DAVEZAN) a étudié le droit à Toulouse sous Cujas; il fut professeur à Orléans, ville où il était né, puis à Paris où il mourut en 1666 (ou 1669). Parmi de nombreuses œuvres, citons son *De censuris ecclesiasticis liber cum dissertatione de pontificia et regia potestate* (Orléans 1654) et d'autres écrits sur la puissance pontificale et royale. Voir aussi: Jean GAUDEMET, «Le droit canonique en France des origines à 1789», l'année canonique, 38, 1996, p.249-283.

religieuse mises en œuvre dans plusieurs États. Pourtant, le juridictionnalisme persista généralement. Le Joséphisme de l'Empire austro-hongrois constitua l'exemple le plus éclatant de l'emprise du Prince sur la religion. L'État légiférait et s'assurait que tant les doctrines professées par l'Église que les actes des dignitaires ecclésiastiques ne portent pas atteinte aux intérêts de l'État souverain.

Dans ce contexte, la doctrine allemande, au XVIII^e siècle, discutait des questions relatives aux relations religions État, parlant d'un «Kirchen-Staatsrecht», que les auteurs envisageaient dans des traités soit de «Kirchenrecht», soit de «Staatsrecht». Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle, le mot «Staatskirchenrecht» apparaît dans la littérature juridique, comme une sorte de traduction du *jus publicum ecclesiasticum sive religiosum*. Une ébauche de distinction apparaît chez certains auteurs allemands entre droit canonique et droit ecclésiastique.²³

Parallèlement, les Facultés connaissent, au cours du XVIII^e siècle, un nouvel essor. On compte 17 Facultés de théologie en Allemagne et en Autriche à la fin de ce siècle²⁴, mais le droit canonique fait plus souvent partie des Facultés de droit et il ne s'agit pas de «droit civil ecclésiastique».

Dans un autre contexte, l'exemple portugais atteste aussi du maintien d'un ferme juridictionnalisme. Le synode de Pistoia de 1786 déclarait la supériorité du concile sur le pape, ajoutant que le pape n'était pas infaillible et que ses décisions n'étaient pas irréformables. Le concile fut condamné par la bulle *Auctorem fidei* de 1794; mais cette bulle n'ayant pas été reçue au Portugal, les dispositions du concile continuèrent à être considérées comme faisant autorité au Portugal. Dans ce pays, le renouveau universitaire du XVIII^e siècle se fait également sentir.²⁵ Sous l'influence du marquis de Pombal (1772), puis de Lemos (1777), des changements notables furent introduits, en 1777, dans l'enseignement du

²³ La distinction n'est pas nette chez Reiffenstuel ou chez Schmalzgrueber. Pourtant elle se fera en Allemagne, plus qu'en Italie ou en Espagne.

²⁴ Peter HÜNERMANN, «Les Facultés de théologie allemandes et autrichiennes», Pierre HURTUBISE (éd.), Université, Église, culture; les Universités catholiques dans le monde (1815-1962), op.cit., p.38-56. Les Facultés de théologie seront beaucoup moins nombreuses après le gouvernement de Napoléon et leur nombre augmentera de nouveau au XIX^e siècle. Richard PUZA cite les principales créations de facultés de théologie dans les universités d'État avant 1945 («Les facultés de théologie en Europe», *Studia canonica*, 34, 2000, p.75-89): Würzburg 1402, Munich 1472, Tübingen 1477, Fribourg-en-Brisgau 1657, Münster 1780, Bonn 1818. Il ajoute, en ce qui concerne l'Autriche: Facultés de théologie catholique à l'Université de Graz 1586, Salzbourg 1619, Vienne 1635, Innsbruck 1669.

²⁵ Augusto RODRIGUEZ, «Les sciences religieuses au Portugal», Université, Église culture, op. cit., p.179-199.

droit canonique et de la théologie à l'Université de Coimbra, le seul établissement ayant, à cette époque, le titre d'Université. On accorda davantage d'attention à diverses matières parmi lesquelles l'histoire, le droit naturel, ou encore la législation portugaise. En théologie, droit canonique et droit civil, l'approche régaliennne fut renforcée.

D'une façon plus générale, Jean Imbert estime que, vers la fin du XVII^e siècle et au XVIII^e siècle, «les cours de droit canonique ont tendance, un peu partout, à se muer en cours de droit ecclésiastique».²⁶

En ce qui concerne l'enseignement, évoquons à titre l'exemple, la ville de Strasbourg, tour à tour sous autorité impériale ou française, gagnée à la Réforme protestante mais conservant une importante élite intellectuelle catholique. Pour la période qui nous préoccupe actuellement, avant le XIX^e siècle, le droit ecclésiastique, ou le *Staatskirchenrecht* ne faisaient pas l'objet de cours autonomes. La Faculté de théologie protestante fut officialisée par Maximilien II en 1566.²⁷ L'Université catholique ne fut fondée qu'ultérieurement, en 1617, à l'instigation de l'archiduc Léopold d'Autriche, évêque de Strasbourg, qui obtint une bulle du pape Paul V, confirmée six mois plus tard par un édit de l'empereur Mathias. Installée tout d'abord à Molsheim, elle fut transférée à Strasbourg en 1702, par Lettres patentes de Louis XIV; elle comptait deux Facultés: philosophie et théologie. Jusqu'en 1776, seule la Faculté de théologie protestante était habilitée à conférer les grades. Par Lettres patentes du 24 mai 1776, Louis XVI autorisait l'Université catholique à établir deux chaires de droit canonique et à conférer les grades de bachelier, licencié, docteur.²⁸ L'une des deux chaires de droit canonique était consacrée à l'enseignement du droit public, l'autre du droit privé. La chaire de droit public fut tout d'abord occupée par un laïc, d'origine allemande, François-Georges Ditterich et celle de droit privé par un prêtre séculier, François-Antoine

²⁶ Jean IMBERT, op. cit. p.88. De même, Jean des Graviers, professeur à Strasbourg quelques décennies plus tôt considérait déjà que «c'est bien moins le droit même de l'Église que l'on enseigne que la législation civile ou la juridiction des tribunaux laïcs sur les personnes et les choses de l'Église», cité par Pierre ANDRIEU GUITRANCOURT, Introduction sommaire à l'étude du droit en général et du droit canonique contemporain en particulier, Paris, Sirey, 1963, p.1317.

²⁷ Sur tous ces points voir l'article de René METZ, «Un cours de droit canonique à l'Université de Strasbourg en 1781», Mémorial du Cinquantenaire, 1919-1969, Faculté de théologie catholique, Université de Strasbourg, Strasbourg, 1970, p. 333-346. R. Metz rappelle que l'origine de l'Université protestante remonte à l'Ecole latine fondée en 1538 par le Magistrat de Strasbourg; en 1566, Maximilien II l'éleva au rang d'Académie avec une Faculté de théologie et une de philosophie; elle deviendra Université en 1621, avec deux autres Facultés (droit et médecine).

²⁸ Deux ans pour être bachelier, deux autres années pour la licence et un an de plus pour le doctorat.

Brendel. Le droit ecclésiastique n'était pas matière d'enseignement. Les révolutionnaires supprimeront l'Université catholique en 1791.

On trouve un écho de cette tentative faite à Strasbourg pour distinguer des cours de «droit canonique public» et «de droit canonique privé» dans le *Dictionnaire* de Durand de Maillane.²⁹ Toutefois, les remarques de l'auteur restent assez confuses, traduisant une doctrine encore mal établie, une terminologie qui se cherche. La distinction entre droit canonique et droit ecclésiastique n'est pas faite, celle entre droit public et droit privé demeure floue. Pour Durand de Maillane, le «droit public ecclésiastique» est composé des «lois qui regardent le gouvernement de l'Église Universelle, ou du moins le gouvernement de l'Église d'un certain État»; il s'oppose au «droit particulier».

Sans qu'il y ait contradiction flagrante, Durand de Maillane ne reprenait pas exactement les catégories posées un siècle plus tôt par De Luca distinguant le *jus publicum ecclesiasticum internum* (la constitution hiérarchique de l'Église) et le *jus publicum ecclesiasticum externum* (les rapports Églises-États).³⁰ Les efforts de définitions, faits à la fin du XVIII^e siècle, méritent attention. Ils sont imparfaits et laissent perplexe le canoniste du XXI^e siècle, mais témoignent de ce que le droit relatif à l'Église était appréhendé comme une seule matière, dans laquelle chacun

²⁹ DURAND DE MAILLANE, op. cit. v^o Droit canonique: «Le Droit Ecclésiastique semble tout public, puisque ce qui regarde la Religion intéresse indistinctement tout le monde; mais à certains égards, on a cru pouvoir le diviser, comme le Droit Civil en public et privé; M. Gibert dans ses Institutes suit cette règle: que ce qui regarde de près l'intérêt du public et de loin l'intérêt des particuliers en tant que le bien public rejaillit sur eux, forme le Droit Public; au lieu que ce qui regarde de près les particuliers et de loin l'intérêt public, en tant que le bien des membres contribue au bien du Corps, peut être appelé le Droit privé. ...

«En France, tout ce qui regarde la Religion de près ou de loin, fait partie du Droit Public Français; les gens du Roi interviennent et concluent, dans toutes les causes Ecclésiastiques ou Bénéficiales... (mais) communément, on entend par Droit Public Ecclésiastique les Loix qui regardent le gouvernement de l'Église Universelle, ou du moins le gouvernement de l'Église d'un certain État, comme de la France; le Droit Particulier Ecclésiastique, au contraire, est celui qui regarde en particulier les membres qui composent ces Églises....»

³⁰ G.B. DE LUCA, (1614-1683); De Luca occupa de nombreuses et importantes fonctions à la curie romaine. Il fut membre de onze congrégations. Il s'interrogeait sur les interférences, néfastes, entre institutions ecclésiastiques et «étatiques», dues au fait que le pape cumulait pouvoir spirituel et temporel. Parmi ses nombreux écrits, citons: *Theatrum veritatis*, et *iustitiae sive decisivi discursum ad veritatem editi in forensibus controversis canonicis, et civilibus, in quibus in Urbe advocatus, pro una partium scripsit, vel consultus respondit Io. Baptista De Luca*, Rome, 1669-1681, 23 vol. Sur sa personnalité, voir entre autres: A. ZANOTTI, *Cultura giuridica del Seicento e «Jus publicum ecclesiasticum» nell'opera del Cardinal Giovanni Battista De Luca*, Milan, 1983.

établissait diverses catégories selon l'auteur de la norme, selon son objet ou selon la date d'élaboration.³¹

Ces efforts doctrinaux maladroits tendent cependant à établir que si un droit ecclésiastique émanant de l'État n'existait pas de façon autonome, et s'il ne pouvait être question de l'enseigner, les conditions de son épanouissement étaient posées et l'essor qu'il connaîtra se trouvait préparé.

II. Le droit ecclésiastique, à partir du XIX^e siècle³²

Le XIX^e siècle s'ouvre sur un tout autre contexte relatif tant aux réalités politiques qu'aux doctrines concernant les relations entre confessions religieuses et puissance publique des États. Partout, les universités s'organisent selon de nouveaux schémas. Au milieu de ces profondes mutations, la discipline même du «droit ecclésiastique» prendra son essor dans quelques pays, mais pas dans tous et ce sera au XX^e siècle plus qu'au XIX^e qu'elle acquerra son autonomie. Un aperçu général des principaux courants politiques, religieux, doctrinaux semble nécessaire (A) pour comprendre l'évolution propre aux principaux États, tant ceux où la discipline a acquis une existence autonome (B) que ceux où la matière demeure mêlée à d'autres disciplines (C).

A. Les conséquences, sur les disciplines scientifiques, de l'affirmation progressive de l'indépendance des confessions religieuses au cours du XIX^e siècle

Au début du XIX^e siècle, suite de la Révolution française et plus généralement au mouvement de sécularisation qui se développe à travers l'Occident, les relations entre les religions et les États se présentent sous de nouveaux traits.³³ Dans plusieurs pays, l'État libéral se construit en

³¹ Le courant doctrinal, important, privilégiant l'expression droit canonique pour désigner le Corpus Juris canonici voyait, par le fait même, dans le droit canonique, des normes établies depuis de longs siècles.

³² Signalons un ouvrage récent et fondamental: Ivan C. Iban, *En los origenes del Derecho eclesiastico*, Centro de Estudios políticos y constitucionales, Madrid, 2004. Notre collègue Ivan C. Iban reproduit un discours inaugural prononcé par Scaduto en 1884. Il se livre à une étude remarquable des sources utilisées par Scaduto. Son objectif n'est nullement de dresser un inventaire des écrits de droit ecclésiastique du XIX^e siècle, mais, pour chacun des auteurs, ou chacune des revues utilisés par Scaduto, on trouvera dans ce beau volume des références bibliographiques et chronologiques précises et une analyse doctrinale, courte mais d'une grande richesse.

³³ René EPP, Charles LEFEBVRE, René METZ, *Le droit et les institutions de l'Église catholique latine de la fin du XVIII^e siècle à 1978*, Sources et Institutions, coll. HDIEO,

s'opposant aux forces cléricales.³⁴ Au sein des universités, l'enseignement des sciences religieuses est, dans un premier temps restreint, voire supprimé.³⁵ Le déclin des sciences religieuses a sans doute de multiples causes, notamment les bouleversements dus à la Révolution française, l'affaiblissement de l'autorité pontificale, ou la volonté des évêques de former les clercs aux tâches pastorales.³⁶ D'autre part, l'essor des codifications des droits étatiques entraîna souvent une redéfinition du contenu de ces droits et donc du rôle d'un droit émanant de l'autorité publique par rapport à des droits religieux.³⁷ Si ces quelques éléments sont communs à tous les pays, il apparaît néanmoins que leurs conséquences ne sont pas partout identiques, preuve de ce que les réactions de chacun dépendent de facteurs divers, politiques, sociologiques, religieux.

Dès le début du siècle, dans l'empire germanique, les nombreuses principautés ecclésiastiques existant au XVIII^e siècle disparaissent définitivement lors du Recès de Ratisbonne du 25 février 1803 qui supprime ces souverainetés ecclésiastiques et confisque les biens de l'Église.³⁸ Il n'y a pas pour autant de mouvement de sécularisation de la société. Au congrès de Vienne, des projets réformateurs dans la ligne du josphisme furent élaborés³⁹, mais sans succès. La situation évolua de façon distincte selon les États.⁴⁰ En application du principe de «territorialisme» des États, la Confédération allemande ne possède pas un droit national unifié relatif aux Églises. En Autriche, le josphisme se

t.XVI, Paris, Cujas, 1981. Nous empruntons une part importante de nos développements à ce volume.

³⁴ Carlo CARDIA (*Diritto ecclesiastico*,... op. cit.) montre qu'en Europe les régimes de séparation issus de la Révolution française impliquent autonomie absolue de chacune des deux sphères de compétence, car ils se sont édifiés par un processus d'opposition entre l'État libéral et les forces cléricales; en revanche, aux États-Unis, le régime de séparation est né d'un accord profond entre les religions et l'État.

³⁵ En France, toutes les Facultés sont supprimées par décret du 15 septembre 1793.

³⁶ Voir François JANKOWIAK, *Le gouvernement de la curie romaine, (1846-1914)*, Thèse dactylographiée, Droit, Paris XI, 2002, p. 641-645 (à paraître dans la collection des publications de l'École française de Rome).

³⁷ Carlo Fantappiè fait le point sur l'évolution du droit canonique face à la sécularisation; il étudie les grands courants doctrinaux et les conceptions relatives au droit canonique comme système juridique propre; C. FANTAPPIÈ, (a cura di), *Itinerari culturali del Diritto canonico nel Novecento*, G. Giappichelli editore, Torino, 2003, collana di Studi di diritto canonico ed ecclesiastico.

³⁸ Deux principautés ecclésiastiques sont provisoirement conservées: le Territoire de l'Ordre teutonique et le Territoire ecclésiastique de Ratisbonne.

³⁹ Projet d'une Église nationale allemande, sous contrôle étroit de l'État et n'ayant avec Rome que des liens distants.

⁴⁰ Concordat du 5 juin 1817 pour la Bavière. Bulle De salute animarum de Pie VII (16 juil. 1821) promulguée comme loi d'État en Prusse. Bulle Provida solersque (16 août 1821) pour le Sud-Ouest de l'Allemagne...

poursuivit avec la tutelle, bienveillante mais lourde, de Metternich, chancelier de 1809 à 1848.

Ailleurs, en Belgique, la Constitution du 7 février 1831 affranchissait l'Église du juridictionnalisme et de l'emprise que les gouvernements précédents, napoléoniens et hollandais, avaient exercée sur elle. Elle garantissait son indépendance tout en maintenant certains devoirs à la charge de l'État à l'égard des religions.⁴¹ Une Université catholique fut créée en 1834 à Malines et transférée à Louvain dès l'année suivante. Le courant dit de «l'école de Malines», dont l'abbé Sterckx fut l'un des membres les plus influents, insistait sur l'obligation faite à l'État d'accorder certaines faveurs à l'Église.

La Hollande était très majoritairement protestante, mais les relations avec les catholiques s'améliorèrent sous le règne de Guillaume II (1840-1849).

En Belgique, aux Pays-Bas et dans beaucoup d'autres régions, on n'enseignait pas, alors, le «droit civil ecclésiastique». Les questions relatives aux relations entre les religions et les États étaient abordées dans d'autres cours, au premier rang desquels ceux de droit constitutionnel.

En Espagne, après l'occupation française, Ferdinand VII de retour au pouvoir en 1814 rétablit les droits de l'Église. Mais la guerre civile entre Carlites et Christinos (1834-1840) alimenta les luttes anticléricales. Au Portugal, les Pedristes l'emportèrent en 1834 et l'Église en subit les conséquences. En France, ce fut aussi à partir des années 1830, sous la Monarchie de Juillet, que l'anticléricisme connut un véritable essor. Dans ces pays, le terme «anticléric» demeurait très peu usité, mais la réalité du courant doctrinal et de sa force politique s'exprimait.

Les années 1848-1849 constituèrent un tournant profond dans toute l'Europe, lors des révolutions de 1848 de France, d'Italie, d'Europe centrale. Les pays du Nord connurent aussi leurs bouleversements. Le Danemark fut le premier pays à abandonner le système d'Église nationale; la loi fondamentale de 1849 accordait la pleine liberté religieuse et mettait les catholiques sur un pied d'égalité avec les protestants. La Norvège maintint une Église officielle, mais accorda néanmoins la liberté religieuse en 1845. En revanche, la Suède gardait une législation sévère à l'encontre des fidèles des religions autres que le protestantisme.

La Constitution de Frankfort (1848/49) pose pour l'ensemble de l'Allemagne quelques-unes des bases normatives sur lesquelles s'établiront

⁴¹ Mgr. Henri WAGNON, «Le congrès national belge de 1830-1837 a-t-il établi la séparation de l'Église et de l'État?», *Mélanges Gabriel Le Bras*, Paris, Sirey, 1965, t.1, p. 753.

les relations entre les Églises et l'État: principe de liberté d'association pour les religions, principe d'égalité en droit de toutes les sociétés religieuses, principe de leur autonomie interne et principe de leur soumission aux lois de l'État. La Constitution prussienne de 1850 marque déjà un infléchissement notable par rapport aux conceptions exprimées à Frankfort.⁴²

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, alors que dans toutes les sociétés occidentales positivisme et incroyance apparaissent où se développent⁴³, au sein de l'Église catholique, l'ultramontanisme progresse dans la plupart des pays. En France, face à ces courants ultramontains, le gallicanisme décline, même si Maret, doyen de la Faculté de théologie de la Sorbonne, s'en fait le fervent défenseur.⁴⁴ En Autriche, l'Université d'Innsbruck, aux mains des jésuites à partir de 1857, défend l'ultramontanisme; de même à Vienne.⁴⁵ En Allemagne, nombreux sont les partisans de l'autorité romaine. Néanmoins, les universités allemandes résistent à ce courant. La formation historique, scientifique et approfondie, des théologiens allemands leur permet de puiser dans l'histoire du christianisme des premiers siècles de sérieux arguments pour s'opposer aux thèses sur l'infailibilité pontificale.⁴⁶ Le renouveau de la culture universitaire allemande précède celui de l'Autriche, de l'Italie ou de l'Espagne. On ne saurait trop insister sur les influences qu'eurent à travers toute l'Europe, les remarquables travaux des théologiens, canonistes et historiens de l'Église allemands qui œuvrèrent aussi pour l'avènement d'une science historique plus libre, reposant sur des recherches scientifiques menées en toute indépendance.⁴⁷

⁴² Peter LANDAU, «La genèse du Staatskirchenrecht en Allemagne dans la seconde moitié du XIX^e siècle», *Revue de droit canonique*, 47/1, 1997, p.161-189.

⁴³ En France, vers 1860, le comtisme se répand, suivi des écrits de Taine, Renan, Littré. Un peu partout, les excès dus au scientisme provoqueront, vers 1880, un certain renouveau spirituel (ex: Dostoïevski). Voir: *L'intelligentsia européenne en mutation, 1850-1875: Darwin, le Syllabus et leurs conséquences*, Bruxelles, 1998, (Problèmes d'histoire des religions, 9). En Espagne et en Italie, le mouvement anti-catholique se marque encore dans les années 1890-1900, jusqu'à la création, en Espagne, de l'Opus Dei en 1928.

⁴⁴ Claude BROSOLETTTE, *L'abbé Maret, le combat d'un théologien pour une démocratie chrétienne, 1830-1851*, Paris, 1977; idem, *Le pouvoir dans la société et dans l'Église. L'ecclésiologie politique de Mgr. Maret, dernier doyen de la faculté de théologie en Sorbonne au XIX^e siècle*, Paris, 1984, 211p.

⁴⁵ Pourtant, les idées ultramontaines sont davantage diffusées par le cardinal Rauscher, archevêque de Vienne, que par les universités.

⁴⁶ À Munich, Doellinger avait pris la direction de l'école historique chez les théologiens allemands; il lutte fermement pour la liberté de l'Église, mais dénonce par la suite les dangers de l'ultramontanisme qui justifie l'extension des interventions pontificales. Le schisme des vieux-catholiques se formera autour de lui.

⁴⁷ Dans les facultés de théologie, les études évoluent aussi; la théologie dogmatique se développe, alors que d'autres matières, comme le droit canonique ou l'histoire

Au lendemain du concile de Vatican I, le *Kulturkampf* dénonce, dans l'Allemagne unifiée au profit de la Prusse protestante, les dangers d'une Église catholique jugée réactionnaire. La Suisse connaît son *Kulturkampf* à la même époque; dans la Constitution fédérale de 1874 et les dispositions qui la prolongèrent, on constate des mesures de contrôle, voire de brimade, à l'égard de l'Église catholique.⁴⁸ On trouve une attitude comparable en Autriche, où le gouvernement dénonce le Concordat conclu en 1855 sous prétexte de ce que la condition des signataires est modifiée par la proclamation du dogme de l'infaillibilité pontificale.

Ailleurs, plus que de *Kulturkampf*, c'est d'anticlérisme dont il est question. En France, celui-ci se développe avec virulence, pour des raisons en grande partie dues à l'histoire propre de ce pays.⁴⁹ En Belgique, la question scolaire provoque, en 1880-1884, la rupture momentanée des relations diplomatiques avec le Saint Siège.⁵⁰

Cependant, au cours des mêmes années, s'amorce ce que le chanoine Aubert qualifie de «lent réveil des sciences ecclésiastiques». Le mouvement est notable dans les Universités d'État et il accompagne le développement de l'école historique au sein de la doctrine civiliste. Il résulte aussi de la volonté pontificale; Léon XIII donne une vigoureuse impulsion aux sciences religieuses enseignées dans les établissements dépendants de Rome. En même temps, il promulgue diverses encycliques où il demande aux nations de se soumettre à l'autorité civile, dès lors qu'elle est légitimement établie.⁵¹ Parallèlement, se précise la doctrine de la société parfaite, reconnaissant une pleine compétence à l'Église tant pour légiférer sur son propre ordonnancement que pour négocier avec les États.

ecclésiastique, demeurent accessoires. Ces évolutions sont tout à fait fidèles aux grands documents romains de la fin du XIX^e siècle. Cf. Peter HÜNNERMANN, «Les Facultés de théologie allemande et autrichiennes», Université, Église, culture. Les Universités catholiques dans le monde (1815-1962), Actes du second symposium, Institut catholique de Paris, 32-25 avril 2001, Fédération internationale des Universités catholiques, 2003, p.38-56.

⁴⁸ En Suisse, certains cantons sont essentiellement catholiques, d'autres sont protestants; les uns adoptent un système séparatiste, d'autres des régimes d'union, ou de reconnaissance, selon diverses modalités.

⁴⁹ Brigitte BASDEVANT-GAUDEMET, «Quelques étapes de l'anticlérisme en France; aux origines de la laïcité à la française», État et Église en Europe occidentale (19^e-20^es.) dans une perspective d'histoire administrative, JEV, Jahrbuch für europäische Verwaltungsgeschichte, 14, (dir. Jos C.N. Raadschelders), Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 2002, p.21-40.

⁵⁰ C'est aussi la pleine période du modernisme; citons seulement Tyrell en Angleterre et Loisy en France, professeur de théologie à l'Institut catholique de Paris.

⁵¹ Il s'adresse notamment aux nations qui, selon lui, sont catholiques: Autriche, France, Espagne, Portugal, Belgique (le cas de l'Italie restant à part) et s'adresse différemment aux nations protestantes (États Allemands, Angleterre); sur ces points, voir Jean-Marc TICCHI, «Nation et Saint-Siège à l'avènement de Pie X», in Hélène CARRÈRE D'EN-

Les tendances séparatistes s'affirment plus fortement et parfois se concrétisent. Dès 1905, la France adopte, dans un climat d'anticlérisme virulent, un régime de séparation des Églises et de l'État, malgré l'opposition de l'épiscopat qui manifeste clairement son attachement au siège romain.

En Italie, avant la Première guerre mondiale, le premier ministre Giolitti forge la théorie des parallèles selon laquelle Église et État devraient être des lignes parallèles qui ne se rencontrent pas. Le Portugal adopte sa loi de séparation le 20 avril 1911, accompagnée de mesures de brimades et parfois de violences contre l'Église, mais dès 1918, le décret Moura Pinto permet le rétablissement de relations plus cordiales.

Le courant séparatiste, souvent important avant la Première guerre mondiale, s'atténue fortement, ou disparaît dans divers États après 1918.

Les principaux traits des relations entre Églises et États entre les deux guerres ont fait l'objet de diverses études approfondies. Le mouvement concordataire, notamment avec les États totalitaires⁵², connaît un nouvel essor qui, loin du séparatisme du début du siècle, entraîne un certain retour au confessionnalisme de l'État. On a pu voir là une ultime tentative de l'Église pour freiner l'évolution moderne de l'État libéral.

Je n'ai donné ici que quelques aperçus sommaires de cette histoire mouvementée des XIX^e et XX^e siècles. Il s'agit d'une histoire propre à chaque État, avec des tendances à la sécularisation qui apparaissent beaucoup plus tôt dans certains pays (France, Belgique, Pays-Bas) que dans d'autres (Allemagne, Italie, Espagne, Portugal), avec maintien d'un fort juridictionnalisme, ou essor de l'anticlérisme. Parfois, comme dans

CAUSSE et Philippe LEVILLAIN (dir.), Nations et Saint-Siège au XX^e siècle, Paris, Fayard, 2000, p.15-31.

⁵² Pour l'Allemagne, un concordat général avec le Reich sembla tout d'abord ne pas aboutir, mais des concordats régionaux furent conclus (Bavière 1924, Prusse 1929, Pays de Bade 1932) et un concordat avec le Reich intervint finalement en 1933. D'autre part: Concordat avec l'Autriche 1933; Accords du Latran en 1929; Concordat portugais de Salazar en 1940; Concordat espagnol en 1953; le Concordat de 1953 est, d'après Ivan C. IBAN «un catalogue des anciennes revendications du Jus publicum Ecclesiasticum Externum. En résumé: l'État, aussi bien que l'Église constituent, tous deux, des communautés d'intérêts autonomes, mais, en cas de conflit, les exigences ecclésiastiques doivent avoir priorité car elles poursuivent un but supérieur» (in Gerhard ROBBERS (dir.), État et Églises dans l'Union Européenne, Baden-Baden, Nomos, 1997, p.104). Les concordats des régimes totalitaires de l'entre deux guerres ont été étudiés notamment par Francesco MARGIOTTA-BROGLIO, article «Concordat», Dictionnaire historique de la Papauté, dir. Philippe LEVILLAIN, Paris, Fayard, 1994; idem, «La politique du Saint Siège vis à vis des États totalitaires», Relations internationales, 1981, p.319-442. Voir aussi: Yves LEROY DE LA BRIÈRE, «Concordats postérieurs à la Grande Guerre», Dictionnaire de Droit canonique, dir. Raoul NAZ, Paris, 1942; idem, «le droit concordataire dans la nouvelle Europe», Académie de droit international, Recueil des cours 1938, vol. I, Paris, 1938, p.370-446.

le *Kulturkampf*, l'autorité de l'État s'affirme, dans une politique de brimade qu'on ne saurait comparer sans nuances aux lois de laïcisation des républicains des années 1880-1900 en France. Au début du XX^e siècle, séparation ou confessionnalisme deviennent des options majeures mais qui, l'une et l'autre, se déclinent selon des modalités bien diversifiées. D'une façon générale, les divers modèles de relations entre confessions religieuses et État devront tenir compte, au XX^e siècle, d'une sécularisation qui existe désormais partout, en ayant atteint des degrés certes différents selon les États.

Ces fluctuations constantes, brutales ou continues, générales ou locales, expliquent en partie ce que fut, aux XIX^e et XX^e siècles, le «droit ecclésiastique» en Europe. La période n'est pas homogène. Chaque État connaît sa propre évolution des relations Églises État. La discipline scientifique – que l'on nomme parfois droit civil ecclésiastique – susceptible de rendre compte de cette réalité religieuse, sociologique, politique et juridique dut prendre en compte ces diversités dans le temps et dans l'espace. La terminologie utilisée, les courants doctrinaux et l'enseignement universitaire reflètent toute la complexité de ces situations. Aux XIX^e et XX^e siècles, l'expression «droit ecclésiastique» est utilisée, mais la doctrine n'est pas unanime sur la signification d'une terminologie qui demeure ambiguë.

René Metz estime possible de dégager des courants généraux dans l'utilisation des notions.⁵³ Pour certains, dans une ligne déjà tracée au XVIII^e siècle, le droit canonique est le droit du *Corpus Juris canonici*, qui n'évolue plus, alors que le droit ecclésiastique, élaboré plus récemment, peut encore évoluer. Pour d'autres, les deux expressions se définissent par rapport à l'autorité compétente pour élaborer la règle de droit. Le *jus canonicum* est le droit élaboré par l'Église et le *jus ecclesiasticum* émane soit de l'Église soit de la puissance publique, le premier constituant un élément du second, qui désigne, de façon plus large, l'ensemble des dispositions applicables aux questions religieuses. Une troisième catégorie d'auteurs, suivant plusieurs de leurs prédécesseurs, continuent à considérer comme synonymes droit canonique et droit ecclésiastique. Par l'une ou l'autre de ces expressions, ils désignent le droit propre établi par l'Église, et non celui émanant de l'État.⁵⁴ Telle est l'opinion de Wernz

⁵³ René METZ, *Le droit et les institutions de l'Église en Occident de la fin du XVIII^e siècle à 1978*, op. cit., p.141 suiv.; Francis MESSNER (*Traité de droit français des religions*, op. cit., p.6) apporte, pour la France, quelques nuances au schéma tracé par René Metz (cf. infra, à propos de la France); voir aussi: Alberto DE LA HERA et Charles MUNIER, «le droit public ecclésiastique à travers ses définitions», *Revue de droit canonique*, 20, 1971, p.32-63.

⁵⁴ Par exemple, pour la France, B. DUBALLET, ou Marie-Dominique BOUX (1808-1870); celui-ci établit des contacts étroits avec les canonistes des congrégations romaines

dans son *Jus Decretalium*, dont on connaît l'influence sur la commission de codification. De fait, cette conception domine dans le Code de 1917. Après la publication du Code, la doctrine maintient la même terminologie. Encore en 1930, le canoniste français Francisque Cimetier intitule son ouvrage *Les sources du droit ecclésiastique*, uniquement pour que son livre se distingue de celui publié auparavant par Adolphe Tardif sous le titre *Histoire des sources du droit canonique* (Paris 1887). La matière traitée dans ces deux ouvrages est identique. Pourtant, dans la première moitié du XX^e siècle, une terminologie semble se dégager. La doctrine préfère réserver l'expression «droit canonique» au droit interne de l'Église dans la ligne du *Codex Juris canonici* et recourt plus souvent au terme de «droit ecclésiastique» pour désigner le droit de l'État en matière ecclésiastique et le droit concordataire.

Il semble qu'aujourd'hui, dans un certain nombre de pays, la terminologie est bien établie: *Staatskirchenrecht* en Allemagne, droit ecclésiastique en Grèce, Italie (*diritto ecclesiastico*), Espagne (*derecho eclesiastico*), Portugal (*dirieto ecclesiastico*). Dans ces divers États, la discipline fait l'objet d'enseignements universitaires spécifiques. Les dates auxquelles la matière a pris son autonomie ne sont pas partout les mêmes, ce qui conduit à donner quelques indications particulières sur chaque situation (B). Il conviendra d'envisager ensuite les autres États européens, où des universitaires se spécialisent dans ce domaine, bien qu'aucun enseignement particulier n'y soit développé (C); tel est notamment le cas de la France.

B. Les États possédant une tradition d'enseignement du droit ecclésiastique bien établie

Comme nous l'avons dit, chaque pays connut son propre processus d'évolution, justifiant un développement particulier pour chacun.⁵⁵ Les doctrines élaborées en Allemagne ayant eu une influence considérable dans toute l'Europe, je commencerai par donner quelques indications sur l'essor des disciplines relatives au droit des relations entre confessions religieuses et État en Allemagne, puis je traiterai de la Grèce, où la discipline est peut-être encore plus ancienne, mais fut infléchie par les doctrines allemandes. Je poursuivrai par l'Italie, considérée par Jemolo comme «le» pays du droit civil ecclésiastique, puis par le Portugal et l'Espagne.

au cours de son séjour dans cette ville, lors des années 1850. À Paris, il fonda, en 1860, la *Revue des sciences ecclésiastiques*; pour l'Allemagne, citons François HEINER, († 1919), Professeur de droit à Fribourg, puis auditeur de Rote; il écrit un *Katholisches Kirchenrecht* en 2 vol, (Paderborn, 1895). Voir aussi Peter LANDAU, «La genèse...», loc cit.

⁵⁵ Voir, par Raoul NAZ, l'article «Droit canonique, son enseignement», dans *Dictionnaire de droit canonique*, dir. R NAZ.

1. L'Allemagne

En Allemagne⁵⁶, on ne peut pas encore parler, au cours du XIX^e siècle, d'une sécularisation de la société. Pour la majorité des individus, État et sociétés sont basés sur le christianisme et l'État doit être chrétien. Les préoccupations sont d'un autre ordre; elles visent à établir un système de parité entre les deux grandes confessions chrétiennes et à donner à la communauté juive dans une position plus sûre. Le *Staatskirchenrecht* devra contribuer à la réalisation de cette tâche.

On sait l'essor remarquable que connurent en Allemagne, aux XIX^e et XX^e siècles, les sciences religieuses dans leur ensemble et les traités essentiels qui furent élaborés. Ici comme ailleurs, droit canonique et droit ecclésiastique purent parfois recevoir des définitions peu concordantes. Certains canonistes allemands protestants continuent à parler de droit canonique pour désigner le *Corpus Juris canonici* et voient dans le droit ecclésiastique une catégorie en un sens plus large car englobant des règles récentes; mais, pour les mêmes auteurs, le *jus canonicum* pouvait sembler au contraire plus large que le *jus ecclesiasticum*, car comprenant divers sujets qui, au Moyen Âge, relevaient de la compétence de l'Église, mais lui échappèrent par la suite. Cette conception fut retenue notamment par E.L. Richter⁵⁷ puis, à sa suite, par Schulte⁵⁸, Friedberg⁵⁹, Frantz, Kirchenheim, Sehling.

⁵⁶ Ces développements résultent pour la plus grand part des renseignements communiqués par le Professeur Alexander Hollerbach.

⁵⁷ Emile Louis RICHTER (1808-1864), protestant, avocat à Leipzig puis professeur à Marbourg et Berlin; on lui doit un *Lehrbuch des katholischen und evangelischen Kirchenrechts*, 1841 (8^e éd. 1886, due à R. Dove et G. Kahl). L'auteur expose l'image de deux cercles qui se recoupent partiellement, afin de montrer les domaines, communs ou respectifs, de chacune des deux disciplines. Les rapports entre les Églises et l'État sont envisagés dans la seconde partie de cet ouvrage qui en compte quatre, car Richter divise l'enseignement du droit canonique en quatre parties: les sources législatives et historiques; les rapports de l'Église et de l'État; le droit constitutionnel de l'Église (dont l'étude des pouvoirs d'ordre et de juridiction); le droit administratif (l'exercice du magister et du pouvoir de juridiction). Richter a également écrit sur les sources du droit canonique émanant de l'Église.

⁵⁸ Ritter Jean Frederic VON SCHULTE (1827-1914), juriste et historien du droit canonique; professeur à Prague puis à Bonn de 1873 à 1906; travaille avec Richter (en particulier pour une édition des décrets du Concile de Trente publiée à Berlin en 1851); célèbre pour son ouvrage, toujours aussi utile, sur les sources du droit canonique; a publié de nombreux autres livres dont un *Lehrbuch des katholischen und evangelischen Kirchenrechts* (Giessen 1863, rééd. 1886).

⁵⁹ Emile-Albert FRIEDBERG (1837-1910), juriste, historien, protestant; né à Konitz (Prusse) et mort à Leipzig; il fit ses études à Berlin, fut professeur à Fribourg-en-Brisgau, puis à Leipzig (1869-1910); il enseigna droit public, droit international, droit privé, histoire du droit allemand, ... Il est célèbre pour son édition du *Corpus juris canonici*, mais fut aussi l'un des maîtres allemands les plus éminents du droit ecclésiastique et parmi les plus illustres représentants de l'école historique. À la fin de sa vie, il fut néanmoins quelque peu isolé en Allemagne et eut peut-être plus d'influence en Italie où il fut, d'une certaine

La notion de *Staatskirchenrecht* était apparue dans la littérature juridique de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Elle n'est donc pas, contrairement à ce qui fut parfois soutenu, une création de Robert von Mohl (1799-1875). Pendant un temps, et encore au début du XIX^e siècle, l'expression *Kirchen-Staatrecht* est d'usage courant. Néanmoins, progressivement, la doctrine parle plus volontiers du *Staatskirchenrecht* sans qu'aucun acte officiel n'intervienne pour consacrer cet usage et sans que l'on puisse dater cette évolution. Parallèlement, on trouvait, et ceci jusqu'à un passé récent, le terme de *Kirchenrecht* sous lequel était également compris le droit élaboré par l'État, qu'il s'agisse du droit applicable à l'Église catholique (*katholisches Kirchenrecht*) ou aux Églises réformées (*evangelisches Kirchenrecht*). Cela rejoint la conception selon laquelle le «droit canonique» serait un élément d'une discipline plus large, constituée de toutes les normes applicables aux Églises.⁶⁰ Le *Kirchenrecht* englobe le *Staatskirchenrecht*. Il ne s'agit pas pour autant d'un droit régissant une Église d'État (*Staatskirche*). De fait, au cours du XIX^e siècle, non seulement l'Église catholique possédait son autonomie, mais un régime de parité se développait dans les divers États, accordant également une large indépendance aux Églises protestantes. Dès le XIX^e siècle, la communauté juive obtint également sa place dans le système du *Staatskirchenrecht*.

À l'intérieur même de cette discipline, deux courants distincts se développèrent, qui persistent encore aujourd'hui. L'un, modèle «germaniste», s'intéresse aux liens entretenus avec l'histoire du droit germanique et avec le droit civil. L'autre, modèle «publiciste», s'attache davantage au

façon, à l'origine du développement du droit ecclésiastique italien, par l'intermédiaire de Ruffini (1863-1934). Son influence fut considérable. Friedberg affirmait la primauté de l'État sur l'Église; ses thèses influencèrent le mouvement du Kulturkampf lorsque Bismarck promulgua sa législation à l'égard de l'Église. Il publie entre autres choses en 1872 «Les frontières entre l'Église et l'État et les garanties contre leurs violations» et, en 1888 un «Droit constitutionnel des Églises protestantes nationales en Allemagne et en Autriche», qui demeure la référence essentielle sur le droit des églises protestantes. Il réclame que l'État soit libéré de l'influence de l'Église et qu'il n'y ait plus d'État chrétien. Il demande l'état civil, l'obligation du mariage civil et, d'une façon plus large, il défend l'idée d'une étroite contrainte de l'État sur la vie de l'Église.

⁶⁰ Plusieurs grands juristes, allemands ou autrichiens, adoptèrent cette conception, dont: Simon AICHNER (1816-1920), Professeur de droit canonique au grand séminaire de Brixen au Tyrol, puis évêque de cette ville en 1884; il écrit un *Compendium juris ecclesiastici* (1^{re} éd. 1862 et 10^e éd. 1905), manuel d'une remarquable clarté qui envisage le droit canonique mais aussi les relations de l'Église avec les autres sociétés. Ces conceptions furent reprises, notamment par KUNSTMANN (†1867), VERING (†1896), SILBERNAGL, EICHMANN et Rudolf Ritter VON SCHERER; ce dernier (1845-1918) fit ses études à Graz puis à Munich et Tübingen; il enseigna le droit canonique à Graz, puis à Vienne et publia un *Handbuch des Kirchenrechts* (Graz, I, 1886, II, 1898).

droit constitutionnel et administratif. L'œuvre d'Ulrich Stutz (1869-1939), en particulier son traité *Kirchenrecht* (2^e éd. 1913) illustre parfaitement les conceptions dominantes.⁶¹ S'inspirant du plan qu'avait adopté Richter (cf. supra, n.57), sans pourtant le suivre, il traite tout d'abord de l'histoire du *Kirchenrecht*, puis de son système. Dans cette seconde partie, il envisage les doctrines générales, le *Staatskirchenrecht* allemand, le *Kirchenrecht* catholique et le *Kirchenrecht* des Églises évangélistes.

Alors que l'unité allemande était en cours, les doctrines du *Staatskirchenrecht* précisèrent un certain nombre d'idées directrices, dont on souhaitait qu'hommes politiques et législateurs s'inspirent: reconnaissance de la liberté de conscience individuelle; reconnaissance de l'autonomie des communautés religieuses; présence des Églises dans les écoles; reconnaissance de la compétence de l'État en matière d'état civil et de mariage; reconnaissance de la supériorité de l'État, habilité à surveiller les communautés religieuses; reconnaissance des Églises chrétiennes comme «corporations» au statut privilégié. Ce fut la doctrine allemande qui, la première, donna toute sa place aux notions de communautés religieuses dont l'organisation revêt sans doute plus d'importance dans les Églises protestantes qu'au sein de l'Église catholique. Paul Hinschius (1835-1898)⁶², professeur à Berlin insiste sur la place de ces communautés et la nécessité de leur donner un statut de droit public qui, pour lui, ne doit pas être automatiquement le statut de «corporations de droit public». Il demande une nette indépendance de l'Église et de l'État et présente une construction magistrale de tout le *Staatskirchenrecht* tel qu'il pourra s'épanouir à l'époque moderne. Dix ou quinze ans après Hinschius, Kahl⁶³ tente de faire prévaloir le droit que possède une

⁶¹ Ulrich STUTZ (1869-1938), protestant, né à Zurich, professeur de droit allemand et de droit ecclésiastique à Bâle, Fribourg-en-Brisgau, puis Bonn et enfin Berlin; il participa à la fondation de la Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Sa production scientifique est immense, surtout en histoire du droit canonique.

⁶² Paul HINSCHIUS (1835-1898) fut professeur à Kiel puis à Berlin, conseiller de Falk, ministre des affaires culturelles en Prusse. Ses travaux d'histoire du droit canonique sont essentiels et font encore autorité. Son œuvre relative au Staatskirchenrecht est tout aussi fondamentale. Il expose sa doctrine dans son Compendium de droit public, en 1883. Pour lui, la liberté religieuse est la garantie de la souveraineté de l'État. Il refuse un État qui adopterait une orientation idéologique et affirme avec force le principe de non discrimination à l'égard des juifs. Les relations entre Églises et État doivent, selon lui, s'organiser d'après les principes suivants: 1) Indépendance entre État et Églises ou communautés religieuses. 2) Autonomie des Églises dans les affaires les concernant. En conséquence, il rejette l'étroite surveillance de l'État demandée par Friedberg ou Sohm.

⁶³ Guillaume KAHN (1849-1931), protestant d'origine bavaroise, professeur à Rostock, Erlanger, Bonn puis Berlin, publie un Lehrsystem des Kirchenrechts und der Kirchenpolitik (Fribourg, 1894).

association religieuse de revendiquer, non pas seulement la liberté de conscience individuelle, mais en outre un droit public collectif. Il insiste sur les devoirs de protection et d'aide de l'État à l'égard des Églises, mais dans un système qui permet aux grandes Églises d'occuper une position particulière.

Le *Kulturkampf* (1871-78) était intervenu dans ce contexte. La politique de Bismarck avait été fortement appuyée par Emil Friedberg défendant l'autorité de l'État, et voulant un régime de séparation où la vie du citoyen se déroule sans que jamais l'État ne mette un frein ou ne donne une impulsion à quoi que ce soit de caractère religieux. Lorsque les conflits engendrés par la politique du *Kulturkampf* s'atténueront, Friedberg maintiendra cependant ses thèses prônant un très strict contrôle de l'État sur les religions. Hinschius, tout en demandant une séparation, insistait davantage sur l'autonomie de l'Église.⁶⁴

Rudolph Sohm expose, lui aussi, une intéressante conception des relations entre l'Église et l'État dans un article paru en 1872, intitulé: «Les relations entre l'Église et l'État, analyse de leurs principes fondamentaux».⁶⁵ Il écrit en même temps que Friedberg, mais construit sa théorie à partir d'une réflexion philosophique de l'État alors que Friedberg faisait plus de place à l'histoire. L'un et l'autre insistent sur l'autorité propre dont dispose l'État.

En 1919, la Constitution de Weimar reflète une société désormais sécularisée. La Constitution affirme expressément qu'il n'y a plus d'Église d'État. La puissance publique de l'État est perçue comme séparée des religions, mais les doctrines du *Staatskirchenrecht* ne sont pas pour autant bouleversées même si Jemolo constate une certaine stagnation dans l'élan créateur de la doctrine allemande à partir de la Première guerre mondiale. La discipline elle-même apparaît, avec encore plus de netteté, comme la branche du droit traitant des relations de l'État avec les communautés religieuses, en affirmant peut-être davantage son indépendance par rapport aux deux grandes branches du *Kirchenrecht*.

⁶⁴ Hinschius rejoint en partie la conception de Cavour: «libera Chiesa in libero Stato».

⁶⁵ Rudolph SOHM, «Das Verhältnis von Staat und Kirche aus dem Begriff von Staat und Kirche entwickelt», Zeitschrift für Kirchenrecht, 11, 1872, p.157-184. Sohm, (1841-1917), affirme la souveraineté absolue de l'État qui doit réguler les institutions et donner à chaque citoyen les moyens de son libre développement moral. L'Église existe, en tant que corporation reconnue par l'État et l'État reconnaît la valeur morale de l'Église, ce qui justifie les prérogatives particulières de l'Église, en tant que corporation de droit public. Sohm compare l'union entre l'Église et l'État à l'union matrimoniale. Il contribua largement au succès de la définition juridique des Églises comme corporation de droit public, même si la façon dont il combinait privilèges des Églises et contrôle de l'État ne fut pas reprise dans les mêmes termes par la doctrine ultérieure.

Les communautés religieuses conservent, en 1919, une position bien assurée, comme institutions publiques, dans le cadre du droit public de l'État. Le *Staatskirchenrecht* constitue une rubrique autonome dans les encyclopédies et Godehard Josef Ebers (professeur laïc, catholique) publie, en 1930, le premier grand traité de *Staatskirchenrecht*, intitulé: *Staat und Kirche im neuen Deutschland*. Néanmoins, dans les Universités, on maintient un cours général de *Kirchenrecht* au sein duquel est inséré le *Staatskirchenrecht*.

Au cours de la période du national-socialisme, l'autorité publique tenta de s'immiscer dans la vie des religions, catholique ou protestante, et les soumit à une étroite tutelle. Celles-ci réagirent en insistant davantage sur la nature spécifique de leur droit propre, bien distinct de celui émanant de l'État. Pour cette raison, après la Seconde guerre mondiale, plusieurs juristes allemands refusèrent d'inclure le droit de l'État dans l'expression générale de *Kirchenrecht* qu'ils estimaient être uniquement le droit émanant de l'Église, donc le droit canonique.⁶⁶

La Loi fondamentale de Bonn reprit les dispositions de la Constitution de Weimar relatives aux relations entre les communautés religieuses et l'État. La séparation teintée de coopération fut rétablie. L'expérience du nazisme infléchit les doctrines du *Staatskirchenrecht*, notamment chez les juristes protestants qui insistèrent sur la nécessité pour les Églises de posséder une pleine autonomie, tout en remplissant le mandat qu'elles estiment avoir pour la vie publique. Rudolf Smend notait alors l'importance décisive que devaient prendre les traités passés avec les Églises, protestantes surtout.

L'importance considérable des œuvres doctrinales consacrées aux sciences religieuses eut des répercussions sur la place de ces disciplines dans les universités allemandes. En Bavière, la théologie catholique fut renforcée aux Universités de Landshut et de Munich; cette ville prit en pratique la direction spirituelle de l'Allemagne catholique. L'essor des sciences religieuses se retrouve à Mayence⁶⁷ ou encore à Fribourg.⁶⁸

En ce qui concerne plus particulièrement le *Kirchenrecht* ou le *Staatskirchenrecht* on constate la place, dans les Facultés de droit, de cette discipline, considérée comme une branche particulière du droit, indépendante de la théologie, du droit canonique ou du droit ecclésiastique protestant. Le *Staatskirchenrecht* fait partie du droit public et s'appuie sur le droit constitutionnel.

⁶⁶ Exemple, le protestant Erik WOLF ou le catholique Klaus MÖRSDORF.

⁶⁷ En 1821, Raess, futur évêque de Strasbourg, fonde avec Weis, futur évêque de Spire, la revue *Der Katholik*.

⁶⁸ Travaux de STAUDENMAIER et de HIRSCHER.

Au XIX^e siècle, les cours intitulés «*Staatskirchenrecht*» n'existent pas, mais le *Kirchenrecht* est une matière obligatoire dans les cursus juridiques de toutes les universités où le cours est souvent intitulé «*Kirchenrecht. Geschichte und System*». Parfois, pour garantir la parité, l'enseignement est dispensé par deux professeurs, l'un catholique et l'autre protestant.

Sans disparaître, ces cours connaîtront quelque déclin pendant la période du national-socialisme où ils seront moins pris en compte dans l'organisation des examens.

Au cours du XIX^e siècle, le développement de la doctrine du *Staatskirchenrecht* fut essentiellement l'œuvre des juristes des Facultés de droit et, parmi eux, les protestants occupèrent souvent la première place. En revanche, la matière n'est pas enseignée dans les Facultés de théologie protestante. Dans les Facultés de théologie catholique, elle est insérée dans le *Kirchenrecht*, enseigné par les canonistes. Il serait abusif de parler «d'écoles», mais on peut néanmoins établir quelques distinctions selon que les écrits émanent d'auteurs catholiques ou protestants. D'une façon plus générale, l'ensemble de la doctrine demeure sous l'influence directe de l'école historique allemande, dont le rayonnement se fait profondément sentir à travers tout l'Occident.

Parmi les plus grands professeurs ayant marqué l'essor du *Staatskirchenrecht*, j'ai déjà cité, Emil Friedberg (1837-1910), Professeur à Leipzig, Rudolf Sohm (1841-1917) qui enseigne également à Leipzig, Paul Hinschius (1835-1898), Professeur à Berlin; tous trois sont protestants.

Sous la République de Weimar, Gerhard Anschütz (1867-1948), protestant, Professeur à Heidelberg, rédigea un important commentaire de la Constitution. Peu après, Ulrich Stutz propose de nouvelles formules pour caractériser le régime en vigueur: «système de séparation boiteuse», ou, un peu plus tard, «système de séparation dans lequel les Églises sont autonomes et protégées par des conventions». Mentionnons aussi les protestants Anschütz, Heckel, Liemann.

Godehard Josef Ebers (1880-1958), Professeur à Cologne, fut l'un des premiers laïc catholique à jouer un rôle de tout premier plan, par son *Staat und Kirche in neuen Deutschland*, publié en 1930. Josef Mausbach et Peter Tischleder, ecclésiastiques, professeurs de théologie morale, marquèrent aussi leur temps.

Dans les périodes plus récentes, Rudolph Smend (1882-1975), Professeur à Göttingen, publia en 1951 un célèbre article, *Staat und Kirche nach dem Bonner Grundgesetz*; il insiste, entre autres points, sur l'importance décisive que doivent avoir les traités passés avec les Églises, protestantes notamment. La doctrine fut également marquée par Ulrich Scheuner

(1903-1981), Professeur à Bonn, qui contribua à consolider le *Staatskirchenrecht*, tant dans sa théorie qu'en pratique.⁶⁹ De nombreux traités, manuels ou articles envisagent ces doctrines.⁷⁰

D'une façon générale, on ne saurait trop insister sur l'influence considérable qu'eurent les auteurs allemands, depuis la fin du XVIII^e siècle, sur une grande partie des doctrines développées à travers l'Europe. Grèce, Italie, et autre pays sont, sur ces matières, largement redevables à l'Allemagne.

2. La Grèce⁷¹

Envisager la Grèce immédiatement après avoir traité de l'Allemagne s'explique. Il s'agit, dans les deux cas, de pays où les questions juridiques relatives aux relations entre État et religion font traditionnellement l'objet d'études approfondies. En outre, les doctrines élaborées en Allemagne ne furent pas sans influence en Grèce, ne serait-ce qu'en raison du contexte politique. En troisième lieu, même si le droit civil ecclésiastique ne prit que lentement sa pleine autonomie, il est cependant indéniable que, dans ce pays orthodoxe des cours spécifique à cette discipline apparurent plus tôt dans les Facultés de droit qu'en Italie, Espagne ou Portugal.

Suite à la guerre d'indépendance (1821-1829) et à la formation de l'État grec (1830), l'Université d'Athènes fut créée en 1837. À la faculté de droit le premier professeur de droit ecclésiastique fut Michel Potlis, nommé en 1855 à la chaire de droit ecclésiastique (*Ekklesiastikon Dikaion*), créée à cette date.⁷² Ses successeurs furent Constantinos

⁶⁹ Pour la seconde moitié du XX^e siècle, je reproduis la liste établie par le Professeur Hollerbach qui mentionne le nom, la confession, l'université, la date de naissance, en excluant ceux qui sont encore en pleine activité universitaire: Konrad Hesse (1919, Fribourg en Br., prot.); Paul Mikat (1924, Würzburg / Bonn, cath.); Martin Heckel (1929, Tübingen, prot.); Joseph Listl (1929, Augsburg / Bonn, cath.); Hartmut Maurer (1931, Konstanz, prot.); Alexander Hollerbach (1931, Fribourg en Br., cath.); Christoph Link (1933, Erlangen, prot.); Axel Freiherr von Campenhausen (1934, Göttingen, prot.); Klaus Schlaich (1937, Bonn, prot.).

⁷⁰ Le Professeur Alexander Hollerbach nous a communiqué une importante bibliographie, reproduite en annexe de cet article.

⁷¹ Je remercie les Professeurs Charambolos Papastathis et Grigorios Papathomas des renseignements précis communiqués. G Papathomas a établi une bibliographie des manuels de droit canonique et de droit ecclésiastique grecs qui figure en annexe de cet article.

⁷² Michel POTLIS, enseigne à Athènes de 1855 à 1862; son plus célèbre ouvrage (en collaboration avec Georges A. RHALLIS) fut: *Syntagma of the holy canons*..., 6 volumes, Athènes, 1852-59; (ces 6 volumes comprennent: le Nomocanon de St Photius en 14 titres; les Canons apostoliques et les canons des Conciles œcuméniques; les canons des Conciles

Frearitis et Ioannis Papalouka-Eftaxias.⁷³ Au cours du XIX^e siècle, tant l'enseignement que les publications des professeurs de droit ecclésiastique concernaient, d'une façon générale, le droit de l'Église, donc également le droit canonique, droit interne de l'Église. Le droit des relations entre État et religion, relevait davantage de la compétence des professeurs de droit constitutionnel, parmi lesquels en tout premier lieu N. I. Saripolos, mais aussi A. Momferratos, X. Parras, ... Au tournant du XIX^e et du XX^e siècles, quelques manuels de publicistes contribuèrent à l'essor de la discipline.⁷⁴

En 1916, Constantinos Rhallis, qui avait été professeur de droit canonique à la Faculté de théologie depuis 1910, fut élu à la Faculté de droit comme professeur de droit ecclésiastique. Avec lui, s'ouvre une nouvelle période, les questions relatives aux institutions religieuses étant, dans ses nombreuses publications⁷⁵, davantage envisagées du point de vue de l'État. Ses successeurs furent Anastassios Christophilopoulos puis Spyridon Troianos.⁷⁶ À la Faculté de Théologie d'Athènes, le droit canonique est enseigné, plus que le droit ecclésiastique. Les écrits d'Hamilcas Alivisatos, Professeur de droit canonique de 1919 à 1956, marquèrent considérablement.

L'Université Aristote de Thessalonique fut fondée en 1926 et la Faculté de droit y fut créée en 1930. Pendant plusieurs années, le cours de droit ecclésiastique fut assuré par un professeur d'une autre discipline.⁷⁷ Une chaire spécifique fut établie en 1964 pour Panayotis Panayotakos.⁷⁸ À la Faculté de théologie, instituée en 1943, le droit canonique préoccupa plus que le droit ecclésiastique. Il fut enseigné par le métropolite de Noubia, Anthimos Siskos (1951-1958), à qui succéda l'archimandrite Hiéronymos Kotsonis (1959-1967) jusqu'à sa nomination comme archevêque d'Athènes, puis l'archimandrite Pantéléimon Rodopoulos, actuellement métropolite de Tyrolé et de Sérénion, ensuite Prodromos Akanthopoulos et enfin aujourd'hui Théodoros Yangou.

locaux; les canons des Pères de l'Église; des Décisions synodales, Nouvelles impériales et questions canoniques; l'œuvre canonique de M. Blastaris et un index).

⁷³ Constantinos FREARITIS (1868-81) et Ioannis PAPALOUKA-EFTAXIAS (1884-1911), dont le livre sur le pouvoir sacerdotal (Athènes 1872) fait toujours autorité.

⁷⁴ Apostolos Christodoulou, Mélétiou Sacellaropoulos, Nikodim Milasch (métropolite de Zara).

⁷⁵ Notamment, Constantinos RHALLIS, *Penal Law of the Eastern Church*, Athènes, 1907, et un *Manuel de droit ecclésiastique*.

⁷⁶ TROIANOS, † 2000; chaire actuellement occupée par le professeur Ioannis KONIDARIS.

⁷⁷ Gr. Kassimatis et Const. Vavouskos (droit civil), Perikles Vizoukidis (droit romain), Charal. Fragistas (procédure civile)

⁷⁸ Chaire occupée par Charalambos Papastathis depuis 1982.

La Faculté de droit de l'Université de Thrace existe depuis 1974 et le droit ecclésiastique y est enseigné.

En définitive, le droit ecclésiastique est donc enseigné dans les trois Facultés de droit et dans les deux Facultés de théologie. Depuis la Première guerre mondiale, il est très étudié par les avocats et les juges en raison de la condition de l'Église orthodoxe de Grèce, personne morale de droit public, bénéficiant de certains privilèges, et dont les actes peuvent être déférés aux tribunaux. À la différence de ce qui s'est passé dans plusieurs pays européens, la Grèce n'a pas été confrontée à d'intenses phénomènes de sécularisation, qui auraient risqué d'atteindre la discipline. La doctrine de droit ecclésiastique émane le plus souvent de laïques, professeurs dans les Facultés de droit, ou avocats ou encore magistrats.

3. L'Italie

Le droit ecclésiastique de l'État, «*diritto ecclesiastico dello Stato*» est, selon Arturo Carlo Jemolo, une discipline spécifiquement italienne, qui n'a acquis le même degré d'indépendance ni dans les pays anglo-saxons, ni en France ou en Belgique.⁷⁹ Les débuts du droit ecclésiastique italien doivent beaucoup aux doctrines allemandes du *Staatskirchenrecht*, aux écrits des historiens des institutions de l'Église et peut-être davantage encore aux travaux des constitutionnalistes ou administrativistes. Néanmoins, il possède ses caractères propres car est profondément tributaire de la législation du *Risorgimento*. Le droit de l'État prit de nouveaux caractères, en Italie, lors de la marche vers l'unité, alors même qu'en ce qui concerne l'Église, un premier courant séparatiste se manifestait entre 1848 et 1871, sorte de réponse au vieux confessionnalisme italien.⁸⁰ En Italie comme dans d'autres pays européens, opinion et pouvoirs publics marquèrent un temps quelques réserves à l'égard de la place occupée par

⁷⁹ Nous empruntons une grande partie de ces développements au livre de Arturo Carlo JEMOLO, *Lezioni di diritto ecclesiastico*, 4^e ed., Milano, Giuffrè, 1979, p.123 suiv. Voir aussi, A.C. JEMOLO, *Chiesa e Stato in Italia negli ultimi cent'anni*, Torino, Giulio Einaudi editore, 1948, où l'auteur présente une analyse très précise de l'histoire des relations entre l'Église et l'État en Italie, selon un plan chronologique. Pour Padoue, voir: Silvio FERRARI, «L'insegnamento del diritto ecclesiastico nell'università di Padova dal 1800 al 1866», *Annali di Macerata*, 1982, p.229-253.

⁸⁰ Même si ce courant séparatiste a existé, rappelons que l'article 1 du Statut Albertin du 4 mars 1848 proclame que la religion catholique romaine est la seule religion de l'État, les autres étant seulement tolérées. D'autre part, la Loi des Garanties du 13 mai 1871 accorde des privilèges tout à fait exorbitants, non seulement à la personne du pape, mais aussi à son droit de gouvernement de l'Église et d'intervention dans l'ensemble de la communauté internationale.

l'Église dans la société, en même temps que la crise moderniste freinait l'essor de la culture catholique. Par la suite, un certain renouveau du confessionnalisme se manifesta entre les deux guerres. Ce fut dans ce contexte, favorable à un nouvel essor des sciences religieuses, que le Père Agostino Gemelli voulut redonner plus de poids à l'Église catholique dans la culture. L'Université catholique de Milan, inaugurée officiellement le 7 décembre 1921, devait, selon son fondateur, permettre la réalisation de cet objectif en alliant large réflexion sur le passé et vues prospectives pour le futur.⁸¹

L'une des premières œuvres de droit ecclésiastique de l'État avait été celle de Felice Torelli, *La Chiave del Concordato* (Naples, 1846-51), traitant de toutes les questions soulevées par l'application du Concordat napolitain de 1818.

Vers la fin du XIX^e siècle, on peut véritablement parler de l'établissement du droit civil ecclésiastique, comme discipline scientifique, même si tous les enseignants se consacrant à cette matière continuent à traiter, parallèlement, d'autres sujets, droit de l'État, de l'Église, histoire de l'Église notamment.

Après Torelli, l'une des personnalités les plus remarquables fut celle de Francesco Scaduto (1858-1942).⁸² Né à Palerme, il fit ses études dans cette ville, mais aussi à Berlin, Florence, Londres, Paris et Rome. En 1884, il fut nommé chargé de cours en droit ecclésiastique à Palerme, dans la chaire de droit canonique qui était vacante depuis plus de dix ans.⁸³ En prenant ses fonctions, il prononce un discours inaugural intitulé, *Il concetto moderno del diritto ecclesiastico*; au-delà de la terminologie, il montre sa ferme volonté d'orienter la discipline dans un sens non confessionnel et d'étudier le droit de l'État en matière religieuse, ou le

⁸¹ Nicola RAPONI, «Università cattolica», AA. VV. *Dizionario Storico del movimento cattolico in Italia. I fatti e le idee (1860-1960)*, Turin, Marietti, 1981, voll/1, p.264-272. Voir aussi: Maria Bocca, «L'Università Cattolica di Milano: il progetto di Padre Gemelli», Université, Église, Culture, les Universités catholiques dans le monde (1815-1962), Actes du second symposium Institut catholique de Paris, 23-25 avril 2001, dir. Pierre HURTUBISE, 2003, p.57-86; et: l'*Insegnamento del diritto canonico nell'Università cattolica del Sacro Cuore dalle origini alla nuova condificazione*, a cura di Chiara MINELLI, Milano, Vita e Pensiero, 1992.

⁸² Voir Ivan C. IBAN, *En los orígenes del Derecho Eclesiástico*, Madrid, 2004, cité supra. Le discours de 1884 est reproduit dans ce volume et toutes les sources utilisées par l'auteur font l'objet de précieux commentaires.

⁸³ L'Université de Palerme fut érigée en tant que telle en 1805 et la Faculté de droit comportait une chaire de droit canonique; celle-ci fut transférée à la Faculté de théologie en 1820, pour être réintroduite à la Faculté de droit en 1860. La chaire de droit canonique fut occupée par Giuseppe Fiorenza de 1862 à 1871, puis demeura vacante jusqu'à ce que Francesco Scaduto y soit nommé (1884-87); cf. I. C. IBAN, op. cit.

droit canonique reçu par l'État, sans pour autant ignorer quel est le droit propre de l'Église. Il est ensuite professeur ordinaire à Naples (1889) avant d'être nommé, en 1911, à Rome où il enseigne jusqu'en 1933. Dans son œuvre, très abondante, retenons *Il Diritto ecclesiastico vigente in Italia* (2 vol. Turin), qui connut quatre éditions⁸⁴; la seconde (1893-94) tient compte de la législation du *Risorgimento*. Ses écrits sont à l'origine de toute une école doctrinale. On lui doit d'avoir renforcé le courant laïque italien, qui prend comme base du droit ecclésiastique la législation étatique. Pour lui, l'ensemble des lois de l'autorité publique en matière ecclésiastique constitue un système juridique bien distinct des autres. Ferme partisan de la tendance juridictionnaliste, il estime que le droit canonique n'est applicable que dans la mesure où il est reçu par le pouvoir civil; il prend en considération les nombreuses lois promulguées à partir du *Risorgimento* et jusqu'aux Accords du Latran en 1929. Dissertant sur la liberté religieuse, il soutient l'obligation pour l'État d'adopter une attitude non confessionnelle. Ses travaux sur le patrimoine ecclésiastique sont fondamentaux. Entre autres choses, l'auteur précise la distinction essentielle entre établissements reconnus et non reconnus et traite abondamment des fondations pieuses. Ses nombreuses études sur l'histoire des relations entre l'Église et l'État, au Moyen Âge et aux Temps modernes, sont aussi remarquables.

Francesco Ruffini (1863-1934), originaire du Piémont, a suivi les cours de Friedberg à Leipzig; il enseigna à Pavie, Gènes, puis longtemps à l'Université de Turin et dut abandonner la carrière universitaire en 1932, pour avoir refusé de prêter serment au nouveau régime. Avec la forte personnalité qui était la sienne, une pensée originale et de grande envergure, il lutta vivement contre la crise qui suivit la Première guerre mondiale et tenta de s'opposer à la montée du fascisme. Son œuvre scientifique fut décisive pour assurer l'autonomie de la discipline constituée par le droit ecclésiastique. Pourtant, à la différence d'autres auteurs qui limitent l'étude du droit ecclésiastique au droit de l'État, Ruffini estimait que le droit canonique élaboré par l'Église, s'il était reçu par l'État, faisait partie du droit national et constituait un élément du droit ecclésiastique. Il considérait comme fondamentale la connaissance du droit canonique et contribua à la restauration des études de droit canonique en Italie.⁸⁵ Il élaborait une traduction du *Lehrbuch* de Friedberg sous le titre de *Trattato del diritto ecclesiastico cattolico ed evangelico* (Turin, 1893), à laquelle

⁸⁴ 1^{re} éd. Turin, 1890-91; 2^e éd. en 1893-94; 4^e éd. Cortone, 1923-25.

⁸⁵ Importance de ses doctrines relatives à l'apport du droit canonique à la théorie des personnes juridiques, de droit public ou de droit privé.

il rajouta ses propres développements. Il disserta en particulier sur les modèles de relations entre l'État et l'Église en s'attachant à l'histoire, tout en insistant sur l'autonomie de l'Église (Césaro-papisme, juridictionnalisme confessionnel ou laïque). Ses écrits, en particulier son *Corso* qui fut peut-être l'œuvre la plus marquante,⁸⁶ insistent beaucoup sur le thème de la liberté religieuse, en adoptant des positions parfois différentes de celles présentées par Scaduto. Surtout, il replace ces réflexions dans un large contexte historique, alors que Scaduto se faisait plus positiviste.

Parmi les élèves de Ruffini, citons Mario Falco (1884-1943), de religion juive, professeur à Parme et à Milan⁸⁷, qui soutint fermement et avec succès la nécessité qu'il y a d'aborder séparément le droit de l'Église et celui de l'État, conception qui eut sans doute des incidences sur la codification de 1917. Vers 1913, il s'engagea dans la vive polémique, contre toute abstraction purement formelle à la façon de Del Giudice, pour savoir si la définition d'un modèle séparatiste entraînait des conséquences juridiques pratiques, précises et déterminées, en particulier dans l'agencement des rapports entre le groupe et l'individu.

Plusieurs auteurs notables interviendront à la suite de Scaduto ou de Ruffini dont ils furent parfois les disciples.

Le grand civiliste Nicola Coviello (1867-1913) enseigna le droit ecclésiastique à Catane. Son cours fut publié après sa mort comme *Manuale*, encore dans la ligne de Scaduto; ses exposés doctrinaux de grande envergure s'attachent tant au droit de l'Église qu'aux dispositions du droit étatique.

Gaspere Ambrosini rédigea un *Transformazione delle persone giuridiche ecclesiastiche* (1914).

Domenico Schiappoli (1870-1945), Professeur à Naples pendant trente ans, approfondit le régime juridique de plusieurs institutions issues de la législation ecclésiastique italienne dans une certaine fidélité à Scaduto, tout en se montrant plus juridictionnaliste que Scaduto. Il insiste, plus que Ruffini qui ne partageait pas le même juridictionnalisme, sur l'existence d'un droit ecclésiastique propre à l'État.

⁸⁶ Francesco RUFFINI, *Corso di diritto ecclesiastico italiano*, Turin, 1924, rééd. 1992, Bologne, Il Mulino, avec La libertà religiosa come diritto pubblico subiettivo, introduction Silvio Ferrari; idem, *Relazioni tra Stato e Chiesa; lineamenti storici e sistematici*, rééd. par Francesco MARGIOTTA-BROGLIO, Bologne, 1974. Également de F. RUFFINI: «Lo studio e il concetto odierno del diritto ecclesiastico», *Rivista italiana per le scienze giuridiche*, 13, 1892, p.35-71; et encore: *La codificazione del diritto ecclesiastico*, Prato, 1904.

⁸⁷ Mario FALCO, *La politica della Destra*, Turin, 1914; *La codificazione del diritto canonico*, Milan, 1921.

À la veille de la Première guerre mondiale, l'un des publicistes qui eut le plus d'influence fut Santi Romano, constitutionnaliste et parlementaire (1875-1947). Il dispensa à Pise un cours sur l'*Ordinamento giuridico*, publié en 1918 et qui constitua la base de la formation de plusieurs générations de juristes. Dissertant notamment sur l'institution⁸⁸, Santi Romano en vint à analyser les rapports entre les divers systèmes juridiques, rapports entre l'ordre juridique constitutif d'une institution, l'Église par exemple, et la puissance souveraine de l'État, qui accepte tout ou partie de l'institution et de son ordre juridique. En s'inspirant des doctrines du publiciste français Maurice Hauriou sur l'Institution, Santi Romano estime qu'il existe différents systèmes juridiques, divers *ordinamenti giuridici primari*. Chaque État possède son propre système. Dans cette construction, le système juridique du droit canonique trouve aussi sa place, distincte de celle des ordres juridiques étatiques et seul système à transcender les frontières. La vue de Santi Romano permettait une organisation des relations entre Église et État reposant sur des bases conceptuelles solides. Jusqu'alors, le *diritto ecclesiastico* italien avait mêlé droit canonique et droit de l'État; à partir de là, le droit canonique se distinguera plus nettement du *diritto ecclesiastico dello Stato*.

Vincenzo Del Giudice (1884-1970) publie, à Rome en 1921, son *Rivendicazione e svincolo, riversione e devoluzione dei beni ecclesiastici* et laisse un *Manuale di diritto ecclesiastico* bien connu.⁸⁹ En 1927, il avait succédé à Jemolo à l'Université catholique de Milan.

Je n'insiste pas sur l'œuvre remarquable d'Arturo Carlo Jemolo, né et mort à Rome (1891-1981), de famille juive, qui enseigna successivement dans diverses universités, dont Turin, Milan (Université catholique), Bologne, Rome.⁹⁰

Citons encore Cesare Magni, Professeur à Milan au milieu du XX^e siècle, qui prit amplement en considération tant les apports de l'histoire que les éléments constitutifs de l'ordre international général. Rappelons aussi

⁸⁸ Eric MILLARD, «Les théories italiennes de l'institutionnalisation», *Contrat ou Institution: un enjeu de société*, dir. Brigitte BASDEVANT-GAUDEMET, Paris, LGDJ, 2004, p. 31-46; Santi Romano s'oppose sur divers points aux théories institutionnalistes présentées en France par Maurice Hauriou, ou du moins aux doctrines formulées dans un premier temps par le célèbre constitutionnaliste français. Pour Santi Romano, l'institution ne se limite pas à des organismes ayant atteint un certain degré de développement et notamment à l'État. Elle ne se limite pas davantage au modèle constitutionnel représentatif.

⁸⁹ De Vincenzo DEL GIUDICE, citons aussi: «Sulla questione del metodo nelle studio del diritto canonico», *Il diritto ecclesiastico*, 50, 1939, p. 221-237; *La Questione romana e i rapporti fra Stato e Chiesa fino alla Conciliazione*, Rome, 1948.

⁹⁰ Francesco MARGIOTTA-BROGLIO, «Arturo Carlo Jemolo e Vincenzo del Giudice», *L'insegnamento...*, op. cit., p.225-267.

le *Trattato* d'Avack, et le grand canoniste que fut Giuseppe Dossetti. Ce dernier laissa une importante doctrine relative au droit du mariage⁹¹ et fut, d'autre part, sur de nombreux points, le père des articles de la Constitution italienne qui règlent, encore aujourd'hui, les relations entre les confessions religieuses et l'État, en particulier l'article 7. Très actif dans la Résistance, il fut professeur de droit civil ecclésiastique à Modène. Il envisageait séparément la question de la liberté religieuse et celle des rapports entre deux ordres juridiques distincts; cette distinction permet de justifier une inégalité de traitement entre les cultes et, en l'espèce, le maintien de la position du catholicisme comme religion d'État.⁹² On pourrait encore mentionner beaucoup d'autres auteurs de droit ecclésiastique attachant une très grande attention au droit canonique, comme Pio Fedele, ou Orio Giacchi pour ne citer qu'eux. Mais il n'est pas de notre propos d'aborder l'époque actuelle.

D'une façon plus générale, l'essor du droit civil ecclésiastique italien, qui s'inscrit dans l'histoire propre de ce pays, fut et est toujours considérable. Sans doute ce développement s'est-il heurté à diverses résistances. Certains ont vu dans cette discipline une œuvre réactionnaire. D'autres (ou les mêmes), fermes défenseurs de l'ultramontanisme, craignaient qu'il n'y ait atteinte à l'autorité pontificale. Les auteurs ont su triompher de ces oppositions non fondées et affirmer les caractères spécifiques d'une discipline désormais parfaitement établie en Italie. L'œuvre de Scaduto et les Accords du Latran de 1929 contribuèrent, chacun à leur façon, à l'essor de la discipline qui devint matière obligatoire dans toutes les Facultés de droit en 1939. Les grands auteurs ont enseigné dans diverses universités; toutes les grandes villes ont eu leur maître en droit civil ecclésiastique.

4. Le Portugal⁹³

Divers ouvrages de droit ecclésiastique portugais furent rédigés dès le milieu du XIX^e siècle. La première œuvre importante fut celle de Bernardino JS Carneiro⁹⁴, reprise et enrichie par son successeur Jose P. Paiva

⁹¹ Giuseppe DOSSETTI, *La violenza nel matrimonio nel diritto canonico*, 1943.

⁹² Romeo ASTORRI, «L'Italie et le principe constitutionnel d'égalité entre les cultes», *Religions et Nations*, Revue d'éthique et de théologie morale, le Supplément, 2004, p. 31-52.

⁹³ Marnoco e Sousa enseigne le droit canonique dans une orientation non confessionnelle de 1898 à 1900, puis le droit constitutionnel et le droit des relations Églises État de 1907 à 1910, également dans une optique non confessionnelle; il publie un *Direito ecclesiastico português* en 1910, à Coimbra.

⁹⁴ Bernardino JS Carneiro publie, à Coimbra en 1860, *Primeiros traços para o estudo do direito ecclesiastico portuguez* et en 1863, toujours à Coimbra, *Elementos de direito ecclesiastico portuguez e seu respectivo processo* (7^e éd. 1910).

Pita. Carneiro estimait que le droit canonique n'était applicable dans l'État que dans la mesure où il y avait été reçu et formait alors un droit ecclésiastique secondaire. Ses thèses, bien qu'écrites dans un net esprit confessionnel catholique, furent sanctionnées par Rome et mises à l'Index, ce qui n'empêcha pas leur diffusion au Portugal. À côté de ce courant envisageant le droit ecclésiastique dans un esprit confessionnel, d'autres auteurs, comme Marnoco e Susa, s'inspirant de Ruffini, considéraient les relations Églises-État dans une optique juridictionnaliste, insistant sur les droits de l'État face aux revendications de l'Église. La réforme de 1901 procura à Marnoco e Susa l'opportunité d'un remarquable plaidoyer en faveur de l'enseignement du droit ecclésiastique, plaidoyer dans lequel il fait un intéressant tableau de la situation en Italie, France, Allemagne, Angleterre, Autriche.⁹⁵ C'est aussi pour lui l'occasion

⁹⁵ Le Professeur Sousa e Brito nous a communiqué d'importants renseignements sur le Portugal et notamment le texte du rapport accompagnant le décret du 24 décembre 1901 ; il est vraisemblable que l'auteur de ce rapport est Marnoco e Susa, puisque ce dernier reproduit ce texte dans ses leçons (p.201-205), comme s'il en était l'auteur. Nous le citons ici : «Aujourd'hui on ne peut pas mettre en doute la nécessité de l'étude du droit ecclésiastique dans les facultés de droit, depuis que les pays, comme l'Italie, qui avaient aboli les chaires de cette branche du droit, les ont rétablies, convaincus qu'il est un élément nécessaire de toute éducation juridique dûment orientée. La nouvelle école italienne de droit canonique, représentée par Scaduto, Ruffini, Calisse, Schiappoli, Olmo, Mannenti, Galanti, Castellari et Galluzzi, a dû vaincre des grandes difficultés, provenant les unes des préjugés des esprits cultivés, qui voyaient dans le droit ecclésiastique le spectre réactionnaire du passé, sous une de ces formes les plus odieuses, et les autres de la résistance des ultramontains à la réforme de cette branche juridique en harmonie avec les conditions de la science moderne. En tout cas, ces difficultés ont été vaincues, et la nouvelle école italienne de droit canonique a eu la satisfaction de voir l'étude du droit ecclésiastique acquérir une nouvelle importance dans les universités italiennes, reprenant ainsi les traditions brillantes de ces universités dans l'enseignement de cette branche juridique, interrompues pendant plusieurs années par une fausse compréhension de son importance scientifique. En France, le droit ecclésiastique est entré dans une période de résultats pleins de promesses, avec les travaux de Tardif, Esmein et Fournier, quoique la décadence n'était pas été telle que ce pays n'ait produit quelques ouvrages importants, car les études d'histoire ecclésiastique, et en général religieuses y ont été toujours très appréciées. C'est en Allemagne que les études de droit ecclésiastique n'ont jamais été méprisées, puisque cet État maintient une brillante hégémonie dans ces études. C'est ce que l'on peut déduire de l'enthousiasme que l'étude du droit ecclésiastique suscite dans les universités allemandes, de la vigueur intellectuelle de ses spécialistes, parmi lesquels on peut noter Jacobson, Schulte, Hinschius, Gross, Brockhaus, Friedberg et Frantz, et de la production littéraire, chaque fois plus remarquable, qui y enrichit cette science. On peut même remarquer dans ce pays une tendance prononcée à donner préférence aux études de droit ecclésiastique par rapport aux études de droit romain, dans lesquelles l'école allemande est devenue vraiment inimitable. En Angleterre, il n'y a pas de chaires de droit ecclésiastique, mais nonobstant l'étude de cette branche juridique est fort appréciée, comme l'on voit par le grand nombre de bons livres publiés sur le sujet, voir les travaux de Brice, Philimore et Blunt. Il faut donc confesser combien est inexacte la conception, répandue chez nous, du droit ecclésiastique comme une matière digne de figurer seulement dans un musée d'antiquités, et méprisée complètement par les nations qui marchent dans l'avant-garde du progrès.

de préciser quel doit être le droit ecclésiastique à prendre en considération. Il refuse une étude qui serait limitée au «droit ecclésiastique de l'État», en tant que dispositions juridiques émanant de l'autorité publique; il faut joindre le «droit ecclésiastique commun», c'est-à-dire le droit canonique de l'ensemble de l'Église et «le droit ecclésiastique particulier», tel qu'il est adapté pour le Portugal. Ce rapport, établi en 1901, fait toute sa place au droit de l'État mais insiste cependant sur l'attention que la doctrine doit porter au droit de l'Église. Vingt ans plus tôt, Scaduto voulait plus fortement affirmer l'existence autonome de la nouvelle discipline. Points de vue différents tenant aux personnalités différentes, mais qui s'expliquent aussi peut-être en partie par les dates auxquelles ces deux auteurs s'expriment : Scaduto intervient en 1884, au tout début de la naissance de la discipline. Lorsque Marnoco e Susa s'exprime, le droit ecclésiastique est déjà une réalité, peut-être encore fragile, mais suffisamment établie pour que la prise en considération du droit propre de l'Église ne risque pas de porter atteinte à la spécificité de la matière.

Au cours du XIX^e siècle, les idées régaliennes avaient continué à dominer, mais l'enseignement des sciences religieuses avait parfois pâti de l'anticléricisme.⁹⁶ L'Université de Coimbra fut longtemps la seule du

Mais si, en vue de l'essor actuel du droit ecclésiastique dans les facultés de droit, il est inadmissible d'éliminer son étude dans ces facultés, on peut néanmoins discuter quel développement on devra lui donner.

En Autriche, Bukhard, et en Italie, Schiappoli, ont soutenu que dans les facultés de droit on doit étudier uniquement ce qu'on appelle le droit ecclésiastique de l'État (*Staatskirchenrecht*), car celui-ci est la branche du droit ecclésiastique particulièrement nécessaire pour les tribunaux et pour les carrières administratives et judiciaires.

Les doctrines de ces écrivains ont été brillamment réfutées, en Allemagne par Vering, et en Italie par le professeur Ruffini, lesquels ont démontré clairement que l'étude du droit ecclésiastique ne peut pas se limiter à l'exposition du droit ecclésiastique de l'État.

En effet, on ne peut pas obtenir une élaboration parfaite du droit ecclésiastique de l'État, si l'on ne se réfère pas aux normes établies par l'Église, car le droit de l'État présuppose celui de l'Église en ce qui concerne la constitution des instituts ecclésiastiques. Les tentatives qu'on a faites pour rendre indépendante l'exposition du droit ecclésiastique de l'État, n'ont pas abouti à un résultat scientifique. Les quelques travaux dans cette direction sont louables uniquement par la quantité des matériaux accumulés, mais ils manquent entièrement d'organisation systématique. Mais cela démontre la nécessité de coordonner logiquement les dispositions de droit ecclésiastique commun et de droit ecclésiastique de l'État dans un tout organique [...]. Et une fois que le droit ecclésiastique commun, dans la partie où il ne se trouve modifié par les particularités de l'Église portugaise, est aussi droit portugais, le décret adopté pour cette discipline la dénomination de droit ecclésiastique portugais, à la fin de montrer que le droit ecclésiastique qu'il faut exposer dans la faculté de droit est le droit ecclésiastique, aussi bien commun que particulier, en vigueur au Portugal.»

⁹⁶ Manuel Augusto RODRIGUEZ, «Les sciences religieuses au Portugal aux XIX^e et XX^e siècles», Université, Église, Culture, op. cit., p.183 suiv.

pays. La Faculté de théologie de Coimbra tenta de maintenir sa haute réputation mais connut diverses réformes (1805, 1836, 1844, 1845, 1859, 1862). En 1836, la Faculté de droit canonique fut «réduite» à la Faculté de droit de l'Université de Coimbra; un cours annuel d'institutions de droit ecclésiastique public et privé y était dispensé. En outre, les étudiants en théologie devaient suivre un cours sur les Libertés de l'Église portugaise. En 1844, un nouvel enseignement fut introduit, dans la continuité du droit canonique particulier⁹⁷ et du droit ecclésiastique portugais. En 1859, une réforme marqua davantage la spécificité du droit civil ecclésiastique: le droit canonique en fut séparé et un cours annuel, obligatoire, de droit ecclésiastique portugais fut confié au Professeur Bernardino Carneiro.

En 1910, à la suite de la révolution républicaine et de l'établissement d'un régime de séparation des Églises et de l'État, la chaire de droit ecclésiastique de la Faculté de droit fut supprimée; mais, pour contrebalancer cette suppression, une autre chaire fut instituée à la Faculté de théologie. Lors de la réforme de la Faculté de droit d'avril 1911, un cours semestriel obligatoire relatif aux relations entre l'État et les confessions religieuses fut créé, qui devint, en 1918, un cours de Droit des Cultes.⁹⁸ La discipline fut enseignée par les professeurs Magalhaes Colaço et José Moreira⁹⁹, puis supprimée, lors de la réforme de 1928 décidée par le gouvernement de dictature.

Plus tard, le Concordat du 7 mai 1940 permit de créer, à nouveau, des cours de sciences religieuses dans les établissements d'enseignement supérieur.

5. L'Espagne¹⁰⁰

L'école italienne eut une influence directe sur le développement de la discipline en Espagne.

⁹⁷ L'expression de droit canonique particulier s'entend ici du droit canonique général, adapté par l'Église portugaise pour être appliqué au Portugal.

⁹⁸ Le terme était assez fréquemment utilisé en France depuis le Premier Empire.

⁹⁹ Magalhaes COLAÇO enseigna à Coimbra de 1915 à 1923, puis à Lisbonne de 1923 à 1930; Son cours, dispensé en 1923-24 fut publié à Lisbonne par ses élèves Adelino P. CARLOS et Manuel P. OLIVIERA, sous le titre: *Direito dos cultos*. José MOREIRA enseigna à Coimbra de 1923 à 1930; son cours, dispensé en 1927-28 fut publié par ses élèves Belmiro PEREIRA, C. FERREIRA, M. MARIANO, sous le titre, *Noções de direito dos cultos* (Figueira da Foz, 1928).

¹⁰⁰ Je remercie le Professeur Jose-Maria Gonzalez del Valle qui m'a communiqué tous les éléments nécessaires à ce développement.

La conception moderne du droit civil ecclésiastique séparant nettement le droit étatique et le droit des confessions religieuses n'existe pas au XIX^e siècle. La codification du droit privé en Espagne date de 1888. Au XIX^e siècle, le droit romain est encore envisagé comme étant le droit privé par excellence. Depuis 1836 les Facultés de droit canonique et de droit sont unifiées en une seule Faculté, dite de jurisprudence. Le droit espagnol n'est pas envisagé comme une réalité exclusivement étatique, mais comme le droit applicable en Espagne, pays confessionnel. Plusieurs Universités confèrent le grade de licencié en droit canonique et en droit privé.

Néanmoins on trouve au cours du XIX^e siècle dans les Universités espagnoles une discipline appelée depuis 1842 *Disciplina Eclesiástica General y especial de España*, consacrée à l'enseignement de la législation étatique relative aux affaires religieuses, qualifiée, un peu plus tard, de: *Disciplina General de la Iglesia y en particular de España* et, depuis 1850, *Historia y Disciplina General de la Iglesia y en particular de España* ou encore, depuis 1859, *Disciplina General y particular de España*, etc. Il s'agit d'un vrai droit civil ecclésiastique au sens ancien, comme Friedberg, Ruffini ou Scaduto le concevaient, sans distinction tranchée entre droit canonique et droit étatique mais concernant les questions relatives aux matières ecclésiastiques; dans les universités, ces cours s'intitulaient cours de droit canonique. La *Disciplina eclesiástica* constitue un développement du droit canonique. Pour chaque thème (droit matrimonial, constitution de l'Église, etc.) on étudie les règles du droit canonique, puis leurs incidences sur le droit étatique, selon la méthode qu'avaient suivie Coviello, Calisse, Galante, Falco, etc.

Plusieurs professeurs célèbres appartiennent à ce courant. Andrés Manjón (1846-1923), prêtre fondateur des écoles de l'«Ave María» pour les enfants pauvres, fut Professeur de droit canonique à l'Université de Saint Jacques de Compostelle puis à Grenade où il publia plusieurs éditions de son *Derecho eclesiástico general y español*, titre de livre correspondant à l'intitulé des chaires universitaires. Francisco Gómez de Salazar (1827-1906), évêque de León, publia des *Instituciones de Derecho canónico* et, en collaboration avec Vicente de la Fuente, professeur à Salamanque, *Disciplinae ecclesiasticae lectiones*, qui connut plusieurs éditions à Madrid. Certains abordent cet enseignement de la *Discipline Ecclésiastique Général et d'Espagne* du point de vue des intérêts de l'Église catholique. D'autres sont régalistes comme Joaquín Aguirre de la Peña (1807-1869) qui occupa la chaire d'*Instituciones canónicas* à l'Université d'Alcalá, puis la chaire de *Décrétales* à la même Université

et à partir de 1845 celle de *Disciplina general de la Iglesia y particular de España*. Son manuel sur ce sujet connaîtra plusieurs rééditions après sa mort. Il fut député du parti progressiste, ministre du royaume, président du Tribunal Suprême, etc. Comme tous les libéraux, il fut accusé d'attaquer la religion et affirmait : « Il n'y a pas qu'une vraie religion, une vraie Église et un vrai droit ecclésiastique ». Le dernier grand représentant de ce courant fut Juan Postius y Sala, qui publia en 1926 *El código de Derecho canónico aplicado a España en forma de instituciones*. La cinquième édition de ce livre se fit avec la collaboration du prestigieux civiliste Felipe Clemente de Diego.

Les doctrines de Santi Romano, distinguant entre plusieurs *ordinamento giuridici primari*, et plus largement les écrits italiens, eurent une influence considérable en Espagne.

En 1948, la *Revista de Derecho Canonico*, alors dirigée par le professeur Maldonado, créa une rubrique relative à la législation ecclésiastique de l'État. L'expression de *Derecho Eclesiastico del Estado* est alors pleinement reconnue. Les professeurs José Maldonado, Alberto Bernárdez Cantón et Lamberto De Echeverría¹⁰¹ furent, avec Pedro Lombardía¹⁰² parmi ceux qui œuvrèrent le plus efficacement à la reconnaissance de la nouvelle discipline. Il s'agissait de diffuser des doctrines prônant une séparation de l'Église et de l'État, en réaction contre le concordat de 1953 qui renforçait le caractère confessionnel de l'État.

Signalons aussi, à la Faculté de droit canonique de l'Université de Navarre, l'importance de la chaire, créée dans les années soixante et dédiée spécifiquement au droit civil ecclésiastique. Ce fut la première chaire consacrée à la matière en Espagne. Amadeo de Fuenmayor, qui avait été professeur de droit civil dans une Université étatique, fut le premier à l'occuper et écrivit, en 1971, le premier manuel de *Derecho eclesiástico del Estado*, qu'il ne voulut pourtant pas publier.¹⁰³

¹⁰¹ José MALDONADO Y FERNÁNDEZ DEL TORCO (1912-1991), Professeur d'Histoire du droit à l'Université de Saint Jacques de Compostelle en 1941; puis, Professeur d'Histoire du droit à l'Université de Valladolid (1946); de 1952 à 1982, Professeur de droit canonique à l'Université Complutense de Madrid; écrit notamment: *Curso de Derecho Canonico para juristas Civiles*, Madrid, 1967. Alberto BERNÁRDEZ CANTÓN (1929-2003), Professeur à l'Université de Barcelone puis de Séville: *Curso de Derecho Matrimonial Canonico*, Madrid, 1960 et *Legislación Eclesiástica del Estado*, Madrid, 1965.

¹⁰² Pedro LOMBARDIA (1930-1986), Professeur à l'Université de Saragosse, puis Navarre, puis Madrid Complutense; *Derecho Eclesiastico del Estado espanol*, capitulos I, II, III, IV, Pampelune, 1980 et *Escritos de Derecho Eclesiastico del Estado*, vols. IV, V, Pampelune, 1991.

¹⁰³ Le premier manuel publié en cette matière fut celui dirigé par Lombardía, en 1980, cf. supra, n.102.

Inexistant au XIX^e siècle, l'enseignement du droit ecclésiastique se généralisa au cours du XX^e siècle dans toutes les facultés de droit. Dans ces cours, le professeur dresse un vaste panorama de l'histoire des relations entre Église et État en Espagne, en exposant les divers systèmes de relations concevables, à travers le monde et en analysant aussi bien le droit conventionnel que celui émanant de la seule puissance publique.

Les spécialistes de la matière sont dans leur immense majorité des laïques, formés dans les Facultés de droit et professeurs dans ces Facultés. Ils se considèrent souvent comme proches des auteurs du *diritto ecclesiastico dello Stato* italien. Si leur formation de civilistes domine, ils possèdent néanmoins parfaitement bien le droit canonique.¹⁰⁴

Au terme de l'étude de l'histoire de la discipline dans ce groupe de cinq pays, on peut se référer à la description faite par le professeur Marcono e Susa (texte cité *supra*, note 95), avec quelques nuances tenant compte des évolutions ultérieures. L'Allemagne exerça une influence décisive, grâce à une production scientifique et littéraire remarquable, dès la fin du XIX^e siècle. Les doctrines grecques étaient bien antérieures à ce mouvement allemand qui, cependant, leur insuffla un dynamisme nouveau. L'Italie et le Portugal s'inscrivent largement – mais non totalement – dans une ligne tracée par le courant doctrinal allemand. Les écrits italiens contribuèrent à l'essor des œuvres espagnoles. Pour l'ensemble de ces pays, ce fut peut-être en Espagne que le droit ecclésiastique acquit le plus tardivement sa pleine autonomie, par rapport au droit canonique ou au droit constitutionnel. Plus que de chercher un élément commun à tous ces pays, peut-on évoquer, pour chacun, tel ou tel facteur qui aurait favorisé l'essor de la matière? Le cas de la Grèce semble spécifique en raison de la tradition constante au cours de l'histoire de liens très particuliers entre l'Église orthodoxe et l'État. En Allemagne, l'une des causes de l'essor de la nouvelle discipline ne fut-elle pas la conjonction, ou le heurt, entre d'une part le *Kulturkampf* et la politique de Bismarck et, d'autre part, le très haut degré de développement des sciences religieuses et historiques? En Italie, la «question romaine», et les

¹⁰⁴ Des courants de pensée ne pourront s'exprimer pleinement que récemment, dans le cadre du retour à un régime démocratique. On peut alors distinguer ceux qui sont partisans d'un régime de séparation dans lequel il y a néanmoins coopération entre les confessions religieuses et l'État et, d'autre part, un courant plus laïque, prônant un régime séparatiste plus radical. L'appréciation du concept de liberté religieuse n'est pas exactement la même dans l'un ou l'autre de ces deux schémas.

L'arrêté Royal du 26-IX-1984, qui restructure les études universitaires, rend la matière obligatoire dans toutes les facultés de droit. Les professeurs du *Derecho canónico* deviennent professeurs de *Derecho Eclesiástico del Estado*.

passions qui se déchaînèrent à ce propos lors du *Risorgimento* donnèrent à la matière ses caractères propres, alors que l'Espagne ne traversa pas de crises similaires.

Dans les Universités des autres pays européens, la discipline même du droit ecclésiastique n'a pas un passé aussi riche, ni par son autonomie, ni par la place prise dans les universités.

C. Les États dépourvus de tradition notable de droit ecclésiastique

Je développerai quelque peu le cas de la France et ne donnerai sur les autres pays que des indications succinctes.

1. En France, dès l'établissement du régime des cultes reconnus par Napoléon en 1802, une abondante littérature paraît et ce mouvement se poursuivra aux XIX^e et XX^e siècles. Dans les intitulés donnés aux ouvrages, Francis Messner voit une évolution de terminologie, significative d'une évolution doctrinale.¹⁰⁵ Pour lui, au début du XIX^e siècle, les auteurs, renouant avec l'Ancien Régime, recourent à l'expression «droit ecclésiastique». Toutefois, sous l'Ancien Régime et encore au XIX^e siècle, le droit ecclésiastique comprenait le droit canonique. Par la suite, dit Francis Messner, le terme «culte» est largement utilisé, notamment, à partir des années 1840, dans une optique visant à prendre plus de distance par rapport aux doctrines de l'Ancien Régime. Bon nombre d'intitulés d'ouvrages confortent ce point de vue. Recourir à ce mot était reprendre la terminologie des articles organiques de 1802, texte fondateur du régime des «cultes» alors en vigueur. Le *Répertoire encyclopédique* publié par Dalloz au XIX^e siècle (1^{re} édition en 1853 et plusieurs suppléments par la suite) envisage pratiquement tous les aspects des relations entre les «cultes» et l'État sous cette rubrique.¹⁰⁶ Par la suite, si l'expression droit «civil» ecclésiastique a été utilisée et est encore parfois employée en France, elle ne s'impose pas. Elle n'est pas comprise par les juristes du droit français, habitués à désigner par «droit civil» l'une des branches du droit privé.

Un certain nombre d'ouvrages consacrés à la matière se veulent «pratiques». Ce ne sont pas des «manuels» correspondant à un enseignement, mais davantage des livres de référence pour évêques ou curés, indiquant à chacun ses droits et ses devoirs dans sa conduite personnelle et dans l'utilisation qu'il peut faire des édifices du culte et

¹⁰⁵ Francis MESSNER, *Traité de droit français des religions*, Paris, Litec, 2003, p.6.

¹⁰⁶ 1^{re} édition du *Répertoire encyclopédique de législation de doctrine et de jurisprudence*, par Dalloz, 1853, 44 vol.; plus de 300 pages consacrées au mot «culte».

autres biens des églises. La gestion des paroisses ou des fabriques préoccupe plus que les doctrines sur la liberté religieuse. Certains écrits émanent d'ecclésiastiques, d'autres de laïcs, avocats et autres praticiens qui entendent faire œuvre directement utile; ils traitent de l'administration du culte (ou des cultes), du régime légal du culte. Qu'ils soient ecclésiastiques ou laïques, ces auteurs se posent en praticiens, rédigeant codes, répertoires, dictionnaires dans lesquels ils insèrent la législation et la jurisprudence susceptibles d'apporter des réponses concrètes aux questions du curé, du maire, des fabriciens ou de l'ensemble des paroissiens.

Quelques livres sont élaborés par des professeurs d'université, surtout des constitutionnalistes (Maurice Hauriou). Ce ne sont pas les plus nombreux car la matière (nous y reviendrons) a peu de place dans les universités. Même si certains ouvrages sont, dans leur titre, qualifiés de «manuel», les professeurs ne rédigent pas de «manuels» destinés aux étudiants. Certains publicistes rédigent de volumineux traités de science politique, relatifs à l'État et à la puissance publique, dans lesquels ils abordent les questions de la liberté religieuse, ou des relations de l'autorité publique avec les religions. Souvent, le genre littéraire et le contenu du livre est lié à la personnalité même de l'auteur: ecclésiastique ou laïc praticien du droit d'un côté, laïc universitaire de l'autre.¹⁰⁷

L'ensemble de cette doctrine évolua, en fonction des transformations générales que connurent les confessions religieuses au sein de la société et de l'État. Sans que l'on puisse parler d'écoles, on peut distinguer, comme ailleurs, la coexistence assez constante de deux courants. Les uns mènent leurs recherches, dans un esprit confessionnel, en prenant d'abord

¹⁰⁷ Quelques traités de droit civil ecclésiastique français du XIX^e siècle (une liste beaucoup plus complète est donnée par Marie ZIMMERMANN, *Église et État en France*, Répertoire d'ouvrages 1801-1979, Strasbourg, 1980, RIC Supplément 45-46); voir aussi, du même auteur: *Le droit ecclésiastique. Etude de doctrine à partir des manuels de la praxis*, thèse, Strasbourg, 1980.

Denis Auguste AFFRE, *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, Paris, 1827, 256p., 11^e éd. 1890.

Michel ANDRÉ, *Cours alphabétique, théorique et pratique de la législation civile ecclésiastique*, Paris, 3 vol. 1847-1848, 5^e éd. 4 vol. 1884.

Michel ANDRÉ, *Dictionnaire alphabétique, théorique et pratique de droit civil ecclésiastique*, Paris, 1873, 2 vol.

Alfred CAMPION, *Manuel pratique de droit civil ecclésiastique ou Exposé de la législation et de la jurisprudence sur l'administration temporelle du culte catholique et ses rapports avec l'autorité civile*, Paris, 1866, 513p., 2^e éd. Caen, 1876, 681p.

Gilbert DE CHAMPEAUX, *Le droit civil ecclésiastique français, ancien et moderne, dans ses rapports avec le droit canon et la législation actuelle*, Paris, 1848, 2 vol., 2^e éd. 1852.

Désiré et Armand DALLOZ, *Législation et traité des cultes, fabriques d'église et sépultures*, Paris, 1853.

l'Église en considération (Mgr. Affre, Mgr. André, Mgr. Kerlélévo...); d'autres adoptent la réalité que constitue l'État comme point de départ de leur réflexion (Dupin, Dubief, Bazoche...).

Certains dissertent sur les deux puissances, sur la portée de la *Déclaration des quatre articles* de 1682 au XIX^e siècle¹⁰⁸, sur les droits et les devoirs de l'État vis-à-vis de l'Église et réciproquement, dans un esprit soit ultramontain soit gallican. Nombreux sont les ultramontains qui affirment fortement la nécessaire indépendance de l'État et de l'Église, découlant logiquement d'une vue de l'Église en tant que société parfaite, mais conciliable avec le régime concordataire. Cette conception prévaut encore dans un large courant doctrinal au milieu du XX^e siècle et les conséquences sont décisives sur la pensée et l'utilisation de la terminologie. L'ouvrage de Nicolas Iung, *Le droit public de l'Église et ses relations avec les États*, illustre la persistance de ces tendances au milieu du XX^e siècle. L'auteur s'exprime ainsi dans l'introduction: «Le droit ecclésiastique est l'ensemble des lois établies par le Christ et par l'Église,

Adrien DUBIEF et Victor GOTTOFREY, *Traité de l'administration des cultes*, Paris, 1891-1892, 3 vol.

André Marie DUPIN, *Manuel du droit public ecclésiastique français, contenant les libertés de l'Église gallicane*....., Paris, 1845, 4^e éd. 1947.

P. DURIEU, *Traité de l'administration temporelle des grands et des petits séminaires, des congrégations autorisées et des collèges ecclésiastiques*...., Paris, 1890, 605p.

Charles Amédée de VUILLEFROY, *Traité de l'administration du culte catholique*, Paris, 1842, 528p.

Après 1905:

Lucien CROUZIL, *Régime légal du culte catholique. Etude théorique et pratique*, Paris, 1911, 342p.

Lucien CROUZIL et Tony CATTÀ, *Guide juridique du clergé et des œuvres catholiques*, Paris, 1914, 370p.

DALLOZ, *Manuel des cultes, législation, jurisprudence*, Paris, 1911, 446p.

Michel BAZOCHE, *Le régime légal des cultes en France*, Paris, 1948, 162p.

Jean KERLÉVÉO, *L'Église catholique en régime français de séparation*, Paris, 1951-1962, 3 vol.

François MÉJAN, *L'organisation de l'Église catholique et ses rapports avec l'État*, Paris, 1954, 96p.

Auguste RIVET, *Traité du culte catholique et des lois civiles d'ordre religieux*, Paris, 1947-1950, 2 vol.

Maurice HAURIU, *Principes de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État*, Paris, 1906, 80p.

Léon DUGUIT, *Le régime du culte catholique antérieur à la loi de séparation et les causes juridiques de la séparation*, Paris, 1907, 37p.

Axel von CAMPENHAUSEN, *Staat und Kirche in Frankreich*, Göttingen, 1962, 172p.

Yves GÉRALDY, *La religion en droit privé, thèse, droit*, Limoges, 1978, 468p.

¹⁰⁸ Par le Décret du 25 février 1810, Napoléon avait déclaré loi générale de l'empire la Déclaration des quatre articles, sorte de charte fondamentale du gallicanisme sous l'Ancien Régime. Son enseignement, selon le décret, était obligatoire dans les séminaires.

par lesquelles la constitution, le gouvernement de la société ecclésiastique et l'action des fidèles sont ordonnés à leur fin propre.». Il poursuit: «Le droit public ecclésiastique est l'ensemble des lois d'origine divine par lesquelles se définit la constitution essentielle de l'Église, en tant qu'elle est une société parfaite». Plus loin, afin de démontrer la hiérarchie entre les deux sociétés, il consacre un titre entier à «La supériorité de l'Église».¹⁰⁹

À l'opposé, d'autres, profondément gallicans, veulent maintenir l'Église dans la dépendance de l'État et justifier ainsi les articles organiques. Dupin (1845) se fit le champion de ce gallicanisme inspiré de l'Ancien Régime mais transposé au régime des cultes reconnus. Son ouvrage essentiel, *Libertés de l'Église gallicane. Manuel de droit public ecclésiastique français*, (1^e éd. 1845) fut mis à l'Index. Cette condamnation n'empêcha pas de nombreuses rééditions et, en 1884, Scaduto le considérait comme le meilleur manuel de «droit ecclésiastique» en France.¹¹⁰ Aujourd'hui, les historiens du droit y voit un plaidoyer retentissant en faveur du gallicanisme et donc de l'autorité de l'État sur l'Église.

Quelques décennies plus tard, Dubief (1891) considérait l'Église comme une partie de l'administration publique tout en affirmant qu'il était impossible d'empêcher la société civile et la société religieuse de se muer en ennemis.

L'enseignement du droit ecclésiastique¹¹¹, en France au XIX^e siècle, n'a pas d'existence propre. En outre, le droit canonique proprement dit est peu enseigné. Surtout, au cours du XX^e siècle, une évolution s'est faite dans des directions diamétralement opposées en France par rapport à l'Italie, l'Espagne ou le Portugal. Alors que dans les autres pays latins, la discipline s'imposait et sa définition se précisait, en France, l'opposition des pouvoirs publics aux «sciences religieuses» n'a pas permis, pendant de longues décennies, cet essor.¹¹²

Lorsque l'Université impériale ouvre ses portes en 1808, le droit canonique n'y est pas enseigné, sous quelque forme que ce soit. L'année

¹⁰⁹ Nicolas IUNG, *Le droit public de l'Église dans ses relations avec les États*, Paris, 1948, p.6, p.8 et p.58.

¹¹⁰ Ivan C Iban, *En los origenes del Derecho eclesiastico*, op. cit., p. 109 suiv.

¹¹¹ ANDRIEU GUITRANCOURT, *Introduction sommaire à l'étude du droit en général et du droit canonique en particulier*, Paris, Sirey, 1963; Jean IMBERT, «Notules sur l'enseignement du droit canonique en France», *l'année canonique*, 33, 1990, p.79-99.

¹¹² La situation est peut-être en train d'évoluer. Les pouvoirs publics souhaitent développer, dans les cursus universitaires, les cours relatifs aux relations entre l'État et les religions; mais, actuellement, l'évolution profite davantage aux sociologues qu'aux juristes.

suivante, un décret fixe les programmes des Facultés de théologie catholique et protestante, sans mentionner le droit canonique. Par la suite, dans les Facultés de droit, les questions relatives aux religions, peu envisagées, sont abordées uniquement d'un point de vue administratif. En 1885, une «conférence» d'histoire du droit canonique est instaurée à l'Ecole pratique des hautes études, en contrepartie de la suppression du financement sur fonds publics des Facultés de théologie. Il faudra attendre 1921 pour que l'enseignement de l'histoire du droit canonique soit officiellement introduit à la Faculté de droit de Paris.

D'autre part, tout au long du XIX^e siècle, les évêques se méfiaient du droit canonique et ne souhaitaient pas développer son enseignement.¹¹³ En 1875, lorsque les universités catholiques seront créées, le droit canonique n'y sera pas pour autant enseigné.¹¹⁴

À l'Institut catholique de Paris, établissement d'enseignement supérieur privé, ce fut seulement en 1880 que le jeune prêtre Pietro Gasparri, alors âgé de 28 ans, fut nommé pour enseigner le droit canonique. Il dispensera ces cours dix huit années consécutives. En 1895, Gasparri, secondé par Conneley et Boudinhon, obtint un décret pontifical, qui conféra à la Faculté de droit canonique son autonomie par rapport aux Facultés de théologie et de philosophie, les unes et les autres intégrées au sein de l'Institut catholique de Paris. Pierre Andrieu Guitrancourt note que la création de cette Faculté se fit «en dépit du vœu défavorable des évêques».¹¹⁵ En 1946, la Faculté de droit canonique de Paris comptera dix chaires, dont l'une, attribuée à Graviers, était intitulée «droit civil ecclésiastique et droit culturel». La discipline acquerrait une reconnaissance, mais au sein d'un établissement de droit pontifical et non dans une Faculté d'État. En outre, le contenu du cours ainsi désigné n'était pas très clairement établi.

Dans ce contexte général, des cours de droit canonique, ou ecclésiastique, ne pouvaient prendre leur essor dans les Facultés de droit. Le «droit ecclésiastique» n'y a jamais constitué une discipline faisant l'objet d'un

¹¹³ Sur les quelques tentatives, au sein de l'Église, pour établir un enseignement du droit canonique, voir: Yves MARCHASSON, «Le renouveau de l'enseignement du droit canonique en France», l'année canonique, 25, 1981, p.1-15.

¹¹⁴ Bruno NEVEU, Les facultés de théologie de l'Université de France (1808-1885), Paris, Klincksieck, coll. des Mélanges de la Bibliothèque de la Sorbonne, 27, 1998, 841p. Rappelons que dès 1880, ces «Universités» catholiques seront supprimées ou, du moins, elles cesseront de faire partie de l'enseignement d'État et ne pourront plus se qualifier «d'Universités».

¹¹⁵ Pierre ANDRIEU GUITRANCOURT, Introduction sommaire à l'étude du droit..., op. cit., p.1349.

enseignement propre. Toutefois, certains, surtout des constitutionnalistes (Maurice Hauriou)¹¹⁶ s'en sont préoccupés à l'époque où, en Allemagne, Italie, Espagne ou Portugal, la discipline, à peine naissante, était aux mains des publicistes. Si une situation assez comparable existait dans ces divers pays vers les années 1900 ou 1920, la spécificité de la France consista à maintenir l'embryon dans sa coquille, alors que ses voisins permettaient l'éclosion de l'œuf.

Le cas de l'Université de Strasbourg est spécifique. La Faculté de théologie catholique fut créée en 1903. Elle découle d'une convention en vue de l'érection d'une Faculté de théologie catholique à l'Université de Strasbourg, signée le 5 décembre 1902 entre le cardinal Rampolla, secrétaire d'État de Léon XIII et le baron Georges Hertling, professeur à l'Université de Munich, représentant du gouvernement impérial. La convention énumère les matières qui doivent être enseignées; le droit canonique y figure mais rien ne se rapproche du droit civil ecclésiastique.¹¹⁷ Charles Böckenhoff (1870-1917) y professe le droit canonique et la théologie morale de 1905 à 1917; parallèlement, il publie, à Cologne en 1911, *Katholische Kirche und moderner Staat* (2^e éd. revue par Koeniger, 1920). Dans le cadre de cette Faculté de théologie catholique d'une Université étatique, l'Institut de Droit canonique a été créé par arrêté rectoral du 13 décembre 1920, approuvé par le commissaire de la République le 14 février 1921. Le promoteur de cette réforme fut Mgr. Victor Martin, historien du droit canonique et des institutions de l'Église, qui dirigea l'Institut jusqu'à son décès en 1945.¹¹⁸ L'Institut délivrait des certificats de droit canonique et, à partir de 1925, fut habilité à délivrer le titre de «Docteur de l'Université de Strasbourg, mention droit canonique».¹¹⁹

¹¹⁶ Maurice HAURIU, Notes d'arrêts sur décisions du Conseil d'État et du Tribunal des Conflits publiées au Recueil Sirey de 1892 à 1928, réunies et classées par André Hauriou, Paris 1929, 3 tomes; rééd. La Mémoire du Droit, Paris, 2000. Cette réédition récente traduit l'importance des notes de jurisprudence du célèbre constitutionnaliste qui commentait les arrêts du Conseil d'État.

¹¹⁷ Les textes réglementaires relatifs à cette création puis à l'évolution de l'Institut figurent dans le livre de B. LE LÉANNEC, Culte et enseignement en Alsace et Moselle; le même auteur a reproduit les documents essentiels dans l'ouvrage dirigé par Jean SCHLICK, Église et État en Alsace et en Moselle, changement ou fixité?, Strasbourg, 1979, p.301-316; cf. aussi Mémorial du cinquantième, 1919-1969, Faculté de théologie catholique, Université de Strasbourg, Strasbourg, Palais universitaire, 1970.

¹¹⁸ Victor Martin (1886-1945), ancien chapelain de Saint Louis des Français à Rome, canoniste.

¹¹⁹ En 1956, l'Institut, qui jusqu'alors avait sa place au sein de la Faculté de théologie, fut rattaché directement à l'Université, ce qui lui conféra plus d'autonomie de gestion.

La même année, le Saint-Siège accorda les grades pontificaux (bachelier, licencié, docteur en droit canonique) aux étudiants qui passaient les examens de l'Institut, s'ils remplissaient les conditions posées par les règlements pontificaux. Bon nombre de professeurs des Facultés de droit, notamment de celle de Strasbourg, furent professeurs à l'Institut de droit canonique pendant de longues années. La collaboration des historiens du droit fut particulièrement étroite dans le domaine de l'histoire du droit canonique.

2. La plupart des autres pays de l'Union européenne n'ont pas de réelle tradition d'enseignement ou de recherche de droit civil ecclésiastique, mais la matière n'est pas pour autant inexistante.¹²⁰ Aux Pays-Bas ou en Belgique, elle fut enseignée dans le cadre de cours de droit constitutionnel, ou de libertés constitutionnelles. On étudiait les questions relatives à la liberté religieuse, ou aux modes de financement des religions. D'autre part, la faculté de théologie de l'Université de Louvain bénéficiait d'une haute réputation, forgée au cours des siècles.¹²¹

Au Royaume-Uni, l'Irlande avait accordé une place, au XVIII^e siècle, à un droit ecclésiastique qui déclina considérablement au lendemain de l'Acte d'Union entre l'Église d'Angleterre et celle d'Irlande en 1800. Seulement deux publications importantes intervinrent encore au XIX^e siècle¹²², ce qui traduit la condition incertaine du droit ecclésiastique irlandais entre 1800 et 1871, date à laquelle les deux Églises furent de nouveau séparées.

En Grande-Bretagne, le droit de l'Église se confond presque complètement avec celui venant du pouvoir civil. Au cours du XIX^e siècle, il n'y eut pas de chaire de droit ecclésiastique, mais divers manuels notables furent rédigés, souvent sur des points spécifiques. En 1884, Scaduto connaissait Burn, Roger, Cripps, Brice, Blunt ... et considérait comme un véritable traité scientifique le livre de Philimore, *The ecclesiastical law of the Church of England*, paru en 1873.¹²³ Citons également le

¹²⁰ Pierre ANDRIEU GUITRANCOURT, op. cit., p.1347 suiv.

¹²¹ Voir: Le cinquième centenaire de la Faculté de théologie de l'Université de Louvain (1432-1932), Liber Memorialis, Louvain, 1932.

¹²² Arthur BROWNE's, A compendious View of the Ecclesiastical Law of Ireland - A Course of Lectures read in the University of Dublin... To which is added A Sketch of the Practice of the Ecclesiastical Courts, with some Cases determined therein, in Ireland, Dublin, 1802; STOPFORD's, Hand Book of Ecclesiastical Law & Duty for the Use of the Irish Clergy, Dublin, 1861.

¹²³ Ivan C. IBAN, dans son En los origenes del Dercho eclesiastico, op. cit., p. 183, mentionne, comme ouvrages de droit ecclésiastique anglais cités par Scaduto: BURN, Ecclesiastical law, 9^e ed., Londres, 1842; ROGER, A pratical arrangement of ecclesiastical law, 2^e ed., Londres, 1873; W. CRIPPS, A pratical treatise on the law relating to the Church and

livre de Stubbs (*The history of the canon law in England*, Londres, 1887), ou encore celui de Maitland (*Roman canon law in England*, Londres, 1898).

L'influence des doctrines allemandes, grande, nous l'avons vu, à travers toute l'Europe, se fit particulièrement sentir dans les pays du Nord.

Le Danemark leur emprunta le terme de Kirkeret (Kirchenrecht) que l'on trouve pour la première fois dans le règlement des études juridiques de l'Université de Copenhague en 1821 et dans l'ouvrage du Professeur J.L. A Kolderup-Rosenvinge, 1838-1840, peut-être sous l'influence de Richter. Le droit de l'Église, «Church Law», figurait dans les programmes des Facultés de droit de 1821 à 1857. Il fut enseigné par Kolderup-Rosenvinge (1792-1850), qui était professeur d'histoire du droit. Dans son manuel, Kolderup-Rosenvinge donna une large place à l'histoire, comme toile de fond permettant de comprendre le droit de l'Église. Sur ce point, l'influence de l'école historique allemande fut nette. D'autre part, l'auteur suivit la distinction traditionnelle entre droit interne de l'Église et droit externe, c'est-à-dire les relations avec l'État. En 1891, son livre, vieilli et incomplet sur plusieurs points, fut remplacé par un *Manuel du droit de l'Église danoise*, rédigé conjointement par Henning Matzen, professeur d'histoire du droit et de droit constitutionnel et par Johannes Timm, fonctionnaire au ministère des affaires ecclésiastiques. Les auteurs maintiennent la distinction entre droit interne et droit externe de l'Église, et ajoutent celle entre droit naturel et droit positif. Dans l'ensemble du volume, une partie générale envisage l'ensemble du droit relatif aux religions et une partie spéciale est consacrée à l'Église danoise (Folk Church) et aux communautés religieuses. E.F. Larsen, Juge à la cour suprême, publia, entre 1901 et 1912, un ouvrage sur le droit de l'Église danoise (Den danske Kirkeret). En 1976, un nouveau manuel, Dansk Kirkeret, fut rédigé par August Roesen, chef de département au ministère des affaires ecclésiastiques; l'état du droit y est exposé avec une grande précision et clarté; en revanche, les débats théologiques sont à peine évoqués.

À côté de l'Université, le Pastorseminarium (Collège théologique post-universitaire), fondé en 1809, constitua une institution de tout premier plan. A.S. Orsted y enseigna le droit de l'Église de 1809 à 1826. Kolderup-Rosenvinge lui succéda. Par la suite, les cours furent assurés par

Clergy, 5^e ed. Londres, 1869; S. BRICE, The law relating to Public Worship..., Londres, 1875; H. BLUNT, The book of church law... revised by W.G.F. PHILLIMORE, 3^e ed. Londres, 1882; et surtout: Robert PHILLIMORE, The ecclesiastical law of the Church of England, Londres, 1873.

des fonctionnaires du ministère des affaires ecclésiastiques ou des administrateurs diocésains. L'Université d'Aarhus fut créée en 1928, avec une Faculté de théologie, mais sans qu'il soit possible, avant 1945, d'y suivre un cursus de théologie dans son entier.¹²⁴

D'une façon générale dans les pays scandinaves, l'histoire des relations entre religions et États a évolué sans connaître de graves conflits ou des coupures nettes. En conséquence, dans ces pays où une religion domine nettement mais sereinement, les recherches et réflexions scientifiques n'ont pas pris la même envergure que dans d'autres régions.

Si l'on compare la Finlande à la Suède ou à la Norvège, il apparaît que la Finlande est un bon exemple de pays où les relations traditionnelles d'une sorte d'union entre l'Église et l'État se sont progressivement distendues, sans aboutir pourtant à une séparation complète. L'Église évangélique luthérienne de Finlande n'est pas, à proprement parler, une Église d'État depuis la promulgation du *Church Act* de 1869 et de l'*Acte constitutionnel de Finlande* de 1919. L'État se dit neutre et l'Église bénéficie d'une large indépendance. La Finlande a une tradition de recherches et d'études sur les questions relatives à l'Église et aux relations entre l'Église et l'État. Ces recherches ne se font pas dans le cadre de structures propres, mais davantage dans les Facultés de droit (Helsinki, Turku, Rovaniemi et Tampere), cours de droit constitutionnel, de droit administratif, de droits fondamentaux... De même, la matière existe dans les Facultés de théologie, mais sans avoir, là non plus, une totale indépendance. Au XIX^e siècle, le droit ecclésiastique était perçu comme découlant de la théologie pratique et, par la suite, il fut davantage rattaché à l'étude de l'histoire de l'Église.¹²⁵ L'influence allemande fut indéniable; mais la Finlande ne connut pas les mêmes crises que l'Allemagne et l'Église d'État suivit davantage le modèle des pays nordiques. Les recherches en droit ecclésiastique commencèrent avec Frans Ludwig Schauman (1810-1877)¹²⁶, qui privilégia les aspects historiques et non théologiques comme ce fut plus souvent le cas en Europe centrale.

Au terme de cette étude, il ne semble pas nécessaire de s'appesantir sur la diversité des situations à travers l'Europe ni sur le rôle, déterminant,

¹²⁴ Le Pastoralseminarium demeure aujourd'hui essentiel; depuis 1969, des cours de théologie sont donnés à Aarhus et des cours de droit de l'Église à Copenhague.

¹²⁵ Comme en témoigne notamment l'ouvrage du Professeur Juha SEPPO, *Uskovien yhteisö vai valtionkirkko. Uskonnolliset vähemmistöyhteisöt ja evankelis-luterilaisesta kirkosta eroaminen Suomessa vuosina 1923-1930*, 1983 (*Communauté de foi ou Église d'État. Communautés religieuses minoritaires et séparation de l'Église luthérienne de Finlande en 1923-1930*).

¹²⁶ Après Schauman, il convient de citer: Olli Heilimo, Erkki Kansanaho et Kauko Pirinen.

des universitaires de quelques États, peu nombreux, en faveur de l'essor de la discipline. Disons seulement que cet essor est récent. La matière elle-même n'en est qu'à ses débuts. On peut légitimement espérer son développement en Europe, dans une société sécularisée et dans laquelle cette sécularisation contraint les pouvoirs publics à prendre de plus en plus en considération un pluralisme religieux que tous s'accordent à envisager comme une composante fondamentale de la vie sociale et des réalités juridiques.

STAATSKIRCHENRECHT - ANNEXE BIBLIOGRAPHIQUE
ÉTABLIE PAR ALEXANDER HOLLERBACH

I. Traités, précis et encyclopédies – (Lehr- und Handbücher, Lexika)

- Handbuch des Staatskirchenrechts der Bundesrepublik Deutschland. Hrsg. v. *Ernst Friesenhahn* u. *Ulrich Scheuner* in Verbindung mit *Joseph Listl*. Zwei Bände, Berlin 1974/1975.
- Handbuch des Staatskirchenrechts der Bundesrepublik Deutschland. Hrsg. v. *Joseph Listl* u. *Dietrich Pirson*. Zweite grundlegend neu bearbeitete Auflage. Zwei Bände, Berlin 1994/1995.
- Axel Freiherr von Campenhausen, Staatskirchenrecht. Ein Studienbuch. Dritte, überarbeitete u. ergänzte Auflage, München 1996 (Erste Auflage 1973).
- Bernd Jeand'Heur - Stefan Koriath, Grundzüge des Staatskirchenrechts. Kurzlehrbuch, Stuttgart 2000.
- Jörg Winter, Staatskirchenrecht der Bundesrepublik Deutschland. Eine Einführung mit kirchenrechtlichen Exkursen, Neuwied/Kriftel 2001.
- Lexikon für Kirchen- und Staatskirchenrecht. Hrsg. v. Axel Frhr. von Campenhausen, Ilona Riedel-Spangenberg, P. Reinhold Sebott SJ, Paderborn: Schöningh – Band 1: A-F, 2000 – Band 2: G-M, 2002 – Band 3: N-Z, im Erscheinen.

II. Traités dans des collections – (Gesamtdarstellungen in Sammelwerken)

- Handbuch des Verfassungsrechts der Bundesrepublik Deutschland. Hrsg. v. *Ernst Benda*, *Werner Maihofer*, *Hans-Jochen Vogel*. Zweite Auflage, Berlin/New York 1994. Darin: *Paul Mikat*, Staat, Kirchen und Religionsgemeinschaften, S. 1425-1455.
- Handbuch des katholischen Kirchenrechts. Zweite Auflage, hrsg. v. *Joseph Listl* u. *Heribert Schmitz*. Regensburg 1999. Darin: *Joseph Listl* u. *Alexander Hollerbach*, Das Verhältnis von Kirche und Staat in der Bundesrepublik Deutschland, S. 1268-1293.
- Handbuch des Staatsrechts der Bundesrepublik Deutschland. Hrsg. v. *Josef Isensee* u. *Paul Kirchhof*. Zweite durchgesehene Auflage, Band VI, Heidelberg 2001. Darin: *Alexander Hollerbach*, Grundlagen des Staatskirchenrechts (§138, S. 471-555); Der verfassungsrechtliche Schutz kirchlicher Organisation (§139, S. 557-593); Freiheit kirchlichen Wirkens (§140, S. 595-633).

III. Résumés lexicographiques – (Lexikalische Übersichten)

- Alexander Hollerbach*, Artikel «Staatskirchenrecht», in: Lexikon für Theologie und Kirche, dritte Auflage, Band IX (2000) Sp. 900-903.

- Axel Freiherr von Campenhausen*, Artikel «Kirche und Staat (II. rechtlich)», in: Religion in Geschichte und Gegenwart, vierte Auflage, Band 4 (2001) Sp. 1046-1049.
- Axel Freiherr von Campenhausen*, Artikel «Staatskirchenrecht», in: Theologische Real-Enzyklopädie, Band XXXV (2001) S. 73-83.

IV. Rapports – (Berichte)

- Konrad Hesse*, Die Entwicklung des Staatskirchenrechts seit 1945, in: Jahrbuch des öffentlichen Rechts, neue Folge 10 (1961) S. 3-80; wieder abgedruckt in: *ders.*, Ausgewählte Schriftell. Hrsg. v. *Peter Haberle* u. *Alexander Hollerbach*, Heidelberg 1984, S. 355-445.
- Karl-Hermann Kästner*, Die Entwicklung des Staatskirchenrechts seit 1961, in: Jahrbuch des öffentlichen Rechts, neue Folge 27 (1978) S. 239-296.
- Alexander Hollerbach*, Das Staatskirchenrecht in der Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts, in: Archiv des öffentlichen Rechts 92 (1967) S. 99-127; abgedruckt auch in: *Quaritsch-Weber* (siehe unten) S. 401-426.
- Alexander Hollerbach*, Das Staatskirchenrecht in der Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts (II), in: Archiv des öffentlichen Rechts 106 (1981) S. 218-283.
- Karl-Hermann Kästner*, Das Grundrecht auf Religions- und Weltanschauungsfreiheit in der neueren höchstrichterlichen Rechtsprechung, in: Archiv des öffentlichen Rechts 123 (1998) S.408-443.

V. Collections représentatives – (Repräsentative Sammelwerke)

- Ulrich Scheuner*, Schriften zum Staatskirchenrecht. Hrsg. v. *Joseph Listl*, Berlin 1973.
- Paul Mikat*, Religionsrechtliche Schriften. Abhandlungen zum Staatskirchenrecht und Eherecht. Hrsg. v. *Joseph Listl*, Berlin 1974.
- Martin Heckel*, Gesammelte Schriften. Staat – Kirche – Recht – Geschichte. Hrsg. v. *Klaus Schlaich*. Vier Bände, Tübingen 1989-1997.
- Axel Frhr. v. Campenhausen*, Gesammelte Schriften. Hrsg. v. *Joachim E. Christoph*, *Christoph Link*, *Jörg Müller-Volbehr*, *Michael Stolleis*, Tübingen 1995.
- Joseph Listl*, Kirche im freiheitlichen Staat. Schriften zum Staatskirchenrecht und Kirchenrecht. Hrsg. v. *Josef Isensee* u. *Wolfgang Rübner* in Verbindung mit *Wilhelm Rees*. Zwei Halbbände, Berlin 1996.
- Klaus Schlaich*, Gesammelte Aufsätze. Kirche und Staat von der Reformation bis zum Grundgesetz. Hrsg. v. *Martin Heckel* u. *Werner Heun*, Tübingen 1997.
- Dem Staate, was des Staates – der Kirche, was der Kirche ist. Festschrift für *Joseph Listl* zum 70. Geburtstag. Hrsg. v. *Josef Isensee*, *Wilhelm Rees* u. *Wolfgang Rübner*, Berlin 1999.

Kirche und Religion im sozialen Rechtsstaat. Festschrift für Wolfgang Rübner zum 70. Geburtstag. Hrsg. v. *Stefan Muckel*, Berlin 2003.

VI. Discours sur des questions fondamentales – (Zur Grundlagendiskussion)

Paul Mikat, Bemerkungen zur Ortsbestimmung und Aufgabenstellung des deutschen Staatskirchenrechts (1974), in: *ders.*, Religionsrechtliche Schriften, S. 413-429.

Martin Heckel, Zur Ordnungsproblematik des Staatskirchenrechts im säkularen Kultur- und Sozialstaat (1993), in: *ders.*, Gesammelte Schriften, Band IV, 1997, S. 1053-1068.

Alexander Hollerbach, Staatskirchenrecht oder Religionsrecht? Begriff- und problemgeschichtliche Notizen, in: *Iuri Canonico Promovendo*. Festschrift für Heribert Schnitz zum 65. Geburtstag. Hrsg. v. *Winfried Aymans* u. *Karl-Theodor Geringer*, Regensburg 1994, S. 869-887.

Ders., Staatskirchenrecht oder Religionsrecht?, in: *Kirche und Recht* 1997, S. 1-3.

Ders., Religion und Kirche im freiheitlichen Verfassungsstaat. Bemerkungen zur Situation des deutschen Staatskirchenrechts im europäischen Kontext, Berlin-New York 1998.

Wilfried Fiedler/Gerhard Robbers/Michael Brenner, Staat und Religion, in: Veröffentlichungen der Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer, Heft 59. Berlin 2000, S. 199-365.

Ansgar Hense, Staatskirchenrecht oder Religionsverfassungsrecht: mehr als ein Streit um Begriffe?, in: *Religion und Weltanschauung im säkularen Staat*. Hrsg. v. *Andreas Haratsch* u. a., Stuttgart 2001, S. 9-47.

Claus Dieter Classen, Religionsfreiheit und Staatskirchenrecht in der Grundrechtsordnung. Zur besonderen Bedeutung der religionsverfassungsrechtlichen Garantien im Lichte der allgemeinen Grundrechtsdogmatik, Tübingen 2003.

VII. Contributions à l'histoire des relations église-état et spécialement à l'histoire de la discipline – (Beiträge zur Geschichte des Verhältnisses Staat-Kirche und speziell zur Geschichte des Faches)

Martin Heckel, Zur Entwicklung des deutschen Staatskirchenrechts von der Reformation bis zur Schwelle der Weimarer Verfassung (1966/67), in: *ders.*, Gesammelte Schriften, Band I, 1989, S. 366-401.

Ders., Die Neubestimmung des Verhältnisses von Staat und Kirche im 19. Jahrhundert (1993), in: *ders.*, Gesammelte Schriften, Band III, 1997, S. 4041-470.

Christoph Link, Staat und Kirche in der neueren deutschen Geschichte. Fünf Abhandlungen, Frankfurt a. M. 2000.

Alexander Hollerbach, Das Kirchenrecht an den deutschen Rechtsfakultäten, in: *Ius et salus animarum*. Festschrift für Bernhard Panzram. Hrsg. v. *Ulrich Mosiek* u. *Hartmut Zapp*, Freiburg i. Br. 1972, S. 327-339.

Martin Heckel, Die Situation des Kirchenrechts an den deutschen Universitäten (1973), in: *ders.*, Gesammelte Schriften, Bd. I (1989) S. 539-562.

Joseph Listl, Kirche und Staat in der neueren katholischen Kirchenrechtswissenschaft, Berlin 1978.

Alexander Hollerbach, Zur Geschichte der Vertretung des Kirchenrechts an der Universität Freiburg i. Br. im 19. Jahrhundert, in: *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Kanonistische Abteilung* 90 (59) 1973, S. 343-382.

Ders., Kirchenrecht an der Freiburger Rechtsfakultät 1918-1945, in: *Zeitschrift für evangelisches Kirchenrecht* 23 (1978) S. 28-49.

Ders., Kirchen- und Staatskirchenrecht in Freiburg 1945-1967, in: *Festschrift für Martin Heckel zum 70. Geburtstag*. Hrsg. v. *Karl-Hermann Kastner*, *Knut Wolfgang Norr*, *Klaus Schlaich*, Tübingen 1999, S. 85-101.

Michael Germann u. *Heinrich de Wall*, Kirchenrecht und Staatskirchenrecht in Erlangen 1889-1986, in: *Bürgerliche Freiheit und Christliche Verantwortung*. Festschrift für Christoph Link zum 70. Geburtstag. Hrsg. v. *Heinrich de Wall* u. *Michael Germann*, Tübingen 2003, S. 19-48.

Peter Landau, Die Entstehung des neueren Staatskirchenrechts in der deutschen Rechtswissenschaft der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts, in: *Religion und Gesellschaft im 19. Jahrhundert*. Hrsg. v. *Wolfgang Schieder*, Stuttgart 1993, S. 29-61.

Jörg Winter, Die Wissenschaft vom Staatskirchenrecht im Dritten Reich, Frankfurt a. M. 1979.

VIII. Commentaire de l'art. 140 de la Loi Fondamentale – (Kommentare zu Art. 140 GG)

Axel Frhr. v. Campenhausen, in: *Das Bonner Grundgesetz. Kommentar* (v. Mangoldt/Klein/S tarck). 3. Aufl., Bd. 14, München 1991, S. 32-300.

Dirk Ehlers, in: *Grundgesetz. Kommentar*. Hrsg. v. *Michael Sachs*, München 1996, S. 1910-1940.

Martin Morlok, in: *Grundgesetz. Kommentar*. Hrsg. v. *Horst Dreier*. Bd. III, Tübingen 2000, S. 1247-1382.

Stefan Koriath, in: *Grundgesetz. Kommentar* (Maunz – Dürig). Bd. V, Lieferung 42 (Februar 2003), S. 1-318.

IX. Revues, Séries, Collections de jurisprudence – (Zeitschriften, Schriftenreihen, Entscheidungssammlungen)

Zeitschrift für evangelisches Kirchenrecht.

Archiv für katholisches Kirchenrecht.

Kirche und Recht. Zeitschrift für die kirchliche und staatliche Praxis, Verlag Luchterhand seit 1995.

Staatskirchenrechtliche Abhandlungen, Berlin: Duncker & Humblot.

Schriften zum Staatskirchenrecht. Hrsg. v. Axel Freiherr von Campenhausen u. Christoph Link, Frankfurt a. M.: Lang seit 2000.

Essener Gespräche zum Thema Staat und Kirche.

Entscheidungen in Kirchensachen seit 1946.

X. Bibliographies – (Bibliographien)

Staat und Kirchen in der Bundesrepublik. Staatskirchenrechtliche Aufsätze 1950-1967. Hrsg. v. Helmut Quaritsch u. Hermann Weber, Bad Homburg v. d. H. – Berlin – Zürich 1967 (Dokumentationen zum öffentlichen Recht, 1). Darin: Bibliographie, S. 444-524.

Charlotte Möck, Staat und Kirchen. Bibliographie zu ihrem rechtlichen Verhältnis in der Bundesrepublik Deutschland. Berichtszeit 1968-1977, Hamburg 1979.

Gerhard Czermak, Staat und Weltanschauung. Eine Auswahlbibliographie. Mit einer Abhandlung zu Entwicklung und Gegenwartlage des sogenannten Staatskirchenrechts, Berlin – Aschaffenburg 1993.

Ders., Staat und Weltanschauung II (1993-1997), Berlin – Aschaffenburg 1999.

ENSEIGNEMENT DU DROIT ECCLESIASTIQUE EN GRECE, ANNEXE BIBLIOGRAPHIQUE ETABLIE PAR GRIGORIOS PAPATHOMAS

I. Sources

Collections canoniques

HARMÉNOPOULOS C., *Oïj Hieroi; kai; Qei'oi Kanovne* «*kat? ejpitomh;n*» (*Epitome divinorum sacrorumque canonum*), in P. G., t. 150, col. 45A-168C.

PIDALION [Recueil de canons] des St Nicodème l'Hagiorite et hiéromoine Agapios Léonardos, édité à Leibzig en 1800; Athènes, Astir, 1993, 789 p. (en grec). De même, sa traduction en anglais [faite par D. Cummings] *THE RUDDER of the Orthodox Catholic Church*, Chicago, The Orthodox Christian Educational Society, 1957; New York, 1983, 1084 p. Cf. *Kormchaia Kniga* (1649-1653) et *Kniga Pravil* (1839).

RHALLIS G. A.-POTLIS M., *Syntagma des saints Canons* [Recueil de canons], t. I-VI, Athènes, 1852-1859 [Athènes, éd. Grigoris, 1992] (en grec).

II. Bibliographie

Manuels de droit canonique et ecclésiastique

AKANTHOPOULOS Prod. J., *Éléments de droit canonique et ecclésiastique* (Notes), Thessalonique, Service de presse de l'Université Aristote de Thessalonique, 1985 & 1987, 107 p. (en grec).

AKANTHOPOULOS Prod. J., *Questions de droit canonique*, Thessalonique, éd. P. Pournaras (coll. Bibliothèque de droit canonique et ecclésiastique, n° 7), 1992, 96 p. (en grec).

ALIVIZATOS Am., *Le droit canonique au sein de l'Université*, Athènes, 1939.

ALIVIZATOS Am., *Droit canonique*, Athènes, éd. de l'Association des Étudiants de Théologie, s. d. (en grec).

ALIVIZATOS Am., *Le droit canonique de l'Église orthodoxe* (Présentation sommaire de ses cours) (Tiré-à-part de la Revue *Théologia*, t. I, Athènes, éd. de l'Imprimerie d'Hestia, 1941), 32 p. (en grec).

BOUMIS Pan. J., *Éléments de droit canonique et ecclésiastique* (Manuel pour les séminaristes des Séminaires supérieurs et suprêmes), Athènes, Direction Générale de l'Éducation Ecclésiastique, 1973, 241 p. (en grec).

- BOUMIS Pan. J., *Droit canonique*, t. I, Athènes, S. Athanassopoulos-S. Papadamis S. A., ¹1988 & ²1991, 312 p.: Athènes, éd. Grigoris, ³2000, 300 p. (en grec).
- CHRISTINAKIS Pan. Épam., *Questions de droit canonique et ecclésiastique*, t. I, Athènes, 1993, 549 p. (en grec).
- CHRISTODOULOS Ap., *Essai de droit ecclésiastique*, Constantinople, 1896 (en grec).
- CRISTOPHILOPOULOS An. P., *Droit ecclésiastique hellénique*, Athènes, vol. I, ¹1952, vol. II, ¹1954, vol. III, ¹1956; Athènes, ²1965 (-6), 331 p. (en grec).
- GARDASEVIC Blag., «Le plus ancien manuel de droit ecclésiastique (son auteur: Euthyme ou Eugène Yiovanovic)», in *Mélanges en l'honneur du Métropolite Barnabas de Kitros*, Athènes, 1980, p. 145-160 (en grec).
- GÉORGIADIS Ph. N., *Introduction au droit ecclésiastique*, Athènes, 1939, 175 p. (en grec).
- GÉORGIADIS Ph. N., *Sources du droit ecclésiastique*, vol. 1, Athènes, 1942, 84 p. (en grec).
- KONIDARIS J. M., *Questions de droit ecclésiastique et byzantin*, t. I, Athènes, Ant. N. Sakkoulas, 1990, 288 p. (en grec).
- KOTSONIS Jérón. J., *Notes de droit canonique de l'Église orthodoxe d'Orient*, t. I, Thessalonique, 1960, 344 p.; t. II, *Sanctification-Education*, Thessalonique, 1961, 197 p.; t. II, *Le droit canonique appliqué au sein de l'Église de Grèce*, Thessalonique, 1962 (en grec).
- MANTZOUNEAS Év. C., *Le droit pénal de l'Église*, Athènes, 1979 (en grec).
- MANTZOUNEAS Év. C., *Le droit ecclésiastique des employés d'après le Code Ecclésiastique des Employés (K. E. Y.)*, Athènes, 1980, 88 p. (en grec).
- MANTZOUNEAS Év. C., *Le droit ecclésiastique selon les saints canons et la législation étatique en vigueur*, Athènes, ²1984, 430 p. (en grec).
- MILASCH Nikod., *Le Droit ecclésiastique de l'Église orthodoxe d'Orient* (traduit du serbe par Mél. Apostolopoulos), Athènes, Sakellarios, 1906, 1066 p. (en grec). La même œuvre a été également traduite en russe, en roumain et en bulgare.
- MOURATIDIS C. D., *Cours de droit canonique*, t. I-II, Athènes, ³1975-1976 (en grec).
- PANAGIOTAKOS Pan. J., *Système de droit ecclésiastique en vigueur en Grèce*, t. III, *Le droit pénal de l'Église*, Athènes, Imprimerie de Myrtidis, 1962, 919 p., et t. IV, *Le droit des moines*, Athènes, 1957, 767 p. (en grec).
- PANAGOPOULOS J. Th., *Droit ecclésiastique. Études, articles, avis, commentaires sur la législation ecclésiastique*, Athènes, Ag. Giovanis, 1980, 912 p. (en grec).
- PAPALOUKAS Éftax., *Le droit canonique de l'Église orthodoxe d'Orient sur le pouvoir sacerdotal*, vol. I, Athènes, 1872 (en grec).

- PAPASTATHIS Charal. C., *Éléments de droit ecclésiastique* (Cours universitaires), vol. I, Thessalonique, Ant. N. Sakkoulas, ¹1990 & ²1994, 87 p. (en grec).
- PAPATHOMAS Gr. D., *Cours de Droit Canon*, t. I, *Les Sources canoniques (Aide-mémoire)*, Bellas-Ioannina, 1995-96, (polycopié), 253 p. (en grec).
- PHILIPPOTIS Év., *Système de droit ecclésiastique en vigueur en Grèce*, t. I, *Principes généraux sur l'Église*, Athènes, 1912, 168 p., et t. II, *Droit public de l'Église*, Athènes, 1915, 424 p. (en grec).
- PHRAGUISTAS Charal., *Éléments de droit ecclésiastique* (Cours universitaires), Thessalonique, 1951 [et s. d.] (en grec).
- POLYZOÏDIS C. Th., *Sources ecclésiastiques du droit ecclésiastique. Le monachisme orthodoxe*, Thessalonique, P. Pournaras, 1991, 287 p. (en grec).
- POLYZOÏDIS C. Th., *Sources ecclésiastiques du droit ecclésiastique. Le monachisme orthodoxe* (Cours universitaires), Thessalonique, P. Pournaras, 1995, 80 p. (en grec).
- RHALLIS C. M., *Manuel de droit ecclésiastique en vigueur en Grèce*, t. I, Athènes, Imprimerie d'«Hestia», 1927 (incomplet), xi+275 p. (en grec).
- RHALLIS C. M., *Le droit pénal de l'Église orthodoxe d'Orient*, Athènes, 1907, (re-imprimé, Thessalonique, P. Pournaras, ²1985), 627 p. (en grec).
- RHAMMOS G. Th., *Éléments de droit ecclésiastique hellénique* (Cours universitaires), Athènes, Ant. N. Sakkoulas, 1947, 248 p. (en grec).
- RODOPOULOS Pant., *Cours de droit canonique*, Thessalonique, Frères Kyriakidis, ¹1980 & ²1993, 590 p. De même, IDEM, *Aperçu de droit canonique*, Thessalonique, G. Dédousis, ⁽³⁾1998, 481 p. (en grec).
- SAKELLAROPOULOS Mél., *Le droit ecclésiastique de l'Église orthodoxe d'Orient en vigueur également au Patriarcat œcuménique*, Athènes, 1898, viii+560 p. (en grec).
- SISKOS Anth., *Droit canonique et ecclésiastique de l'Église catholique orthodoxe*, t. I, Thessalonique, 1957 (en grec).
- TROÏANOS Sp. N., *Cours de droit ecclésiastique*, Athènes-Komotini, ¹1982 & ²1984, 550 p. (en grec).
- VAMVETSOS Alex., *Introduction au droit ecclésiastique hellénique*, Athènes, 1911, viii+179 p. (en grec).
- VAVOUSKOS C. An., *Manuel de droit ecclésiastique*, Thessalonique, Ant. N. Sakkoulas, ⁵1989, 406 p. (en grec).
- VRACHIDIS G., *Droit ecclésiastique* (Notes universitaires), Athènes, 1901, 96 p. (en grec).

RICHARD PUZA

University of Tübingen

THE TEACHING AND STUDY OF CHURCH-STATE RELATIONS IN AUSTRIA, BELGIUM, GERMANY AND THE NETHERLANDS

The preliminary part of this study was delivered at a conference of the Consortium for Church and State Relations in Oviedo. The report on Germany is based on my own research, the sections on Belgium, the Netherlands and Austria had as a basis reports given to me by Kurt Martens (Leuven), Sofie van Bijsterfeld (Nijmegen) and by Richard Potz and Wolfgang Wieshaider (Vienna).

The present study was enriched with information given to me by colleagues who also teach State law of religions at their faculties. I have sent a questionnaire to all (public and catholic) Institutes and Departments of Staatkirchenrecht in Germany, Austria and Switzerland.¹ I received a great number of answers. I could not include them all in this study.²

The consequences of the declaration of Bologna are gradually felt in Germany also. The Federal Republic of Germany and each German Land will gradually introduce the degrees of BA, MA and PhD by 2009. The Faculties of Catholic Theology (publicly or Church financed) will introduce these degrees. The Vatican also signed the convention of Bologna and will rearrange its studies. The Commissions of the Deutsche Bischofskonferenz and of the Deutscher katholisch-theologischer Fakultätentag are preparing the conditions for the introduction of the new courses of studies and for the new examination methods: modularisation and ECTS-System.

¹ I am grateful to Prof. Dr. Alexander Hollerbach for his valuable advice on the report on Germany. It was also his idea to develop a questionnaire, in order to obtain the latest information.

² I would like to express my gratitude to the colleagues from Germany, Austria and Switzerland who answered my questionnaire. Their answers will be summarized in a forthcoming article. The Questionnaire had five question complexes: 1. Is State law of religions being taught at your University? 2. Which subjects do you teach in your lectures/seminars and courses? 3. Is there a special course of studies on State law of religions at your faculty? 4. Is the question on the relationship Church – State being taught in other courses of studies (e.g. in constitutional law, penal law or public law)? 5. Do you coordinate any projects on this subject? I received answers from the following colleagues: Prof. Dr. A. Hollerbach (Freiburg), Prof. Dr. A. Hierold (Bamberg), Prof. Dr. S. Demel

I. Historical Data

A. *The Concepts of Church Law (Kirchenrecht), Canon law, Ecclesiastical Civil law, State Law of Religions and Public Law*

First I would like to explain from the point of view of the German research the concepts: Church law (Kirchenrecht), canon law, ecclesiastical civil law, State law of religions and public law. Traditionally speaking in German Kirchenrecht comprises the history of Church law, canon law and State law of religions. The components of Kirchenrecht are taught with different accents. Kirchenrecht is more than canon law and is more than Church law because in a broad sense it also comprises the State law of religions. But if we take into account the definition of Jean Werckmeister in his "Petit dictionnaire de droit canonique" – "droit ecclésiastique: qui a l'église pour origine" – we can say that Kirchenrecht is Church law and the State law of religions is State law. In the faculties of catholic theology the professor for Kirchenrecht also teaches the State law of religions. State law of religions is an academic discipline, whose outcome can be explained by the special relationship between Church and State in Germany until 1919 (the date of the constitution of Weimar – Weimarer Reichsverfassung). At that time relations between Church and State were very clear, Germany had a system of State Church. The Constitution of Weimar declared that this system had ceased to exist. It stipulated quite clearly: "there is no Church of the State any more in Germany".

The consequence of that declaration is that at present in Germany there is a system of organisational separation, which nevertheless cannot be compared with the situation in France. A similar system is still functioning in Alsace and Lorraine in France. In the German system of separation, Church and State cooperate on different levels. This is why we talk about a system of separation with coordination and cooperation. The State law of religions represents the law of the State and is also a concordat law in Germany. It regulates the relations between Church and State and the relationship between citizens and their Churches (e.g. in Church taxes, as in Germany there is an obligatory Church tax and individuals must provide

(Regensburg), Prof. Dr. R. Althaus (Paderborn), Univ.-Prof. Dr. L. Müller (Wien), Univ.-Prof. Dr. W. Rees (Innsbruck), Prof. Dr. H. de Wall (Erlangen-Nürnberg), Univ. Prof. DDr. C. Grabenwarter (Graz), Univ.-Prof. Dr. A. Rinnerthaler (Salzburg), Univ.-Prof. Dr. J. Hirsperger (Graz), Prof. Dr. D. Willoweit (Würzburg), Prof. Dr. C. Waldhoff (Bonn), Prof. Dr. U. Rhode (Frankfurt), Prof. Dr. Ilona Riedel-Spangenberg (Mainz), Prof. Dr. iur. S. Muckel (Köln), Prof. Dr. H. Zapp (Freiburg), Prof. Dr. K.-H. Kästner (Tübingen), Prof. Dr. N. Lüdecke (Bonn), Prof. Dr. H. J. F. Reinhardt (Bochum), Prof. DDr. A. Weiß (Eichstätt), Prof. DDr. H. Pree (Passau).

a declaration for leaving the Church). The State law of religions also regulates the relationships between citizens and the Churches. We can distinguish between the ecclesiastical civil law (State law of religions) and the ecclesiastical public law. The latter, called in France external or ecclesiastical public law is not State law of religions, but Church law. It aims at establishing relationships between Church and State from an ecclesiastical viewpoint. We can distinguish between the fundamentals of State law of religions (Grundlagen des Staatskirchenrechts) and the material ecclesiastical law. The fundamentals of the ecclesiastical civil law are studied in the subject "public law" in the law faculties but one also treats this subject in the theological faculties where it is taught under the general subject "Kirchenrecht". The subject of Kirchenrecht also deals with the biblical and theological issues of Church and State relations.

History is very important for the subject "State law of religions", as one has to understand history in order to understand the present day situation. The history of Church-State relations is also taught in the departments for Church history in the faculties of theology and history.

It is hard to summarize the present situation of the teaching of State law of religions. One may point out that in general the fundamentals of law of religions and of State law of religions are part of the teaching of constitutional law at every faculty of law. State law of religions or law of religions is taught as a separate subject in very few faculties. For example in the province of Baden-Württemberg a law student can choose from 18 possible combinations a subject with the content of State law of religions or law of religions for his final exams. Unfortunately this model will soon come to an end. Several faculties are about to change their curricula according to the new Law of Judges (Richtergesetz) and they will have the possibility to stress the study of State law of religions. Whether this will happen or not, is uncertain. The study of the relationship between religions and State will still play a role, nevertheless. But the next reform is about to be introduced (Bologna declaration).

B. Tradition of Study

a. Germany

There is a tradition of study on the legal relationship between State and Church in Germany. This relationship was previously taught in faculties of law and now is also taught in theological faculties.³

³ For details compare II.A.

b. The Netherlands

There is no tradition of study and research on the legal relationships between the State and the Church as there is in, for instance, Germany. Nevertheless, the subject is studied and researched by various academics, at present and in the past. One can say that there are particular periods in which the topic has increased attention.

For instance in the 19th century, various constitutional and legal issues had to be decided which involved Church and State relationships; this gave rise to publications in the area. Several such periods can be found in the 20th century also, for instance, after the Second World War in the run-up to the revision of the constitution of 1983. Currently, the issue is also attracting public and academic attention.

Apart from Church-State relationships as an overarching topic, various dimensions of Church and State relationships have found increased attention as well, such as education, labour law, financial relationships between Church and State, and the regulation of the Church as a legal entity (Church autonomy). Apart from academics involved in wider Church-State issues, these specific topics are also discussed by specialists in the field of education law, labour law etc. There are no real "schools" of Church and State studies.

Freedom of religion and belief is a constitutionally guaranteed right and it is also entrenched in international human rights treaties. That means that this right is studied in theory and practice (case law) by academics in constitutional law and (international) human rights law in general. The increased attention to developments in international human rights has stimulated this discussion. Also the run-up to the general revision of the constitution and the time of the implementation of the main constitutional revisions, including that of freedom of religion or belief, both in legislation and court rulings, has stimulated debate and study. It must be noted that in the Netherlands courts are not allowed to review Acts of Parliament on their constitutionality. This means that a tradition of constitutional jurisdiction like that which exists in Germany does not exist in the Netherlands. However, subordinate legislation may be reviewed by the courts on its constitutionality and even Acts of Parliament may be reviewed by courts on their compatibility with international treaty provisions which are self-executing.

The presence of a considerable number of adherents of Islam in the Netherlands (886.000 out of a population of 16 million people) is one of the factors which currently stimulates the debate on content and limits of freedom of religion and belief.

c. Belgium

In Belgium there is no tradition of teaching Church and State relations as a separate course. Topics on Church and State relations traditionally are part of the course on 'constitutional law' or, in some cases, of a course on 'Constitutional liberties' or a specialized course in constitutional law. The study of Church and State relations in Belgium is traditionally limited to the study of articles 19, 20 and 21 (religious liberty) and 181 (financing) of the Constitution. Only at the faculty of canon law of Leuven, a course 'Church and State in Belgium' is offered. This is also an elective in the law faculty.

d. Austria

There is a long tradition of study on the legal relationship between State and Church in Austria. This relationship was previously taught in faculties of law and now is also taught in theological faculties.⁴

The teaching of the relations between religious communities and the State developed from the traditional subject of Canon Law which had been taught at the universities situated in today's Austria since their foundation. The respective institute – today's Institute for Law and Religion – dates back to 1365; its predecessor was the first institute at the law faculty where even theologians had to pass an exam until the 19th century.

II. University Teaching

A. Germany

Due to the present situation of curricula changes the subject State law of religions is taught differently from one faculty to another. Therefore I sent a questionnaire to all law faculties and faculties of catholic theology, to find out how this subject was taught.⁵ I discovered that the relationship between law and religion and religion law are part of the university studies in law faculties and in theological faculties. The situation in the law faculties can be summarized as follows: a candidate for the oral part of the first final State exam (erste juristische Staatsprüfung) has the possibility of choosing between 18 combinations of subjects, among which there is also the subject "Church law and law of religions".

⁴ Details in B4.

⁵ See: Introductory remarks and Footnote 2.

This model will soon be changed, as the faculties are renewing their curricula according to the new Law of Judges (§5). According to the new regulation the first final exam is not only an "academic exam" but also a compulsory exam for the so-called second "State exam". The faculties have the possibility of influencing the content of this first exam. We do not know whether Church law or State law of religions will still play a role in the new scheme. Different faculties produced different solutions: At the Law Faculty of Freiburg it has been decided that the relation between Church/religions and State should be studied within the broader subject of "Legal History and Comparative Law". The fundamentals of State law of religions are still part of the teaching of constitutional law and to a smaller extent of labour law. In practice the departments which deal with these questions in the law faculties and faculties of theology often cooperate with each other.

a. The Teaching of State Law of Religions in the Law Faculties

In the Law Faculties there are departments and institutes in which the State law of religions is being taught. These departments are connected either with public law, with private law or with the philosophy of law. The law of the Reformed or of the Lutheran Churches is also taught.

a.1. Institutes of Religion Law, Canon Law and State Law of Religions

1. Trier: Institut für Europäisches Verfassungsrecht (Prof. Dr. G. Robbers).⁶
2. Cologne: Rechtswissenschaftliche Fakultät, Institut für Kirchenrecht, Lehrstuhl für öffentliches Recht und Kirchenrecht (Prof. Dr. iur. Stefan Muckel).

A. Lectures on "State law of religions" have been delivered for a long time—at least every second semester with up to 2 hours per week. Regular seminars are also been delivered. The topics of the seminars in recent years were: The consequences of the Reichsdeputationshauptschluss for the present State law of religions (winter term 2002/2003); Islam in the secular constitutional Federal Republic of Germany (summer term 2003). Prof. Baldus and Dr. Muckel are also holding special courses on Church law. They concentrate on the relationship between canon law and the

Church law of protestant Churches. Prof. Baldus is also holding a lecture on "Religion in the European Union".

B. Due to the changes of the curricula, the law faculty in Cologne has decided to offer the possibility for students who begin their studies as from the winter term 2003/2004 to study the optional course of "Religion, culture and law". If students are interested in this subject they can intensify their specialisation in this domain and courses on this topic can take up to 30% of subject matters for the final exam. This new course of lectures has a double structure. It contains compulsory lectures and optional lectures, so that students can specialize more thoroughly in a specific domain of the State law of religions.

Subjects for lectures and seminars: Compulsory subjects: State law of religions/ Constitutional law of religions, Church law (Canon law, Church law of the protestant Churches), Educational law (School law, Exam law, Scientific law), Seminars for the students who write their graduation paper.

Optional Subjects: Religion in the European Union, the laws for the protection of the Arts, Islamic law, History of Church law, Labour law in the artistic milieu, Taxation law for public goods, fundamentals of the German law history, Sport law, Church law and State law of religions in Eastern Europe, Media and communication law, Internetlaw.

C. The relationship between Church and State is being studied within the general lectures on constitutional law (State law I and II). Elements of Religion law are also contained in lectures on General Administrative law, on Educational law, on Labour law or on legal history. Even Taxation Law with its special domains belongs to the new course of lectures "Religion, culture and law".

3. Bonn: Juristische Fakultät. Kirchenrechtliches Institut (Prof. Dr. Christian Waldhoff).

A. State law of religions is taught regularly for law students. The general title of the courses of lectures is: "Church law and State law of religions", but the professors concentrate mostly on State law of religions. As far as the Church law is concerned only fundamental questions are discussed and the main issues of Church law are being studied in special cases. The course is very interesting to students who have demanded the further development of this course of lectures. At the end of the term, the students have to pass a written exam in order to obtain a "mid-study certificate" (Zwischenprüfungsschein). Every term there is an average of 60 students in the lectures.

B. As far as the law faculty reform is concerned one has to mention that the faculty in Bonn has decided that in the course of lectures "State

⁶ See: www.uni-trier.de and further down.

and Constitution in the Process of Internationalisation" the professors should hold one compulsory and regular lecture on State law of religions (and not Church law).

The faculty cooperates with the Staatskirchenrechtliche Institut of the German Conference of Bishops and holds regular seminars on "Present Issues of Church law and State law of religions". For the future the faculty plans to have every semester at least one lecture or seminar on State law of religions.

C. Within the lectures on Constitutional law a special attention is paid to the fundamental right of freedom of religion (German Constitution, Art. 4, §1 and Art. 2). The institutional part of State law of religions, which is incorporated in the Constitution, Art. 140 is not taught in detail. In the lectures on Civil and Penal law issues of Religion law come up sometimes when the meaning of marriage in Family law is discussed. Penalties like the one in §§166, 167 StGB (Code of Penal Law) do not have an important part in the law studies. Within the lecture on the History of the German Constitution the relationship between Church and State (constitutional overcoming of the problems of the Reformation), the Kulturkampf is an important subject.

4. Bayreuth: Institut für Rechtsphilosophie, Kirchenrecht, Forschungsstelle für Europäisches Verfassungsrecht. Lehrstuhl für öffentliches Recht IV (Prof. Dr. Häberle).

a.2. Departments where State Law of Religions is taught

1. Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg: Lehrstuhl für öffentliches Recht, Staatskirchenrecht und Kirchenrecht (Prof. Dr. Michael Germann).

The Law Faculty in Halle was reopened only in 2003. The department led by Prof. Germann deals mainly with issues of State law of religions and Church law. Therefore State law of religions is a permanent teaching subject and constitutes one of the basic specialisations offered by the faculty. Prof. Germann invests much energy in developing the department of State law of religions of the Faculty in Halle as one of the main centres for the study of religion law in Germany. Due to the conditions existing at the faculty the Institute is a special place for the development of research in this field.

State law of religions and Church law are taught alternatively each semester. The lecture on State law of religions is been taught in the summer term. The faculty also offers optional seminars and workshops

on State law of religions (or Church law). These seminars are part of the §8 II JAPrVO LSA 2002.

Issues of State law of religions are also discussed in seminars. Summer term 2003: Seminar within the General State Law: "Constitutional Aspects of Tolerance". The following aspects were discussed in this seminar: the edicts of tolerance in the late antiquity, the idea of tolerance in the State theories of the period of Enlightenment, the end of the confessional civil war through the Constitutional Law of the 16th and 17th century, the freedom of conscience, the religious neutrality of the State, the meaning of the State religions in the history of Constitutional law, edicts of tolerance during modern times, the ideological meaning of the Marxist-Leninist State theories, universality of human rights, limits of tolerance in democratic societies, the obligation of the State in the protection of human dignity (German Constitution Art. 1 I 2), beginning or end of tolerance? Tolerance as an educational aim in a public school, Discrimination, Tolerance and Pluralism in the Media law, Can tolerance be a principle of the constitution?

Winter term 2003/2004: Interdisciplinary seminar: the Church as a minority – juridical and ecclesiological perspectives (with Professor Dr. Klaus Tanner). We can also mention some other seminars which are connected with the State law of religions: Minority with future; The Ecclesiology after the II Vatican Council; Church in Transition. The Role of the Church in a pluralistic society; Church financing in the diaspora; Church membership under modern sociological conditions; Ethics without Religion? An alternative to the teaching of confessional religion!; The Teaching of the subject "Lebensgestaltung – Ethik – Religionskunde" (Life – Ethics – Religion); The (planned) federation of protestant Churches in Central Germany (Sachsen, Thüringen).

The faculty does not have a special course of studies with a special graduation in State law of religions, but by 2006 the State law of religions and Church law will become optional courses for the final exam (according to the regulation §14 II Nr. 14 JAPrVO LSA 2002). The new law curricula also allow students to specialize themselves in State law of religions and Church law. "State law of religions and Church law" is a special optional package in the courses on "State and Administration". This means that if students are interested in State law of religion they can make it up to 30% of their final exams. For the compulsory subjects they would have to participate up to 16 hours per week in lectures and for the optional subjects up to 8. The other optional subjects in the package "State law of religions and Church law" are: 1. State law of religions

2 terms. 2. Church law 2 terms. 3. Labour law of the Church 2 terms 4. Public Data Protection Law – 2 terms of lectures and seminars.

Students can also choose subjects for their final written exam out of the package with optional subjects. At present students have shown a lot of interest in labour law of the Church or religious issues which are being discussed in the Constitutional Court. They are also interested in European Law of religion and administration law.

2. Erlangen: Juristische Fakultät, Lehrstuhl für Kirchenrecht, Staats- und Verwaltungsrecht, (Prof. Dr. Heinrich de Wall).

Every summer term the department offers a lecture on "State law of religions" for law students and students of protestant theology. Every other semester the department offers also a seminar on the relation Church – State. The introductory course of lectures in public law contains also elements of State law of religions. Dr. Rohe delivers lectures on Islamic law and on the relationship between State and Islam.

3. Tübingen: Juristische Fakultät, Lehrstuhl für Öffentliches Recht und Kirchenrecht (Prof. Dr. Karl-Hermann Kästner).

In the general lectures on Constitutional law, State law of religions plays a special part. Canon law is not taught. Art 4 of the Constitution is part of the compulsory preparation for the final exam in law. The relationship between Church and State is not necessarily tackled in lectures of public law or penal law.

At the Faculty of Catholic Theology of the University of Tübingen a course on the relations between Church and State is taught every fourth semester by Prof. Dr. Richard Puza and is part of the compulsory subjects for the final exams and open also for students of the Law Faculty.

4. Würzburg: Juristische Fakultät, Lehrstuhl für Deutsche Rechtsgeschichte, Kirchenrecht, Bürgerliches Recht und Handelsrecht (Prof. Dr. Dietmar Willoweit).

Lectures on State law of religions are held within the general lectures of public law. State law of religions is not necessarily part of the curriculum of civil law or penal law.

5. Freiburg im Breisgau: Forschungsstelle für Kirchenrecht und Staatskirchenrecht. Institut für Öffentliches Recht (Prof. Dr. Konrad Hesse, Prof. Dr. Alexander Hollerbach).⁷

⁷ Compare a.2.1.

The University of Freiburg has introduced a course of studies on State law of religions within the general subject "Law history and Comparative Law".

6. Göttingen: Stiftungslehrstuhl (Prof. Dr. Axel Freiherr von Campenhausen).
7. Dresden: Juristische Fakultät, Lehrstuhl für Öffentliches Recht, insbesondere Verfassungsgeschichte, allgemeine Rechts- und Staatslehre, Staatskirchenrecht (Prof. Dr. Dieter Wyduckel).
8. Konstanz: Lehrstuhl für Deutsche Rechtsgeschichte, Kirchenrecht, Bürgerliches Recht. (Prof. Dr. Hans-Wolfgang Strätz).
9. Leipzig: Juristenfakultät, Lehrstuhl für Staats- und Verwaltungsrecht, Verfassungsgeschichte und State law of religions. (Prof. Dr. Helmut Goerlich).⁸
10. München: Juristische Fakultät, Lehrstuhl für Deutsche Rechtsgeschichte, neuere Privatrechtsgeschichte, Kirchenrecht, Bürgerliches Recht, Rechts- und Staatsphilosophie (Prof. Dr. Peter Landau).
11. München: Juristische Fakultät, Lehrstuhl für Öffentliches Recht und Kirchenrecht (Prof. Dr. Stefan Koriath).
12. Regensburg: Juristische Fakultät, Lehrstuhl für Bürgerliches Recht, Europäische Rechtsgeschichte und Kirchenrecht (Prof. Dr. Hans-Jürgen Becker).
13. Heidelberg: Juristische Fakultät, Honorary Professor, Jörg Winter.

b. The Teaching of State Law of Religions in Theological Faculties

b.1. Protestant/ Reformed Theology

Among all the faculties of Protestant/Reformed Theology only the Faculty in Tübingen had a chair of Church law (Internal State law of religion and Church law). The professor who was teaching the subject, Prof. Dr. Joachim Mehlhausen, died in 1999). He was a specialist in contemporary

⁸ For a better description of the profile of the department see the new webpage: <http://www.jura.uni-halle.de/germannn> especially the page on "State law of religions and Kirchenrecht in Halle-Wittenberg" (<http://www.jura.uni-halle.de/germann/kir.htm>). The page research (<http://www.jura.uni-halle.de/germann/forschung.htm>) contains several very important links on State law of religions.

Church history. Since he died the professor of public law and canon law at the Law Faculty taught this subject at the theological faculty in Tuebingen.

b.2. Catholic Theology

The teaching of State law of religions is part of the subject canon law. Since we do not have many specialists in this domain in the catholic theological faculties, I would mention the following departments:

1. Tübingen: Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. Richard Puza).

a. The relationship between religion and law is part of the cycle of lectures on canon law at the faculty in Tübingen. For the past six years Prof. Puza has taught European law of religions in a course of lectures entitled "Churches and State in the European Union". Recently he has also held seminars on this topic.

b. Prof. Puza teaches also European law of religions at the Pontificia Facoltà di Teologia di Sicilia since 2002 (e.g. Wintersemester 2003/2004 Matrimonio e famiglia in Europa). For more than 20 years he is teaching in Strasbourg, at the Université Marc Bloch, Institut de droit canonique, DEA en droit canonique, courses on European Law of Religions. In the Summer Semester 2004 he gave a course of lectures on "Droit penal et relations églises-état en Europe". More than 10 years he is teaching in Paris at the Université Paris XI, Faculté de droit / Institut Catholique de Paris, Faculté de droit canonique "Le financement des églises et la protection des biens culturelles/culturelles en Europe" as part of the programme Gratianus of the European Union and Marie Curie-Programme.

c. Prof. Puza also cooperates with the colleagues from the Law Faculty in Tübingen, who are teaching State law of religions.⁹

2. Frankfurt: St. Georgen. Kirchliche Hochschule [Gesellschaft Jesu]. Seminar für Kirchenrecht (Prof. Dr. Reinhold Sebott, Prof. Dr. Ulrich Rhode).

a. Every third semester a lecture on State law of religions is delivered at the faculty. The lecture is compulsory for all students who study catholic theology. Prof. Rhode has been holding this lecture for three

⁹ See further information under Tübingen: Rechtswissenschaftliche Fakultät Prof. H. Kästner.

years. Prof. Reinhold Sebott is also gives seminars on Church and State relations and freedom of religion.

b. Questions concerning State law of religions are studied in the canon law lectures (e.g. Christians and their congregation, Aspects of the financial law of the Church, The Significance of the "res sacrae").

3. Mainz: Katholisch-theologische Fakultät. Seminar für Kirchenrecht, Staatskirchenrecht und kirchliche Rechtsgeschichte (Prof. Dr. Ilona Riedel-Spangenberg).

The subject of State law of religions is taught at the faculty of Mainz. Students showed a lot of interest and now some doctoral dissertations on the relationship Church and State are being prepared.

4. München: Klaus-Mörsdorf-Institut für Kanonistik (Prof. Dr. Elmar Güthoff).

5. Regensburg: Katholisch-theologische Fakultät. Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. Sabine Demel).

Lectures on State law of religions are delivered as part of the introductory lectures on the relationship Church – State in Germany and alternate with special topics such as the Labour law of the Church.

6. Bamberg: Fakultät für katholische Theologie. Lehrstuhl für Kirchenrecht. (Prof. Dr. Alfred E. Hierold).

General lectures on the relationship Church and State and special lectures on the Church-State relations in the Federal Republic of Germany are offered regularly. Each lecture is accompanied by a seminar.

7. Bonn: Katholisch-Theologische Fakultät. Kirchenrechtliches Seminar (Prof. Dr. Norbert Lüdecke).

Prof. Lüdecke holds every second year a lecture on the relationship between Church and State. Seminars on State law of religions are not held regularly. The theological faculty also cooperates with the law faculty when such issues are being discussed. This cooperation started 20 years ago, when Prof. Schlaich (from the Law Faculty) started his joint seminars with Prof. Hubert Müller (Theological Faculty). This cooperation is very productive and interesting for students of both faculties.

8. Bochum: Katholisch-Theologische Fakultät. Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. Heinrich J. F. Reinhardt).

State law of religions is regularly taught at the faculty in Bochum. Following topics were discussed in the seminars and lectures: Church

and State in Europe, Labour law of the Church and of the State, Teaching religion in State schools. Elements of State law of religions are also been discussed in the introductory lecture on Canon law in the chapter of General Norms.

9. Passau: Katholisch-theologische Fakultät. Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. Helmut Pree).

a. State law of religions is taught regularly in Passau. Every winter term the students can participate at lectures on "The fundamentals of the State law of religions in the Federal Republic of Germany" and in the summer term they can participate at seminars on Taxation law, Labour law of the Church. State law of religions is also taught within the course of studies "Caritas and applied Theology", where it is connected to the development of the charitable activities of the Church in Germany and in the European Union.

b. The relationship between Church and State is also taught in other lectures of the theological Faculty. Prof. Pree also gives lectures on State law of religions at the Law Faculty in Passau.

10. Katholische Universität Eichstätt: Theologische Fakultät. Lehrstuhl für Kirchenrecht und Kirchliche Rechtsgeschichte (Prof. DDr. Andreas Weiß).

a. Prof. Weiß regularly gives a lecture on "The Relationship between church, state and religion, law and religion in Germany and in the European Union". The attendance at this lecture is compulsory as its content is part of the final theological exams (both for students who study for a teaching degree and the ones who study for a theological-pastoral degree). This lecture contains the following themes: the fundamentals of State law of religion (terminology, sources), the difference between State law of religions and other types of religion laws, the relationship between State and Church in the European Union (the declaration of Amsterdam, the Charter of fundamental rights), the historical development of Church-State relations in Germany, freedom of religion, neutrality and parity of the State, corporation status of the Church, financing of the Church (comparison with other Churches), religious education (teaching of the subject life-education-religion), the cooperation between Church and State in present Germany, Islamic law and Islamic religious education, the theological faculties and the State, protection of the religious holidays. Following seminars were held at the faculty in Eichstätt: Confessions in Germany, matrimonial law of the Church and civil matrimonial law, Religion and Weltan-

schauung, Concordats between Church and State – an European perspective, marriage and family – quo vadis?, Iurium tutela – law protection of teenagers in the Catholic Church. Every third year Prof. Weiß delivers a special lecture on the "Labour law of the Catholic Church".

b. Over the past 10 years several other professors and scholars in Eichstätt have been doing research and lectures on State law of religions: Dr. Oxenknecht: Introduction in the Labour law of the Church. Prof. Dr. P. Krämer: The decision on the use of the crucifix in schools, Leaving the Church – consequences for Church and State; Prof. Dr. Sutor: State-Church-Politics; Politics and Religion; The Church as important institution of the 19th and 20th century; Church and Democracy; Dr. Noll: Christians in the Roman Empire; Prof. Dr. Hürten: Religion and Political Catholicism in Germany and Europe.

11. Paderborn: Theologische Fakultät. Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. Rüdiger Althaus).

State law of religions is not taught as a separate subject in Paderborn, but elements of the topic are found in other lectures, such as "The relationship between Church and State" or "Financial law of the Church", "Matrimonial law" and "Constitutional law of the Church". Prof. Althaus also teaches "Financial law of the Church" in Münster for the specialisation of Licentiate in Theology.

12. Freiburg i. Brsg.: Katholisch-Theologische Fakultät. Institut für Praktische Theologie. Abteilung Kirchenrecht und kirchliche Rechtsgeschichte (Prof. Dr. Hartmut Zapp).

State law of religions is not extensively and separately discussed in seminar. Nevertheless issues of State law of religions come up in the following lectures: "Introduction to Canon Law and Normae Generales of the CIC", "The Relationship between Church and State in Germany", "Matrimonial law". In the lecture on matrimonial law issues of civil marital law and in this way an introduction to State law of religions are discussed. One has to stress that all the lectures mentioned are compulsory lectures for the final theological exam. Therefore the students are well informed about this topic. Due to the academic reform canon law will not be a compulsory subject for future teachers any more. This is why there is offered for these students the possibility of participating to optional lectures on the following topics: "The Relationship between Church and State", "Elements of State law of religions".

13. Münster: Katholisch-theologische Fakultät. Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. Klaus Lüdicke).

State law of religions is taught a lot in Münster. Since the faculty offers the possibility of a special training in Canon law (licentiate) there is being taught State law of religions quite extensively. Issues of the State law of religions come up in the lectures on matrimonial law, on constitutional law and in the special courses for the future priests in the priest seminaries.

c. Degrees

Although a lot of lectures on these topics are taught one cannot obtain a degree in Canon law or State law of religions. One can obtain a specialization in this field: One can write a thesis of diploma (Diplomarbeit) in this subject and obtain the degree "Diplomtheologe". One can write a thesis of doctorate in Canon law or State law of religions and obtain the degree "Dr. iur." in the law faculties or "Dr. theol." in the theological faculties. Or write a thesis of Habilitation in Canon law or State law of religions and obtain the title "Privatdozent" with the facultas docendi in Canon law or State law of religions in one of the faculties. Only in München and Münster one can obtain a degree in canon law (Münster: Lic. iur. can., München Lic. Iur. can. and Dr. iur. can.).

B. The Netherlands

Church and State relationships ("State law of religions") are not taught as an obligatory subject in universities (law faculties). It may be that a particular course is offered on an optional basis for a period of time, either in the normal curriculum or as a post-graduate course, or both. There is no standardized format for such courses. The content depends on the aims of the course, the backgrounds and interests of the potential participants.

Another way in which Church-State relationships and freedom of religion or belief may feature in academic courses, is in the context of constitutional law classes, or, more specifically, courses in national (or international) human rights. Obviously, the focus of such courses is broad and issues of Church-State relationships and freedom of religion or belief, or issues of equal treatment and non-discrimination form a part of the overall content.

In obligatory or optional courses on specific subjects such as social law, tax law or education, attention may also be paid to areas with a

religious dimension. In the field of education law, the position of private (denominational) schools certainly features, as this is a core element of the education system.

C. Belgium

a. The Teaching of Church and State Relations in the Law Faculties

Topics on Church and State relations traditionally are part of the course "Constitutional law" or, in some cases, of a course on "Constitutional liberties" or a specialized course Constitutional law.

b. The Teaching of State Law of Religions in the Faculty of Canon Law in Leuven

Since Rik Torfs was appointed professor at the Faculty of Canon Law in Leuven, the study of Church and State relations has become more extensive. In the programme of the Faculty of Canon Law, a course "Kerk en Staat in België" (Dutch programme) and a course "Church and State in Europe" (English programme) is offered as a compulsory course. Each course can also be taken as an elective in other faculties, among them the Faculty of Law. The courses are part of the licentiate programme in canon law. The number of credits is 6 study points (to give an idea: the total programme of licentiate in canon law counts 120 study points). Both courses are taught during the whole year (2 x 13 weeks) two hours a week. The courses are taught by Prof. Rik Torfs (for the English course). Prof. Silvio Ferrari is part-time professor.

The faculty offers academic training in ecclesiastical law and aims at a thorough study of canon law, as part of which additional training in theology for jurists and additional training in law for theologians is required.

The study of canon law is organised as a second cycle or licentiate programme. At least a first cycle training or a candidature in juridical or theological or religious sciences is a prerequisite. The possession or acquisition of a licentiate degree in at least one of the above mentioned sciences is recommended.

As a rule, two years of study are required for training in canon law. The programme of each of those years can be pursued on a half time basis. In such an event, the student must register for half a study year.

The degree of doctor in canon law can be obtained in addition to the licentiate programme. Academic training in canon law leads, after two years of study, to the degree of Licentiate in Canon Law. The first year

of study fulfils the requirements for the exclusively canonical degree of *Iuris Canonici Baccalaureus*. The complete licentiate training fulfils the requirements for the exclusively canonical degree of *Iuris Canonici Licentiat*. The degree of Doctor in Canon Law fulfils the requirements for the exclusively canonical degree of *Iuris Canonici Doctor*.

D. Austria

a. Law Faculties

Law and Religion in its historical development and its current form is generally taught as elective fields of studies at the Austrian law faculties. It is more intensive where there is an institutional background, i.e. in Vienna, Institut für Recht und Religion, Linz, Institut für Kirchenrecht and Salzburg, Institut für Rechtsgeschichte und Kirchenrecht.

1. Wien: Juristische Fakultät. Institut für Recht und Religion (Prof. Dr. Richard Potz).

The programme taught at Vienna's law faculty is the broadest among the available law programmes in Austria. The courses are open for undergraduate as well as for graduate students. They all run one semester as a rule. Credits are awarded only for a positive exam. Mere participation does not suffice. Courses are alternatively optional up to an amount of six plus thirteen hours per semester for undergraduates. Positive exams on six hours per semester can replace the third *rigorosum* for graduates; courses would insofar be alternatively optional. Seminars too are alternatively optional in both types of studies.

Winter Term¹⁰: a. The Freedom of Religion and *Weltanschauung* in Austria (This is one of the basic courses taught over two hours per week by Prof. Richard Potz and lecturer Brigitte Schinkele. Students have to pass a written exam and will then be awarded ECTS credits). b. Did It Really Move? The Church and Its famous Trials (Prof. Richard Potz and assistant Stefan Schima teach this course over two hours per week. Students have to pass an oral or a written exam and will then be awarded 6 ECTS credits). c. Legal Issues of Islam in Europe (Prof. Richard Potz and Prof. Gerhard Luf teach this course over two hours per week. Students have to present a paper as well as to pass a written exam and will then be awarded 6 ECTS credits. The lectures will be held once a week, the students' papers presented and discussed in a block course at

¹⁰ E.g. Winter Term 2003/04.

the end of the term). d. The Law of Christian East: Greeks, Armenians, Serbs, Romanian- Orthodox Christians in the Austro-Hungarian Empire (Prof. Richard Potz and Assoc.Prof. Eva Synek lead this seminar equivalent to a two hours' course. Students have to present a paper. Undergraduates who fulfil the stricter conditions for diploma papers will be awarded 8 ECTS credits, all other students 6 ECTS credits). e. Legal Contemporary History: State and Church in the 2nd Republic (Prof. Richard Potz and assistant Stefan Schima teach this block course over two hours per week. Students have to present a paper. Undergraduates who fulfil the stricter conditions for diploma papers will be awarded 8 ECTS credits, all other students 6 ECTS credits. As a speciality, the first lecture is dedicated to Umberto Eco's book "Come si fa una tesi di laurea" to foster the students' writing skills. A guest is invited to give a lecture. Each winter term, the seminar is dedicated to another historical period of the relations of State and Church in Austria; e.g. in the preceeding block the 1930's were discussed).

Summer Term¹¹: a. European and Comparative Law on Religion (Professor Richard Potz and lecturer Brigitte Schinkele teach this course over two hours per week. Students have to pass a written exam and will then be awarded 6 ECTS credits. The course focuses on the legal status of religious communities in the EU-member States and the future members and treats EC provisions concerning religion as well as jurisprudence). b. The Freedom of Religion and *Weltanschauung*: Current Austrian and European Jurisprudence (Professor Richard Potz and lecturer Brigitte Schinkele lead this block seminar equivalent to a two hours' course. Students have to present a paper will then be awarded 6 ECTS credits. In Summer Term 2003 they could choose i.a. among recent judgements of the European Court of Human Rights, the Austrian Supreme Court, and the German Constitutional Court). c. The Right to Practise Traditional Indian Religions (Assistant Professor René Kuppe teaches this course over two hours per week. Students have to pass a written exam will then be awarded 6 ECTS credits). d. Privileged and Discriminated Against? The Legal Position of Religious Communities in Austria (Professor Richard Potz teaches this course over two hours per week. Students have to pass a written exam and will then be awarded 6 ECTS credits. In this class the Catholic Church, the Protestant Church, the Orthodox Churches, the Oriental Churches, the Jewish Religious Society and the Islamic Religious Community are discussed

¹¹ E.g. Summer Term 2003.

in more detail, the other recognised communities in a summary systematising the differences of public and private law corporations). e. The Law of Christian East: Armenians, Copts, Syrians (Prof. Richard Potz and associate professor Eva Synek lead this block seminar equivalent to a two hours' course. Students have to present a paper. Undergraduates who fulfil the stricter conditions for diploma papers will be awarded 8 ECTS credits, all other students¹² ECTS credits. Presentations of Ethiopian and Syrian communities are included in this course. f. Ecumenical Canon Law (Professor Richard Potz and Professor Ludger Müller teach this course over two hours per week. Students have to pass a written exam and will then be awarded 6 ECTS credits). g. Gender Issues in Islam (Professor Richard Potz, Professor Nikolaus Benke and Professor Ann Elizabeth Mayer from the University of Pennsylvania lead this block course equivalent to a one hour's course. Students have to pass a written exam and will then be awarded 3 ECTS credits). h. Human Rights – Women's Rights (Associate professor Eva Synek and professor Eva Maria Maier lead this block seminar equivalent to a two hours' course. Students have to present a paper. Undergraduates who fulfil the stricter conditions for diploma papers will be awarded 8 ECTS credits, all other students 6 ECTS credits).

2. Graz Rechtswissenschaftliche Fakultät. Institut für Österreichisches, Europäisches und Vergleichendes Öffentliches Recht, Politikwissenschaft und Verwaltungslehre (Prof. Dr. Christoph Grabenwarter).

In Graz lectures on State law of religions are not offered every semester. Only now and again are there held seminars on this topic. In the winter term 2003/04 the faculty organised a seminar on this topic. Several experts were invited to Graz. Issues of State law of religions are discussed within the courses on Constitutional Law and on Administrative Law.

b. Theological Faculties

1. Wien: Institut für kanonisches Recht (Prof. Dr. Ludger Müller).

At the Institut for Canon Law in Vienna there is offered only a general introduction into the State law of religions. Seminars on this topic are held every other semester. The relationship between Church and State is analysed

¹² E.g. Winter Term 2003/04.

in several lectures on Canon law and in the lectures of Religious Education. In this lecture the Austrian situation is compared with that in Germany.

2. Innsbruck: Katholisch-theologische Fakultät. Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. Wilhelm Rees).

The State law of religions is part of the course of studies on "Introduction to Church law." Next year the faculty will offer a special lecture on State law of religion. The faculty also has a seminar for doctoral students on "The relationship between Church and State in the European Union" and a seminar on "Canon law".

3. Graz: Institut für Kirchenrecht (Prof. Dr. Johann Hirnsperger).

Lectures or seminars on State law of religions are not read every semester, but every fourth semester. As students show much interest in the subject, the faculty is considering more courses on this subject.

III. Tradition of Research

A. Germany

There is a long tradition of research on the legal relationship between State and Church in Germany not only in the faculties of law but also in the theological faculties.

a. Ius Publicum Ecclesiasticum

First of all one should mention that the *Ius publicum ecclesiasticum* originates in Germany (School of Würzburg) and one of its most important German representatives is Joseph Listl.

b. The History of the State Law of Religions (Literature)

Peter Landau has analyzed (in RDC 47/1 1997, p. 161 – 189) the origins of the State law of religions (Staatskirchenrecht) in Germany in the second half of the 19th c. Other studies have been done by Inge Gampl and Stefan Häring. One should also mention the essay of Ulrich Scheuner in the first edition of *Handbuch des Staatskirchenrechts (Das System der Beziehungen von Staat und Kirchen im Grundgesetz*, in: E. Friesenhahn, U. Scheuner, J. Listl (Hg), *Handbuch des Staatskirchenrechts der Bundesrepublik Deutschland*, Bd. 1, Berlin 1974, 5-86.). In these articles one finds the history of the subject and not the subject as such.

c. The "State Law of Religions" as a Subject of Study and Research

The study of the relationship between Church and State is an old one. The State law of religions was previously called "Kirchenstaatsrecht".¹³ It originates in the Reformation. In Germany the protestant princes obtained through the process of secularisation immense catholic possessions. But they lacked the knowledge to administrate them. Until the Reformation one had not really known the distinction between the religious and the Stately domains. If, for instance, the catholic prince designated a bishop or a diocesan priests as a professor nobody gave a second thought to the whole matter. In the new situation the protestant princes had to differentiate between designating a bishop of one confession or another. They also had to deal with the situation of having to share the power with another prince who happened to be also a catholic bishop.

One might think that the princes would try to expand the way they exercised power over the Lutheran Churches to the Catholic Church, but they did not go so far. A new relationship between Church and State was established—a new form of Staatskirchenrecht—with extreme forms in the south and south-west German territories. Honest experts in catholic Church law—and there were quite a lot in the bishoprics—warned the protestant governments to be cautious against the development of a strong link between the civil State and the Church. This constituted the beginning of a period in the relations between Church and State, which was characterised by a civil servant in Wuerttemberg as follows: "We only need a person to do the last unction. The rest we can do ourselves".

The starting point of Landau is the German Constitution from Frankfurt (1848/49) and the Prussian Constitution (1850), followed by other constitutions. But there are also Länder with an older constitution, like Wuerttemberg, which dates from 1819 and was in law until 1918.

The second period starts with the German Unification (1870), which is connected with the name of Bismarck and with the cultural war (Kulturkampf). Here we can mention four experts in State law of religions: Emil Friedberg, well known in Italy, Rudolph Sohm, Paul Hinschius, the most important expert in State law of religions in the 19th century, Friedrich Schulte and Wilhelm Kahl.

Emil Friedberg. Emil Friedberg (1837-1910), professor in Leipzig and Strasbourg, is known in the academic world because of his edition of the Corpus iuris canonici. He is also one of the most important

¹³ Axel von Campenhausen, Staatskirchenrecht, München, 1983.

19th century scholars of State law of religions. At the end of his life he felt isolated among his fellow professors in Germany and had only a few followers among the Italian canonists. His main work: "The constitutional law of the Churches in Germany and Austria" was first published in 1888 and is still the only textbook of protestant Church law. His monography on "The Barriers between the Church and the State and the guarantees against their violation" (1872) was the literary beginning of the so-called Kulturkampf. He based his work on serious historical research on the history of law, particularly on the first period of modernity. At the end of his second volume he sums up his ideas and makes some very valuable suggestions.

Rudolph Sohm. I would like to draw attention to Rudolph Sohm (1841-1917), professor in Freiburg, Strasbourg and Leipzig, and his doctrine of the public law of the Church. His ideas on relations between the Church and the State have not been studied as much as his thesis on the contradiction between the Church and the canon law. His fundamental article appeared in 1872, in the same year in which Friedberg published his work, and was entitled: "The Relationship between Church and State, analysed from their fundamental principles". Unlike Friedberg who focused his attention on the historical analysis Sohm has the philosophy of the State as his starting point. Sohm attributes absolute sovereignty to the State. The State has to regulate all the mechanisms through the public law and give to every citizen the possibility of a free moral development. The law creates a zone of individual liberty, of ethical determination for every citizen and accomplishes in this way its moral mission, "The law is the ethical law of the power relations within the common life". The law is therefore produced by the State. The Church exists from a legal point of view as a corporation recognized by the State. The State is the creature of law but in the same time it considers the Church as its equivalent on the level of morality. Consequently the Church has power in as far as it is a corporation legitimised by the public law. Sohm saw in the unity between Church and State a unity comparable with the unity within marriage.

Paul Hinschius. The first systematical genius of the modern German State law of religions is Paul Hinschius (1835-1898), professor in Kiel and Berlin. His monumental work comprises 6 volumes on canon law and it has not been superseded until now. This fundamental work is cited even today in canon law papers. Its importance, as far as the State law of religions is concerned, is undeniable. He also published a general

presentation of the relations between Church and State in a "Compendium of public law" in 1883. Like Friedberg, he was also a councillor of the minister for cultural affairs, Falk, in Prussia. He dedicated to him the 3rd volume of his *Kirchenrecht*. He was professor in Berlin, he was a national-liberal spirit and he rejected the system of control in the relationship Church-State. In his interpretation of 1883, he distinguishes between the concepts of liberty of conscience and State sovereignty. Religious freedom is for him the guarantee of a sovereign State. Hinschius also stressed the fact that an ideologically oriented State cannot, for instance, admit the emancipation of Jews, which he found intolerable. Jews and dissidents should not be discriminated against in admission to official functions. Hinschius considers the discrimination against Jews and dissidents as an indirect expression of the alteration of religion. It is interesting to notice that even at that time antisemitism existed and he condemned its development. As far as the relations between the Church and the State are concerned Hinschius suggested the application of the following principles:

1) The independence of the State related to the Churches and the religious societies.

2) The autonomy of the Churches and religious societies as far as the administration of their current affairs was concerned. Through the second principle one can notice the difference between Friedberg's point of view and that of Sohm. Hinschius was still recognizing in 1883 the principle of Art. 15 of the Prussian Constitution which had been abolished since 1875. He did not share the radical position of the representatives of the *Kulturkampf* (like Friedberg did), but he stressed that only the autonomy of the Churches could stop the intervention of the State in Church affairs and ensure the liberty of conscience. This was possible in Italy where one could find the concept of "*libera chiesa*". This concept of State law of religions corresponds to the formula of Cavour on the "*libera Chiesa in libero Stato*". For Hinschius, that formula was a bit unclear and he could not accept the relation between Church and State as it was in Italy, because this principle juxtaposes itself to the Pope's captivity in the Vatican. Hinschius wants to settle things by suggesting a compromise. The State should give up its religious competences. In this way it could also ensure its sovereignty. The State should accept the idea that it cannot accomplish religious duties, because religion is a spiritual "good" of every individual. Therefore he refuses totally the manifestation of a "*religion civile*" in the sense of Rousseau. The freedom of conscience is a fundamental right of every individual, also of every person belonging to the

catholic Church even though the Church would not accept such a statement. For Hinschius, the definition of Churches as corporations of public law is not proof that the State should impose a compulsory model for the functioning of the Church. He considered Churches more like institutions of public law. He disliked the terminology "corporation". In his view, the Churches have the possibility of organising themselves in an autonomous manner. Here he has a different opinion than Sohm. The power of the Church does not come from the State and it is limited by the sovereignty of the State. In the relation Church-State there is neither a coordination, nor a subordination. One can talk rather about a graduation of authority.

The beginning of the German democracy is reflected in the Constitution of Weimar, this is completed by the *Grundgesetz* (Constitution) of Bonn (1949), which remains valid until now. For the Republic of Weimar the commentary of Anschütz is indispensable. For the history of the German Federal Republic the *Handbuch of Staatskirchenrecht* is very important and is characterised by the co-operation between the two societies (for details see the summary of Campenhausen).

In Germany we also have experts who think that there should be a separation between Church and State (e.g. Norbert Greinacher). Axel von Campenhausen believes that this is a small group of experts, whose opinions are not very productive, with the exception of L. Renk.

d. On-Going Research on State Law of Religion in Germany

d.1. Law Faculties

1. Bonn: Juristische Fakultät. Kirchenrechtliches Institut (Prof. Dr. Christian Waldhoff).

One part of the research of Prof. Waldhoff deals with State law of religions. At present he is writing an essay on labour law of the Church and trade unions. He is also contributing to a collection of essays on State law of religion, edited by Dr. Michael Heinig from the Law Faculty in Heidelberg. At present he does not supervise any doctoral thesis, as he was nominated as a professor in Bonn only at the beginning of 2004. The former professor of the faculty in Bonn, Prof. (em.) Dr. Josef Isensee was deeply involved in State law of religion research. Under his supervision there was elaborated a doctoral thesis on "*Ut scandalum evitetur*". The scientific assistant of Prof. Hillgruber from the same faculty prepared a doctoral thesis on the Church law of protestant Churches with the title "Church and Communion".

2. Halle: Juristische Fakultät, Lehrstuhl für Öffentliches Recht, Staatskirchenrecht und Kirchenrecht (Prof. Dr. Michael Germann).

At the faculty in Halle research on Church and State relation is going on. This tradition of research was supported also by the predecessors of the present professor: Prof. Dr. Karl-Hermann Kästner und Prof. Dr. Heinrich de Wall. Until now Prof. Germann has coordinated the following researches, which have been published in the meantime.

- 1999: Anke, Hans Ulrich: Die Neubestimmung des Staat-Kirche-Verhältnisses in den neuen Ländern durch Staatskirchenverträge: zu den Möglichkeiten und Grenzen des staatskirchenvertraglichen Gestaltungsinstrumente / Hans Ulrich Anke. – Tübingen: Mohr Siebeck, 2000. – XIX, 451 S. (Jus ecclesiasticum; Bd. 62).
 - 1999: Hildebrandt, Uta: Das Grundrecht auf Religionsunterricht: eine Untersuchung zum subjektiven Rechtsgehalt des Art. 7 Abs. 3 GG / Uta Hildebrandt. – Tübingen: Mohr Siebeck, 2000. – XI, 265 S. (Jus ecclesiasticum; Bd. 63).
 - 2003: Antidiskriminierungsmaßnahmen auf der Grundlage von Art. 13 EG und kirchliches Selbstbestimmungsrecht (i. E.).
 - Under the supervision of Prof. Dr. Heiner Lück, a Habilitation-thesis on "Die konsistoriale Ehegerichtsbarkeit seit dem 16. Jh" is being prepared.
3. Würzburg: Institut für Rechtsgeschichte, Kirchenrecht, Bürgerliches Recht und Handelsrecht (Prof. Dr. Dietmar Willoweit).

Prof. Willoweit himself has written a doctoral thesis on the Bavarian State law of religion in the 19th century. He also researched the importance of the decision on the use of crucifix in public schools and of the wearing of a headscarf in public schools. At present he does not coordinate any doctoral thesis on the subject of State law of religion.

4. Köln: Rechtswissenschaftliche Fakultät, Institut für Kirchenrecht, Lehrstuhl für Öffentliches Recht und Kirchenrecht (Prof. Dr. iur. Stefan Muckel).

The Faculty in Köln does a lot of research on State law of religions. Prof. Muckel is conducting a project on "Islam in the public law of the secular constitutional State". The project is described in detail on the homepage of the institute. He has supervised several dissertations on this topic. Worth mentioning are the following ones: "Constitutional problems of teaching Islam in public schools" (Axel Emenet), "The headscarf – impediment for a civil servant?" (Suzanne Mann), "The freedom of

religion in the Federal Republic of Germany and in the USA. A comparative Study" (Ulrich Fühlbier).

5. Tübingen: Juristische Fakultät, Lehrstuhl für öffentliches Recht und Kirchenrecht (Prof. Dr. Karl-Hermann Kästner).

The department led by Prof. Kästner is specialised in State law of religions. He is involved in many projects of this topic, which are listed on his homepage. At present six doctoral theses have been prepared on this subject and he coordinated a habilitation theses on "ecclesiastical law", which gave its author the qualification (*venia legendi*) of teaching "ecclesiastical law".

6. Trier: Juristische Fakultät. Institut für Verfassungsrecht (Prof. Dr. Gerhard Robbers).

The Institute for European Constitutional Law is part of the Faculty of Law of the University of Trier. Its research concentrates on the comparative description and evaluation of European and International constitutional law. One major division of the Institute is the Centre for European Legal Language (CELL). The Centre's task is the translation of legal texts in several European languages and the development of glossaries of legal terms. Prof. Robbers coordinates the following research projects: Constitutional law in Europe, The Legal Systems of the European States, State and Church in the European Union, Constitutional Law in Europe.

The project "Draft Treaties for a European Constitution" is systematically collecting the various proposals for a constitution of the European Union or the European Communities of the past and the present. The texts, sometimes rather difficult to find, are collected in a way that they can be compared from the broader perspective of constitutional history and constitutional politics.

Concerning the "European Convention on the Future of Europe", a survey has been made including important contributions to the Reform Debate following the Laeken Declaration.

In cooperation with authors from various European countries the project The Legal Systems of the European States establishes introductions into the legal systems of these countries. Starting with the original languages, these introductions have already been translated into many other languages.

The IEVR / IECL is giving expert advice in the area of comparative constitutional law to governments and other public and private bodies. It is preparing legal opinions on standards and best practices in basic and

human rights law. The IEVR / IECL creates, manages and updates different kinds of databases for example in the field of Ecclesiastical Law. They include the jurisdictions of Germany, France and Europe (ECJ and ECHR). These databases are kept in several languages (German, French, English).

The project State and Church in the European Union is comparing State and Church relations in the member States of the European Union. In cooperation with the European Consortium for State-Church-Research a comprehensive study of comparative constitutional law has been made. It was published in German, English, French, Spanish, Italian and Czech.

Furthermore, collections of Religion-Related Norms have been made. Religion-Related Norms in the European Union are published in several languages (German, French, English, Italian). Religion-Related Norms in the Federal Republic of Germany are published in two languages (German, English). Both collections are available as online documents as well as in a printed version.

d.2. Theological Faculties

1. Frankfurt: Theologische Fakultät St. Georgen, Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. P. Sebott).

Prof. Sebott does not only do his own researches on State law of religions but also coordinates doctoral theses on this topic. The latest dissertations on State law of religions coordinated by him were: Banda, Alick, Church-State Relations in Zambia: A Policy Proposal (2001/2002); Höppler, Gerhard, Non-marital partnerships as a problem for the Church and public law (1997/1998); Church and State in Ethiopia and Eritreia (paper for the licentiate degree).

Dr. Rhode does also through research on Church and State relations and has developed a very important website which contains links to the many European and German canon law and State law of religion sites.

2. Bonn: Katholisch-theologische Fakultät, Kirchenrechtliches Seminar (Prof. Dr. Norbert Lüdecke).

Prof. Lüdecke coordinates at present some doctoral thesis on State law of religions. In 2002 he published a collection of essays on this topic (Christoph Grabenwarter, Norbert Lüdecke (Hg), *Standpunkte beim Kirchen- und Staatskirchenrecht*, Würzburg 2002). He analyses the topic from a theoretical, systematic and theological perspective.

3. Mainz: Katholisch- theologische Fakultät, Seminar für Kirchenrecht, kirchliche Rechtsgeschichte und Staatskirchenrecht (Prof. Dr. Ilona Riedel-Spangenberg).

Prof. Dr. Dr. Ilona Riedel-Spangenberg leads the research project on "Canon law and State law of religions". The outcome of the project is an important and up-to-date lexicon on State Law of Religion. The third volume of this encyclopaedic work will be published in 2004.

4. Tübingen: Katholisch-theologische Fakultät, Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. Richard Puza).

One of the main research activities of Prof. Puza is dedicated to State law of religions. He gives a lecture on this topic every second year and conducts yearly seminars on this topic. He is also involved in research on this subject. His main topics of interest are: State law of religions in the European Union: Marriage and Family, Church Financing, Concordats, Civil Religion, Cultural Church Property. He participates in two international projects at the Robert Schumann University in Strasbourg helping actualize a databank containing decisions of lower and upper courts on religious matters in Germany for the SCDR in Strasbourg and a databank on canon law literature. He is collaborator for Austria and Germany of the second part of the "Code Européenne" (edited by Salvatore Berlingò).

He organizes several conferences dealing with this subject. One need mention only the ones organized in the past years: Unity and Plurality in Europe. Modernity and Tradition (2003), State law of religions in the European Union (2004), Concordats between Churches and States of the new European Union (2004).

He is member of the Consortium for Church and State in Europe and of the Société Droit et Religion en Europe and of the Österreichische Gesellschaft für Recht und Religion.

Prof. Puza coordinates the following doctoral thesis in the domain of State law of religions: Islam and Human Rights, The Clericalisation of the Church in Central Europe at the end of the 19th and beginning of the 20th century, Work communion within the Church communion, The Crucifix in the Schoolrooms.

5. Bochum: Katholisch-theologische Fakultät, Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. J. F. Reinhardt).

The Faculty in Bochum has a long tradition in dealing with the subject matter of State law of religions. The issues of this topic are analysed both in lectures on this topic but comes up also in other lectures, such as Matrimonial law, Relations between Church and State, Financial law. He

has coordinated the following doctoral thesis: Arndt Arntzen, "Loyalty in Church labour law"; Christina Fernández Molina, "Partikularrecht zur Ausländerseelsorge im deutschsprachigen Raum".

6. Eichstätt: Theologische Fakultät, Professur für Kirchenrecht und Kirchliche Rechtsgeschichte (Prof. DDr. Andreas Weiß).

The teaching of State law of religions plays an important role at the faculty in Eichstätt. Prof. Dr. iur. utr. Renate Oxenknecht-Witsch organises every year a conference on the labour law of the Church which is documented in the Journal ZMV. The conference is very popular with students and manages to gather yearly around 300 participants.

Dr. Stefan Korta has written a Commentary of the Church labour law regulations, which will soon be published. He is continuing his research in this field.

Prof. Dr. Engelbert Groß (professor for the Methodics of the Religious Education) and Prof. Weiß are working on a monograph on "The juridical importance of Religion in School", which will soon be published.

Under the supervision of Prof. Weiß a doctoral thesis on labour law is being prepared. He also coordinates 2 final exam papers on the Concordat between the Holy See and Slovakia and about the Islamic Religious Education in State schools.

7. Passau: Katholisch-Theologische Fakultät, Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. DDr. Helmuth Pree).

Prof. Pree has just finished a monograph on "The juridical structure of the Charity" and acts as an advisor for dioceses and for the Deutsche Caritasverband in matter of State law of religions.

8. Paderborn: Katholisch-theologische Fakultät, Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. Rüdiger Althaus).

Prof. Althaus does scholarly research on State law of religions, especially on the structure of the Church, financing of the Church, the relationship between State and Church property. In the magazine *Ordenskorrespondenz* 2004 he published a very important article on the corporation rights, which were given by the Prussian King to the Church orders in the 19th century. He also supervises final exam papers on issues of State law of religions.

B. On going Research in Belgium

1. University of Leuven: Faculty of Canon Law (Prof. Dr. Rik Torfs).

The research of Prof. Torfs is concentrated in two main directions:

- A. Church and State Relationships: annual publication of the European

Journal for Church and State Research; the civil judge and Church law; Church financing; comparative law in the field of Church and State Relationships; Churches and the European Union and B. Canon Law: marriage law in the Church; administrative procedures; human rights in the Church; sexual abuse and misconduct; the future of parishes in the Church; seminary education of clerics; sacramental law.

2. Université Catholique Louvain-la Neuve. Faculté de Theologie et Droit Canonique (Prof. Dr. Louis-Leon Christians).

As a member in several scientific societies as Institut international de droit d'expression et d'inspiration française, Société internationale de droit canonique et de législations religieuses comparées, Société internationale de sociologie des religions (SISR), Département "EUROPE" du Consortium international "Droit canonique et culture" (Institut catholique de Paris) (Secrétaire général since 2003), Centre de recherche "Droit et sociétés religieuses" (Université Paris XI), Groupe de recherche "Gestion publique du pluralisme religieux" (Paris, CNRS-EPHE, Prof. F. Champion) (membre invité, 1999) Prof. Christians is strongly implicated in research on State law of religions. The main works of Prof. Christians are: *Codex de la liberté religieuse en droit belge et international* (co-directeur, en préparation avec Patrick de Pooter); *Codex du droit des cultes en Belgique* (co-directeur, en préparation avec Thibault Denotte); *Culte, Répertoire pratique de droit belge*, Larcier, (en préparation, 2004); *Justice et religion. Conscience et convictions: les grands arrêts du droit belge*, (direction, en préparation, 2004); *La religion comme hétéronomie? Contribution à l'étude comparée des recompositions juridiques du religieux*, Paris, Cerf (thèse en voie d'édition); *La religion en droit comparé à l'aube du XXI^e siècle* (Actes de la section Droit et Religion du XV^e congrès international de droit comparé, Dir. avec E. Caparros, Univ. d'Ottawa), Bruylant, 2001.

At the same faculty Prof. Alphonse Borrás is also involved in research of State law of religion.

C. On going Research in Netherlands

1. University of Tilburg. Faculty of Law (Prof. Dr. Sophie van Bijsterveld).

Prof. Bijsterveld's specializations are: Church law, Church-State relations, fundamental rights, international law. Her main research in the field of State law of religion deals with the following topics: EU Constitution on the freedom of religion, the EU Charter of fundamental rights, International Standards on freedom of religion, the relation between Church and State in the European Union.

D. Austria

1. Before the age of Enlightenment the Benedictines in Salzburg as well as the Jesuits in Innsbruck studied and taught the relations between secular and ecclesiastical power, although in the framework of their own orders' tradition. The teaching of Ecclesiastical law in the broader sense goes back to Theresian and Josephinian reforms. Paul J. Riegger interpreted ecclesiastical law as being based on the governor's landvogtship, Karl. A. Martini put ecclesiastical law in the setting of natural law. The first concept dominated until the middle of the 19th century. It was superseded by the Historical School of Law. Hence far into the 20th century there were dominating studies of Canon sources. Despite this focus, Friedrich Maassen, Heinrich Singer, Friedrich von Schulte, Rudolf von Scherer and their colleagues also taught ecclesiastical law, and published essays and monographs on the various problems of the relations between the State and the Church. Max von Hussarek finally launched a new concept of the subject Canon law by dividing it into History of Institutions, Catholic Canon law, and Ecclesiastical law. He was not only a scholar, but he also influenced the development of the relations between the State and the Churches and Religious Societies to a great deal as a high ranked politician in the last decades of the Austro-Hungarian Empire. At Vienna's Law Faculty, Rudolf Köstler and Willibald M. Plöchl followed this threefold structure. Due to reforms in legal studies the focus gradually moved towards ecclesiastical law (Helmut Schnizer in Graz, Inge Gampl in Vienna). Based on a pluralistic and equal view backed by the fundamental right of religious freedom, the term Ecclesiastical Law was superseded by Law on Religion (Religionsrecht¹⁴), and was enriched by its international and European facets in teaching and research.¹⁵

2. Projects of Research on an International Basis and Editorial Initiatives.

A. Wien: Rechtswissenschaftliche Fakultät, Institut für Recht und Religion (Prof. Dr. Richard Potz).

The main international project on this topic is the systematic edition of Law on Religion in Central and Eastern Europe, organised and

¹⁴ Herbert Kalb, Richard Potz und Brigitte Schinkele, Religionsrecht, WUV Wien 2003. For more details see Nikolaus Grass, Österreichs Kirchenrechtslehrer der Neuzeit (Freiburger Veröffentlichungen auf dem Gebiete von Kirche und Staat 27) Universitätsverlag Freiburg, Schweiz 1988.

¹⁵ For more details see Grass a.a.O.

co-ordinated by a team at the Vienna Law Faculty in co-operation with scholars from the respective countries.

Concerning the edition of journals, the *Österreichisches Archiv für Recht und Religion* (ÖARR) is edited at the Institute for Law and Religion at the Vienna Law Faculty and at the Institute for Canon Law at the Linz Law Faculty. It provides for regular information, commentaries, articles about law on religion in Austria, its neighbouring countries and European institutions. It also comprises discussions of various topics of the internal law of religion. In addition *Kanon* is edited at the Institute for Law and Religion at the Vienna Law Faculty and covers the realms of the Eastern Churches' law.

B. Graz: Rechtswissenschaftliche Fakultät, Institut für Österreichisches, Europäisches und Vergleichendes Öffentliches Recht, Politikwissenschaft und Verwaltungslehre (Univ. Prof. DDr. Christoph Grabenwarter).

Prof. Grabenwarter's latest publications on State law of religions are: Kommentierung zu Art. 9 EMRK, in: Korinek/Holoubek (Hrsg.), Österreichisches Bundesverfassungsrecht, Loseblatt (7. Lief. 2003); Die korporative Religionsfreiheit nach der EMRK, FS Rübner (2003), S. 147-157.

Dr. Pabel's latest publications on this topic are: Der Grundrechtsschutz für das Schächten, EuGRZ 2002, S. 220-234; Die verfassungsrechtliche Zulässigkeit von Konkordatslehrstühlen nach dem Grundgesetz (forthcoming).

C. Innsbruck: Katholisch-theologische Fakultät, Lehrstuhl für Kirchenrecht (Prof. Dr. Wilhelm Rees).

The Faculty in Innsbruck coordinates at present the project: "State law and ecclesiastical law in schools and in religious education". He also coordinates 3 doctoral theses on the relationship between State and Church in Germany, Italy (Alto Adige) and in the European Union.

D. Salzburg: Juridische Fakultät, Institut für Rechtsgeschichte und Kirchenrecht (Univ.-Prof. Dr. Albert Rinnerthaler).

State law of religions is one of the main points of attraction of the faculty in Salzburg. Prof. Rinnerthaler has just edited a collection of essays on "Historische und rechtliche Aspekte des Religionsunterrichts". In 2003 two doctoral theses on Church-State relations were prepared: Lukas Wallner, "The recognition of religious communities in

Austria and Germany – history and actuality”; “The financial Law of the Austrian members of Church orders”. Unfortunately nobody prepares any thesis for habilitation because ecclesiastical law and State law of religions will not be taught in Austria in law faculties in future. The faculties in Graz and Innsbruck have eliminated these subjects from their curricula and the faculty of Salzburg did so as from March 1st 2004. It is just a matter of time till the subject will be eliminated from the curricula of the Universities of Vienna and Linz. The situation is regrettable, since the students are interested in these subjects, but within the newly introduced reform of university studies the Church or ecclesiastical law and State law of religions seems not to be relevant any more.

E. Graz: Theologische Fakultät, Institut für kanonisches Recht (Prof. Mag. Dr. Johann Hirsperger).

The students of the faculty in Graz are interested in State law of religions and many write their final exam papers on this topic. Prof. Hirsperger has worked on a project on the juridical importance of the Austrian law on religious communities since 1998. He has published two monographs on this subject.

IV. Methods of Interpretation

A. The Method of Historical Interpretation

Since the State law of religions in Germany has its roots in the 19th century it is important to study its historic development. Peter Landau has described the historical development of the German State law of religions in his article in the RDC. The highlights of this development are: the Constitution of Weimar, the Weimar Republic, the Bonn Constitution. The Constitution of Bonn has incorporated some articles of the Constitution of Weimar, but the accents were put differently, as Rudolf Smend remarks. The Federal Republic of Germany has a modern system of coordination of the relations between Church and State, in which the modern jurisprudence, the federal constitutional court and experts were also involved.

The reunification questioned this system, but this did not last for a long time. The past years are characterised by the discussion on the influence of law of the European Union on the Church-State relations in Germany. German experts are active on this level through their cooperation within the Consortium Church-State.

B. The Sociological Method

The fundamental issues and problems of the Church-State relations can be also interpreted through the sociological method. This is common in Germany. But because of the constitutional situation we cannot do that without consequences. From the point of view of sociology the religious communities are groups, associations like any other group in society. There are several experts who share this opinion, especially theologians (e.g. Erwin Fischer in his book over the separation between Church and State). Therefore, we also have the tendencies of separation in Germany. The politicians of the Ecological Party also support this idea. Nevertheless there is only a minority of persons who are in favour of this separation.

The Constitution does not support this idea either. The religious communities are not only groups, associations (Verbände), but also corporations of public law with their own status (especially the 2 big Churches in Germany). The Constitution guarantees them this right.

C. The Juridical Method

Alongside the sociological method and the historical method, which describes the present day legal situation without legitimizing it (which is most important), we also have the juridical method, which is a method of interpretation of the constitution, the concordats and the legal law. The Handbuch des Staatskirchenrechts, the federal constitutional court and the majority of experts make use of this method (an exception are the articles on the catholic or protestant position).

a. The Method for the Interpretation of the Constitution

This method will be explained with the help of an example. Even though there are common principles which are applied within this method – like the idea of the unity of constitution – one has to underline the fact that on the level of the State law of religions we face some special problems, for example the interpretation of equality of rights. Art 3 of the GG (Constitution) guarantees the liberty of religion. The equality of rights is nevertheless applied in some fields only by undistinguishable norms (norms of formal parity) and in other sectors of the law the equality of rights is accessible only through equivalent norms (norms of material parity).

b. The Interpretation of Conventions and Concordats

The interpretation of conventions and concordats is part of the juridical method with some peculiarities. A great part of the State law of religions in Germany is a conventional law. In the concordats one can find for instance mechanisms for solving the problem of text interpretation: the "Freundschaftsklausel". The interpretation of the gender law is also of great importance.

D. The Method of Comparative Law

The most important scholar, who practises this method is Gerhard Robbers.

V. Research Institutes and other Institutions in Germany

A. Research Institutes of the Evangelical Church

The Institute for Church Law of the Protestant Church in Germany (EKD) in Göttingen, Director: Axel Freiherr von Campenhausen. Its first director was Rudolf Smend.

This institute plays on the one hand a major role in advising the Protestant Churches in Germany in matters of canon law and State law of religions. On the other hand they publicly participate in the discussions over the relations between Church and State in society and in the academic world. The first mentioned institute organises yearly conferences on subjects of canon law and issues several publications. The conferences are oriented ecumenically. The Institute also publishes the "Zeitschrift für Evangelisches Kirchenrecht".

B. Research Institutes of the Catholic Church

The Institute of the catholic dioceses in Bonn has published a lot on this topic, for instance the "Handbuch des katholischen Kirchenrechts". (2nd edition 1999) and the "Handbuch des Staatskirchenrechts". Its directors have also made a lot of expertises, but their main task is that of consultants. We can find here a very well equipped library. Unfortunately the institute does not organise conferences, but only courses of specialisation for jurists who want to work for the catholic Church.

C. Other "Institutions"

The "Essener Gespräche zum Thema Staat und Kirche". The "Essener Gespräche zum Thema Staat und Kirche" are also worth mentioning. The conferences which constitute the basis of the publication have been organised by the diocese of Essen over the past 30 years. The Debate in Essen is an ecumenical forum in which specialists from the catholic and the evangelical Churches meet and discuss issues of Church law. The group has also a very important impact on politics. Important participants and researchers: Heiner Marré, Ulrich Scheuner, Ernst Friesenhahn Alexander Hollerbach.

The meetings of the *Lehrstuhl für Kirchenrecht an der Katholisch-theologischen Fakultät in Tübingen* (Prof. Dr. Richard Puza) with the *Academy of the Dioceses Rottenburg Stuttgart at Stuttgart/Hohenheim and Weingarten*. One also has to mention the conferences organised by centers of different dioceses. Good examples are the conferences organised by Prof. R. Puza together with the Academy of the Diocese Rottenburg-Stuttgart on topics of Church law and State law of religions. These conferences take place alternatively in Stuttgart-Hohenheim or in Weingarten. Well-known conferences are: "The German reunification and the relations Church-State" or "Tendencies of the State law of religions in Germany" (these papers are still unpublished).

The "Hans-Liermann-Institut" in Erlangen. Prof. Heinrich De Wall and the Prof. Christoph Link have as main interest of research State law of religion. Eight doctoral thesis are being prepared at present at this institute. Prof. Germann has written his habilitation thesis also at this institute.

Other scholars who do research in State law of religion at our institute are: Dr. Jestaedt, Dr. Rohe (specializing in Islamic Law), Prof. Dr. em. Zippelius, Prof. Dr. M. Geis.

VI. German and Austrian Literature on the Subject Church and State Relations

A. Monographies

ANKE, Hans Ulrich, *Die Neubestimmung des Staat-Kirche-Verhältnisses in den neuen Ländern durch Staatskirchenverträge. Zu den Möglichkeiten und Grenzen des staatskirchenvertraglichen Gestaltungsinstruments* (= *Ius ecclesiasticum* 62). Tübingen 2000.

- ANSGAR Hanse, Das Staatskirchenrecht oder Religionsverfassungsrecht: mehr als ein Streit um Begriffe? in: Religion und Weltanschauung im säkularen Staat, hrsg. von Andreas Haratsch u. a., Stuttgart 2001, S. 9-47 (41. Tagung wissenschaftlicher Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Fachrichtung "Öffentliches Recht").
- BAIR, Johann, Das Islamgesetz: an der Schnittstelle zwischen österreichischer Rechtsgeschichte und österreichischem Staatsrecht, Wien 2002.
- BECKER, Hansjürgen, Der Untergang der Reichskirche in 1803 und die Bemühungen um einen Neubeginn im State law of religions, 2003.
- BERND Jean d' Heur – Stefan Koriath, Grundzüge des Staatskirchenrecht. Kurzlehrbuch, Stuttgart 2000.
- BURGER, Guido (Hg.), Das Staatskirchenrecht in den neuen Bundesländern. Textsammlung. Verfassungen und Staatskirchenverträge. Leipzig 2000.
- CAMPENHAUSEN, A. Frh von, Das Staatskirchenrecht, München, 1983.
- CHRISTOPH Link, Staat und Kirche in der neueren deutschen Geschichte. Fünf Abhandlungen, Frankfurt a. M.: Lang 2000 (Schriften zum Das Staatskirchenrecht, 1).
- CLASSEN, Claus Dieter, Religionsfreiheit und Staatskirchenrecht in der Grundrechtsordnung, 2003.
- DIRINGER, Arndt, Scientology, Verbotsmöglichkeit einer verfassungsfeindlichen Bekenntnisgemeinschaft, 2003
- ERLER, A, Kirchenrecht, München, 1983.
- FIX, Birgit, Religion und Familienpolitik. Deutschland, Belgien, Österreich und die Niederlande im Vergleich, Wiesbaden 2001.
- FUCHS, Claudio, Das Staatskirchenrecht in den neuen Bundesländer. Tübingen 1999.
- GERMANN, Michael; Wall Heinrich de, Kirchenrecht und Staatskirchenrecht in Erlagen 1889-1986, 2003.
- HOLLERBACH, Alexander, Das Kirchenrecht an den deutschen Rechtsfakultäten, in: Ius et salus animarum. Festschrift für Bernhard Panzram, hrsg. v. Ulrich Mosiek und Hartmut Zapp, Freiburg 1972, S. 327-339.
- HOLLERBACH, Alexander, Staatskirchenrecht oder Religionsrecht?, in: Kirche und Recht 3 (1997) S. 1-3 (Ergänzungen zu Ziffer 2).
- HOLLERBACH, Alexander, State law of religions oder Religionsrecht? Begriffs- und problemgeschichtliche Notizen, in: Iuri canonico promovendo. Festschrift für Heribert Schmitz zum 65. Geburtstag, hrsg. v. Winfried Aymans und Karl-Theodor Geringer unter Mitwirkung von Peter Krämer und Ilona Riedel-Spangenberg, Regensburg 1994, S. 869-887.
- KALB, Herbert, Potz, Richard, Religionsgemeinschaftsrecht. Anerkennung und Eintragung, Wien 1998.
- KALB, Herbert, Potz, Richard, Schinkele, Brigitte, Das Kreuz im Klassenzimmer. Darstellung der österreichischen Rechtslage aus Anlass

- der Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichtes vom 16. Mai 1995, 1 BvR 87/91., in: Österreichisches Archiv für Kirchenrecht 43 (1994), S. 9 – 83.
- KLOSTERMANN, Götz, Der Öffentlichkeitsauftrag der Kirchen. Rechtsgrundlagen im kirchlichen und staatlichen Recht. Tübingen 2000.
- KORTA, Stefan, Der katholische Kirchenvertrag Sachsen (= Adnotationes in ius canonicum 18). Frankfurt a. M. u. a. 2000.
- Lexikon für Staatskirchenrecht. Hrsg. v. Axel Freiherr von Campenhausen, Ilona Riedel-Spangenberg, P. Reinhold Sebott, SJ unter Mitarbeit von Michael Ganster und Heribert Hallermann, Paderborn: Schöningh, Bd. 1: A-F, 2000; Bd. 2: G-M, 2002.
- MASER, Peter, Die Kirchen in der DDR. Bonn 2000.
- MEHRLE, Gebhart, Trennung vom Staat – Mitarbeit in staatlichen Institutionen. Militärseelsorge und Religionsunterricht in den neuen Bundesländern. Berlin 1998.
- MIRABELLI, Cesare (Hg.), Winfried Schulz in memoriam. Schriften aus Kanonistik und Staatskirchenrecht (= Adnotationes in ius canonicum 8). Frankfurt a. M. u. a. 1999.
- MÜLLER-GRAFF, Peter-Christian, Kirchen und Religionsgemeinschaften in der Europäischen Union, 2003.
- NEUREITHER, Georg, Recht und Freiheit im Staatskirchenrecht: das Selbstbestimmungsrecht der Religionsgemeinschaften als Grundlage des staatskirchenrechtlichen Systems der BRD, 2002.
- ORTNER, Helmut, Religion und Staat. Säkularität und religiöse Neutralität, Wien 2000.
- POTZ, Richard, Kalb, Herbert, Schinkele, Brigitte, Religionsrecht, Wien 2003.
- POTZ, Richard, Kalb, Herbert, Schinkele, Brigitte, Religionsrechtliche Studien, Freistadt 2001.
- POTZ, Richard, Staat und Kirche in Österreich, in: Gerhard Robbers (Hg), Staat und Kirche in der Europäischen Union. Baden- Baden 1995, 251 – 280.
- PUZA, R. / Kustermann A., Die deutsche Einheit und die Kirchen, Stuttgart 1991
- PUZA, R. / Kustermann A., Staatliches Religionsrecht im europäischen Vergleich, Fribourg 1992.
- PUZA, Richard, Legal Position of Churches, Church Autonomy and Tendencies in Jurisprudence. Report of Austria, in: Hildegard Warnik (Hg), Legal Position of Churches and Church Autonomy, Leuven 2001. 57 – 81.
- PUZA, Richard, Zur Rechtstellung der Sekten in Österreich, in: Ökumenisches Forum 8 (1984), 23 – 38.
- SCHINKELE, Brigitte, Staatskirchenrechtliche Überlegungen zur aktuellen Diskussion um Religions- und Ethikunterricht, in: Österreichisches Archiv für Kirchenrecht 42 (1993), 220 – 255.

SCHWENDENWEIN, Hugo, Staatskirchenrechtliche Grundfragen der Sel-d'schen Denkschrift zur Kaiserproklamation von 1558. In: Jus et justitia. Kirchenrechtliche und staatskirchenrechtliche Aufsätze. (Freiburger Veröffentlichungen aus dem Gebiete von Kirche und Staat 45), Freiburg, Schweiz 1978/1996, S. 162 – 184.

VOLL, O. J., Handbuch des Bayerischen Staatskirchenrechts, München 1985.

WALL, Heinrich de; Link, Christoph, Bürgerliche Freiheit und Christliche Verantwortung. FS Christoph Link zum 70. Geburtstag, 2003.

WINTER, J., Staatskirchenrecht der Bundesrepublik Deutschland, Neuwied 2000.

B. Encyclopedic works

CAMPENHAUSEN, A von Staatskirchenrecht, 3rd ed. 1996.

Das Bonner Grundgesetz. Kommentar (ed. H. v. Mangoldt, F. Klein et A. v. Campenhausen), vol. 14, 3rd ed. 1991.

Handbuch des Staatskirchenrechts der Bundesrepublik Deutschland, 2 vol, 1st ed. 1974 (ed. E. Friesenhahn/U. Scheuner); 2nd ed, 1994 (ed. J. Listl /D. Pirson). Von Campenhausen has analysed the 2nd edition in Revue européenne des relations Églises-État, vol 4, 1997.

Handbuch des Staatsrechts der Bundesrepublik Deutschland (ed. J. Isensee /P. Kirchhof), Vol. 6, 1989: here the articles of Hollerbach and Campenhausen.

Österreichisches Archiv für Recht und Religion.

Österreichisches Staatskirchenrecht. Gesetze, Materialien, Rechtsprechung. 1 Hg. Von Gampl, Inge, Potz, Richard and Schinkele Brigitte, Wien 1990.

Österreichisches Staatskirchenrecht. Gesetze, Materialien, Rechtsprechung. 2 Hg. Von Gampl, Inge, Potz, Richard and Schinkele Brigitte, Wien 1993.

PUZA, R., Katholisches Kirchenrecht, UTB 1395, 2nd ed. 1993, 91-111.

ROBBERS, Gerhard (Ed.), État et Eglises dans l'Union européenne, 1997.

RIEDEL-SPANGENBERGER, Ilona (Ed), LEXikon für Staatskirchenrecht.

C. Publication Series on State law of religions and Law of Religions

Essener Gespräche zum Thema Staat und Kirche, Staatskirchenrechtliche Abhandlungen, hrsg. v. Otto Depenheuer, Alexander Hollerbach, Josef Isensee, Joseph Listl, Wolfgang Loschelder, Hans Mair, Paul Mikat, Stefan Muckel, Wolfgang Rüfner, Christian Starck, Berlin: Duncker & Humblot, jetzt Bd. 41 (2003).

Schriften zum Staatskirchenrecht, hrsg. v. Axel von Campenhausen und Christoph Link, Frankfurt a. M.: Lang, erstmals 2000.

D. Specialised Libraries

I could advise you to use the libraries of the two mentioned institutes in Bonn and Göttingen, of the law faculties which I mentioned above. Well equipped is the library in Freiburg, Trier and Tübingen, where one can make use also of the libraries of the two theological faculties (for evangelical and for catholic theology).

E. Internet sites

Germany

- www.nomokanon.de
- www.staatskirchenrecht.de
- www.kirchenrecht.net
- www.Church-State-europe.org
- www.State-law-of-religions.de
- www.uni-trier.de/ievtr/State-law-of-religionss.html
- www.home.arcor.de/ulrichrhode/staatskir/links.html
- www.sdre.c-strasbourg.fr

Austria

Since the Austrian Government provides a freely accessible, full text researchable, and comprehensive site on Austrian law and jurisprudence, there is no need for an extra site on religious law. The mentioned institutes, however, dispose of their own web portals.

- <http://www.univie.ac.at/recht-religion/archiv/>.
- http://www.univie.ac.at/recht-religion/grok/index_kanon.htm.
- <http://www.ris.bka.gv.at/>.
- <http://www.univie.ac.at/recht-religion/>.
- <http://www.kirchenrecht.jku.at/>; <http://www.sbg.ac.at/irk/>.

F. Teaching Content of State law of religions

a. Axel Freiherr von Campenhausen (Staatskirchenrecht, München, 1983)

Historical Background (Church and State in the Antiquity, in the Middle Ages, during the Reformation, during the Augsburg religious peace, during the Westfallian Peace, in the 17th and 18th century. The Reichsdeputationshauptschluss; Church and State in the 19th c., during the Republic of Weimar and in the Third Reich)

The Church-State relations as stipulated by the Constitution (freedom of religion, right of individual autonomy, religious communities as corporations, the concordatory State law of religions).

Legal position of the Churches and of the religious communities (pastoral care for the military, religious education, pastoral care in prisons and hospitals, theological faculties, the Church cemeteries, the social domain). The corporative rights (right of defence, administrative right, *res sacrae*, parochial law). Church tax, Church property.

Models for the State law of religions (separation model, cooperation model, the German Model).

b. Jörg Winter (Das Staatskirchenrecht der Bundesrepublik Deutschland, Neuwied, 2001)

Concept and Sources of the State law of religions.

History of the Relationship Church-State (in the Antiquity, in the Middle Ages, during Reformation, in the 17-19th century, during the Republic of Weimar, in the Third Reich).

The teaching of the Churches on the relationship between Church – State (Roman-Catholic Church, the evangelical Church, the Church asylum).

The present-day State law of religions in FRG (principle of neutrality, tolerance, of parity, the freedom of religions, the theological faculties in the State universities, constitutional guarantees).

The constitutional law of the Church (roman-catholic Church, protestant Churches, communities within the protestant Church).

The properties of the religious communities.

Holidays.

Pastoral care.

Concordatory State law of religions.

VII. Future Perspectives

A. Germany

1.1. The Relationship between Theology and society could be improved through the presented comparative method and the method of synthesis. Theology would not find itself separated from the main stream of interest any more. In a Europe which is ecumenical open theology can regain its importance. In this process the specialists in State law of religions could play a very important role through the pluralism of their views.

1.2. It would be necessary to see the function of Church law for the entire society within the boundaries of a concordatary theory. The members of the Church should participate at the elaboration of the concordats. Unfortunately the German tradition of the *Bischofskonkordate* was not followed when new dioceses were founded in the former Eastern Germany. All the concordats were signed with the Apostolic See. Even if several bishoprics were present at the discussions over the concordats the Roman centralism was the main stream orientation and the tradition that the bishops themselves can also sign a concordat between the Church and the State was completely ignored.

1.3. At the same time it would be necessary to explain, both from an ecclesiological and the Church law point of view, the question of the presence and influence of the religious communities and their members in the European Parliament. This is why it is necessary to improve the relationship of the Churches to democracy within the democratization of the European Union.

1.4. In a multicultural society it is also important to use a common language to describe the same realities. Therefore in Strasbourg, at the research institute CNRS, a thesaurus on the terminology of the State-Church-relations is being prepared.

1.5. Nowadays there are various ways of solving problems that appear in a pluralistic or in a pluralistically religious State. The previous method of comparative law can be of a great help. There are several countries, including Greece and Italy, where the State is facing a respectively strong orthodox and roman-catholic community and not just atheism.

1.6. There are many ways of solving the legal problems (e.g. in family law) in such societies for a religious and pluralistic State. In the end I would like to mention two of these ways:

1.6.1. Some experts in legal matters consider it necessary to maintain the present law and to open it towards religious pluralism. This would mean that one could abolish the obligatory civil marriage and introduce an optional civil marriage, which was the case of the some countries of Eastern Europe (Poland, Slovakia) after the fall of communism. Italy has been an example since 1984. This requires many changes but it is possible to achieve.

1.6.2. Other experts consider it necessary to create special legal systems in a religious and pluralistic State for particular sociological and religious groups. This would mean that one could leave the family law in the hands of religious groups (as in Israel).

B. *The Netherlands*

2.1. There is a renewed attention in the public domain and in society in general for issues relating to (law and) religion. The general background of this is formed by debates on integration policies and, in part, also on "values and norms"-debates and debates about pluralism and social cohesion, and a renewed orientation on the relationship between Islam and Christianity. In a wider context, developments in and debates on the ways in which law and morality are relevant.¹⁶ These debates are conducted in scientific journals, but also in the more popular press, for instance, in (quality) newspapers.

Those who participate in the debates are lawyers, but also theologians, political scientists, philosophers and representatives of other sciences.

It is difficult to foresee whether these developments will lead to the development of specialist graduate programmes or an increased demand for specialists in these fields in the professional world.

C. *Austria*

1. In the Austrian law faculties, Law of Religion as a teaching subject had to face the switch from being a compulsory subject to being an optional subject a long time ago. Since then the subject has developed into an appreciated alternative for law students who want to train their methodological skills by discussing some of the striving questions of the time linked to religion and Weltanschauung. This model has been hitherto successful where the faculty provides an adequate institutional background. When such a background is lacking, the teaching of Law on Religion is primarily linked to personal initiative of scholars of other institutes and without regularity or even not offered at all.

D. *Conclusion: The Bologna-Declaration*

The academic teaching of State law of religions and of the relationship between law and religion is confronted at present with huge demands due to the implications of the Bologna declaration. In Germany it has been decided by the ministers of culture and education that after 2009 a system of BA, MA and PhD courses of studies should be introduced. After that

date the students will not be able to study according to the old curricula. We do not know yet how the renewal within the law faculties will look like and what decisions will be taken by the State examination offices or what other new decisions will be taken. The reform of the law studies is on the run in Germany. The answers to my questionnaire showed that.

At the end of the year 2002 the Science Board (Wissenschaftsrat) in Germany has suggested that the law study be changed and that the degrees of BA and MA be introduced in the law studies too. Within the Bachelor course of studies the student should achieve fundamental juridical knowledge, he should learn the juridical methods and have a comprehensive understanding of the subject. A BA should be enough for anyone to start his new profession. For further qualifications students can study for a MA or gain experience with a lawyer or with a department of the State administration. The first juridical Exam should be in a short time just part of history. The President of the Association of Jurists has strongly protested against such a restructuring of the juridical academic studies. We do not know yet what will be really happening, since a lot of professors are against such reforms.

In Austria Prof. Richard Potz expressed his doubts about the introduction of a three years course of studies which will enable students to obtain a BA in Law. The public theological faculties in Germany are implicated in the reform process too. A big challenge will be the unitary organisation of State exams. No matter of how much the reform is questioned, it could be a chance for developing a new training programme for Law of Religion Affairs. One could develop a MA-course of studies for Law of Religions which will be a real perspective for this domain.

¹⁶ See also Sophie van Bijsterveld, *The Empty Throne: Democracy and the Rule of Law in Transition*, Utrecht 2002.

MATTI KOTIRANTA ET ALII

University of Helsinki

THE TEACHING AND STUDY OF CHURCH-STATE
RELATIONS IN THE NORDIC COUNTRIES,
IN THE UNITED KINGDOM AND IN IRELAND

I. The Teaching and Research in Ecclesiastical Law in Denmark¹

A. Historical Background

a. Medieval Law Faculties

In the medieval period before 1479 Danish, Icelandic and Norwegian clergymen who wanted to study Canon Law had to go to Bologna, Padua, Paris, Oxford or one of the other universities in the European continent or in England or Scotland. Many went abroad to study, among the most well-known of the Danish are the later archbishops in Lund, *Absalon* (around 1128–1201) and *Anders Sunesen* (around 1167–1228). Absalon studied in Paris and Anders Sunesen in Paris and Oxford and probably also in Bologna. Several of the bishops had in their youth intensive studies at different foreign universities, such as *Gunner* (around 1152–1251) and *Knud Mikkelsen* (around 1480), who both of them became bishops in Viborg. Mikkelsen had studied in more universities and became rector for the university of Erfurt for two years before he settled down in Viborg.

In Denmark some teaching activities probably took place in the cathedrals in connection with the education and preparation of young clergyman to be parish-priests. They might have been instructed in the local Danish customary law. The different Danish landscape laws, which was written down during the 13th century, might have been written by learned clerics in the monasteries or in the Cathedral chapters. Some of the rules are clearly influenced by Canon Law, while others might have been a result of a political cooperation between the two powerful parts of the medieval society: the king and the church. But most of the rules probably are developed in the local courts as Customary law. It is generally accepted, that bishop Gunner from Viborg had an essential responsibility for the formulation of the Jutlandic Law, which was given by king

¹ By Professor Dr. Jur. Inger Dübeck.

Valdemar in 1241. Archbishop Anders Sunesen wrote a commented edition of the Scanian Law in latin, *Liber legis Scania*. The Danish landscape laws are through this influence from Canon Law and indirectly under some influence by Roman Law, too.

The University of Copenhagen was erected in 1479 as a Roman-Catholic institution. The Law Faculty had both Canon Law and Roman Law on the curriculum. In fact each of the two law systems had its own faculty, but in practice they worked together. The statutes for the law faculties decided in detail which part of Canon Law should be given in each semester for the students. *Liber Extra* was the most important part, but the *Decretum Gratiani* and some of the younger books should be studied, too. The university ceased to function around the beginning of the 1530s because of the civil war and the growth of Lutheran Protestantism.

After the Reformation and the coronation of the victorious king, *Christian III* in 1536, the University of Copenhagen was reconstructed as an Evangelical – Lutheran university with the common four faculties: theology, law, medicine and arts. *Christian III* and his council with the assistance of some learned clerics, among others *Johannes Bugenhagen* (1485–1558), gave a Church Ordinance 1537/1539 listing all legal conditions for the relations between the State and the Church and for the priests as officials for the king. This Church Ordinance may be looked upon as a sort of concordat between the State and the Church.

Concerning the statutes for the reconstituted university Canon Law became very little room in the teaching of the theologians, while Roman Law was up-graded being a sort of *ratio scripta* concerning the ideas of *Melanchton*. A study of the new ecclesiastical law as it was expressed in the Church ordinance and in later royal legislation given during the 16th and the beginning of the 17th century was not part of the *schedulum*. The new constitution, *Lex Regia* from 1665, made the king the only and absolute ruler, also concerning church matters and church law. In the new Code Book, *Danske Lov*, from 1683, all existing ecclesiastical rules together with some new were gathered in the Second Book, which became the fundamental constitution of the State Church. But it was soon followed by new legislation in concrete church matters.

In 1849 when the democratic constitution was given, the church was legally changed into a Folk Church. Now the parliament, *Rigsdagen*, together with the king and the government took over the responsibility in ecclesiastical affairs. Since then a long row of supplemental statutes for different areas of church matters, such as organisation, economy,

churchyards, memberships and parish councils. But no special “code of church law” has ever been given. A study of church law has therefore to be based upon the different legal sources from the different periods since the Reformation, i.e. from the Church Ordinance 1539 to modern legislation.

As in the 16th and 17th century Ecclesiastical Law or Church Law was not studied in the theological faculty in the 18th and 19th century either, although there might have been an attempt to introduce it in 1789, where a circular about the examinations claimed, that the students were expected to show some knowledge of the general constitution of the church. But it seems not to have resulted in any teaching. A certain research interest, though, turned up in the previous years. A lawyer, *C. D. Hedegaard*, published in 1775 a description and commentary to the Second Book of the Danish Codebook about “The Danish Church Law”. In 1786 a priest, *Heinrich Ussing*, published the first volume of the comprehensive works “The Church Constitution in the Royal Danish States with its most essential Advantages and Deficiencies and possible Improvements I–VI, 1786–89” (*Kirkeforfatningen i de kongelige danske stater med dens væsentlige fordele og mangler og mulige forbedringer*). He had no theoretical education in law, but he had during some years managed to get himself tied up in more than 100 lawsuits and probably in that way got interested in legal questions.

b. Nineteenth Century Law Faculty of Copenhagen University and External Research

Church Law came into the study plan for law students at the law faculty in 1821, when it was made an ordinary, compulsory discipline until the study plan from 1871. After this intermezzo Church Law was never again put on the scheme in the law faculty. The professor in legal history, *J. L. A. Kolderup-Rosenvinge* (1792–1850) was after 1821 responsible for the teaching. He wrote a textbook, “Outline of the Danish Church Law (*Grundrids af den danske Kirkeret* I–II, 1838–1840, 2.edition 1851).” In this textbook *Kolderup-Rosenvinge* contrary to the practical lawyer and famous judge *A.S. Ørsted* (1778–1860) in his legal writings, found it essential to stress the importance of the legal history of the church as the essential background for Church Law. He was well oriented in German church law and theory. He followed the traditional distinction between external church law i.e. the relation to the state, and internal church law i.e. organisation, membership etc.

But the Central Administration, especially the Ministry of Ecclesiastical Affairs ("Kultusministeriet") and the regional diocesan and local parish administration were missing an all round legal handbook, which could give an account of which of the many different older and younger church rules were in force and valid, and how they should be interpreted. In 1891 the old textbook of *Kolderup-Rosenvinge* was followed by such a greater work, "Handbook in Danish Church Law", by two authors, *Henning Matzen*, who was professor in legal history and constitutional law, and *Johannes Timm*, who was official in the Ministry of Ecclesiastical Affairs. Methodologically the same distinctions between external and internal church law was together with a distinction between positive and natural church law used by Matzen and Timm. But the book was furthermore divided in a "general part" concerning the rules and legislation about religion in general, and a "special part" concerning the Folk Church and the acknowledged religious communities. In the years 1901–1912 this handbook was followed by "Den danske Kirkeret" ("The Danish Church Law") of *E. F. Larsen*, a judge in the Supreme Court.

In 1976 a new handbook, "Dansk Kirkeret" (Danish Church Law), was published by *August Roesen*, head of Department in the Ministry of Ecclesiastical Affairs. In the meantime rather many questions about church law had been solved through legislation and administrative regulations, and Roesen's book brought a very clear and precise analysis of the legal situation. It has been criticized for being a very "juridical" presentation of the ecclesiastical legislation and praxis, while theological aspects are very scarcely debated. Roesen's book may be said to introduce church law as a special part of the general administrative law or legal system.

c. Theological Seminaries

The Pastorseminarium (Theological College of Post-Education), founded in 1809, was to be a permanent institution and still is an essential post-university school for training of young theologians to be priests. The first teacher in Church Law in the Pastorseminarium was the famous lawyer, *A.S. Ørsted*, who was teaching this subject in the years 1809 to 1826. Afterwards the lessons were given by *Kolderup-Rosenvinge*. Later normally these lessons were given by officials from the Ministry of Ecclesiastical Affairs or by the lawyers in the diocesan administrations. A university in Aarhus was established in 1928 with a theological faculty, but it was not possible to accomplish a complete study of theology before

1945. In 1969 a division of the Pastorseminarium was established for the theological candidates in Aarhus with lessons in Church Law as in Copenhagen. The Pastorseminarium is with the two divisions still an essential post-university school for young theologians to be priests. Church Law is here given each semester. Furthermore Church Law is given in a day – seminar for older priests as part of a supplementary training in the Priester's Highschool.

B. Actual Situation

a. University Theology and Church Law

In the winter 1986 a group of university lawyers and theologians met in a retreat and debated the relation between church and state on different levels. The background for this initiative was a letter from 1983 written by the Danish bishops to the Theological Faculty at the University of Copenhagen. They raised the question, what could be done to further research and teaching in Church Law. One result of this meeting was the foundation in 1989 of the "Society for Church Law" (*Selskab for Kirkeret*). The purpose of this society was to initiate meetings for lawyers and theologians about questions of common interest for law and theology and to publish the most valuable contributions to the debate in an "Anthology of Church Law" (*Kirkeretsantologi*).

In 1990 the head of department in the Ministry of Ecclesiastical Affairs, *Preben Espersen*, published a book on "The Administration of the Folk Church" (*Folkekirkens Styrelse*). He was in 1991 appointed to assigned professor in Church Law at the Theological Faculty in the University of Copenhagen in order to give lessons for the students as part of the compulsory teaching in "Practical Theology", which are given in the basic (undergraduate) part of the study (for bachelor) and also some lessons for students preparing the last part of the study (for masters' degree). In 1993 *Preben Espersen* published a handbook in common ecclesiastical law, "Kirkeret. Almindelig Del" and in 2000 a shorter version, "Church Law in Outlines" (*Kirkeret i Grundtræk*). Like *August Roesen*, *Preben Espersen* too may be characterized as a very "juridical" author of church law. The Society for Church Law has since 1991 published 4 volumes of the "Anthology of Church Law" (1991, 1994, 1997 and 2002). The next volume will be published in spring 2004.

At the University of Aarhus Church Law has during the 1990s been taught as part of "Church History" and of the practical discipline,

"Kirkekundskab" (church knowledge), but for the time being no such teaching is given any longer in Aarhus. In Copenhagen teaching in Church Law is still going on. It is actually given by a university lawyer and associate professor, ph. d. in public law and church affairs, *Lisbet Christoffersen*, who quite recently has been attached to the faculty to be head of a new centre for cross-disciplinary studies of law and religions.

b. New Trends of Research

During the first 10 years of the "Society of Church Law" most of the debates and dialogues have concentrated about the problem of "the double normativity", i.e. the view that there are two systems of norms and methods, one for church law as part of jurisprudence or the legal science system (legal history, legal dogmatic and legal politics) on one side and Legal Theology as part of theology as a scientific system with its own theological methods and norms on the other side.

Among more new trends in the research of church, state and law we find lately a more ethical, sociological or political science perspective, which seems to redefine church law as "Law of Religion", and also a more globalising perspective that places church law in the broader global category as part of "Legal Culture".

II. The Teaching and Study of Church-State Relations in Finland²

A. Historical Background

a. Seventeenth-century Jurisprudence in Finland

Situated in the north-eastern corner of Europe, Finland in the seventeenth century – at that time an integrated part of the Swedish realm³ – was still

² By Professor Dr. Theol. Matti Kotiranta.

³ In Finland the historical roots of Church-State relations and of the development of ecclesiastical legislation are in that great change affecting society and its religious and Church policy caused to "Sweden-Finland" by the Reformation in the 1520's. Following the coronation of Gustavus Vasa in 1523 and the Diet of Västerås in 1527 Sweden broke away from Rome. Contact was broken with the supranational Holy See, independent of the State and its judicial organisation, and in its stead was born the national Church, the status of which was regulated by both new ecclesiastical provisions and social legislation. While the mediaeval Catholic Church in Sweden was affected by both the Church's internal canon law and the Ecclesiastical Code given by society (similar codes were included in mediaeval provincial laws), with the Reformation canon law did not completely disappear but its scope narrowed down considerably. In fact, during the Reformation period the term "church law" was still unknown in its present meaning. When it was used it referred to

far from the continental centres of learning. It was only slowly that waves of new ideas and new knowledge reached Finland. Actually, the juridical literature in seventeenth-century "Sweden-Finland" was strongly influenced by the general European development, and the works of that century did not contain any attempts at totally independent systems.⁴ Already at the beginning of the century a few Finns studied law at German (chiefly in Wittenberg) or Dutch universities, but their influence upon the development of legal thinking, teaching and studies was unimportant.⁵

Finland's first university was opened in Åbo (Turku) in 1640. The initial holder of the chair of jurisprudence was *Johannes Olai Dalekarlus* (later *Stiernhöök*), who is known as "The Father of Swedish Legal History". His major work, the famous *De iure Sweonum ac Gothorum vetusto*, printed in 1672, originated primarily from his lectures in Åbo. In spite of this fact, Dalekarlus, who spent most of his time occupied with other important duties in Stockholm, did not play a pre-eminent role in Finnish legal history.⁶

In fact, the possibilities of studying law in Åbo were very limited until the end of the 1640's, as the university library did not contain any books on jurisprudence. The first judicial tractates were obtained in 1647. These books, the spoils of war, as professor *Yrjö Blomstedt* has shown, were taken by Finnish-Swedish forces from the library of the Bishop of Aarhus (Denmark), from the Jesuit College at Olmütz, and

canon law, which was by no means completely rejected, but could still be used where applicable.

In practice the Reformation was carried out by State-related decisions. The Uppsala Synod of 1536 made the Church of Sweden an evangelical national church. The Diet of Västerås in 1544 proclaimed Sweden an evangelical kingdom. The important Church Statutes of Laurentius Petri (dating from 1561) were published with the approval of the King in 1571. Due to the Reformation the Church became an integral part of the State in "Sweden-Finland" and also in other countries dominated by the Lutheran faith. From a judicial point of view it was a very considerable transformation.

The development of Church-State relations that had begun with Gustavus Vasa became established with the Church Act of 1686, enacted during the reign of Charles XI. It obliged all the inhabitants of the kingdom to profess the Lutheran faith (the so-called period of forced confession of faith).

⁴ For more details on this see closer Björne 1984, 161–174.

⁵ Blomstedt 1984, 263.

⁶ See Blomstedt 1984, 262: "Av allt detta framgår, att Johannes Olai Dalekarlus' verksamhet som juridisk vetenskapsman inte egentligen eller ens kunde vara av någon större betydelse för den juridiska disciplinens utveckling i Finland. Han föreläste sporadiskt och utgav inga dissertationer. Hans enda litterära akademiska tryckalster från Åbo-tiden är en kort gratulation i en av Johannes Matthiae Gartzius' avhandlingar år 1646."

from the Dietrichstein family library in the castle of Nikolsburg, the latter two both located in Moravia. This arsenal of primarily German legal literature⁷ was effectively used by Dalekarlus' successor, Dr. *Michael Wexionius* (later *GyldenStålpe*) in some dozen juridical dissertations. He had studied in Germany, especially in Marburg, and in the dissertations written by him and his productive pupils, *Johannes Gartzius* and *Jakobus Chronander*, the works of continental authors were often quoted directly but without mentioning the sources. One can say that they distributed in small portions the knowledge they borrowed from the granaries of the great jurisconsults.

It is possible, however, through the study of these dissertations to sketch the structure and development of legal thought in seventeenth-century Finland. According to the constitution and statutes of the university, the Professor of Jurisprudence was required to teach and compare both Swedish and Roman law.⁸ This simply meant that, in academic lectures and dissertations, Swedish law was presented within the systematic framework of Roman law in its German-Dutch form.

However, the Roman law, which possessed great authority in Sweden in the middle of the seventeenth century, began increasingly to lose its foothold during the 1680's. In its stead came natural law, which later, by the eighteenth century, had superseded Roman law to the extent that instruction in the latter had ceased at the university.⁹

As to legal philosophy and its mainstreams during the seventeenth century, it deserves to be mentioned that the works and thought of *Hugo*

⁷ For example, works of Schneidevin, Wesenbec, Treutler, Klingius, Goeddes, Anton Mathiae, Sr. and Jr., Timaeus Faber, and Portius were included.

⁸ Blomstedt 1984, 265–266.

⁹ The flourishing of Roman law coincided with the period of aristocratic power. Because Roman law was used as a subsidiary source of law, and the higher courts were simultaneously granted broad powers of appeal, the aristocracy with the help of the judicial system was able to conduct a domestic policy which was extremely advantageous for it. The situation was modified completely during the 1680's. The lower nobility and the untitled civil servants allied themselves with the lower estates. This alliance made the King absolute, and the goal was to abolish the enfeoffments to the Crown, at the same time that the courts were forbidden to refer to foreign law, and a strict interpretation of the law was emphasised. Through the identification of natural law with domestic law, the former became the ideological guarantor of the new groups. When the policy of appointment began to see to it that the judges of the higher court were comprised of adherents of absolutism and the Reduction, the position of the aristocracy was significantly weakened. This group lost its enfeoffments to the Crown and its civil service positions to the lower nobility and the untitled civil servants. According to Heikki Ylikangas, this interpretation of natural law and Roman law comprised the means by which the higher nobility on the one hand and the lower nobility and untitled civil servants on the other hand attempted to defend or to strengthen their positions. See Ylikangas 1984, 145–158.

Grotius were known in Finland from 1653 onward, when the *Iure belle ac pacis* was donated to the university library. However, not until the 1680's were his works frequently quoted, but even then almost always in dissertations in the field of moral philosophy, not of jurisprudence. Jurists discussed practical and logical problems of the positive Swedish law, while the moral philosophers compared divine law and the formal logical conclusions drawn from the different existing legal customs of mankind. The orthodox Lutheran professors in Åbo held firmly to the high and fundamental priority of divine law in their theological and legal interpretation.¹⁰

As the archives of the Finnish Court of Appeal (*Hovrätt*; founded in 1623) have been repeatedly destroyed by fire, there is very little possibility of studying the legal thought of its judges.

b. The Influence of the 18th and 19th Centuries' Theory Formation in Ecclesiastical Jurisprudence on Finnish Ecclesiastical Legislation – the Transition from the Caroline Church Statutes to Schauman's Church Act

In the 18th and 19th centuries the academic discussion on ecclesiastical jurisprudence in Finland was dominated by two themes: beside the territorialistic way of thought – which had gained a dominant position during the period of absolutism in the 18th century – a new, so-called collegialistic theory emerged. On the other hand, the 19th century was dominated by the birth of the independent ecclesiastical jurisprudence of Finland and by the preceding work on the Church Act by *J.J. Nordström* and *Frans Ludvig Schauman*.

Although in 18th-century "Sweden-Finland" the (Caroline) ecclesiastical system originating from the period of Lutheran orthodoxy remained the same as to its form¹¹, its contents were nevertheless understood

¹⁰ Blomstedt 1984, 270–271.

¹¹ In the so-called Caroline church system during the Lutheran orthodoxy State and Church were one, being different aspects of the same system. Unanimity concerning religion and the right kind of worship were the most solid foundation of the prevailing system, *vinculum rei publicae*, and thus the promotion of religious unity was highly important also for the state. The significance of religious uniformity for the integrity of society was expressed clearly in the Constitution of 1634: "Unanimity in religion and the true worship is the strongest foundation of a worthy, harmonious and constant government." The same phrase was repeated in every constitution until Finland's independence and the establishment of a republican constitution in 1919. The process of the Reformation in "Sweden-Finland" is further discussed in E.I. Kouri, "The Early Reformation in Sweden and Finland," in *The Scandinavian Reformation*, ed. Grell, 42–69.

differently as a dominant position was taken by the conception of the state based on natural law and by the collegialistic theory. Whereas in German ecclesiastical jurisprudence, according to the territorialistic way of thought – which had become dominant during the period of absolutism – the Church was a part of the State (*pars rei publicae*), its jurisprudence was a part of State jurisprudence and its administration belonged to the secular authorities' majestic jurisprudence (*ius maiestatis ecclesiasticum*), in the Age of the Enlightenment the so-called collegialistic theory was developed as a counterbalance to territorialism. It emphasised the Church's special character as an equal community (*societas aequalis*) that had been formed as a result of the union of its members and that had its own collegial judicial system. Thus, the collegialistic theory sought to stress the special character of the Church and to keep it in principle separated from the State.¹²

The influence of the changed theory formation in Finland was visible already in *Mathias Calonius'* unprinted lectures on ecclesiastical law from the year 1784¹³, but it appears more pronouncedly in the beginning of Finnish autonomy in *Jacob Bonsdorff's* work on ecclesiastical jurisprudence called *Conspectus scientiae pastoralis in usum seminarii theologici*. As a jurist Bonsdorff was not comparable to Calonius, but what is significant is that presented by him the collegialistic theory of the Church became the basis of academic teaching for a period of several decades. According to both of these scholars of Turku the Church as a peculiar community has its own jurisprudence, partially based on "the divine justice originating from Christ and the apostles" and partially on human jurisprudence created by the community for itself. Both of them also taught that the State's right to decide on the external affairs of the Church (*ius circa sacra*) had two kinds of origins as to its nature. In part it was based on the State's general right of supervision and in these cases its use was determined by the interest of the State. However, in part these rights were collegial rights of the Church community which it had handed over to the ruler either specifically or by silent agreement.¹⁴

Nevertheless, it must be stated that the influence of academic theory formation on the administration of justice ought not be exaggerated. In

¹² Pirinen 1985, 87.

¹³ The Swede Ingmar Brohed has in his doctoral dissertation "Stat – Religion – kyrka, Ett problemkomplex i svensk akademisk undervisning under 1700-talet" ["State – Religion – Church, A Problem Complex in Swedish Academic Teaching in the 18th Century"] (Lund 1973) devoted special emphasis to this question.

¹⁴ Pirinen 1985, 87-88.

Gustavian "Sweden-Finland" the collegialistic theory could not supersede the territorialistic Church administration typical of enlightened absolutism, although the religious policies of "Sweden-Finland" did not follow the *cuius regio, eius religio* principle in the strictest sense. Although the last common ruler of "Sweden-Finland" showed interest even in the internal matters of the Church, to the system then prevailing in Finland one can apply the German statement according to which the State saw the Church's task above all as maintaining public morality and bringing up good soldiers.

The age of Finnish autonomy (as a part of the Russian empire in 1809-1917) brought with it the differentiation of Finland's system of ecclesiastical jurisprudence from the Swedish one, that is, the birth of independent Finnish ecclesiastical jurisprudence. The reform of the Church Act was one of the reform efforts for the realisation of which Church committees were appointed in 1817. The first of these was archbishop *Tengström's* committee whose bill was not printed. It has been considered as preparatory work for professor *J.J. Nordström's* bill (1845). The change of the state system in 1809 forced the creation of new forms for the use of the ecclesiastical powers belonging to the ruler. The collegialistic theory presupposed in principle that these powers could only be given to a ruler who was a member of the Church. However, even in this area the territorialistic practice was stronger than theory. This change did not, as such, mean an abrupt turning point in Church-State relations. What was a novelty from the Church's point of view, however, was the fact that the Czar of Russia, who was an Orthodox, became the head of the Lutheran Church's system of government. At the same time, the constitutional provision according to which the head of Finland should adhere to the Evangelical Lutheran faith was repealed. In practice, the strict state church system still remained in force, and religious freedom only continued to exist in a very limited form.

Another important change was that the principle of religious uniformity could no longer be adhered to in relation to the Orthodox. Finland's Orthodox population tripled in number when "Old Finland" was united with the rest of Finland in 1811. In this new situation, the proselytism of the Orthodox was strictly forbidden because they were now adherents of the "faith of the Czar" and therefore enjoyed his special protection. The Czar's decree of 1827 opened Finland's military and civil offices to the Orthodox. Because it was not possible to leave the Orthodox Church in Russia, the Czar did not consent to the opening of such a possibility in Finland either.

J.J. Nordström began his work on the Church Act in 1842 and the work led to visible results as the committee's bill appeared in print in 1845. In his argumentation Nordström starts off from the system inherited from the period of Swedish rule and created in the Reformation, but later he presents a lot of canonistic materials beginning from the early church. This is due to the fact that the leading textbooks on ecclesiastical jurisprudence he then used presented Catholic and Protestant ecclesiastical jurisprudence side by side. However, remaining faithful to his basis according to which ecclesiastical jurisprudence is derivable from dogma, he seeks a system that could be specifically applied to the conception of faith of the Evangelical Church. Nordström's bill has indeed become famous particularly due to the criticism directed at it by the Pietists.¹⁵ The theoretical frame of reference of J.J. Nordström's work on the Church Act is easy to follow. Two of his lecture series on constitutional law have been preserved, revealing also the literature on ecclesiastical jurisprudence he used. Of Swedish authors he only used L.G. Rabenius' work *Lärobok i svenska kyrkolagfarenheten*, published in 1836. Furthermore, he based his thoughts on the works of Karl Friedrich Eichhorn, one of the founders of the historical school, Aemilius Ludwig Richter, highly significant as a developer of historical ecclesiastical jurisprudence and also as a practical Church politician, as well as Friedrich Julius Stahl, the leading figure of the hierarchic-institutional trend in Neo-Lutheranism.¹⁶

In his lectures Nordström represents a clear State Church ideology. He defines the Lutheran Church as the dominant State Church of Finland and Lutheranism as the only religious confession recognised as true by the State. In conformity with this period's general tendency governing thought on ecclesiastical jurisprudence he distinguishes between an internal and an external aspect in the Church. As a community of faith the Church itself, primarily its teachers, decides on doctrine, and this authority is used by consistories, synods and also by the ruler himself/herself as a member of the Church. On the other hand, as an external community the Church is subordinate to the ruler's majestic rights (*jus episcopale*), but since the external aspect is only an expression of the

internal, it may not be in contradiction with the internal aspect, that is, doctrine.¹⁷ This principle is highly significant when the ruler professes another faith than the country. In this case a ruler belonging to another faith must be allowed to use his or her majestic rights, but he or she may not interfere in the Church's doctrine nor in institutions dependent on it. In spite of their State Church ideology Nordström's lectures reflect a clear understanding of the special character of the Church. This is most clearly visible in his definition of the Church Act. As an organising norm regulating the Church's influence on religious education, *the Church Act is not a general act*, but rather a dogma-based explication of the Evangelical Church's external status. Nordström states that *the principles dealing with the Church's position in society have been prescribed upon in the Constitution Act, in the clerical privileges and in general law*.

In the 1860's, after the Emperor had given his consent, the Senate, acting on the request of Church-related circles, appointed a committee to reform the Church Act. When theology professor Frans Ludvig Schau-man (1810–1877) became a member of the committee, he not only inherited from Nordström his thorough historical and judicial account of the ecclesiastical jurisprudence of Finland. Namely, Nordström also directed him to the company of German jurisconsults representing the historical school and called his attention to the criticism by Richter, based on judicial sources from the Reformation period, against Stahl's theory emphasising the hierarchic-institutional leading position of the clergy.

The new ecclesiastical legislation and the Church Act of 1869 came into being from the basis of the Church Bill (1863) drawn up by Schau-man's committee. He had already participated in the public discussion concerning the bases of the organisation of the Church in the evaluation phase of Nordström's Church Bill by publishing in 1847 his doctoral dissertation *De constitutione regimie ecclesiastici singulari Fenniae ratione habita*. Although research has mostly respectfully ignored his dissertation, this work of his youth remained the only one in which Schau-man presents the bases of the whole organisation of the Church.¹⁸ Most of the literature used dates from the 1840's or from immediately

¹⁷ Pirinen 1985, 92.

¹⁵ E.G. Palmén (1915) has in his study "Vuoden 1869 kirkkolain vanhemmistä esitöistä" [Of the Older Preparatory Works of the 1869 Church Act] shown how archbishop Tengström's endeavour to act "in the spirit of our time's Enlightenment and tolerance, taking into consideration the country's changed political status" was defeated by the conservative majority of the committee.

¹⁶ Pirinen 1985, 91.

¹⁸ Of the articles written by Schau-man from this period one must specifically mention *Kyrkans förhållande till staten* [The Church's Relationship to the State] (1853), *Om kyrkan och det kyrkliga ämbetet; med särskilt afseende å den så kallade nylutheranismen* [On the Church and the Church's Ministry, with Special Attention to the So-called Neo-Lutheranism] (1857) and *Om kyrkolag och kyrkolagstiftning* [On the Church Act and Church Legislation] (1858).

preceding years. In his book's part dealing with principles Schauman is entirely dependent on German jurisprudential research. His main authorities were Richter and Stahl, inherited already from the materials used by Nordström, and, additionally, *Georg Friedrich Puhta*.¹⁹ It is interesting to observe that already in 1847 Schauman represented those policies that led to the Church Act of 1869.

Schauman's central definition of policy in the division of tasks between State and Church was that the Church had to have its own legislative body, the Synod. With respect to legislation dealing exclusively with ecclesiastical matters the ruler only had the right of ratification or rejection. Instead, matters including both social and ecclesiastical content would belong to state legislation. It can indeed be stated that this basic policy definition has so far experienced no change in Finland. The Synod has kept its position as the source of ecclesiastical jurisprudence. The establishment of the Church's own decision-making body and its initiative – entrusted to it in the Church Act – in prescribing Church legislation, as well as the right to provide statements in various common questions of State and Church, created those fundamental pillars that still today support the functioning of the relations between State and Church.

c. Actual Situation

Looking at the actual situation of study and research concerning the legal relationship between State and Church, it must be stated that on the part of the legal sciences the Finnish universities and institutions of higher education have not shown very organised research on the relations between Church and State. The relations between Church (religious communities) and State have been studied in faculties of law – in Helsinki, Turku and Rovaniemi as well as in the University of Tampere's Department of Public Law which is subordinate to the Faculty of Economics and Administration – mainly as an issue belonging to the domain of constitutional law (the position of the Church according to constitutional law), an issue of administrative law (the Church Act, the Administrative Procedure Act) or from the viewpoint of freedom of religion, and then specifically within the basic rights and liberties.²⁰ The

¹⁹ Pirinen 1985, 95.

²⁰ The Constitution of Finland in its section 11, in the first sentence of the 2nd subsection, lists as included in the freedom of religion and conscience the most important external manifestations of the basic right, that is, the right to profess and practice religion, the right to express a conviction, the right to belong to a religious community, or the freedom

of religious organisation, as well as a dimension based on the so-called negative freedom of religion, that is, the right not to belong to a religious community. The freedom of worship, which has been left without mention as separate, is included in the freedom to profess and practice religion. The mentioned sectors of the basic right were discussed already in the interpretation of the old section 8 of the Constitution Act of Finland. In addition to them one must still mention the prohibition of discrimination based on philosophy of life. This is based on section 11 of the Constitution.

Neither have the theological faculties (Helsinki, Turku²¹) had any professorship concentrating on Church-State relations. Instead, the degree of Master of Theology has since its beginning included studies in the theology of law and ecclesiastical law both in connection with the basic degree (5 credits) and with the so-called advanced studies as an option (5 credits). In the theological faculties Church-State relations have been studied and taught both as belonging to the domain of ecclesiastical law/theology of law and from the perspective of freedom of religion (also of the European integration).

More than is the case in Germany, in Finland the research on ecclesiastical law carried out in the theological faculties has already since the 19th century been connected first to the domain of Practical Theology²² and in recent decades to some extent also Church History²³, although the

of religious organisation, as well as a dimension based on the so-called negative freedom of religion, that is, the right not to belong to a religious community. The freedom of worship, which has been left without mention as separate, is included in the freedom to profess and practice religion. The mentioned sectors of the basic right were discussed already in the interpretation of the old section 8 of the Constitution Act of Finland. In addition to them one must still mention the prohibition of discrimination based on philosophy of life. This is based on section 11 of the Constitution.

In this connection special mention must be made of Martin Scheinin's studies on the freedom of religion. Scheinin is Professor of Constitutional Law and International Law and the Director of the Human Rights Institute of the Åbo Akademi University (Turku).

²¹ In Finland there are three non-denominational faculties of theology, in Helsinki, Turku (Åbo Akademi) and Joensuu. The Faculty of Theology of Joensuu was established in 2002 and it has two separate departments: the Department of Western Theology and the Department of Orthodox Theology. Since the Joensuu faculty has just been set up it does not yet have any established teaching on Church-State relations.

²² Nevertheless, the origins and influences of Finnish ecclesiastical law can to a great extent be found on German soil. In spite of this the progress in Finland has been of a different type. In Finland the Church has not experienced the same kinds of legal crises as in Germany. State church ties have been in force following the Nordic tradition.

²³ In this connection special mention must be made of Professor Juha Seppo's studies on Church-State relations and freethinkers. Seppo's Finnish-language dissertation *Uskovien yhteisö vai valtionkirkko. Uskonnolliset vähemmistöyhteisöt ja evankelis-luterilaisesta kirkosta eroaminen Suomessa vuosina 1923–1930* [A Community of the Faithful or the State Church. Religious Minority Communities and Withdrawals from the Lutheran Church in Finland in 1923–1930] dates from 1983.

history of Finnish jurisprudence does also include several distinguished jurists who were well acquainted with ecclesiastical law. The research on ecclesiastical law carried out in Finland has since the days of *Frans Ludwig Schauman* (1810–1877) achieved its best results precisely in the field of historical research. If one can speak of any school of research in ecclesiastical law, then on the part of theological research it has been the cherishing of the spiritual heritage represented and marked out by Schauman.²⁴ From this one can already deduce the almost complete lack in Finland of the dialogue on theology of law, so characteristic of progress in Central Europe, in which also solutions differing from the existing system of ecclesiastical law would be discussed.²⁵

In the domain of ecclesiastical law some of the most recent Finnish jurisprudential studies are *Eeva-Kaarina Nurmiranta's* doctoral dissertation *Pappi Tuomiolla [The Clergyman on Trial]*²⁶ and *Pekka Leino's* doctoral dissertation *Kirkkolaki vai Laki kirkosta [The Church Act or an Act Concerning the Church]*²⁷. Nurmiranta has studied the supervision of a pastor's doctrine, ministry activities and life from the perspective of public law. Leino's study, pertaining to church administrative law, has as its theme the Evangelical Lutheran Church of Finland's system of ecclesiastical law. He particularly examines the relationship between the provisions of the Church Act and the provisions of general legislation from the point of view of administrative law.²⁸ *Mikko Reijonen* has studied the development and situation of state legislation on religion, particularly the institution concerning freedom of religion, both in Finland and elsewhere in Europe.²⁹ In accordance with its subtitle, *Hannu Juntunen's* recent study (2003) *Lopussakin on sana [In the End, too, Will*

²⁴ Here one must particularly mention the research work and publishing activities of Olli Heilimo, Erkki Kansanaho and Kauko Pirinen.

²⁵ Heikkilä 1989, 112; Heilimo 1958, Juva 1976, Kansanaho 1954 and Pirinen 1985.

²⁶ University of Tampere, Faculty of Economics and Administration, Department of Public Law.

²⁷ University of Helsinki, Faculty of Law.

²⁸ Nurmiranta 1998; Leino 2002. Leino's licentiate's dissertation *Kirkkolain riittävyys kirkon hallinnoksi [The Church Act's Sufficiency for Church Administration]* (2000), in accordance with its title, deals specifically with the relationship between the Church Act and general administrative law. Leino's doctoral dissertation includes a useful review (2002, pp. 117–281) of the history of the Finnish ecclesiastical law system starting from the Reformation and continuing up to the present day. Väättäinen's (1995) licentiate's dissertation *Societas – coetus, congregatio, institutum* analyses the evolution of the concept of the Church in Finland, according to the theology of law, from the Age of Enlightenment until Schauman's thinking on ecclesiastical law.

²⁹ Reijonen 1992. University of Helsinki, Faculty of Theology, Practical Theology.

Be the Word] deals with ecclesiastical law from the perspective of theological legal positivism.³⁰

It has been typical of the Finnish dialogue on ecclesiastical law to hold to F. L. Schauman's judicial and theological principles which had been highly epoch-making in their own age. Another characteristic that has emerged clearly in the last decades is the same as in other Nordic countries; the Church Act has been gradually adjusted to the reforms of a society undergoing a process of democratisation.³¹ Both ecclesiastical and university jurists as well as university theologians have actively participated in this process. Thus, for instance in the preparation of the proposal drafted by the Committee on the Freedom of Religion (1998–2001) for a new Freedom of Religion Act and for an entirely new Burial Act the Faculty of Theology of the University of Helsinki played a significant role. The Church History professor Juha Seppo served as the committee's vice president and the Faculty of Theology provided a statement of its own concerning the committee's report which was completed in the winter of 2001. After receiving statements concerning the report the Ministry of Education began the preparation of the final Government bill. Afterwards, the Government passed the bill for a new Freedom of Religion Act and Burial Act on 10th February 2003. The new Freedom of Religion Act enters into force on 1st September 2003. A third and most recent phase is undoubtedly represented by the challenges brought by the EU's integration process to the teaching of ecclesiastical law and the so-called theology of law.

The last-mentioned development involves several positive things. After Finland joined the European Union the question of the relationship between Church and State has become topical in a new way as well as an object of research. It has also been directly visible in the teaching of the Faculty of Theology of the University of Helsinki (within Practical Theology). This teaching includes in the basic studies for instance the entity "Freedom of Religion in an Integrating Europe". The deepening integration of the European Union, the related cooperation between states and the advancement of legislation have brought up also in Finland particularly the question of the meaning of freedom of religion as well as of the status of churches and religious communities in the future Europe.

³⁰ Juntunen 2003. University of Helsinki, Faculty of Theology, Practical Theology.

³¹ However, in my view related to this is the danger that in Finland the dialogue that contents itself with a relatively low-profile discussion on the theology of law may lead to the Church amending its legislation primarily until the limit required by social fluctuations, and not according to set principles rising from the foundations of the Church.

Until the beginning of the 1990's international human rights documents have assessed Church-State relations above all from the perspective of freedom of religion. Does a close relationship between Church and State infringe upon a private person's freedom of religion – or to what extent does the privileged status of one or two churches in a state encroach upon other religious communities' right and freedom? In this connection it must be mentioned that still today one of the peculiar features of the Finnish system is the special judicial and economic status of two churches, the Lutheran and the Orthodox Church. Their status differs from other churches and religious communities. Whereas other religious communities are required to register themselves on the basis of the Freedom of Religion Act, the status of the Lutheran and the Orthodox churches is based on separate regulations applying to them.³²

It is gratifying to say in this connection that although the current Finnish system does not fit in straightforwardly with such a pattern of thought in which the Church would be, alongside with the State, judicially a fully independent subject, nowadays in Finland one can study on the level of principles such a model for Church-State relations in which churches and other religious communities would be judicially more independent units than they are presently. For instance, the cooperation between the Evangelical Lutheran Church and the State would be based on bilateral agreements between the State and the religious community.³³

³² The special mention concerning the Church Act in the 1919 Constitution Act of Finland (section 83, subsection 1) is considered to be an essential, distinguishing characteristic of the status according to public law of the Evangelical Lutheran Church of Finland. The legal status of the Evangelical Lutheran Church has also been registered separately in the Constitution of Finland of 2000. Protecting its special status and self-government are the provisions in section 76 of the Constitution, according to which the Church's organisation and administration are prescribed upon in the Church Act, which in turn regulates itself its own amendment procedure. This arrangement safeguards a strong self-government for the Lutheran Church in the Finnish constitution. The new Constitution no longer includes the provision concerning other religious confessions corresponding to the Constitution Act's old section 83's 2nd subsection. This provision referred to the Orthodox Church. However, the Orthodox Church can still be considered the second state church because of the special legislation concerning it and due to the consequent status under public law (The Act Concerning the Orthodox Church 521/1969). Essential for the Evangelical Lutheran Church is the enactment order of the Church Act (The Church Act 2:2 §1st subsection) which includes the Synod's exclusive initiative and the State's legislative bodies' non-interference with the contents of the Church bills proposed by the Synod. In practice this means that the Church's own organ, the Synod, has the authority to introduce bills for enacting or amending the Church Act. Parliament, which finally enacts the Act, only has the right to pass or defeat the Church bill.

³³ von Campenhausen 1973, 82-104; Heikkilä 1989, 113.

When speaking of research on Church-State relations in the Finnish context one must also not forget the parliamentary clarification work on church policy begun in the early 1970's. Besides church jurists, also university theologians and researchers of the theory of law participated in it as experts. The broadly-based, parliamentarily assembled Church and State Committee worked from April 1972 until June 1977, that is, for over five years.³⁴ The Committee's report³⁵ explained almost all the contacting surfaces between Church and State and took a stand on the developing of various areas. With its plentiful facts the report is no doubt a basic document when examining Church-State relations in Finland in the 1980's and 1990's.

Afterwards, during the years 1978 and 1979, the Ministry of Education procured a large collection of advisory opinion on the Church and State Committee's report. Later on a relatively large summary of it was also drawn up.³⁶ With the help of the summary one can get a rather clear picture of how Finnish society reacted to proposals for developing Church-State relations two decades ago. Also, in April of 1981 the Ministry of Education appointed a Church and State working group whose assignment was to make the necessary practical suggestions for action.

Although the churches' EU integration is still a fairly new concern in Finland, in 2002 the Evangelical Lutheran Church of Finland created its own EU strategy which takes a stand on what kinds of ideological goals the Church would want the EU to represent.³⁷ Related to this and suggested by archbishop Jukka Paarma, on 30th May 2001 an EU Consultative Committee was established under the Church Board. Its task was to create an EU strategy of its own for the Evangelical Lutheran Church of Finland and to seek to monitor the effects of the activities of EU institutions on ecclesiastical life. The Consultative Committee – which includes a strong academic representation – functions (1) as an advisory expert organ in matters related to the EU; (2) participates in the discussion on EU policy towards the Church; (3) related to this, makes

³⁴ Following the relative strength of the Parliament of the time, the so-called parliamentary committee's president was Aarne Laurila, Mikko Juva was its vice president and Juha Seppo and Lauri Tarasti served as secretaries.

³⁵ Kirkko ja valtio –komitean mietintö: Komiteamietintö 1977:21. [The Report of the Church and State Committee: Committee Report 1977:21.]

³⁶ Juha Seppo, Lausunnot Kirkko ja valtio –komitean mietinnöstä. Opetusministeriö 1980. [The Advisory Opinion Statements Concerning the Report of the Church and State Committee. Ministry of Education 1980.]

³⁷ See Appendix 1.

proposals to the Church Board and (4) promotes cooperation with the Church and state and local authority organs responsible for EU matters as well as with non-governmental organisations. The Consultative Committee consists of presidents chosen for four years by the Church Board and a maximum of 12 members.³⁸

d. Actual Situation – Overall View of the Scandinavian Countries

In the very “one-religion” Scandinavian countries and in Finland there has been no compelling need for a radical reassessment of the relationship between Church and State. Political and social progress in the Nordic countries has taken place without abrupt crises shaking the status of the churches.³⁹ This has no doubt contributed to the fact that in the Nordic countries there has been no special and immediate need for research on Church-State relations. In fact, only since the beginning of the 1990’s the human rights documents of the Council of Europe (CoE) and of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE, at present OSCE) as well as the ongoing European integration process have genuinely forced the Nordic churches, church jurists and university researchers to assess the organisation of the relations between Church and State from the basis of the principle of freedom of religion; however, from a wholly new perspective. The entire Church-State debate has changed its character. The primitive “freedom from religion” thinking and the ideological antithesis between Church and State is passing away. The same is true concerning the antithesis between Christian values and values dominant in society. Their place has been occupied by the positive interpretation of freedom of religion which has been clearly emphasised in post-World War II international documents on the freedom of religion. *Citizens have a right to religion and to its practice in community and not*

³⁸ From the Faculty of Theology of the University of Helsinki Docent Matti Kotiranta and the Church Sociology Professor Eila Helander were selected to the Consultative Committee.

³⁹ A different kind of progress has taken place for instance in the United States and France, where a clear distinction was made between the spheres of action of State and Church. For more details on this see Seppo 1995, 408. Seppo draws attention to the fact that the separation of Church and State nevertheless manifested itself differently in the United States and France. France represents a state in which the separation of Church and State was expressly a sign of conflict between the Church and political authority. On the other hand, in the United States the separation corresponded to the actual situation of religious and church policy in that there was no single and unified church organisation reaching all colonies like a state church. Ibid.

only the right to be separated from everything related to religion. The currently emerging new European thinking on freedom especially seeks to clarify how the state can actively defend and protect the implementation of human rights and citizens’ liberties – also the practice of religion – in its area.⁴⁰

The firm state church system has little by little dissolved in most Nordic countries. The term “state church” refers to such an approach to State-Church relations in which State and Church are almost identified. From a Nordic perspective some essential features of the state church system are (1) *the state authorities’ commitment to a certain creed* and (2) *a certain national church’s belonging closely to state administration*.⁴¹ Of the Nordic countries an absolute state church system in which the state religion can be spoken of as a kind of an official ideology is represented by Denmark and Norway.

The Danish National Church represents a dualism, being simultaneously a State Church with a public duty to ensure the availability of the services and religious functions of the Evangelical Lutheran faith and a democratic institution for the great majority of the Danish people with representative, local self-government. It is supported by the State, but it is not a State agency in the normal sense of the word. Although a religious denomination, it is not a private association like the recognised and unrecognised religious denominations or communities.⁴² It is under the *Folketing* (Parliament) and the Minister of Ecclesiastical Affairs; and a general Act establishes the rules about its membership. In positive terms,

⁴⁰ A clear presentation of the formation of juristic theory regarding the freedom rights of the individual and communities in contemporary Europe is offered by Professor Juha Seppo’s conference report “Uudet vapaudet ja kirkon ja valtion suhteet Euroopassa. Tilburgin konferenssi 17.-18.11.1995.” [The New Freedoms and Church-State Relations in Europe. The Tilburg Conference, 17-18 November 1995.] *Reseptio* 1/1996, 22–28. See particularly pp. 24–25.

⁴¹ The definition used here of the Nordic state church system originates with Hannu Juntunen, the Secretary of the Episcopal Conference. See Juntunen 1996, 39. In the European area three differing church political models can be seen to exercise influence. Seppo (1998, 242) describes the differences between these models in the following way: “Firstly, there are countries with a clear-cut separation between Church and State. Then there are states in which a certain kind of a system of agreements is in force between State and Church. The third model consists of national state church systems of various degrees. If one wishes to remain within the framework of this classification, Finland belongs to the last-mentioned group, although the degree of state church characteristics is the least in the whole group.”

⁴² Alf Ross, *Dansk Statsforfatningsret* II, 1966, 741; August Roesen, *Dansk kirkeret*, 317–21; Dübeck 1995, 45.

the National Church can be said to be a central state agency for administration, but it is *not* a legal organ with autonomy, e.g. a synod. It has no legal personality and so is unable to enter into binding contracts or obtain rights or be a party to litigation. It is not a corporate body.⁴³

The Constitution of Norway defines the "Evangelical Lutheran religion" as the "public" or official religion of the state ("statens offentlige Religion", 2 §). Nevertheless, citizens and communities are entitled to the freedom of religion. The king must profess the Evangelical Lutheran faith and "uphold and protect it". The king is also the Church of Norway's (Den norske kirke) administrative leader. In practice this leadership is exercised by the Government and by the Ministry of Culture and Church Affairs. The organisation of the Church is enacted by law through the initiative of the *Storting* (Parliament).⁴⁴

During the last hundred years several separate acts have been enacted concerning the administration of the Church of Norway and many other special questions. The most important of these has been the Act Concerning the Administration of the Church of Norway (Lov om Den norske kirkens ordning, 1953). Also in Norway work was carried out by a parliamentary Church-State Committee. Besides church jurists both university theologians and researchers of the theory of law participated in it as experts. The Committee's report *Stat og kirke* was completed in 1975. In the opinion of the majority of the Committee the Church needed to move to full self-government. According to the minority the state church system has the support of the majority of the people and it guarantees best the freedom of conscience within the Church.

On the basis of the report the Government drew up a proposal. Its starting point was that the people and society need an open folk church. The State must support religiosity in a positive way from the point of view of the Church. "The state church system must be preserved with moderation until the future that can be anticipated." Also in the *Storting* a wide consensus prevailed in favour of preserving the state church system. At the same time it was considered to be desirable that the

Church's own organs should decide on questions related to faith and doctrine. The Government drafted a supplement to the Church Administration Act. This implied for instance the establishment of a synod in 1984. Besides the preservation of the state church system the Church of Norway's self-government was significantly increased with the 1996 Act on the Church of Norway approved by the *Storting*.⁴⁵ The new act defines for instance the tasks and powers of the Church's administrative bodies.⁴⁶ At the same time it seeks to codify earlier disconnected legislation dealing with separate questions. The new act has by no means ended the debate about the Norwegian state church system. Rather, the debate continues to be lively. There has been serious discussion e.g. on a Finnish-type model for organising the relations between Church and State.

Of the Nordic countries Sweden has shown the fastest progress in religious and church policy. In Sweden freedom of religion materialised noticeably more slowly than in Finland⁴⁷, since the Freedom of Religion

⁴⁵ In the Synod in November 1995 the bill was only written down for information. The Synod had given its opinion a year earlier. The Central Council of the Church had compiled a detailed memorandum on how the remarks made by the Church had been taken into account in the Ministry of Culture and Church Affairs. Both in principle and in practice the Synod is only an organ providing advisory opinion and the Government makes such a bill for the *Storting* as it sees best. In quite many details the Church's proposals had not been implemented, but in general outline the Church's own will had been listened to.

⁴⁶ One of the central objectives of the Church bill is to clarify the legal status of the local parish in relation to the municipality. The parish receives explicitly a legal personality, which earlier has been unclear and controversial. A new administrative body, the Common Church Council (kirkelig fellestråd) is given significant economic and official-judicial tasks and to it was transferred a part of the jurisdiction that had previously belonged to the municipality. The Norwegians consider precisely the founding of the Common Church Council to be an essential reform.

⁴⁷ The Freedom of Religion Act (267/1922) was enacted in Finland in 1922 and it stayed in force until the year 2001. The new Freedom of Religion Act entered into force in September 2003. The new Freedom of Religion Act is divided into four main chapters. The first chapter deals with general provisions applying to all citizens and religious communities. The second chapter creates a framework for the activity of registered religious communities. Its provisions do not apply to the Evangelical Lutheran Church or to the Orthodox Church. The third chapter contains various provisions related to the public practice of religion, binding on all churches and religious communities, for instance, in the case of the Assembly Act. The fourth chapter defines the implementation and transition provisions of the Act.

The first and most significant chapter of the bill contains the provisions dealing with the immediate purpose of the Act, the definition of a religious community, membership in a religious community, religious status and the authority of minors to decide, the procedure of joining and withdrawing from a community, and the oath and affirmation, as well as religious instruction.

The purpose of the Act is to safeguard the use of the freedom of religion prescribed in the Constitutional Act, both for the individual and for the religious community. What is

⁴³ Dübeck 1995, 41.

⁴⁴ In the last decades a central administration of its own has been created for the Church in Norway. Ecclesiastical jurisdiction previously belonging to the king, that is, to the Government, has been transferred to it. However, it has been decided to preserve the state church system at the level of the Constitution. For more details on this see e.g. Hannu Juntunen's account concerning the Church of Norway, "Valtion vai kirkon tunnustus" [A Confession of the State or of the Church]. Juntunen 1991. See also Juntunen 1996b, 33-42.

Act was only enacted there in 1951. However, in the late 1950's a clarifying and preparatory work on church policy which has continued until today was started in Sweden. During the process it was on the one hand *sought to "realise" a complete separation of Church and State*⁴⁸ and on the other hand *the Church's administrative independence and its readiness for a possible day of separation were increased*.⁴⁹ The latest phase in Sweden's Church-State debate was represented by the committee report *Staten och trossamfunden* completed in the spring of 1994. This report contained those amendments which entered into force since the beginning of the year 2000 and implemented the separation of Church and State in Sweden.⁵⁰ However, it is essential to notice that the separation of Church and State which entered into force in Sweden in the beginning of 2000 by no means implied such a separation decision which would have sought to hamper citizens' possibilities to practise their religion. Rather, we are dealing with an interpretation rising from civil society and based on a positively understood freedom of religion applied to both individuals and communities. The aim has been to interpret the traditional starting points, i.e. the realisation of the freedom of religion and the religious neutrality of the state, in a new way suitable for the character of civil society in a modern, democratic state. All have the right to profess the religion of their choice or to remain completely outside all religious confessions.

In comparison with Norway and Sweden Finland may be considered a good example of a country in which the traditional relationship between Church and State has been gradually dissolved without ending up in a

meant by a religious community is the Evangelical Lutheran Church, the Orthodox Church and any religious community registered in the prescribed way. A religious community has the right to regulate on its own the criteria of its membership, such as, for instance, the stricture that the person concerned cannot simultaneously be a member of another religious community.

⁴⁸ Related to this, Juha Seppo has remarked that besides the full freedom of religion of the individual the separation of Church and State had been pursued already during several decades by Sweden's political left as well as by free church circles. See Seppo 1995, 410.

⁴⁹ See e.g. Svenska kyrkan och staten (Statens offentliga utredningar 1968:11). Stockholm 1968; Samhälle och trossamfund (SOU 1972:36). Stockholm 1972; Robert Schött & Göran Göransson & Eskil Hinn, Kyrkolagen. Den svenska kyrkorätten 1. Göteborg 1993, 18–26; Göran Göransson, Svensk kyrkorätt. Den svenska kyrkorätten 2. Göteborg 1993, 60–72.

⁵⁰ Staten och trossamfunden (SOU 1994:42). Stockholm 1994; Remissammanställning. Kyrkobereknings slutbetänkande Staten och trossamfunden.

complete separation between Church and State.⁵¹ Demands for separation have also at times churned visibly in Finland, first in the period preceding the freedom of religion and later, during Finnish independence, particularly in the 1960's, a decade characterised as the age of radicalism. The present-day Evangelical Lutheran Church of Finland is clearly an institution that is separate from the State and it has its own legal personality. Even so, in Finland there has been an ongoing debate as to whether and in what sense our own Church is a "state church". The Evangelical Lutheran Church of Finland does have certain ties to state authorities and some features of a state church system have survived in Finland. In Finnish church legislation certain traditional features point clearly to the special status of a state church. Examples of these features are the Church's status under public law, the many economic bonds in relation to state authorities, the right to collect the church tax, the pastors of special forms of work (in the armed forces, prison administration, work with persons with a sensory handicap) appointed by state authorities, etc. However, in the proper meaning of the word the Evangelical Lutheran Church of Finland has not been a state church since the enactment of the Church Act in 1869 and the Constitution Act of Finland in 1919. The State of Finland is religiously uncommitted as a state and the Church is legislatively and administratively quite independent in its relationship with the State.

B. Teaching and Research on Church-State Relations and Law

In order to present information about the study of Church-State relations and law in Finland it is firstly most convenient to approach the subject from the perspective of a variety of types of educational institutions.

a. University Law Faculties – Helsinki, Turku and Rovaniemi

As has been mentioned earlier, the relations between Church (religious communities) and State have been studied in faculties of law – in

⁵¹ The set of fundamental questions that was used to argue for the separation of Church from State was born with the United States' Declaration of Independence and the French Revolution in the latter part of the 18th century. The ideological inspiration for the events was provided by rationalism, the fashionable philosophy of the Age of Enlightenment, and by the Declaration of Human Rights with its demands for the freedom of religion. It had also taken shape from the basis of rationalism. For more details on this see Seppo 1995, 407–411.

Helsinki, Turku and Rovaniemi as well as in the University of Tampere's Department of Public Law under the Faculty of Economics and Administration – mainly as an issue belonging to the domain of constitutional law (the position of the Church according to constitutional law), an issue of administrative law (the Church Act, the Administrative Procedure Act) or from the viewpoint of freedom of religion, and then specifically within the basic rights and liberties. The law faculties have not had any professorship concentrating on Church-State relations. Thus, neither has there been the corresponding systematic teaching. Nevertheless, it is probably the case that freedom of religion does attract some coverage, perhaps as part of a single class, in courses on constitutional law, human rights law and the law on discrimination.

b. University Theology and Religious Studies Faculties – Helsinki, Turku and Joensuu

In the theological faculties of Helsinki and Turku (Åbo Akademi) Church-State relations have been studied and taught both as belonging to the domain of ecclesiastical law/theology of law and from the perspective of freedom of religion, taking also into account the freedom of religion in the integrating Europe.

C. Recognition and Analysis of Church-State Relations Programmes

The following provides data on the major courses offered in their fields at Finnish theological faculties (Helsinki, Turku, Joensuu) at the undergraduate level:

a. Undergraduate Courses

(a) University of Helsinki, Faculty of Theology

The degree of Master of Theology in the Faculty of Theology of the University of Helsinki includes as *compulsory* studies contained in the basic degree courses in the Theology of Law and Ecclesiastical Law (second year) amounting to 5 credits.⁵² In the academic year 2003–2004 the following is offered:

The module THEOLOGY OF LAW AND ECCLESIASTICAL LAW (5 credits)

– Objective and Contents:

The study module concentrates on topical theories of legislation concerning religion and the Church as well as their arguments. The organisation and management of activities are examined from the perspective of ecclesiastical law and theories of theology of law.

– The Teaching and Methods of Work:

The module consists of a literature exam (3 credits) and an investigative essay or an exercise based on combining practice and theory (2 credits). The latter part may be substituted with lectures, seminars or colloquia amounting to 2 credits or with literature exams amounting to 2 credits.

– The Study Materials:

Literature (3 credits)

M. HALTTUNEN – R. VOIPIO – P. PIHKALA, *Kirkkolainsäädäntö 2002* [Church Legislation 2002] (401 p.).

G. BJÖRKSTRAND (ed.), *Kyrkligt liv i Finland*. (20 p.).

Teologinen Aikakauskirja 6/2001 [The Finnish Journal of Theology] (76 p.).

G. ROBBERS (ed.), *State and Church in the European Union*.

E. KANSANAHÖ, *Suomen kirkon hallinto* [The Administration of the Church of Finland].

E. KOSKENVESA, *Kirkkoneuvoston tie seurakunnan "Yleiseen" johtamiseen* [The Parish Board's Way to the "General" Leadership of the Parish].

M. REIJONEN, *Uskonnonvapaus yhdistyvässä Euroopassa*. [Freedom of Religion in the Integrating Europe] (167 p.).

H. JUNTUNEN, *Oikeuden idean teologiset perusteet* [The Theological Arguments for the Idea of Justice].

– The Alternative Way to Accomplish the Module:

Essay Writing (2 credits)

The student writes an essay (12–15 p.). The investigative essay or the exercise may be substituted with the following literature (2 credits):

K. WALLF, *Einführung in das neu katholische Kirchenrecht* (270 p.).

A. STEIN, *Evangelisches Kirchenrecht* (217 p.).

⁵² In the Finnish context one must not forget that 1 credit is 1.5 ECTS-credits.

En ny kyrkolag m.m. *Kyrkoförfattningsuteringens slutbetänkande*, SOU 1987: 4, dell.

D. WOLF, *Toward Consensus: Catholic-Protestant Interpretations of Church and State* (342 p.)

In connection with the Master of Theology degree's advanced studies (Practical Theology) there is *optionally* a 5-credit exam in the main subject in the academic year 2003–2004. The literature is chosen together with the professor.

– The module CHURCH ORDER AND ADMINISTRATION

B. NILSSON, *De sepulturis. Gravrätten i Corpus Iuris Canonici och i medeltida nordisk lagstiftning* (349 p.)

O. HEILIMO, *Suomen ev.lut. kirkon oikeudellinen asema* [The Legal Status of the Evangelical Lutheran Church of Finland] (236 p.) or *Kirkkolain uudistamiskomitean mietintö I-II* [The Report of the Committee to Reform the Church Act] (319 p.)

P. LEINO, *Kirkkolaki vai laki kirkosta* [The Church Act or an Act Concerning the Church] (380 p.)

A. VOIGT, *Kirchenrecht* (270 p.) or D. Wolf, *Toward Consensus: Catholic-Protestant Interpretations of Church and State* (342 p.) or

J.A. AHREN, *Riksdagen, kyrkomötet och kyrkans bekännelse i svensk kyrkorättslig tradition* (156 p.) or K. Pirinen (ed.), *Turun tuomiokapituli 1276–1976* [The Cathedral Chapter of Turku] (536 p.)

S. LINDEGÅRD, *Consistorium regni och frågan om kyrklig överstyrelse* (301 p.) or P. Leishing, *Kirche und Staat in den Rechtsordnungen Europas* (222 p.) or K. Pirinen, *Schaumanin kirkkolain synty* [The Birth of Schauman's Church Act] (271 p.) or A. Stein, *Evangelisches Kirchenrecht* (225 p.) or J. Neumann, *Grundriss des katolischen Kirchenrechts* (375 p.)

H. JUNTUNEN, *Valtion vai kirkon tunnustus* [A Confession of the State or of the Church] (145 p.)

A. THOMSON, *Studier i frihetstidens prästvalslagstiftning* (264 p.) or S. Kjellerström, *Kyrkolagsproblemet i Sverige 1571–1682* (283 p.).

PROJECTS:

The project CHURCHES AND EUROPEAN UNION (Chief person in charge: Prof. Eila Helander, *Department of Practical Theology*).⁵³

⁵³ About the project and researchers see, <http://www.helsinki.fi/teol/en/en2.shtml>

The aim of the project is to study the changing role of churches in the European Union context in Finland and in the Baltic countries. Churches have contributed to the emergence of a transnational European civil society. They have also supported the expansion of the EU. Also, the churches have expressed their concern for the religious and ethnic minorities in the countries that have sought EU membership. The central viewpoint of the project concerns the changes in the meaning and in the public role of religion in society.

The project seeks to analyse the function of the churches in the building of the welfare and civil society. The focus will be on church-based voluntary work and how it helps and supports the various groups of marginalised and discriminated people. The networking and cooperation of the Lutheran parishes with municipalities and NGOs in various regional development programmes will also be studied. Membership in the EU means increasing internationalisation to the member countries. The project studies also how the growing number of different religions and changes in the legislation concerning religion and religious freedom will affect the role of the churches, and what role religion plays in the countries under study concerning the building of ethnic identity. This includes the challenges the Charter of the Fundamental Rights in the basic Treaty poses to member countries. The project is multidisciplinary within theology and consists of 10 researchers. It forms an integral part of the international research project "Welfare and Religion in a European Perspective" in which eight countries participate.

Keywords: Church, EU, de-privatisation of religion, social capital, welfare, religious development, religious freedom

(b) Åbo Akademi University (Turku), The Faculty of Theology

The degree of Master of Theology includes as compulsory studies in Practical Theology – contained in the basic degree of the Åbo Akademi University's Faculty of Theology – a total of 6 credits of studies in Theology of Law and Ecclesiastical Law (second year), in the academic year 2003–2004 as follows:

The compulsory lecture course THE CHURCH ACT AND CHURCH-STATE (1 credit). In connection with this course an exam will be held concerning the work G. Grönblom: *Kyrkans lagstiftning med kommentarer*.

The module CHURCH AND STATE (Kyrka och folk) (5 credits)

– Objective and Contents:

After accomplishing the module the student shall have an idea of the juridical status in society of churches and religious communities.

– Way of Accomplishment:

Lectures and literature.

– Literature:

The following list includes only the literature dealing with Church-State questions belonging to the study entity.

Kyrkan inför ett nytt årtusende. Evangelisk-lutherska kyrkan i Finland åren 1996-1999 (ed. K. Salonen). 2001, 359 p.

M. REIJONEN, *Uskonnonvapaus yhdeksäntoista Euroopassa* [Freedom of Religion in the Integrating Europe]. 1992, 167 p.

H. JUNTUNEN, *Uskonnonopetus ja valtiosääntö* [Religious Instruction and the Constitution]. 1985, 207 p.

Church and State in Scandinavia, *Studia Theologica* No. 1. 1990, 63 p.

A. BÄCKSTRÖM, *Folkkyrkor och religiös pluralism*. 2000.

PROJECTS:

- The project LEGISLATION, JUSTICE AND MORALITY (Lagstiftning, Rätt och Moral) 2001-2003.

(Chief person in charge: Professor Tage Kurtén, *The Institute of Systematic Theology* (Åbo Akademi). Other persons in charge: Professor Lars Hertzberg, Professor Martin Scheinin).⁵⁴

The LARM project takes its departure from the observation that contemporary thinking about the nature of morality is largely problematic. This is true of subjectivistic and/or emotivistic relativism, as well as of moral objectivism. These lines of moral thought have anyhow to a large degree influenced the understanding of morality in relation to law and justice, and to legislative processes, leading either to legal positivism or to a rationalistic form of the natural law conception. These ways of understanding morality also influence the current discussion on global ethics and the understanding of human rights. These views are, however,

⁵⁴ About the project and researchers see, <http://www.abo.fi/fak/hf/filosofiResearch/Larm/>

called into question among others by so-called communitarians and by authors like K.E. Løgstrup and E. Levinas. A more detailed criticism can be found in authors like P. Winch, E. Anscombe, R. Gaita, C. Diamond, M. Nussbaum. A central theme, which the project intends to explore, concerns the internal versus the external understanding of moral and legal concepts. Starting from this kind of critical, and historically grounded, understanding of modern moral philosophy and theological ethics, the project seeks to examine how essential moral and legal concepts like right-wrong, good-bad, guilt, reconciliation, punishment, justice, solidarity, obligation and promise are applied in the discourses of legislation and jurisprudence. Special attention is given to the role of Christian and other religious beliefs and institutions in a pluralistic, Western society.

The project is multidisciplinary, led by three different departments representing three of the faculties at the Åbo Akademi University. One dimension of the project accordingly consists of a critical search for mutual understanding of key concepts across disciplinary lines. This interdisciplinary cooperation is developed in close connection with the Institute for Human Rights at the Åbo Akademi University.

- The project SOCIETY AND CHURCH 1997-2000

(Chief persons in charge: Prof. Gustav Björkstrand (6 May 1997-31 Dec. 2000), Prof. Ingvar Dahlbacka (6 May 1997 – 31 Dec. 2000), Department of Practical Theology.

The aim of the project is to analyse the relations between society and Church in periods of rapid and far-reaching changes. The periods under study are 1808-09, when Finland became an autonomous grand duchy within the Russian Empire, the changes in the relationship between State and Church in Sweden and Finland during the 1990's and the consequences of the new rule in Hong Kong in 1997 for the churches and other religions.

(c) *University of Joensuu, The Faculty of Theology/The Department of Western Theology.*

Contained in the basic degree of the University of Joensuu's Faculty of Theology (Department of Western Theology), the degree of Master of Theology includes as compulsory studies in Practical Theology the Theology of Law and Ecclesiastical Law (second year) amounting to 1-3 credits. In the academic year 2003-2004 the following is offered:

The module CHURCHES AND RELIGIOUS COMMUNITIES IN SOCIETY (1-3 credits)

– Objective and Contents:

After accomplishing the module the student shall have an idea of the legal status in society of churches and religious communities and can perceive the interaction between the churches and society. He/she is acquainted with the basic questions of ecclesiastical law.

– Way of Accomplishment:

Lectures, literature and/or a reflective essay (ca. 15 p.) to be agreed upon with the examiner. The lectures and the writing of the essay substitute the part of literature agreed upon with the lecturer of Practical Theology.

– Literature:

Items:

a) The Churches in Society

Suomen evankelis-luterilainen kirkko vuosina 1996–1999. [The Evangelical Lutheran Church of Finland in the Years 1996-1999] (293 p.)

Kirkko ja valtio -komitean mietintö. [The Report of the Church and State Committee] (281 p.)

Valtion ja kirkon taloudelliset suhteet. Komiteamietintö 2001:1 [The Economic Relations between the State and the Church. Committee Report 2001:1] (105 p.)

Uskonnonvapauskomitean mietintö. Komiteamietintö 2001:1 [The Report of the Freedom of Religion Committee. Committee Report] (98 p.)

G. DAVIE, *Religion on Modern Europe. A Memory Mutates*. (218 p.)

T. LAMPINEN, *Uskonto ja politiikka* [Religion and Politics] (228 p.)

G. DAVIE, *Religion in Britain since 1945. Believing without Belonging*. (209 p.) or Stark, R., *The Rise of Christianity. A sociologist reconsiders history*. (215 p.)

b) Theology of Law and Parish Leadership

J. VOIPIO & G. Träskman, & M. Halttunen, & K. Ventä, *Kirkkolainsäädäntö. Kirkkolaki ja kirkkojärjestys* (2. ed) [Church Legislation. The Church Act and the Church Order] (p. 17–356).

P. HUHTINEN, *Lapseuden ja vastuun yhteisö*. [A Community of Childhood and Responsibility] (114 p.)

E.H. SCHEIN, *Organisaatiokulttuuri ja johtaminen*. [Organisational Culture and Leadership] (334 p.)

b. Postgraduate Courses

The theological faculties (Helsinki, Turku, Joensuu) do not arrange any postgraduate courses dealing with Church-State relations. The literature to be studied for the degrees of Licentiate and Doctor is agreed upon separately with the professor in case the postgraduate student is preparing a licentiate thesis or a doctoral dissertation dealing with Church-State relations.

Doctorates

It is very difficult to find exact data about these. At the University of Helsinki there are currently no students engaged for PhD in the field of ecclesiastical or canon law.

Already completed doctoral dissertations dealing with Church-State relations have been introduced on pages 15 and 16. See particularly footnote 28!

There are some professors, lecturers and assistants who have specialised within the field of Church and State relations or religious freedom. See footnotes: 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 36.

D. Outline of Future Prospects

In Finland law faculties do not teach law and religion. Relations between Church and State can certainly be touched upon in the teaching as a special issue pertaining to the domain of constitutional law (the status of the Church according to constitutional law), an issue of administrative law or from the perspective of freedom of religion, within the basic rights and liberties. However, whether these questions are dealt with largely depends on the particular lecturer's own interests. Actually, there are very few legal scholars who have registered interests in this field. This is not surprising given the historical background to academic legal training, the focus of which has been on core subjects required for practice.

The same cannot be said of departments of religious studies at universities: Ecclesiastical Law and Canon Law are studied at theological faculties. However, Ecclesiastical Law only belongs as one sector to the so-called Practical Theology, which by nature is an encyclopaedic discipline. When attending to basic research on Ecclesiastical Law, in the present age of EU integration one cannot limit oneself to studying merely historical themes. Besides them a theoretically oriented basic research is required. In addition to historical tradition, this basic research takes into account changed social conditions. This kind of research ought to be directed for example towards themes like the following:

- the concept and nature of Ecclesiastical Law:
 1. What is the *function* of Ecclesiastical Law in the Church?
 2. What is the *legitimacy* of Ecclesiastical Law based on?
 3. What is the relationship of Ecclesiastical Law with *social* law, that is, law in the general meaning of the word?
 - the foundations of the relations between Church and State
 - the legal arguments for Church membership
 - the relationship between the ministry (ministries) of the Church and the parish
 - challenges posed by the EU to the churches and religious communities of Finland
 - the possible Ecclesiastical Law-related consequences of ecumenical work (e.g. the Porvoo Declaration)

These themes are most typically objects for basic research which cannot be exhaustively studied in connection with committee work.

After Finland joined the European Union the question of Church-State relations has become a topical issue in a new way also in Finland. The deepening integration of the European Union with the cooperation between states and the development of legislation linked to it have brought forth particularly the question of the meaning of freedom of religion and of the status of churches and religious communities in the future Europe. Until the start of the 1990's international human rights documents have evaluated Church-State relations above all from the vantage point of freedom of religion. This trend is also visible in the teaching given by theological faculties. In it the challenges posed by the integrating Europe, particularly questions of freedom of religion in the integrating Europe, have become a part of the teaching of Ecclesiastical Law.

In the Nordic countries particularly the Nordic Ecumenical Council (*Nordiska Ekumeniska Rådet*, NER) has in recent years stimulated research on Ecclesiastical Law (Canon Law) as well as interaction between the Nordic countries by organising several symposia on Ecclesiastical Law. These symposia have been attended by representatives both from churches and from theological and law faculties. Also otherwise there is cooperation between faculties in the domain of Ecclesiastical Law research.⁵⁵

⁵⁵ Juntunen (2003, 30) has recorded the symposia on Ecclesiastical Law organised by the Nordic Ecumenical Council. Symposia on Ecclesiastical Law have been held in Finland in 1992 (Turku 15-17 May 1992), in Sweden in 1994 (Sigtuna 21-23 October 1994), in

III. The Teaching and Study of Church-State Relations in Sweden⁵⁶

A. Actual Situation

In Sweden there is a tradition of study and research concerning the legal relationship between State and Church. Due to the long-resting State-Church situation in Sweden, these studies and research have mostly aimed at the legal situation of the state church. Since the 1950's, though, the academic interest towards these items has been diminishing. From a situation in which Ecclesiastical law was a specific academic subject of the law faculties as well as the theological faculties, nowadays it has become only a part of other academic subjects. There have been no Swedish scholars of international significance.

B. Teaching and Research in Church-State Relations and Law

a) Questions of freedom of religion are parts of the teaching and research within constitutional law (law faculty), political science (social science faculty) and church science (theological faculty).

b) Questions of the legal relationship between the state and churches (and other denominations) are parts of constitutional law and administrative law (law faculty) and church science (theological faculty).

c) The history of State and Church relations is dealt with as a part of law history (law faculty) and church science (theological faculty)

d) Besides the now mentioned subjects, there are no other in Sweden that take religious factors under particular consideration from an institutional and legal point of view.

There are, of course, smaller parts of Ecclesiastical law education that are given within the training of priests and pastors for the different churches and denominations.

C. Recognition and Analysis of Church-State Relations Programmes

As mentioned before, there are no regular courses aiming at (only) church and state relations or religious freedom. In the schedule for Bachelor of

Norway in 1997 (Sømarka 23-25 May 1997), in Denmark in 1999 (Løgumkloster 1-3 October 1999) and in Sweden in 2001 (Höör 30-31.2001). A part of the symposium materials has been published in the series *Nordisk Ekumenisk Skriftserie*, another part in the journal *Ekumenisk Orientering*.

⁵⁶ I am most grateful to Mr. Lars Friedner for his help and information concerning this section (Actual Situation in Sweden) in the preparation of this survey.

Law (*juris kandidat*) the studies are a part of the subjects Constitutional Law and Administrative Law. In the schedule for Bachelor of Theology (*teologie kandidat*) the studies are a part of the subject Church Science. There is a possibility for second level (degree) students to specialise in Church and State relations or freedom of religion within the mentioned subjects (very few students do that, though).

Since there are no courses, no duration or credits can be mentioned.

Constitutional Law and Administrative Law are compulsory for Bachelor of Law. Church Science is one of several alternatives for Bachelor of Theology.

No professor in Sweden has his or her entire duty within the field of Church and State relations or freedom of religion. Some professors, lecturers and assistants have a minor part.

- There are no departments or special institutes.
- There are no doctoral research students or post-graduate specialising schools.
- There are no international projects.
- There are no editorial initiatives.
- There are no web sites.

D. Outline of Future Prospects

During the last decades, the Ecclesiastical law studies in Sweden have – as the main church was a state church – been shadowed by studies in Constitutional Law, Labour Law etc. However, in the last few years the majority church in Sweden has created its own legal system. It seems that the problems of this new system will now be the aim for studies in Ecclesiastical law. Comparison of this legal system with those of other denominations, other countries and even other organisations of Swedish society will be a subject of study as well. It also seems that in its totality Ecclesiastical law studies (and research) in Sweden will increase during the coming years.

Unfortunately, the professional future for those specialised in Ecclesiastical law will not be very prosperous. The majority church will need some lawyers, but not a big number.

IV. The Teaching and Research in Ecclesiastical Law in Norway

A. Historical Background

In Norway there has been a continuing debate about the state church system since the Constitution of 1814 entered into force. It has mostly

been a question of church policy-related dialogue and both church and state-related committee work⁵⁷ instead of academic research. On the part

⁵⁷ This committee work can be divided into two parts according to the contents:

A. Official committee reports (until 1990's):

* Innstilling til Lov om Den norske kirkes ordning
1945 Gitt av den nemnda som ble tilsatt ved kongelig resolusjon 23. november 1945.

* Innstilling fra Salmeboknemnda
1957 oppnevnt ved kongelig resolusjon 24. september 1954. Oslo.

* Stat og kirke

1975 NOU 1975:30.

* Ny ordning for hømmessen.

1876 NOU 1876:5.

* Nye teksttrekker i kirken

1976 NOU 1976:44

* Norsk salmebok

1981 Forslag til felles salmebok for Den norske kirke. NOU 1981:40

* Den norske kirke og læren

1985 Fremgangsmåten ved behandling av teologiske lærespørsmål i Den norske kirke.
NOU 1985:21.

* Den lokale kirkes ordning

1989 NOU 1989:7.

B. Church reports and official publications (until 1990):

* Forslag til Lov om Statskirkens Repraesentation

1885 Vedtaget og med tilhørende Motiver indgivet til H.M. Kongen af det fra 15de til
29 Oktober 1885 i Kristiania forsamlede frivillige kirkelige Landsmøde. Kristiania.

* Om et særskilt kvinnelig tjeneste i kirken

1938 Utredning av en av bispemøtet oppnevnt komité. Oslo.

* Reform av Den norske kirke

1969 Innstilling fra Det frivillige kirkeråds reformkomisjon av 1965. Stavanger.
("Birkel's committee")

* Den norske kirke og staten

1973 Innstilling fra Det frivillige kirkeråds utredningskomisjon av 1969. Stavanger.
("Støylen's committee")

* Religionsfrihet og offentlig religion

1980 Grunnlovens §2 i går, i dag og i morgen. En utredning fra Det frivillige kirkelige
landråds §2 –utvalg. Oslo.

* Bispemøtetets grunnlag og plass i kirken

1982 Betenkning avgitt av en arbeidsgruppe oppnevnt av Bispemøtet.

* Tjenster og stillinger i Den norske kirke

1981 Bispedømmerådenes Fellesråd – Kirkerådet 1981.

* Stilliger i menigheten

1982 Kriterier for kirkelig bemanning. KR 1982.

* Nyasatt i Den norske kirke

1984 Informasjon. KR 1984.

* Meningsrådet og de ansatte i menigheten

1984 KR 1984 (2. oppl.)

* Bispevisitas. Forslag til nytt visitasreglementet for

1985 Den norske kirke. Utredning fra et utvalg oppnevnt av Bispemøtet. Hamar.

* Kollegafelleskap og samarbeid

1985 Kollegaforholdet mellom menn og kvinner i prestetjeneste. Norske kirkes
Prestforening 1985 ("kjøreregler").

of the researchers the matter has received most attention from theologians and constitutional jurists.⁵⁸ Also the freedom of religion has been discussed on several occasions during the 20th century. Scientific theses in this domain are mostly articles while large monographs are fewer.

B. Identification of the Teaching and Research Areas

Typical themes of Norwegian research are the ecclesiastical legislative authority's relation to the Constitution and for instance the king's ecclesiastical enactment authority's ("prerogative") relation to the *Storting's* legislative authority, as well as whether the Norwegian Lutheran church is a legal subject separate from the state or a sector of

* Kirkes embete & råd

1987 Hvem skal bestemme hva – og hvorfor. Utredning fra en arbeidsgruppe oppnevnt av Kirkerådet. Kirkerådet 1987 (s.l.&a.).

* Ordinasjon av ikke-teologer

1988 til prestetjeneste i Den norske kirke. Utredning fra arbeidsgruppe av Kirkens Personlråd. Kirkerådet 1988.

* Utdanning og tjeneste

1988 En utredning om grunnutdanning, kompetansebehov og personalansvar i kirken. Kirkerådet 1988.

* Svangerskap og rettsvern

1989 En betenkning on abortlovingen av en arbeidsgruppe oppnevnt av Kirkerådet. KM-dokument nr. 13.2/89. Kirkerådet 1989.

* Bibelen åpen for alle 1986-88

1988 Avsluttende rapport og videre perspektiver. Det Norske Bibelskap.

* Rammeprogram for Kirkerådet 1990-93.

1989 KR 1989.

* Årsmelding 1988

1989 KR 1989.

* Stillinger i Den norske kirke

1989 KR. Foreløpig utgave 1.11.1989.

* Normalinstruks for kirkelige stillinger

1989 KR 1989.

* Mer enn gener

1989 Utredning om bioteknologi og menneskever. Av en arbeidsgruppe oppnevnt av Kirkerådet. KR 1989.

* Årsmelding for 1989 – Oslo bispedømme

1990 Oslo bispestol 23.1.1990.

* Årbok for Den norske kirke

1990 39. årgang 1990. KR 1990.

⁵⁸ See more closely Juntunen 1991. Here mention must be made particularly of the constitutional lawyers Frede Castberg, Jens Edvin Andreassen, Johs. Andenæs and Kristian Hansson. See closer Castberg 1954, 1962 and 1964; Andreassen 1981 and 1989; Andenæs 1986; Hansson 1945 and 1957 (The latest general presentation of the Norwegian Church Act).

state administration. Theologians have also been interested e.g. in the question of church leadership.

Questions of freedom of religion are included as parts of the teaching and research within constitutional law (law faculty)⁵⁹ and practical theology (theological faculty). The idea of the freedom of religion was written already in the Constitution of 1814⁶⁰, but in the modern sense it materialised only in the 1950's when Norway joined the Council of Europe.⁶¹ The Act that is in force presently, corresponding more or less to Finland's Freedom of Religion Act of 1922, is the Act Concerning Religious Confessions given in 1969 (*Lov 13.6.1969 om trudemssamfunn og ymist anna*). According to this Act everyone has the right to practice religion alone or together with others as well as to form religious communities (1§). Religious communities are entitled to financial support from state and municipality funds. The financial aid per member corresponds to the amount of money budgeted by the public authority for the Church of Norway (19§). Organisations representing philosophies of life (e.g. *Human-etisk forbund*) are considered equal to religious confessions both as regards freedom of religion itself (GL 2§1st subsection) and financial aid. According to the Constitution (GL 2 §2nd subsection) those inhabitants of the country who profess the Evangelical Lutheran faith must raise their children into this faith.

Religious instruction in schools has caused a critical debate also in Norway in connection with the clarification of the relations between Church and State.⁶² The Norwegian *basic school's* teaching programme earlier included religion (*kristedoms-kunnskap*), which was to be taught according

⁵⁹ See Programmes: Master of Arts in the Theory and Practise of Human Rights (1-year Master's Degree; <http://www.uio.no/studier/program/humanrights-master/presentation/kort-om-programmet.html>) and Master of Laws in Public International Law (1-year Master's Degree; <http://www.uio.no/studier/program/pubint-master/presentation/kort-om-programmet.html>).

⁶⁰ Since 1814 the freedom of religion has also been increased gradually through normal legislation. In 1842 the "Conventicle Prohibition Act" of 1741 was abolished. This Act prohibited lay preachers from acting without the supervision of the vicar. The purpose of the Conventicle Prohibition Act was to prevent the spreading of heresies, which at the time was interpreted as an offence against state authorities. The Dissenters' Act of 1845 permitted the organisation of Christian religious communities into free congregations. On the basis of this Act it became possible not to belong to any religious community, that is, in principle it became possible to withdraw from the state church. In its own age the Act was quite modern. The Dissenters' Act of 1891 was widened to apply to Jews in addition to Christian communities.

⁶¹ Juntunen 1991, 26.

⁶² Stat og kirke, 34-41, 146-149, 161-163.

to the Evangelical Lutheran doctrine ("i samsvar med den evangelisk-lutherske lære"). If the parents so demand, a pupil who does not belong to the Church must be entirely or partly relieved of religious instruction. Nowadays the basic school's religious instruction is "knowledge about Christianity, religions and philosophies of life". In the *intermediate grades* (*vidergående skole*) religion is taught in all-round education lines corresponding to secondary school. According to the Act concerning these school grades (*Lov 21.6.1974 om vidergående opplæring*, 2 §) school must promote the knowledge of Christian basic values ("bidra til å utvide kjennskapet til og forståelse av de kristne grunnverdier"). Pupils who belong to non-Christian religious communities can, if so requested, be entirely or partly relieved of religious instruction. In these school grades religious instruction is intended to be of a general Christian nature, not really confessional in the traditional meaning of the word. The ecclesiastical supervision of earlier times has been removed.

Religious communities are allowed to organise their own religious instruction for their children who have been relieved of the general religious instruction at school and they are entitled to receive state subsidy for this teaching.

The Act regulating the activities of day-care centres includes a regulation according to which day-care centres must help in providing children with an upbringing that corresponds with Christian basic values ("Barnehagen skal hjelpe til med å gi barna en oppdragelse i samsvar med kristne grunnverdier"; *Lov 6.6.1975 om barnehager m.v.*, 1 §).

In Norway there are three officially recognised theological faculties (1 state faculty: *University of Oslo, Faculty of Theology*⁶³, 2 private faculties: *Det teologiske Menighetsfakultet*⁶⁴ and *Misjonshøgskolen i Stavanger*⁶⁵). Their degrees capacitate a person for clerical work in the Church of Norway. These faculties also train teachers of religion.

C. Recognition and Analysis of Church-State Relations Programmes

Unfortunately there is no analytical description available for this brief survey of the subjects and teaching arrangements concerning Church and State relations in Norway.⁶⁶

⁶³ <http://www.uio.no/english/faculties/theology.html>

⁶⁴ <http://www.menfak.no/>

⁶⁵ <http://www.misjonshs.no/>

⁶⁶ See closer footnotes 57, 60-62.

LITERATURE

- ANDENÆS, Johs., 1981, Statsforfatningen i Norge. 6. rev. utg. Oslo.
- ANDREASSEN, Jens Edvin, 1981, Hvem bestemmer hva i forbindelse med innføring av ny liturgi i Den norske kirke? – Luthersk Kirketidende 10/1981.
- BJÖRNE, Lars, 1984, Rättssystematiken i den svensk-finska juridiska litteraturen på 1600-talet. – Den svenska juridikens uppblomstring i 1600-talets politiska, kulturella och religiösa stormaktssamhälle. [The Flourishing Jurisprudence in the Political, Cultural and Religious Seventeenth Century Society, Sweden's Age of Greatness]. Skrifter utgivna av Institutet för Rättshistorisk forskning grundat av Gustav och Carin Olin. Serien II. Stockholm. Pp. 161–173.
- BLOMSTEDT, Yrjö, 1984, 1600-talets juridik i Finland. Reflexioner kring käll- och forskningsläget. – Den svenska juridikens uppblomstring i 1600-talets politiska, kulturella och religiösa stormaktssamhälle. [The Flourishing Jurisprudence in the Political, Cultural and Religious Seventeenth Century Society, Sweden's Age of Greatness]. Skrifter utgivna av Institutet för Rättshistorisk forskning grundat av Gustav och Carin Olin. Serien II. Stockholm. Pp. 261–272.
- BROHED, Ingmar, 1973, Stat – religion – kyrka: Ett problemkomplex i svensk akademisk undervisning under 1700-talet. Skrifter utgivna av Institutet för rättshistorisk forskning. Serien I, Rättshistoriskt bibliotek, 22. Stockholm.
- VON CAMPENHAUSEN, Axel, 1973, Staatskirchenrecht. Ein Leitfaden durch die Rechtsbeziehungen zwischen Staat und den Religionsgemeinschaften. München.
- CASTBERG, Frede, 1954, Statsreligion og kirkestyre. Utredning avgitt 21. November 1953 etter oppdrag av Kirke- og Undervisningsdepartementet. 2. oppl. Oslo.
- , 1962 Domstolenes kompetanse til å avgjøre spørsmål om grunnslovsmessigheten av lover. Noen prinsipielle fortolkningsproblemer. – JFT. Tidskrift utgiven av juridiska Förening i Finland.
- , 1964 Norges statsforfatning I-II. 3. utg. Oslo.
- CNATTINGIUS, Hans, 1943, Uppsala möte 1593.
- GÖRANSSON, Göran, 1993, Svensk kyrkorätt. Den svenska kyrkorätten 2. Göteborg 1993, 60-72.
- DÜBECK, Inger, 1995, State and Church in Denmark. – State and Church in the European Union. Ed. by. Gerhard Robbers. Baden-Baden, pp. 37–56.
- FRIEDNER, Lars, 2001, Book review *Faith and Law – Juridical Perspectives for the Ecumenical Movement*. – Nordisk Ekumenisk Orientering, 2001/2, p. 16.
- HANSSON, Kristian, 1945, Stat og kirke. Fredstider og kampår i Norge. Sak og samfunn 2. Bergen.
- , 1957 Norsk kirkerett. 2. utg. (1. utg. 1935). Oslo.

- HEIKKILÄ, Markku, 1989, Kirkko-oikeudesta oikeusteologiaan. [From Ecclesiastical Law to Theology of Law] – Teologinen Aikakauskirja [Finnish Review of Theology] 1989/2, 112–114.
- HEILIMO, Olli, 1958, Suomen evankelis-luterilaisen kirkon oikeudellinen asema [The Legal Status of the Evangelical Lutheran Church of Finland]. Suomalaisen Lakimiesyhdistyksen julkaisuja B 93 [Publications of the Finnish Association of Lawyers]. Vammala.
- JUVA, Mikko, 1976, Kirkon parlamentti. Suomen kirkolliskokousten historia 1876–1976 [The Parliament of the Church. The History of the Synods of Finland, 1876–1976]. Pieksämäki.
- JUNTUNEN, Hannu, 1991, Valtion vai kirkon tunnustus. Oppia koskevat päätökset Norjan valtiosääntö- ja kirkko-oikeuden mukaan. [A Confession of the State or of the Church. Decisions on Doctrine According to Norwegian Constitutional Law and Ecclesiastical Law.] Kirkon tutkimuskeskuksen julkaisuja, Sarja B Nro 66. [Publications of the Research Centre of the Church, Series B No. 66.] Tampere.
- , 1996a Aikuisten kirkko. Kirkon tutkimuskeskus. Sarja B 76. [The Church of the Adults. Research Centre of the Church, Series B 76.] Jyväskylä.
- , 1996b Raportti osallistumisesta Norjan kirkon kirkolliskokoukseen. [Report on Participation in the Synod of the Church of Norway.] – Reseptio 2/1996, 33–42.
- , 2000 Oikeuden idean teologiset perusteet. Oikeusteologian hahmottelua demokraattisen oikeusjärjestyksen teologisena kritiikkinä. [The Theological Arguments for the Idea of Justice. Outlining a Theology of Law as a Theological Critique of the Democratic Judicial System.] Helsinki.
- , 2003 Lopussakin on sana. Kirkko-oikeus teologisen oikeuspositivismin näkökulmasta. [In the End, too, Will Be the Word. Canon Law from the Point of View of Theological Legal Positivism.]
- KANSANAHO, Erkki, 1954, Suomen evankelis-luterilaisen kirkon itsehallinto. [The Self-government of the Evangelical Lutheran Church of Finland.] SKHS Toim. 55. Helsinki.
- Kirkko ja valtio -komitean mietintö. [The Report of the Church and State Committee.], 1977, Komiteamietintö [Committee Report] 1977: 21. Helsinki 1977.
- Kirkkojärjestyskomitean mietintö. [The Report of the Committee on Church Order.], 1979, Pieksämäki.
- KOTIRANTA, Matti, 2000, "Kirche, Staat und Religionsfreiheit in Finland", in Zeitschrift für evangelisches Kirchenrecht, 45 (2000), 233–256.
- KOURI, E.L., The Early Reformation in Sweden and Finland. – The Scandinavian Reformation, 42–69.
- NURMIRANTA, Eeva-Kaarina, 1998, Pappi tuomiolla. Julkisoikeudellinen tutkimus papin opin, virkatoiminnan ja elämän valvonnasta vuosina 1940–1989. [The Clergyman on Trial. A Study on the Supervision of a Pastor's Doctrine, Ministry Activities and Life in the Years 1940–1989 from the Perspective of Public Law.] Diss. SLYjulk. A-sarja N:o 215. Helsinki.
- PALMÉN, E. G., 1915, 1869 vuoden kirkkolain vanhemmista esitöistä. Suomen kirkkohistoriallinen seura. Helsinki.
- PIRINEN, Kauko, 1985, Schaumanin kirkkolain synty. [The Birth of Schauman's Church Act.] SKHS Toim. 132. Rauma.
- REIJONEN, Mikko, 1992, Uskonnonvapaus yhdistyvässä Euroopassa. Kirkon tutkimuskeskuksen julkaisuja, Sarja A Nro 59. [Freedom of Religion in the Integrating Europe. Publications of the Research Centre of the Church, Series A No. 59.] Tampere.
- Remissammanställning., 1995, Kyrkoberednings slutbetänkande Staten och trossamfunden. Stockholm.
- ROESEN, August, 1976, Dansk Kirkeret, 3. edition. Hillerød.
- ROSS, Alf, 1996, Dansk Statsforfatningsret II. Copenhagen.
- Samhälle och trossamfund, 1972, (SOU 1972:36). Stockholm.
- SCHEININ, Martin, 1989, Oikeustiede – Jurisprudentia XXII 1989. Uskonnonvapaus. [Freedom of Religion.] Pp. 285–331.
- , 1991 Ihmisoikeudet Suomen oikeudessa: valtiosääntöoikeudellinen tutkimus... [The Human Rights in Finnish Justice: A Study in Constitutional Law...]
- , 1999 Uskonnon ja omantunnon vapaus (PL 12 §). – Perusoikeudet. [The Freedom of Religion and Conscience (The Constitution of Finland 12 §). – Basic Rights.] Ed. Hallberg, Karapuu, Scheinin, Tuori & Viljanen. Juva. Pp. 353–386.
- SCHÖTT, Robert & Göransson, Göran & Hinn, Eskil, 1993, Kyrkolagen. Den svenska kyrkorätten 1. Göteborg 1993, pp. 18–26.
- SEPPO, Juha, 1983, Uskovien yhteisö vai valtionkirkko. Uskonnolliset vähemmistöyhteisöt ja evankelis-luterilaisesta kirkosta eroaminen Suomessa vuosina 1923–1930 [A Community of the Faithful or the State Church. Religious Minority Communities and Withdrawals from the Lutheran Church in Finland in 1923–1930]. SKHS: n julkaisuja 127. Diss. Helsinki.
- , 1995 Kirkon ja valtion ero kirkkohistorian näkökulmasta. Virkaanastujaisluento Helsingin yliopistossa 10.5.1995. [The Separation of Church and State from the Perspective of Church History. Inauguration Lecture at the University of Helsinki, 10th May 1995.]
- Teologinen Aikakauskirja [TA; Finnish Journal of Theology] 1995, pp. 407–411.
- , 1996 Uudet vapaudet ja kirkon ja valtion suhteet Euroopassa. Tilburgin konferenssi 17.–18.11.1995. [The New Freedoms and Church-State Relations in Europe. The Tilburg Conference, 17–18 November 1995.]
- Reseptio 1/1996, pp. 22–28.
- , 1998 Suomalainen kirkko- ja uskontopolitiikka eurooppalaisessa kontekstissa. [Finnish Policy on Church and Religion in the European Context.] TA 1998, pp. 240–245.
- Staten och trossamfunden, 1994, (SOU 1994:42). Stockholm.

- Svenska kyrkan och staten*, 1968, (Statens offentliga utredningar 1968:11). Stockholm.
- VERSCHUREN, Paul, Katolinen näkökulma valtion ja kirkkojen suhteisiin. [A Catholic Perspective on Relations between States and Churches.] – TA 1992, pp. 43–47.
- VÄÄTÄINEN, Seppo, 1995, *Societas – coetus, congregatio, institutum*. Kirkkokäsitteen oikeusteologinen kehitys Suomessa valistuksen kirkko-oikeusteorioista Frans Ludvig Schaumanin kirkko-oikeudelliseen ajatteluun. Käytännöllinen teologia. HY:n teologisen tiedekunnan kirjasto. [The Evolution of the Concept of the Church in Finland, According to the Theology of Law, from the Enlightenment's Theories on Ecclesiastical Law to Frans Ludvig Schauman's Thinking on Ecclesiastical Law. Practical Theology. The Library of the Faculty of Theology of the University of Helsinki.] Helsinki.
- YLKANGAS, Heikki, 1984, Kampen mellan naturrätt och romersk rätt i Sverige. – Den svenska juridikens uppblostring i 1600-talets politiska, kulturella och religiösa stormaktssamhälle. [The Flourishing Jurisprudence in the Political, Cultural and Religious Seventeenth Century Society, Sweden's Age of Greatness]. Skrifter utgivna av Institutet för Rättshistorisk forskning grundat av Gustav och Carin Olin. Serien II. Stockholm. Pp. 145–158.

Appendix 1

The Church Council of The Evangelical Lutheran Church of Finland
Helsinki 30.5.2002

A Contribution by the Evangelical Lutheran Church of Finland
to the Discussion on the Future of Europe

Europe – a community of values

1. The Christian Church represents the spiritual and cultural basis of many of the core values of European societies. Churches play a key role in these societies. The mission of the Christian Church is to unite people and nations, to preach the Gospel and meet diaconal – spiritual, social and material – needs of people and to promote justice for all. Churches work with and within societal networks to fulfil that vision.

The values which form the basis of such a Christian mission are, to great extent, the same as those for the Treaties of the European Union. In its origin the main objective of the European Communities was to guarantee peace after the Second World War. In order to achieve this, the European Union should continue to deepen respect for justice, peace, freedom, tolerance, solidarity, sustainable development and

equality. It should aim to reduce the threats and insecurities experienced by its citizens and advocate co-operation between nations. The voices of small countries and minorities should be heard and their rights should be protected. The diversity of languages, cultures and religions is an essential foundation of the European Union. The European Union should set an example in solving conflicts by dialogue, co-operation, solidarity and respecting human rights all over the world, as it aims to do in Europe.

Economic, political and social dimensions build unity in the European Union. All three have to be developed at the same time and in the same direction using socio-political means. Diverse forms of cultural heritage and traditions are important in building a future for Europe. In this process, Christianity and other religions can play a significant role.

In the final document adopted by the Convention, the European Union should include specific aims to create community based on values to achieve its economic, political and social objectives. Adoption of the Charter of Fundamental Rights as part of the new treaty would bind the European Union to respect human rights, which are also an important core value for the Christian mission.

Europe for people

2. Local issues are important to all citizens. Churches support development aimed at strengthening local communities. A human being is created in relationship with God and others. Co-operation among parishes and councils and socially inclusive debate on important local issues are good examples of how to make the voice of local communities heard and involve citizens in decision-making processes which directly effect them. The Evangelical Lutheran Church of Finland supports the subsidiarity principle in decision-making processes.

3. In addition to European economic growth and sustainable development, political and social dimensions should be emphasized. This would help to eliminate the creation of social classes which could result in some people falling outside the educational and social security mechanisms and the employment market. Constant monitoring, assistance and even sacrifices will be needed to maintain the social dimension within European society. Our churches expect the European Union to secure and improve the position of the weakest in our societies. Decision-making in social policy should be primarily at a national level, but it needs to be supported by European Union joint actions and programmes.

4. Migrants, refugees and their children should be valued as members of our societies, able to make a positive contribution to the economic and social dimension of Europe. Churches work to integrate migrants in pursuit of this objective. The Church works against discrimination, racism and xenophobia.

5. The European Union should secure such conditions for a quality of life for its citizens that allow respect for human dignity and rights. The Evangelical Lutheran Church of Finland supports the European Union in signing the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms. The long experience and international reputation of the Court of Human Rights should be valued. The European Union should become part of an international agreement, which is expected to be observed and enforced internationally.

Welfare is part of security

6. Feelings of insecurity are increasing in our European communities. Crime, terrorism and environmental threats are increasing anxieties. There is uncertainty about employment markets and about the demise of lifestyles and social values based on traditional types of work and the decreasing provision by the state of education, welfare and health care.

Confidence and trust in the future would improve if welfare was shared more evenly and fairly. A social welfare model within a society promotes stability in that society and strengthens the ability to face problems.

Besides searching for peace, security and welfare in society, people still desire a deeper understanding of the meaning of their lives. The Church's mission is also to sustain hope for the future. Religious freedom and the rights of members of different religions to practice their faith privately and publicly are part of the peace and security process in Europe.

The churches voice should be heard

7. The churches' status in the European Union has only ever been defined in Declaration No 11 annexed to the final act of the Treaty of Amsterdam. It states that "The European Union respects and does not prejudice the status under national law of churches and religious associations or communities within the Member States. The European Union equally respects the status of philosophical and non-confessional organisations." This declaration or its detailed content must be included into a legally binding document of the European Union.

8. The Convention of the Future of Europe should regard acknowledged churches and religious communities as the fourth key factor in addition to employers organisations, trade unions and non-governmental organisations at a European Union level. Churches are not only NGOs but have a wider active and historical role in the European societies. They work according to their own spiritual and diaconal vision in all European states. The churches address broad issues such as social, humanitarian, peace and environmental objectives in common with many other NGO-groups.

9. Legislation of the European Union directly affects churches and religious communities in their role as an employer and the values they represent. There should be procedures for open consultation between the European Union and churches and better communication between the Commission and churches. Romano Prodi, the Commission president, has a group of policy advisors whose task it is to maintain contacts with churches, religious communities and faith and philosophical organisations.

10. The status of the Evangelical Lutheran Church of Finland is defined by the Constitution of the Republic of Finland. In due course, issues concerning the Evangelical Lutheran Church of Finland should be decided according to Finnish national legislation.

11. The Evangelical Lutheran Church of Finland also has good relations with other churches and Christian denominations. The Evangelical Lutheran Church of Finland takes part in international dialogue through e.g. the Lutheran World Federation. In Finland, the Evangelical Lutheran church holds ecumenical discussions with the Orthodox Church of Finland, the Catholic Church in Finland, the Finnish Free Church Council, the Pentecostal movement, the Methodist churches and the Baptist unions.

The Evangelical Lutheran Church of Finland co-operates on educational, diaconal and child welfare and youth work with the cross-border churches. The Evangelical Lutheran Church of Finland has also close contacts with the Orthodox Church in Russia. Finn Church Aid has a wide global network and established, direct, local contacts. Such joint experience and information on good practice could be widely shared at the European Union level.

12. Dialogue between religions has become increasingly important for people coming from different cultures. Multicultural societies should not be fragmented but based on working relationships between people respecting their mutual diversity. Churches want to be part of that process and can support this by using their wide contacts and experience to help the European Union to promote this dialogue.

Europe is wider than the European Union

13. World trade markets and systems, advanced information technology and instantaneous global communication have made us more dependant and conscious of one another. Churches are also global institutions.

Regarding the future of Europe it should be seen in the context of a wider world. As a geographical region it reaches from the Atlantic Ocean to the Ural Mountains and from the North Sea to the Mediterranean. Europe should be seen as wider than just the European Union and its enlargement. Russia is part of Europe as well. The European Union should maintain good relations with Russia and other countries outside the present and future European Union. The Evangelical Lutheran Church of Finland regards the enlargement of the European Union as a positive process.

V. The Teaching and Study of Church-State Relations in the United Kingdom⁶⁷

A. Historical Data

In the medieval period the study and teaching of canon law came to prominence at the universities of Oxford and Cambridge where students read for degrees in canon law and civil law. Those who wished to practise law studied the common law at the Inns of Court.⁶⁸ At the time of the English Reformation, however, the teaching of canon law at Oxford and Cambridge was terminated by royal injunction in 1535. As a consequence, instead of formal instruction in canon law at the universities, education in canon law developed along informal lines through membership of Doctors' Commons, a society composed of civilians who practised in the ecclesiastical courts of the Church of England.⁶⁹

During the seventeenth century the common law gradually took over many areas of the jurisdiction which had been enjoyed by the church courts. This culminated, in the nineteenth century in major jurisdictional changes which included, for example, transference of matrimonial jurisdiction from the church courts to the courts of the State. In turn, this led to the end of Doctors' Commons in 1857 and the disappearance of informal learning in ecclesiastical law available in that society.⁷⁰

⁶⁷ By professor, dr. jur. Norman Doe.

⁶⁸ See J. Baker, *An Introduction to English Legal History* (London, 1990).

⁶⁹ See G.D. Squibb, *Doctors Commons* (Oxford, 1977).

⁷⁰ See P. Barber, 'The fall and rise of Doctors Commons?', 4 *Ecclesiastical Law Journal* (1996) 462.

The university law schools developed at roughly the same time, in which the fundamental subjects of the common law were studied. This, basically, continues to the present day, when the core common law subjects studied are: constitutional law, criminal law, tort, contract, land law, equity and trusts, and, today, European law.⁷¹ In short, the demise of the teaching of canon law at Oxford and Cambridge, during the sixteenth century, has been followed by the development of law schools in which neither canon law, nor the law of church-state relations have historically been the subject of teaching.

There have been two notable exceptions to this trend in recent years. At Cambridge, from the late 1960s until 1981, Garth Moore offered, as part of the law degree, a half paper on canon law, that is the law of the Church of England. At Oxford, seminars in canon law were also conducted by Eric Kemp during the 1950s. This was not to last, however. Nevertheless, in 1987, the Ecclesiastical Law Society was established.⁷²

The Ecclesiastical Law Society is composed mainly of clergy and lawyers of the Church of England, though there are members from other church traditions. The aim of the society is to promote the study of ecclesiastical and canon law. Its activities include publication of the *Ecclesiastical Law Journal*, conferences and working groups. Every two years, the society holds a joint lecture with the Roman Catholic Canon Law Society of Great Britain and Ireland. The membership of the Ecclesiastical Law Society is currently around five hundred. In 1989 the society endorsed a proposal submitted by Cardiff Law School to establish at Cardiff a postgraduate degree, the LLM in Canon Law, the first degree of its type since the English Reformation.

B. Teaching and Research in Church-State Relations and Law

In order to present information about the study of church-state relations and law in the United Kingdom, it is most convenient to approach the subject from the perspective of a variety of types of educational institution.⁷³

⁷¹ See eg W. Twining, *Blackstone's Tower: The English Law School* (London, 1994).

⁷² See Q. Edwards, 'The origin and founding of the Ecclesiastical Law Society', 5 *Ecclesiastical Law Journal* (2000) 316.

⁷³ The following information has been obtained from K. Counsell, 'The teaching of canon law in England and Wales: 1400-1996', LLM in Canon Law Dissertation, University of Wales, Cardiff, 1997.

a. University Law Schools

In a 1997 survey on the teaching of church law, 33 law schools were approached, in both 'old' and 'new' universities, and there were 25 responses. Of these only 5 law schools responded that they teach church law in some shape or form. However, 60% of the law schools approached indicated that they considered that the study of church law at undergraduate level would be useful. Only Cardiff Law School teaches church law at postgraduate level (see below for the LLM in Canon Law). One law school taught religious freedom as part of an undergraduate civil liberties course, while the other three taught canon law within an historical context. At Newcastle Law School, there is an undergraduate module devoted to Religion and English Law. This is an optional subject, for law students and for students in the department of religious studies at Newcastle University. The module was introduced by a graduate of the Cardiff LLM, David Harte.

In the 1997 survey, when asked why church law was not offered, the law schools provided a number of reasons, the main one being that of resourcing. The law schools surveyed claimed that before committing themselves to a course, they have to ensure that classes will be of a sufficient size, and they aim, naturally, at the best use of the expertise of the staff available to them. They explained that the market seems to demand that law schools concentrate on 'mainstream' subjects which will be of use to students when they enter the world of practice. Insufficient expertise amongst staff was another reason. Some law schools accepted that church law would be a useful subject for study, not only as a discipline in its own right, but also in relation to a better understanding of, for example, constitutional law or legal history.

Since the survey, canon law has been introduced as an undergraduate module on the law degree at the University of Glamorgan. The course deals with both canon law and state law on religious organisations. This course, again, was introduced at Glamorgan by a former student on the Cardiff LLM in Canon Law, Karen Counsell. The year 2000 saw the introduction of Comparative Law of Religion as part of the undergraduate law degree offered at Cardiff Law School. Heythrop College, in the University of London, has also introduced a Masters Degree in Canon Law, and the first students graduated in 2002: the degree is, however, devoted solely to the canon law of the Roman Catholic Church.

There is a Reader (Dr Peter Edge) in Law and Religion at the law department of Oxford Brookes University, though as yet it would seem that there is no course there devoted to church-state law. Nor are there

courses in the subject at other universities which have academics prominent in this field as a research area, Professor Malcolm Evans (University of Bristol), Dr Peter Smith (University of Exeter), though law and religion may be taught at postgraduate level, as part of a masters programme, at the University of Leicester (Peter Cumper).

In the directory of the Society of Legal Scholars, which has a membership of about 2,400 academic lawyers, there is an index of particular interests: 8 members are listed as having an interest in Ecclesiastical Law; 1 member with an interest in Canon Law, 2 with an interest in Hindu Law, 4 with an interest in Islamic Law, and 6 with an interest in Religion and Law.

Whilst the survey of 1997 still represents a reasonable indication of the lack of systematic teaching in university law schools of church-state law, it is nevertheless probably the case that religious freedom does attract some coverage, perhaps as part of a single, one hour class, in courses on public law, human rights law, and the law of discrimination.

b. University Theology and Religious Studies Faculties

The results of the 1997 survey of theology faculties were rather different. 15 faculties were surveyed, and all responded. No theology faculty taught canon law as a discrete subject, but two taught Islamic law. Some responded that the absence of canon law teaching was a reflection of the major focus of their work, namely to be 'theological, religious and cultural in orientation rather than denominational'. Some suggested that for canon law to be taught, the syllabus would need to be redirected to become more denominational. However, 60% of the faculties responded that canon law was touched on in the context of courses about church history. Lack of student demand and lack of staff expertise were offered as the principal reasons for the absence of teaching in this field.⁷⁴

The register of the Sociology of Religion Study Group contains lists of the research interests of the hundred or so members. The interests include the management of religious organisations and the role of religious organisations in civil society (one member);⁷⁵ religion and politics (two members);⁷⁶ religion and human rights (one member).⁷⁷

⁷⁴ Ibid., 52-53.

⁷⁵ Sociology of Religion Study Group, Register of Members 2001-2002, 86.

⁷⁶ Ibid., 87, 130.

⁷⁷ Ibid., 90.

church, state and politics in contemporary Britain (one member);⁷⁸ congregational structures (one member);⁷⁹ church-state relations (one member);⁸⁰ and religion and law (two members).⁸¹ So: it might very well be the case that, whilst the research interests of academics working in the field of sociology of religion register several interests related to the fields of law and religion, this general interest seems not to have been reflected in departments of religious study in terms of taught courses devoted to church-state relations.

c. Theological Colleges and Seminaries

The survey of 1997 also included data on the teaching and study of canon law at 10 Roman Catholic seminaries and 12 Anglican theological colleges. In all 15 responded. All 10 Roman Catholic seminaries provide compulsory teaching in the canon law of that church. Most have an introductory course in year one which is then built on in years five and six, with specialist treatment in the field of matrimonial law. The basic aim of the courses is to provide instruction in canon law and to apply the teaching of the church in the future ministry of the students. The seminaries were agreed about the value of the study of canon law is so far as it 'describes the structures of the church, establishes obligations, protects rights and sets goals'. All the seminaries gave the option to students to study canon law at postgraduate level in Rome, Ottawa or Leuven.

By way of contrast, the study of canon law is not a compulsory component of training for ordination in the theological colleges of the Anglican churches in the United Kingdom. However, 75% of those surveyed responded that they teach canon law, in some shape or form, but only very much in an introductory way. At one theological college in Oxford, canon law is an option on the Diploma in Ministry. Generally, students are encouraged to purchase copies of the canons of the Church of England, and students are directed to familiarise themselves with the canons on the manners, dress, and occupations of ministers. One college responded that 'it is inconceivable that someone in Holy Orders should not be thoroughly conversant with such an important document'.

For a number of years, the Ecclesiastical Law Society has encourage theological colleges of the Church of England to incorporate the study of

ecclesiastical and canon law in their courses for training individuals for the ordained ministry. It has been observed by one leading member of the society that 'No other profession would allow its officers such systematic ignorance of the rules of the game, or be so tardy in providing them with a summary of their rights and responsibilities'. The society has produced a syllabus introducing the canon and ecclesiastical law of the Church of England which it hopes will be adopted as basic training for ordinands during initial ministerial training and during continuing ministerial training. The syllabus deals with: (1) Anglican identity and inheritance; (2) terms and conditions of service; (3) marriages, baptisms and funerals; (4) worship; (5) working together, responsibilities and professional relationships; (6) ecumenical relations; (7) discipline; (8) representative laity and the parish; (9) finance; (10) heritage and renewal (church property); (11) appointments; and (12) the diocese and the national church.⁸² The uptake, however, has been slow, and the society is currently seeking to attract trainers willing and able to visit theological colleges to deliver this syllabus.

By way of contrast, in the Church in Wales, the Bench of Bishops in 2000 endorsed a proposal put to it by Cardiff Law School to provide training in canon law for clergy of the church. This scheme was implemented in 2002. There are six dioceses in the province, and these are paired. Each pair receives three days of training in the law of the Church in Wales. Topics covered include the sources of church law, its relation to civil law, ecclesiastical government, the law of ministry, liturgical and doctrinal law, the law of rites and church services, property law and ecumenical law.

d. Centres for Law and Religion

As has been seen, the Society of Legal Scholars consists of several academics with an interest in law and religion topics. However, to-date, only one university has a unit devoted exclusively to the study of law and religion.⁸³ The Centre for Law and Religion at the Law School, Cardiff University was established in 1998 to promote research and its dissemination in this field. The activities of the Centre are carried out in relation to both the theory and the practice of substantive law concerning

⁷⁸ Ibid., 93.

⁷⁹ Ibid., 114.

⁸⁰ Ibid., 121.

⁸¹ Ibid., 61, 133.

⁸² C. Hill, 'Education in canon law', 5 *Ecclesiastical Law Journal* (1998) 46.

⁸³ See also, however, the Law Department of the School of Oriental and African Studies, which has (a) the Centre of Islamic and Middle Eastern Law (CIMEL); and (b) the East Asian Law Centre.

religion. The focus is principally upon canon and ecclesiastical law, with regard to their historical, theological, social, ecumenical and comparative contexts. The current research work of the Centre includes the following projects:

(a) *The Common Law of the Anglican Communion*: In 2001, the Primates of the Anglican Communion accepted a submission from the Centre about the possible existence of a worldwide common law, the principles of which may be induced from the legal systems of the autonomous churches of the Communion. This hypothesis was tested and accepted by a specially convened Anglican Communion Legal Advisers' Consultation in 2002. Later in 2002 the common law was accepted by the Primates as the fifth instrument of Anglican unity, and since the Anglican Consultative Council has established the Anglican Communion Legal Advisers' Network. The Centre is currently working on drafts of a statement of principles for submission to it.

(b) *Colloquium of Anglican and Roman Catholic Canon Lawyers*: This was set up on a Centre partnership with the Angelicum in Rome and has held meetings in Rome (1999), Windsor Castle (2000), and Rome (2002). As a result of discussions with the Pontifical Council for Christian Unity (Vatican) and Anglican Communion Office (London), the Colloquium is to work for the new International Anglican and Roman Catholic Commission on Unity and Mission on the canonical possibilities for fuller communion between the two churches.

(c) *Sociology, Law and Religion in Europe*: The Centre has received a grant to study this topic in six EU countries in collaboration with scholars from Milan, Paris, Cadiz.

(d) *Research Fellowships*: These have been funded by the Church in Wales, the Roman Catholic Church, the Church of England, and the Christendom Trust. The Centre has been very active in the publication of studies in this field.

C. Recognition and Analysis of Church-State Relations Programmes

The following provides data on the major courses offered in this field at British universities at undergraduate and postgraduate levels:

a. Undergraduate Courses

(a) Cardiff University, The Law School

The LLB degree offers as an optional subject to be studied either in the second or third year the module **Comparative Law of Religion**. There

are three teachers on the course: one professor, one lecturer and one part-time tutor. The module attracts 30 credits (120 are required for each year of study). The course lasts for two semesters.

The aims of the module are: to study critically and acquire a knowledge of the law of England and Wales (and, where divergent, the law of Scotland) governing religious organisations and their members in the United Kingdom, particularly in the context of international human rights instruments; to compare these systems with those of selected states of the European Union; to introduce students to the internal rules and structures of the major religious traditions represented in British society (including the law of the established Church of England, Roman Catholic canon law, Jewish Law and Islamic Law), relating these to the general law of the State; and to explore the wide range of legal issues raised in accommodating religious requirements, belief and practice in society.

The course is taught by means of 20 100 minutes seminars, and it is assessed by means of one three hour examination.

The syllabus content is as follows:

- The law of religion and religious liberty in the UK
- The law of religion in Europe
- Internal rules and structures of religious organisations
- State law and the internal governance of religious groups
- Privileges, disabilities and employment status of ministers of religion
- Public financial support for religion
- The buildings and property of religious organisations
- Religion and education
- Public provision for religious observance (eg prisons)
- The law and the religious conscience

(b) Newcastle University, The Law School

The module **Religion and English Law** is offered as an optional subject in Stage 3 of the LLB, and one member of staff delivers the course. The aims of the course are: to provide an introduction to the distinctive nature of ecclesiastical and canon law and to the wide range of legal issues raised by accommodating religious belief and practice in society; and to establish a foundation of knowledge and a general understanding of the legal framework within which Christianity and other major religious traditions are practised in England. The course covers:

- The meaning of religion for the purposes of English law
- The general and historical relationship between religion and English law

- The legal protection of private religious liberty and the Human Rights Act 1998

- The legal framework for the public practice of religion
- The relationship between public religion and the State
- The legal nature of religious associations and status of their members and ministry
- The legal protection of the national religious heritage

(c) *London University, School of Oriental and African Studies (Law Department)*

The LLB degree offers as an optional course **Islamic Law**. The course is assessed by means of a three-hour examination.

b. Postgraduate Courses

(a) *Cardiff University, Law School*

The Law School offers a masters degree, the **LLM in Canon Law**. This was established in 1991. It is designed in particular for those who practise or are involved in the administration of church law. The course has attracted students who have included: secular judges, ecclesiastical judges (from the Church of England and the Roman Catholic Church), a bishop, archdeacons, parish clergy, academic lawyers, barristers and solicitors. Each year about 12 students are admitted, roughly half lawyers and half clergy, mostly from the Church of England.

The LLM in Canon Law is a two-year part-time course, organised on the basis of eight residential weekends. It consists of two stages. Stage 1 consists of examination by continuous assessment (eight pieces of written coursework of 4,000 words each). Stage 2 consists of completion of a dissertation of not more than 20,000 words. Lists of successful dissertations are published each year in the *Ecclesiastical Law Journal*, and several dissertations themselves have been published in that journal and elsewhere.

The teaching staff comprise the staff of the Centre for Law and Religion at the Law School (the director and the research fellows). It is commonly the case that guest speakers are also involved in the seminars.

The course examines the laws of Anglican Churches (particularly those of the Church of England), the law of the Roman Catholic Church, and the laws of the State applicable to these churches and to religious organisations generally; seminars are also devoted to the study of ecclesiastical law in selected states of the European Union. The course is structured as follows:

Year One:

- Conceptual Foundations and Sources of Canon Law
- The Historical Development of Canon Law
- Constitutional Church Government: Institutions and Powers
- Ecclesiastical Persons: Rights and Duties

Year Two:

- Doctrine and Liturgy
- Church Services
- Church Property
- The Relation of Secular to Church Law

(b) *London University, Heythrop College*

In 2000, a master of arts degree was introduced, the **MA in Canon Law**. Its focus is the law of the Roman Catholic Church. There are three teachers. The MA consists of four elements:

- One compulsory non-examinable course
- Two compulsory courses
- One course chosen from a list of options
- A report on a placement or dissertation on an approved subject not over 10,000 words

The teaching is spread over two years. The degree is part-time on one evening per week. The programme of study is as follows:

Core Courses:

- General Introduction to Canon Law
- Marriage in Canon Law
- Obligations and Rights of the Christian Faithful

Optional Courses:

- The Diocese and the Parish
- Institutes of Consecrated Life
- Canon Law in the First Millennium East and West

(c) *London University, School of Oriental and African Studies, Law Department*

The **MA in International and Comparative Legal Studies** offers courses which include Chinese Law, Ethnic Minorities, Human Rights Law, and Islamic Law. The course on Islamic Law consists of two parts: Islamic Law I and Islamic Law II: Succession. The course presents an

overview of Islamic law in its historical and contemporary contexts among countries of the Muslim world from a comparative perspective.

The First Term:

This is devoted to legal history, and study is based on English-language scholarship. This includes the early development of law, the emergence of the schools of law, and classical theory.

Second Term:

This is devoted to the study of family law. It covers the classical rules and Muslim family law in selected states of the Middle East, North Africa and South Asia. Other areas of law examined include criminal law and procedural law.

The course consists of one two-hourly lecture and a one-hour seminar each week. Assessment is by means of two written pieces and a written examination.

(d) *Leicester University, Law School*

Leicester Law School offers a number of LLM courses, and one module on the human rights degree is: *The State, the Law and Religious Freedoms*, which takes place in semester two. There is one teacher. The course examines some of the ways in which the state regulates the rights of citizens to exercise their freedom of thought, conscience and religion. Reference is made to a number of contemporary international human rights standards but particular attention is paid to the position in the UK. There is one class each week.

Seminars are held on the following subjects:

- Freedom of Expression and Religion: Striking the Balance
- Law, Religion and Education
- The Law, the Constitution and Religious Freedom
- New Religious Movements and the Law
- Freedom of Conscience and the Law

c. *Doctorates*

It is very difficult to generalise about these. At Cardiff, for example, there are two students engaged in part-time study for a PhD in the field of canon law.

D. *Outline of Future Prospects*

Most law faculties do not teach law and religion amongst the very many options they offer on law degrees. Only a very small number of law

schools offer law and religion, invariably as an optional module in the second or third year of the degree. This is not surprising given the historical background to academic legal training, the focus of which has been core subjects required for practice in the legal profession. However, since the enactment of the Human Rights Act 1998, it is probably the case that freedom of religion is treated in passing. Moreover, there are very few legal scholars who have registered interests in this field. The same might be said of departments of religious studies at universities: once again, church-state law is simply not studied as a discrete subject. Canon law is studied at Roman Catholic seminaries, but it is not studied systematically at Anglican theological colleges. It is probably the case that in the short term, this position is likely to continue, namely: the gradual introduction of undergraduate law and religion courses by those academics interested in the field and encouraged to do so. There is no systematic strategy to enable a national approach to this. Education in ecclesiastical and canon law has been carried out by learned societies (such as the Ecclesiastical Law Society) outside the university system.

In contrast, recent years have seen a more pronounced increase in courses related to law and religion at the postgraduate level. Interested professionals outside the universities seem to respond well to postgraduate courses of this type. Four such courses have developed over the last ten years or so. With the undoubted recent increase in literature on this subject, with the development of networks of scholars, and with the completion by academics themselves of postgraduate courses currently available, it would not be unlikely for opportunities for postgraduate study in this field to increase. However, whilst there is undoubtedly a potential market, at present there is no centralised strategy in place to achieve this. Developments are piecemeal.

VI. The Teaching and Study of Church-State Relations in the Churches in Ireland⁸⁴

Of general comment and secondary literature on the study of ecclesiastical law in general in Ireland there appears to be a dearth. A little can be gleaned from contemporary law commentaries over the years, and some from modern studies of ancient laws. To the student of ecclesiastical law this may seem strange, given that the church has for 1600 years or so played a prominent part in the life of Ireland. However, it may also

⁸⁴ By The Revd. Kenyon Homfray, M.A., LL.M.

indicate the study of ecclesiastical law has been regarded as an esoteric art, to be hidden away in learned articles.⁸⁵

A. Early Irish Law

When written law texts supplanted the oral tradition of law⁸⁶, early Irish law recognised the lawyers as *brithem* and *aighe* – judges and advocates⁸⁷. The judges could be clerical or lay, adjudicating in spiritual or temporal matters respectively⁸⁸. There is some indication by this period of written texts (8th./9th. century) lay lawyers were trained in ecclesiastical law, the highest grade of judge being expected to be competent in canon law as well as poetry and traditional law⁸⁹, and in the *Annals of Ulster* of fifteen judges mentioned before 1200 A.D./C.E. eleven held high ecclesiastical office.⁹⁰ Inevitably, from the 5th. century to the 16th. century there was some movement of ideas between the two laws. Principles of Roman law were introduced through canon law⁹¹, but equally as inevitably there were clashes between the two.⁹² Later texts suggest a synthesis was to some degree achieved.⁹³ There is some debate as to whether or not many of the surviving law texts were written by clerics.⁹⁴ It is evident that there was considerable study of ecclesiastical law, with some monasteries by the 9th century serving as regional places of learning.⁹⁵ From the 9th. century onwards new texts seem chiefly to have consisted of glosses and commentary on previously scribed law texts.⁹⁶

⁸⁵ I am most grateful to Professor Norman Doe of Cardiff University for his help and guidance in the preparation of this brief survey: to Bishop John McAreavey, Bishop of Dromore and quondam Professor of Canon Law at Maynooth, and Fr. Francis McAloon for information on the Roman Catholic Church; and to The Very Revd. Dr. Sam Hutchinson, Clerk of the General Assembly of the Presbyterian Church in Ireland for information relating to the Presbyterian Church in Ireland. It would not have been possible to write this introductory survey without their kind help and assistance. All infelicities are those of the author alone.

⁸⁶ Kelly, F., *A Guide to Early Irish Law*, Dublin; 2001, 232.

⁸⁷ *Ibid.*, 51-57.

⁸⁸ *Ibid.*, 55.

⁸⁹ *Ibid.*, 52.

⁹⁰ *Ibid.*, 249.

⁹¹ *Ibid.*, 7-8.

⁹² *Ibid.*, 116.

⁹³ *Ibid.*, 234; 282 – Irish canon law texts.

⁹⁴ *Ibid.*, 232-238.

⁹⁵ *Ibid.*, 242.

⁹⁶ *Ibid.*, 249.

When the Normans came in 1169, where they held power, the influence and participation of the church in Irish law declined.⁹⁷ The study and practice of law came into the hands of the great legal families of Ireland, especially the MacEgans, MacClancies and O'Dorans, who served many of the great Norman, Irish and Old English or Anglo-Norman ruling families.⁹⁸

B. Early Modern Period

With the advent of the Early Modern period Irish law suffered a harsh blow and slowly went into abeyance, replaced by the English legal system.⁹⁹ Ecclesiastical law survived.

In the 1500s some Anglo-Irish lawyers attended the Inns of Court in London, and most Irish lawyers trained on the continent.¹⁰⁰ By the end of the 1500s the policy of the English Crown was to send English lawyers to Ireland to be judges of the courts.¹⁰¹ This is seen in the appointment in the 1590s of the English judges Ambrose Forth and Justinian Johnson to the ecclesiastical Court of Faculties, an instrument of the English Reformation in Ireland.¹⁰²

C. The Modern Period

a. The Church of Ireland

With the traumatic imposition of the Reformation upon Ireland, and following the Elizabethan and Cromwellian wars came a few men with learning in ecclesiastical law within the Church of Ireland.

Although it may not be representative, the present day Library of the Diocese of Derry & Raphoe tells a story about the study of ecclesiastical law in the Church of Ireland since 1660. In that year George Wild was consecrated Bishop of Derry, being both a Bachelor and Doctor of Civil Law, having studied at St. John's College, Oxford. In 1690 William King was consecrated Bishop of Derry, founded the Diocesan Library

⁹⁷ *Ibid.*, 250.

⁹⁸ *Ibid.*, 253-254.

⁹⁹ *Ibid.*, 260-261.

¹⁰⁰ Mahaffy, J.P., *An Epoch in Irish History: Trinity College, Dublin, Its Foundations and Early Fortunes, 1591-1660, 1903*, rep. Kennikat Press, New York and London, 1970, at 5.

¹⁰¹ Mahaffy, 45-47.

¹⁰² Ford, A., *The Protestant Reformation in Ireland, 1590-1641*, Four Courts Press, Dublin, 1997, at 34.

and purchased the books of his predecessor Ezekiel Hopkins.¹⁰³ Amongst the library collection is a plethora of books on ecclesiastical law as it relates to Ireland and England, with all the major works from an edition of 1525 of Lyndwood's *Provinciale* onwards until around 1800. In 1800 the Act of Union joined the Church of Ireland to the Church of England, and the publications relating to ecclesiastical law in Ireland diminished abruptly.

All the major Irish publications on ecclesiastical law of the 1700s are present, suggesting an active interest in and study of ecclesiastical law within the Church of Ireland as a whole in the 18th. century. Of the 19th. century, there are only two publications of note: Arthur Browne's *A Compendious View of the Ecclesiastical Law of Ireland – A Course of Lectures read in the University of Dublin... To which is added A Sketch of the Practice of the Ecclesiastical Courts, with some Cases determined therein, in Ireland*, Dublin, 1802; and Stopford's *Hand Book of Ecclesiastical Law & Duty for the Use of the Irish Clergy*, Dublin, 1861. Browne's work shows ecclesiastical law to have been studied at the University of Dublin at the end of the 1700s. He stated, however, that 'The object of the following concise work is... to point out the peculiarities of the Ecclesiastical Law of Ireland, little known and less understood'.¹⁰⁴

By 1861, the study of ecclesiastical law had evidently fallen into an even more parlous state, for Stopford wrote: 'We are governed by common law, by statutes, by canon law, by canons and constitutions, by decisions of various courts, and by customs not easy to define. And we have no books suited to the wants of the clergy. Of the common law of England, in relation to matters ecclesiastical, we know but little; its sources, rich in instruction, have not been investigated... Our knowledge of common law as relating to matters ecclesiastical, hardly extends at present beyond a few judgements, some of them founded on defective examination'.¹⁰⁵ In part this may be due to the very uncertain understanding and indeed standing of the ecclesiastical law of Ireland in the period

¹⁰³ Biographical details are from Clergy of Derry & Raphoe, Belfast & Londonderry, 1999.

¹⁰⁴ Browne, A., *A Compendious View of the Ecclesiastical Law of Ireland – A Course of Lectures read in the University of Dublin... To which is added A Sketch of the Practice of the Ecclesiastical Courts, with some Cases determined therein, in Ireland*, Dublin, 1802, preface.

¹⁰⁵ Stopford, *Hand Book of Ecclesiastical law & Duty for the Use of the Irish Clergy*, Dublin, 1861, vi.

from 1800 until 1871, when the two churches were again separated. The study of civil and canon law also fell away with the loss of the testamentary jurisdiction to the civil courts from the ecclesiastical court, and Stopford pleaded that the study of church law be resumed at the University of Dublin and a Professor of Ecclesiastical Law appointed.¹⁰⁶ In Ireland, there had been no Reformation prohibition of the study of ecclesiastical law.

In more recent times very little ecclesiastical law has been taught to those training for ministry in the Church of Ireland at the Church of Ireland Theological College and Trinity College, Dublin. The author's experience in the late 1990s was of one lecture relating to the civil law of marriage, together with passing references to internal church law during lectures on liturgy. Some dissemination of ecclesiastical law takes place in the church through the central distribution of pamphlets to clergy on a limited range of legal matters. Matters of current interest appear within the Reports to General Synod, which is available to all members of the church. There is no formal instruction in ecclesiastical or canon law.

In recent years three clergy have studied for the degree of Master of Laws (Canon Law) at Cardiff University. At present, apart from three slim publications and the occasional pamphlet and article, there are no commentaries on ecclesiastical law as it relates to the Church of Ireland.

In conclusion, if the evidence of the Diocesan Library of Derry & Raphoe is a reliable indicator, in the early 1700s there was a blossoming of the study of ecclesiastical law in Ireland, followed by a continuing decline from around 1800 onwards. At present there is a small revival in interest in the subject.

b. The Roman Catholic Church¹⁰⁷

Since the founding of St. Patrick's Seminary Maynooth (now the Pontifical University of Maynooth) in 1795, canon law has been taught as an integral part of the training for priests, as well as at all other Irish seminaries. Prior to that, most priests studied at the continental Colleges and at Rome, and many of the bishops and leaders of the church were canon lawyers.

¹⁰⁶ Ibid., viii.

¹⁰⁷ I am most grateful to Bishop John McAreavey, quondam Professor of Canon Law at Maynooth, and Fr. Frances McAloon of Letterkenny, Co. Donegal for their help to me in gathering this information.

The Faculty of Canon Law was established at Maynooth in the 1890s, though following the decree in the 1970s that no-one could be a member of two Faculties it has not been possible to provide sufficient staff to maintain the Faculty. Consequently, the Faculty of Canon Law is now dormant, though it still exists in law and it would be possible for a new Professor of Canon Law to be appointed.

As part of their theological formation, those training for the priesthood at Maynooth receive two years of lectures in canon law, together with some training on the inter-relationship of church & state laws. This course of lectures is also open to lay students at the university who are reading for the degrees of Bachelor of Theology and Bachelor of Arts & Theology. For those members of the laity involved with Marriage Tribunals a course has been run by the Canon Law Society of Great Britain and Ireland, leading to a qualification. For priests wishing to gain a specific qualification in canon law, there now being no operative Faculty at Maynooth, it is necessary to go abroad. Courses in Canon Law attended by Irish clergy and leading to a Licentiate or Doctorate are offered by, amongst others, the Pontifical Gregorian College, the Angelicum and Opus Dei Colleges in Rome, at Louvain, the University of St. Paul, Ottawa, Canada and the Catholic University in Washington, USA.

Most, but not all dioceses, have a canon lawyer. If a diocese does not have a canonist, use can be made of knowledge within the Province.

Dissemination of canon law, in addition to the original sources, takes place through the canon law societies, and in particular through the newsletters and conferences of the Canon Law Society of Great Britain and Ireland. Knowledge is also drawn from the bulletins and newsletters of the Canon Law Society of America. Particular law made by the Irish Bishops' Conference is promulgated in Ireland through the journal *Intercom*.

Following Vatican II, the study of canon law became less popular for a while. This has led to a generation of clergy who, as a broad generalisation, have a moderately negative attitude left over from their student days towards canon law. A number of reasons have been identified. The 1917 Code was in Latin, without translation, which made the subject demanding to study as a student. With Vatican II the theological underpinnings of the old Code were to some degree washed away, leaving it adrift from its original foundations, and so an isolated and un-related subject. The development of a theology of law consistent with Vatican II made the times interesting for canon lawyers as a new theology slowly emerged, leading to the Code of Canon Law in 1983. Since then the younger generation of clergy have a more positive outlook on the subject.

There is a growing interest in canon law within the Roman Catholic Church in Ireland at present, especially in those areas where the Code is quiet or silent. In particular, issues of administration and personal rights are of increasing interest. It is generally recognised that there is a need for good law and good procedures.

In conclusion, the study of canon law has always been an important and integral part of the formation of Irish priests, both before and after the founding of Maynooth College and other Irish seminaries. Apart from the immediate post-Vatican II era, canon law has inspired clergy to become canon lawyers, though now it is necessary for them to go abroad to achieve major qualifications.

c. The Presbyterian Church¹⁰⁸

Prior to 1642 the ministry of the Presbyterian Church was exercised mainly by English and Scottish ministers, some of whom were episcopally ordained. In 1642 the first Presbytery was established in Ireland under the laws of the (Presbyterian) Church of Scotland, and at this stage the church regarded itself as the Presbyterian Church of Scotland active in Ireland. The laws of the Church of Scotland continued to be the laws of the Irish church until 1825, when the first Irish Code of Discipline was drawn up. The Code has been regularly amended ever since.

The Presbyterian Church in Ireland is a hierarchical church, governed throughout by the Code. Thus a knowledge of the ecclesiastical law of the church is essential to the working of the church.

For those training within the island of Ireland for ministry in the Presbyterian Church in Ireland a series of two to four lectures is delivered to final year students on the hierarchy of authority, the subordinate standards, the Code of Discipline, resolutions of the General Assembly, and the laws of the state. Ecclesiastical law is disseminated throughout the church through the General Assembly, which is the supreme authority of the church. Every minister is a member of General Assembly, together with a representative elder of each local church (Kirk Session). A summary of changes in legislation relating to church and state law is given to the church in the form of reports to the General Assembly. Within the church itself there is a hierarchical structure for dealing with questions of a legal nature.

¹⁰⁸ My thanks to The Very Revd. Dr. Sam Hutchinson, Clerk of the General Assembly of the Presbyterian Church in Ireland for his generous help to me for this section of the paper.

Traditionally and generally, the Presbyterian Church in Ireland has regarded church and state as two separate autonomous entities. More recently, with the introduction of more and more state legislation which affects every part of the life of Ireland, there has been a more active involvement between church and state to the end that the liberties of the church are not unduly frustrated by state legislation.

In conclusion, traditionally the ecclesiastical law of the church has played a central role in the life of the church. While there is some formal teaching of ecclesiastical law to those training for ministry, most dissemination of ecclesiastical law takes place through General Assembly to each local church.

D. Conclusion

Ecclesiastical law has been studied and practised in Ireland since the earliest Christian times. It has been a discipline open to both laity and clergy. Its popularity has waxed and waned over the centuries. Within the churches, although law is a central pillar of the life of the churches, the degree to which it is studied varies. Generally speaking, there is boundary between internal church law and external state law which applies to the church. This boundary is increasingly breaking down to a lesser or greater degree. It may be that the secular study of law relating to religion is now greater than the internal study of ecclesiastical law. Of the three major denominations in Ireland, canon law is studied most intensively in the Roman Catholic Church. None of the churches offer any great degree of study of the law of church & state, and as far as the author is aware, no specific higher qualification in ecclesiastical or canon law is available in Ireland.

DAVID GARCÍA-PARDO

Université de Castille-La Manche

L'ENSEIGNEMENT ET L'ÉTUDE DU DROIT ECCLÉSIASTIQUE DE L'ÉTAT DANS LES UNIVERSITÉS DE GRÈCE, ESPAGNE, FRANCE, ITALIE ET PORTUGAL*

I. Histoire

En ce qui concerne les pays analysés, c'est en Grèce qu'a été introduit pour la première fois dans les Facultés de droit l'enseignement du droit ecclésiastique, comme droit de l'État relatif au phénomène religieux.¹ Parmi les professeurs de droit ecclésiastique les plus importants, il faut nommer Michael Potlis, le premier professeur de droit ecclésiastique de la Faculté de droit à l'Université d'Athènes (1855-1862), et Constantinos Rallis, qui a développé le droit ecclésiastique dans cette Université en 1916.²

En Italie et en Espagne, l'enseignement du droit ecclésiastique dans les Facultés de droit est un fait assez récent, du début du vingtième siècle, dans la conception scientifique actuelle de cette discipline, en tant que droit ecclésiastique de l'État. L'œuvre de Scaduto³ et la signature des

* Je voudrais remercier les professeurs Basdevant-Gaudemet, Berlingò, Papastathis et Sousa e Brito qui ont collaboré à la réalisation de ce travail par l'information qu'ils m'ont donnée.

¹ Il faut souligner la tradition de l'étude du droit canonique en Grèce, même après la chute de Constantinople, et après les siècles de domination de l'Empire ottoman.

² Parmi les professeurs, les plus importants, de droit ecclésiastique dans les Facultés de droit des Universités grecques il faut nommer Constantinos Frearitis et Ioannis Papalouka-Eftaxias – deux élèves de Potlis –, Anastassios Cristophilopoulos et Spiridon Troianos, à la Faculté de droit de l'Université d'Athènes, et Panayotis Panayotakos à Salonique.

Les publications de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle de Apostolos Christodoulou, Nicodim Milash et J. Zishman et celles élaborées au cours du XX^e siècle par des juges et avocats tels Alex. Vamvetsos, Pan. Poulitsas et Anastassios Marinos, ont développé cette discipline et celle du droit canonique.

³ La méthode adoptée par Scaduto, favorable à l'étude des normes positives, suivie et développée par de grands Maîtres tels Vincenzo Del Giudice, Pietro Agostino D'Avack, Orio Giacchi ou Mario Petroncelli, s'opposait à la méthode adoptée par Ruffini, favorable à la liaison du positivisme dans le contexte socio-historique de référence, et suivie par d'autres savants tels Mario Falco, Arturo Carlo Jemolo et Cesare Magni.

Accords du Latran en 1929 ont conduit à introduire le droit ecclésiastique parmi les matières fondamentales, obligatoires, en application du décret du Roi n° 1652, du 30 septembre 1939, dont l'objectif spécifique était l'étude de la compatibilité ou incompatibilité de la tutelle de la *Libertas Ecclesiae* traditionnelle avec celle de la plus ample liberté de religion, individuelle ou collective. En outre, comme témoignage de l'engagement du droit ecclésiastique en Italie, je mentionne la présence, dès la naissance de la nouvelle science et jusqu'à nos jours, de savants du droit ecclésiastique parmi les représentants du monde politique,⁴ universitaire⁵ et juridique.⁶

En Espagne, la naissance du droit ecclésiastique se rattache directement à la doctrine ecclésiastique italienne, dont il reste largement tributaire, mis à part les écrits spécifiques qui suivirent la signature du Concordat de 1953. Parmi les premiers canonistes espagnols, intéressés aux thèmes relatifs au droit à la liberté religieuse et aux relations entre religions et État, il faut citer Alberto Bernárdez, Lamberto De Echeverría, Alberto de la Hera, Pedro Lombardía José Maldonado et Laureano Pérez Mier. Le droit ecclésiastique a été enseigné pour la première fois par Amadeo de Fuenmayor à la Faculté de droit canonique de l'Université de Navarre. En ce qui concerne sa présence dans les Facultés de droit comme matière d'étude, il faut spécifier que d'après le programme d'Étude de licence en droit de 1953, en vigueur dans treize Universités publiques espagnoles où est délivrée la licence en droit,⁷ le droit canonique était prévu comme matière obligatoire – à cette époque il n'y avait pas de matières à option – dans le deuxième cours de licence. Contrairement au droit canonique, l'étude du droit ecclésiastique a été introduit dans les Facultés espagnoles seulement à la suite de la Constitution de 1978. Néanmoins, la force de la nouvelle discipline importée de l'Italie et une

⁴ Parmi les parlementaires et membres du gouvernement, il faut citer Ruffini, Scaduto, Boggiano Pico, Calisse, Dossetti, Fumagalli Carulli, Casellati Alberti, Ronzano, Colaïanni, Guerzoni et Vegas. Plusieurs ont occupé ou occupent des postes de responsabilité dans des organismes ministériels ou au Conseil Supérieur de la Magistrature: Petroncelli, Gismondi, Fedele, Fumagalli Carulli, Mauro, Mirabelli, Finocchiaro, Dalla Torre et Ferrari.

⁵ Ont occupé ou occupent la fonction de responsables d'Instituts, de Départements, d'Écoles de Spécialisation ou de Doyens de Faculté ou Recteurs d'Université: D'Avack, Gismondi, Moroni, Ciprotti, Spinelli, Petroncelli, Feliciani, Bonnet, Albisetti, Botta, Parlato, Vitali, Dalla Torre, Bertolino et Berlingó.

⁶ Cesare Mirabelli a été Président de la Cour Constitutionnelle et, en 2002, Botta a été appelé à occuper la fonction de Conseiller de la Cour de Cassation.

⁷ Ces sont les Universités de La Corogne, Almería, Burgos, Cantabria, Complutense de Madrid, Córdoba, La Laguna, Las Palmas de Gran Canaria, León, Málaga, Pays Basque, Salamanque et Saint-Jacques-de-Compostelle.

interprétation équivoque du concept constitutionnel du caractère non-confessionnel de l'État a entraîné une croissance progressive du nombre des professeurs de droit canonique qui se spécialisaient dans le droit ecclésiastique au lieu du droit canonique, qui pour son compte, demeurait dans le programme d'études.

La France possédait une importante tradition d'enseignement du droit canonique comme droit savant, à l'époque médiévale. Mais l'étude des relations Églises-État dans l'Université et de la science du droit ecclésiastique, pour des motifs historiques bien connus,⁸ n'est pas prévu – et n'a jamais été prévu – dans les Facultés de droit. Néanmoins, certains professeurs ont étudié les relations entre religions et État, tels Maurice Hauriou,⁹ Gabriel Le Bras,¹⁰ Jean Gaudemet,¹¹ René Metz,¹² Jean Schlick,¹³ Jean Imbert,¹⁴ Jacques Robert¹⁵...

Au Portugal, la création dans la Faculté de droit (de l'Université de Coimbra, la seule existante à l'époque) d'un cours annuel obligatoire de droit ecclésiastique portugais, distinct du Droit canonique, date d'Octobre

⁸ Il faut rappeler que, lors du gouvernement de l'Ordre moral, le gouvernement autorisa, par la loi du 12 juillet 1875, la création d'Universités libres. La politique anticléricale des républicains des années 1880 avait, comme objectif, d'exclure de la sphère publique tout ce qui concernait la religion. Les conséquences les plus importantes ont été l'élimination des enseignements relatifs au «fait religieux» dans les Universités publiques, la disparition des Facultés de théologie catholique ou protestantes mises en place par Napoléon au sein de l'Université impériale et l'abolition du droit de se qualifier «Université» aux Universités catholiques de Paris, Lille, Angers, Toulouse et Lyon. Ces Universités subsistèrent comme «Instituts» catholiques, établissements privés, non financés par l'État (loi 1880) et progressivement, purent bénéficier de certaines subventions sur fonds publics. Il faut aussi spécifier que ces mesures des années 1880 ne s'appliquèrent pas en Alsace-Moselle, (notamment à Strasbourg): ces territoires, alors sous domination allemande, conservèrent, pour partie, leur législation antérieure, avec également de nouvelles dispositions.

⁹ Professeur de droit public (droit administratif); fin XIX^e début XX^e siècle.

¹⁰ Professeur d'histoire du droit, à la Faculté de droit de Paris, et professeur à l'École pratique des Hautes Études, (V^e section, sciences religieuses); milieu du XX^e siècle.

¹¹ Professeur d'histoire du droit, à l'Université de Strasbourg puis à la Faculté de droit de Paris, professeur de droit canonique à l'Université de Strasbourg et professeur à l'École pratique des Hautes Études, (V^e section, sciences religieuses); seconde moitié du XX^e siècle.

¹² Professeur de droit canonique à l'Université de Strasbourg; seconde moitié du XX^e siècle.

¹³ Professeur de droit canonique à l'Université de Strasbourg; fin XX^e siècle.

¹⁴ Professeur d'histoire du droit, à la Faculté de droit de Paris; seconde moitié du XX^e siècle.

¹⁵ Professeur de droit public (droit constitutionnel, libertés publiques), à la Faculté de droit de Paris; fin XX^e siècle.

1859.¹⁶ Il faut nommer le professeur Bernardino J. S. Carneiro – le premier qui s'est consacré à cette matière, dans une orientation confessionnelle catholique – qui considérait le droit canonique comme faisant partie du droit portugais, mais seulement dans la mesure où il avait été reçu au Portugal. De 1907 à 1910 le professeur de droit constitutionnel Marnoco e Sousa a repris l'enseignement dans une orientation non confessionnelle, en donnant une très large place à l'étude des relations entre l'Eglise et l'État.¹⁷ La révolution républicaine du 5 octobre 1910 a supprimé la discipline du droit ecclésiastique par décret du 16 novembre 1910 et a établi la séparation de l'État et des Églises par la loi du 20 avril 1910, avant même la Constitution du 21 août 1911, qui présupposait la séparation. La réforme de la Faculté de droit du 18 avril 1911 a créé un cours obligatoire semestriel relatif aux Confessions religieuses dans leurs relations avec l'État, qui est devenu depuis 1918 un cours de droit des cultes. Ces cours ont été donnés par les professeurs Magalhães Colaço, de 1915 à 1923 à Coimbra, et de 1923 à 1930 à Lisbonne – dont la nouvelle Faculté de droit avait été créée en 1913 –, et José Moreira à Coimbra, de 1923 à 1930. La discipline a disparu lors de la réforme des études de 1928, par le gouvernement de la dictature militaire; la situation persiste aujourd'hui.

II. Le droit ecclésiastique de l'État et les matières voisines dans les Universités: identification et analyse des enseignements et des domaines de recherche

A. Licences

a. Dans les Facultés d'études civiles

L'enseignement du droit ecclésiastique dans les Facultés de droit existe seulement dans trois des États ici analysés: Grèce, Espagne et Italie.

En Grèce, la matière est dispensée dans les Facultés d'Athènes, Salonique et Thrace: il s'agit d'un cours de quatre heures par la semaine

¹⁶ En 1836 la Faculté de droit canonique a été «réduite» à la Faculté de droit, avec un nouveau cours, annuel, d'Institutions de droit ecclésiastique, public et privé et des libertés de l'Eglise portugaise, qui devait être suivi par les étudiants de théologie. En 1844, a été créée une nouvelle discipline de continuation du droit canonique particulier et droit ecclésiastique portugais, qui constituait, avec le cours antérieur, un enseignement sur deux ans. En 1859, la discipline du droit canonique a été séparée de celle du droit ecclésiastique portugais et fut finalement supprimée en 1910.

¹⁷ Notons que ce même professeur avait déjà enseigné le droit canonique de 1898 à 1900 selon une orientation non confessionnelle, fait assez rare à l'époque.

qui représente trois crédits. Le corps enseignant est très réduit: un professeur titulaire de chaire dans les trois Universités,¹⁸ un professeur sans chaire (associate professor) à Athènes et à Salonique et un chargé de recherches à Salonique.

En Italie et en Espagne, le droit ecclésiastique est prévu dans les programmes d'études des Facultés de droit. Néanmoins, en Italie, en 1969, à la suite de la libéralisation des cursus universitaires, le droit ecclésiastique, tout en demeurant nominalement parmi les matières fondamentales, a été considéré comme matière à option, c'est-à-dire, comme matière que les étudiants avaient la faculté d'introduire dans leur cursus selon leur propre choix. La nouvelle réglementation, qui réforme le système universitaire italien,¹⁹ a maintenu ce caractère facultatif de l'enseignement du droit ecclésiastique et des matières voisines.

Dans le nouveau système, ces sujets constituent un secteur disciplinaire propre, appelé JUS 11, comportant le droit ecclésiastique, le droit canonique, le droit ecclésiastique comparé et l'histoire des systèmes de rapports entre l'État et l'Eglise.

En fonction de la réforme universitaire, les disciplines enseignées sont classées en «disciplines de base», «disciplines spécifiques» et «disciplines voisines et complémentaires». Aucune d'entre elles n'est, dans l'absolu ou en théorie, obligatoire, étant donnée l'autonomie reconnue aux Facultés; mais il est certain que le poids et l'importance attribué à la matière correspondent, dans l'ordre décroissant, à son classement dans la première, dans la deuxième ou dans la troisième catégorie.

Donc, les matières du secteur JUS 11 ont été classées parmi les activités didactiques voisines et complémentaires des cursus des licences en trois ans en science juridique²⁰ et des cursus des licences en deux ans de spécialisation en droit.²¹ De toute façon, si l'on considère les Facultés

¹⁸ Respectivement, Ioannis Konidaris, Charambolos Papastathis et George Politis.

¹⁹ Le décret ministériel du 4 août 2000 dresse la liste des classes de licences de premier niveau (triennales) et le décret ministériel du 28 novembre 2002 celle des classes de licences de spécialisation (quinquennales); le décret ministériel du 4 octobre 2000 redéfinit les secteurs d'enseignement des diverses sciences. Tous ces décrets ministériels mettent en œuvre la réforme du système universitaire italien prévue par la loi n° 370 du 19 octobre 1999 et par le décret Ministériel n° 509 du 3 novembre 1999. En ce qui concerne les études de droit, cela comporte la création d'une licence en trois ans (sciences juridiques) et d'une licence de spécialisation qui nécessite deux années de plus pour compléter les cinq prévues.

²⁰ Dans le domaine de disciplines défini «formation interdisciplinaire».

²¹ Dans le domaine de disciplines défini «institutionnel, économique, comparatiste, communautaire».

de droit – et, plus spécifiquement, la licence en droit – il faut souligner que ces matières sont dispensées dans toutes les Facultés, à l'exception de l'Université Parthénope de Naples,²² soit dans cinquante Facultés sur un total de cinquante et un.²³ En outre, le droit ecclésiastique est absent des programmes d'études de l'Université de Parme et de l'Université d'Udine. Le droit ecclésiastique, par ailleurs, est obligatoire dans douze Facultés²⁴ et le droit canonique est dispensé dans toutes les Facultés à l'exception de Brescia, Camerino, Foggia, Naples II, l'Université libre Carlo Cattaneo, et l'Université libre Méditerranéenne, et il est prévu comme matière obligatoire dans seulement trois Facultés.²⁵ Dans les Facultés de Pérouse et Vérone le droit ecclésiastique et le droit canonique sont dispensés conjointement.

En outre, dans cinq Universités on enseigne le droit ecclésiastique comparé,²⁶ dans cinq Universités, l'histoire du droit canonique²⁷ et dans douze Universités, l'histoire des systèmes des rapports entre État et Église.²⁸ Dans les autres Universités sont dispensées des matières à options voisines.²⁹

²² De toute façon, il est probable que bientôt le droit ecclésiastique sera dispensé dans la Faculté de droit de cette Université.

²³ On peut trouver toute l'information relative aux nombres de crédits donnés à toutes les matières de ce secteur dans les différents programmes d'études des Universités italiennes sur le site de la «Associazione dei Professori delle Discipline ecclesiasticistiche e canonistiche». Vid. infra note n. 63.

²⁴ À savoir, dans les Facultés de droit de Bari, Palerme, Salerne, Université libre des Études Sociales Guido Carli (licence en science juridique des organisations publiques internes et internationales), Université libre Maria SS. Assunta et Université libre Méditerranéenne (licence en droit international) comme matière commune. Comme matière commune, dispensée conjointement avec le droit canonique, le droit ecclésiastique est prévu aussi à l'Université de Pérouse. Dans les autres Universités, la discipline est obligatoire conformément aux cursus prévus: il s'agit de l'Université de Cagliari (publique), Camerino (publique), Cassino (pratique juridique), Foggia (non-profit), Rome III (générale et publique) et Catholique du Sacré Cœur (non-profit).

²⁵ Il s'agit des Universités de Sannio (Faculté d'économie) et Urbino et de l'Université Maria SS. Assunta. En outre, à Pérouse le droit canonique est dispensé conjointement au droit ecclésiastique.

²⁶ Ces sont les Universités de Bari, Macerata, Messine, Modène, Reggio Emilia et Salerno.

²⁷ Il s'agit des Universités de Bari, Université libre Maria SS. Assunta, Macerata, Pise et Urbino, où l'histoire du droit canonique est prévue comme matière fondamentale.

²⁸ Il s'agit des Universités de Bari, Camerino, Catanzaro, Ferrara, Université Maria SS. Assunta, Macerata, Messine, Milan (Publique), Modène, Reggio Emilia, Federico I de Naples, Pérouse et Salerno.

²⁹ À l'Université Publique de Milan est dispensé «droit hébraïque» et à Urbino «droit et religions».

En conséquence, le nombre de personnes qui enseignent ces matières est très significatif. En référence aux données disponibles, le nombre de professeurs titulaires de chaire (professori ordinari) est environ soixante-dix et le nombre de professeurs sans chaire (professori associati) à peu près trente. En plus, le nombre de chargés de recherches (ricercatori) est près de soixante-dix. Toutes ces données et ces chiffres, qui ont augmenté beaucoup dans les dernières années, démontrent que le droit ecclésiastique et les matières voisines occupent une position satisfaisante.

En Espagne, la présence du droit ecclésiastique dans les nouveaux programmes d'études est garantie par le décret de 1990³⁰ qui définit les cadres généraux des programmes officiels. À la suite de ce décret, le droit ecclésiastique de l'État – qui représente 4 crédits, 3 théoriques et 1 pratique (ce qui implique une durée de quatre ou six mois) – a été prévu parmi les matières faisant partie du tronc commun de la licence en droit, c'est-à-dire parmi ces matières qui doivent être introduites dans les programmes d'études de cette licence de toutes les Universités espagnoles. La description du contenu de la matière est la suivante: «La protection de la liberté religieuse en droit espagnol et en droit comparé. Les conséquences juridiques (enseignement, mariage, assistance religieuse, objection de conscience). Le régime juridique des rapports entre l'État et les Églises et les confessions religieuses». En plus, cette matière est dispensée dans le deuxième cycle de la licence.³¹ Le droit ecclésiastique de l'État est dispensé effectivement avec au moins quatre crédits,³² soit dans les Facultés de droit des trente et une Universités publiques espagnoles qui ont approuvé les nouveaux programmes d'études de droit, soit dans les onze Universités privées qui délivrent les titres de licence en droit reconnus par l'État. D'un autre côté, comme les Universités ont la liberté de fixer les matières obligatoires et à option

³⁰ Journal Officiel de l'État (Boletín Oficial del Estado) du 20 novembre 1990.

³¹ Cela signifie qu'il faut l'introduire parmi les matières du troisième ou quatrième cours dans les programmes de quatre années, et parmi les matières du quatrième ou cinquième cours dans les programmes de cinq années.

³² Les Universités peuvent imposer en toute liberté des crédits additionnels comme obligatoires et, en fait, le nombre minimal de crédits dispensés dans les différentes Universités est de 4,5. Quelques-unes dispensent cinq crédits – Cadix, Européenne de Madrid et Internationale de Catalogne –, quelques-autres dispensent six crédits – Carlos III, Extremadura, Girona, Huelva, La Rioja, Nationale de Education à Distance, Oviedo, Valladolid et Saragosse –. L'attribution d'un nombre supérieur de crédits n'atteint pas, néanmoins, la durée de quatre ou six mois du cours de droit ecclésiastique dans les nouveaux programmes d'études. Dans les Universités où est maintenu le vieux programme de 1953, la matière possède un caractère annuel, comme dans toutes les autres Universités qui adoptent ce programme.

considérées comme nécessaires pour obtenir les titres correspondants, quelques-unes ont décidé d'introduire des matières qui se rattachent au droit canonique et au droit ecclésiastique de l'État et qui représentent, généralement, 4,5 crédits. Il faut pourtant mentionner les matières (vingt-huit)³³ qui se rattachent au droit matrimonial canonique ou d'autres confessions religieuses et à son efficacité civile. D'ailleurs, on dispense le droit canonique dans cinq Universités publiques³⁴ et dans six Universités privées de l'Église catholique.³⁵ Dans les autres Facultés de droit, l'on dispense des matières à option qui abordent des aspects du droit ecclésiastique de l'État.³⁶ Dans tous les cas, il s'agit de cours de quatre ou six mois.

Le droit ecclésiastique se présente aussi comme matière de tronc commun – d'une durée trimestrielle ou semestrielle, selon le cas – dans les programmes d'études conjoints, de plus en plus fréquents, qui permettent d'obtenir la double licence en droit et en administration et direction de l'entreprise, délivrée dans certaines Universités espagnoles.³⁷

³³ Dans quatre Universités les matières sont obligatoires – à Alcalá de Henares, Alicante, Cadix et Saint Paul CEU – et dans vingt-deux Universités elles sont à option – deux à Alicante, La Rioja (trois crédits) et Valence et une à Autonome de Madrid (6 crédits), Barcelone, Carlos III (6 crédits), Castille-La Manche, Extremadura, Européenne de Madrid, Girona, Grenade, Îles Baléares, Jaume I de Castellón, Lleida (6 crédits), Murcie, Nationale de Education à Distance (5 crédits), Oviedo, Pablo de Olavide, Valladolid (6 crédits), Vigo (6 crédits) et Saragosse (6 crédits) –.

³⁴ À l'Université Pablo de Olavide comme matière obligatoire et à Barcelone, Huelva, Jaén (6 crédits) et Oviedo comme matière à option.

³⁵ À savoir : à l'Université Cardenal Herrera Oria-CEU, Catholique d'Ávila (6 crédits), Deusto, Navarre, Pontificale de Comillas (ICADE) et Saint Paul-CEU, comme matière obligatoire.

³⁶ Quelques-unes de ces matières couvrent des domaines plus larges, comme « Relations Église-État » à Alicante et à Séville, « Relations entre l'État et les confessions religieuses » à Murcie et « État et Phénomène religieux » à l'Université Carlos III de Madrid (6 crédits); quelques-autres de ces matières sont plus spécifiques, comme « La liberté religieuse dans l'Union Européenne » et « Objection de conscience et croyances religieuses » à Alcalá de Henares et « Régime juridique des Biens Ecclésiastiques » à l'Université Autonome de Madrid.

³⁷ Actuellement, cette double licence est délivrée dans les Universités publiques d'Alicante, Autonome de Barcelone, Carlos III de Madrid, Jaén, Murcie, Rey Juan Carlos (Madrid), Salamanque, Valence, Valladolid et Saragosse, et dans les suivantes Universités privées : Alfonso X El Sabio, Antonio de Nebrija, Catholique de Ávila, Européenne de Madrid et Navarre.

Parmi les doubles titres délivrés par les Universités espagnoles où le droit ecclésiastique peut être introduit comme matière de tronc commun, il faut mentionner la double licence en droit et sciences politiques et d'administration à l'Autonome de Madrid, la double licence en droit et économie à la Carlos III de Madrid et le diplôme en entreprise à l'Antonio de Nebrija et à la Catholique de Ávila.

Quelques fois, en plus, au cours de cette double licence, sont dispensées des matières proches du droit ecclésiastique ou du droit canonique comme matières à options prises dans des programmes de différentes Universités de droit.

Donc, à différence de ce qui se passe en Italie, le droit ecclésiastique représente une matière obligatoire dans les programmes de la licence en droit de toutes les Universités espagnoles; ceci résulte de l'introduction, par le ministère, de cette matière parmi celles du tronc commun de la licence en droit. En revanche, l'offre des matières à option est sensiblement moindre qu'en Italie, surtout en ce qui concerne le droit canonique. D'ailleurs, toujours par référence à ce qui se passe en Italie, il faut remarquer l'augmentation de la place accordée au droit matrimonial canonique et d'autres confessions religieuses comme matière à option dans les Facultés de droit espagnoles.

Conformément à ces données, le nombre de professeurs de droit ecclésiastique en Espagne, comme en Italie, est élevé: près de quarante professeurs titulaires de chaire (catedráticos), plus de quatre-vingts professeurs sans chaire (profesores titulares) et près de soixante contractuels (contratados).

Au contraire de ce qui se passe en Grèce, Italie et Espagne, les programmes d'études de droit du Portugal et de la France ne prévoient pas, comme disciplines spécifiques, le droit ecclésiastique et les matières proches mentionnées.

En ce qui concerne la **France**, la situation s'explique facilement si l'on considère les motifs déjà exposés. Néanmoins, dans les Facultés de droit françaises les questions de droit ecclésiastique sont envisagées dans le cadre d'autres cours. Plus spécifiquement, les problèmes relatifs à la liberté de religion sont envisagés dans le cours de « Libertés publiques ». Dans pratiquement toutes les Facultés de droit de France, existe, en troisième année, ce cours de 36 heures,³⁸ qui est le plus souvent à option.³⁹ Le contenu même du cours de libertés publiques est laissé à la libre appréciation de chaque enseignant; il comporte souvent une partie générale, de théorie, puis une partie dans laquelle divers grands secteurs des droits fondamentaux sont envisagés. La liberté religieuse fait rarement l'objet d'un chapitre propre; elle est généralement perçue comme un élément de

³⁸ Certaines Facultés, peu nombreuses, proposent deux cours de libertés publiques (deux fois 36 heures).

³⁹ Néanmoins, il est assez largement suivi par les étudiants adoptant l'option générale de « droit public ».

la liberté d'opinion ou d'association. Ceux qui enseignent cette matière sont des professeurs ou des maîtres de conférences de droit public.⁴⁰

Le statut juridique des relations entre États et convictions ou religions ne fait pas l'objet d'enseignement spécifique dans les Facultés de droit, bien que les professeurs en donnent parfois une vue historique dans les cours d'histoire des institutions, qu'il s'agisse des institutions médiévales, des Temps modernes ou du XIX^e siècle.

Certains cours de droit privé, surtout de droit international privé, abordent indirectement le fait religieux: ils le font comme le font les tribunaux français qui prennent parfois en considération, non pas une conviction religieuse, mais les conséquences qu'une telle conviction peut entraîner. Enfin, il faut rappeler que les cours de philosophie du droit⁴¹ peuvent faire une place à ces questions.

En Espagne et surtout en Italie, le droit ecclésiastique et les matières voisines n'existent pas seulement dans les programmes d'études universitaires de licence en droit. En Italie, les matières du secteur JUS 11 sont prévues, conformément aux directives ministérielles, pas seulement dans la licence en sciences juridiques et dans l'éventuelle spécialisation en droit, mais aussi dans les licences en trois ans en science de l'architecture et du bâtiment, sciences des monuments historiques, sciences du service social, technologies pour la conservation et la restauration des monuments historiques et aussi dans les licences en deux ans de spécialisation en gestion des archives et des bibliothèques, conservation des biens architecturaux et de l'environnement, conservation et restauration du patrimoine historique et artistique, interprétariat de conférences, relations internationales, sciences politiques, sciences des religions, histoire du Moyen Âge et théorie et techniques de la norme et de l'information juridique.⁴²

Notons aussi que ces matières sont prévues dans les programmes d'études de neufs Universités qui délivrent en Italie la licence en science politique.⁴³ La présence réelle du droit ecclésiastique et d'autres matières

⁴⁰ En France, les professeurs et les maîtres de conférence ont des services de nature très comparable. Leur qualification est d'enseigner le droit public et quelques-uns sont plus particulièrement spécialisés dans le domaine des droits fondamentaux.

⁴¹ Les cours de philosophie du droit n'existent pas dans toutes les Facultés de droit; lorsqu'il y en a, ce sont des cours à option ou de spécialité de 4^e ou 5^e année, relativement peu fréquentés.

⁴² Tous ces cours de licences sont prévus parmi les activités didactiques définies «voisines et complémentaires», à l'exception des cours de licences en sciences des monuments historiques, prévus parmi les activités didactiques définies «spécifiques».

⁴³ À l'Université de Bari est dispensé droit ecclésiastique comparé, à Florence «histoire des institutions religieuses» et «histoire et systèmes des relations entre État et Église», à

du secteur JUS 11 dans les programmes d'études de nouvelles licences est sans doute satisfaisante.⁴⁴

Genova droit ecclésiastique et «histoire et systèmes des relations entre État et Église», à Messine «histoire des relations entre État et Église», à l'Université Federico II de Naples et à Palerme «histoire et système des relations entre l'État et l'Église», à l'Université La Sapienza de Rome «histoire des relations entre l'État et l'Église» dans l'itinéraire juridique-international, à Salerno droit ecclésiastique, droit ecclésiastique comparé et «histoire et systèmes des relations entre État et Église» et à Trieste droit ecclésiastique et droit canonique. Dans tous les cas, ces matières sont à option.

⁴⁴ À Brescia, en licence de consultant du travail et des relations industrielles et en opérateur juridique de l'entreprise, le droit ecclésiastique est dispensé comme matière à option; à l'Université de Cagliari, en licence de services juridiques, le droit ecclésiastique est dispensé comme matière à option; à l'Université de Calabria, en licence en droit et en économie, le secteur droit canonique et droit ecclésiastique est prévu parmi les matières voisines; à l'Université de Camerino, en licence en sciences politiques et des relations internationales, est dispensée comme matière à option «histoire et systèmes des relations entre l'État et l'Église», dans l'itinéraire «politiques internationales et de l'Union Européenne»; à Catanzaro, en licence de sciences de l'administration, en opérateur judiciaire et en opérateur juridique sont dispensés comme matières à option le droit ecclésiastique, le droit canonique et l'«histoire et systèmes des relations entre l'État et l'Église»; à l'Université Catholique du Sacré Cœur de Milan, en licence en sciences de la coopération pour le désarmement et la paix, est dispensée comme matière à option «histoire et systèmes des relations entre l'État et l'Église»; à l'Université de Florence, en licence de sciences des services juridiques, sont dispensés comme matières à option le droit canonique et le droit ecclésiastique – le dernier est obligatoire dans l'itinéraire «juriste du secteur tertiaire» – en licence de sciences du service social, sont dispensés comme matières à option le droit ecclésiastique et le droit canonique et en licence d'études internationales sont dispensées comme matières à option l'«histoire du droit canonique» et l'«histoire et système des relations entre l'État et l'Église»; à l'Université de Foggia, le droit ecclésiastique est une matière obligatoire en licence d'opérateur judiciaire; à l'Université de Genova, en licence de service social sont dispensés comme matières à option le droit ecclésiastique et le droit canonique, tandis qu'en licence de sciences internationales et diplomatiques et en administration, organisation et gestion des ressources humaines, le droit ecclésiastique et l'«histoire et système des relations entre l'État et l'Église» sont à option; à la l'Université libre Maria SS. Assunta, en licence d'opérateur de l'administration publique, le droit ecclésiastique et l'«histoire et systèmes des relations entre l'État et l'Église» sont à option; à l'Université de Macerata le droit ecclésiastique et le droit canonique, dispensés conjointement, sont matières obligatoires en licence de services sociaux et opérateur non-profit; à l'Université de Messine, en licence d'opérateur juridique et de l'administration publique, sont dispensés comme matières à option le droit ecclésiastique, le droit canonique, le droit ecclésiastique comparé et l'«histoire et système des relations entre l'État et l'Église» – la dernière est aussi prévue comme matière à option dans les programmes d'études politiques internationaux et communautaires, d'opérateur dans les Institutions économiques internationales et locales, d'analyse des phénomènes sociaux et politiques, de services sociaux et d'expert en documentation et informatique juridique; à l'Université publique de Milan, en licence de sciences des services juridiques le droit ecclésiastique est à option; à l'Université Bicocca de Milan, le droit ecclésiastique et le droit canonique sont à option en licence de sciences en opérateurs juridiques; à l'Université de Naples Federico II le droit ecclésiastique est à option dans le programme d'études de services juridiques; à l'Université de Palerme, l'«histoire et système des relations entre l'État et l'Église» est matière

En Espagne, à la différence de ce qui se passe en Italie, la présence du droit ecclésiastique et des matières connexes dans les programmes d'études d'autres licences civiles est pratiquement inexistante. En ce qui concerne la licence en sciences politiques et de l'administration, le droit ecclésiastique ne figure pas dans les nouveaux programmes d'études, n'étant pas prévu parmi les matières du tronc commun du décret de 1990.⁴⁵ Cependant, certains programmes d'autres licences, dont ceux de sciences politiques, prévoient des matières à option qui se rattachent à

à option dans les licences en études européennes, relations et politiques Internationales et responsable du gouvernement et des politiques locales; à l'Université de Parme le droit canonique est matière à option dans la licence en services juridiques pour opérateurs des administrations publiques; à l'Université de Pérouse, le droit ecclésiastique est dispensé comme matière à option dans la licence en services juridiques et le «droit comparé des religions» comme matière obligatoire en licence de services sociaux; à l'Université de Pise, en licence de droit appliqué, le droit ecclésiastique, le droit canonique et l'«histoire et système des relations entre l'État et l'Église» sont matières à option; à l'Université de Rome-La Sapienza, l'histoire du droit canonique est dispensée comme matière à option dans le parcours juridique-politique de la licence en sciences et institutions pour la coopération et le développement; à l'Université de Salerno sont dispensés comme matières à option dans la licence en sciences du gouvernement et de l'administration le droit ecclésiastique, le droit ecclésiastique comparé et l'«histoire et système des relations entre l'État et l'Église»; à l'Université de Sienne, le droit ecclésiastique est matière obligatoire en licence de droit et organisation internationale et le droit ecclésiastique et le droit canonique sont matières à option en licence de sciences juridiques et systèmes administratifs; à l'Université de Teramo, le droit ecclésiastique est une matière obligatoire en licence d'opérateur juridique des services judiciaires et de la police judiciaire; à l'Université de Turin, est dispensé le droit musulman comme matière à option en licence de sciences des services juridiques de l'entreprise et les matières du secteur JUS 11 sont prévues comme matières à option dans la licence de science des services juridiques pour l'administration publique et les organisations internationales; à l'Université de Trento, en licence de sciences juridiques européennes et internationales, le droit canonique est dispensé comme matière à option; à l'Université de Trieste, le droit ecclésiastique est prévu comme matière à option dans le programme d'études de consultant du travail, et le droit canonique et le droit ecclésiastique comparé sont prévus comme matières à option dans les programmes d'études de science de l'administration et sciences internationales et diplomatiques; à l'Université de la Tuscia, en licence de science archivistique et des bibliothèques, le droit ecclésiastique est dispensé comme matière obligatoire dans l'itinéraire de «archivistique contemporaine» et l'«histoire des institutions religieuses» est prévue en option; à l'Université de Urbino, «droit et religion» est prévu comme matière à option dans le programme d'études de Coopération internationale et politique pour le développement et comme matière obligatoire dans le programme d'études internationales et européennes, et le droit ecclésiastique européenne est prévu comme matière à option en sciences de l'administration, et, enfin, à l'Université de Vérone, le droit ecclésiastique et canonique comme discipline unitaire est prévu comme matière à option en licence de sciences juridiques et de l'administration.

⁴⁵ Ce décret définit aussi les orientations générales des programmes d'études de sciences politiques. Dans le passé, au contraire, existait dans les programmes d'études de sciences politiques la matière «Relations Église-État».

notre discipline ou qui sont enseignées par des professeurs du domaine du droit ecclésiastique.⁴⁶

En Grèce, dans la Faculté de Sciences politiques de l'Université de Salonique on dispense «religion et politique».

En France et au Portugal, dans les autres Facultés d'État, on n'enseigne pas ces matières connexes.⁴⁷

b. Dans les Facultés et dans les autres centres d'études ecclésiastiques

En Grèce, il y a deux Facultés de théologie intégrées dans les Universités publiques: celle d'Athènes et celle de Salonique. Dans ces Facultés, le droit canonique constitue une matière obligatoire. En ce qui concerne le corps enseignant, il faut dire qu'il y a un professeur titulaire de chaire dans chacune de deux Facultés, et une chargée de recherche à Salonique.

En Italie, il n'y a pas de Faculté de théologie dans les Universités publiques. Néanmoins, la licence en théologie est dispensée dans les Universités pontificales Lateranense, Urbaniana, Grégorienne, Angelicum et Santa Croce et dans l'Ateneo Pontifical Antonianum,⁴⁸ où le droit canonique est prévu comme matière obligatoire. D'un autre côté, la licence en droit canonique est délivrée dans les Facultés de droit canonique de ces Universités pontificales, et certaines proposent dans leurs programmes d'études des matières qui se rattachent au droit ecclésiastique.⁴⁹

⁴⁶ «Thèmes civiques-religieux et pénaux» est matière obligatoire de 3^e année du diplôme en gestion et administration publique délivré par l'Université de Alicante. «Bioéthique et droit» est dispensée comme matière à option en licence de sciences politiques et de l'administration à l'Université de Murcie.

⁴⁷ À la Faculté des sciences sociales et économiques de l'Institut catholique de Paris, qui ne délivre pas de diplômes d'État, sont proposés deux cours de 39 heures chacun qui font une petite place au droit civil ecclésiastique: «Christianisme et société», qui aborde le pluralisme religieux d'un point de vue ecclésiastique et étatique, et «Sociologie des religions», qui aborde la sécularisation et le pluralisme religieux. En outre, dans le domaine des questions internationales contemporaines, on propose un cours de 28 heures, intitulé: «L'Europe: approche géopolitique et culturelle».

⁴⁸ Ces licences sont officiellement reconnues grâce au décret ministériel n° 175 du 2 février 1994, qui approuve l'accord entre l'Italie et le Saint-Siège pour la reconnaissance des titres académiques pontificaux.

⁴⁹ À l'Université du Latran est dispensée la matière «principes et histoire des relations entre l'Église et la Communauté politique», dans le premier semestre du premier cours de 2^e année; à l'Université Grégorienne est dispensée la matière «questions de droit international et concordataire», qui est à option; à l'Université de la Santa Croce sont enseignés le «droit des relations entre l'Église et la société civile», dans le premier cours de 2^e année, et le droit ecclésiastique de l'État, dans le deuxième cours de 2^e année, chacun avec 4 crédits.

En **Espagne**, comme en Italie, il n'y a pas de Facultés de théologie publiques. Néanmoins, par le décret du 13 janvier 1996, des effets civils sont reconnus à certains titres de diplôme, baccalauréat, licence et doctorat délivrés par les Universités et Centres supérieurs de sciences ecclésiastiques canoniquement érigés par l'Église catholique; parmi ces titres, citons celui de théologie et celui de droit canonique.

Les quatre Universités privées de l'Église catholique, créées à la suite de la Convention de 1962, c'est-à-dire celles de Deusto, Navarre, Pontificale de Comillas et Pontificale de Salamanque, dispensent la licence en théologie. Le droit ecclésiastique ou les matières qui abordent l'étude du phénomène religieux dans la perspective du droit de l'État ne sont pas prévus dans ces Universités. En revanche, le droit canonique fait partie des programmes d'études de licence à l'Université de Navarre et pontificale de Comillas.⁵⁰

Il existe aussi en Espagne des Facultés de droit canonique qui délivrent la licence en droit canonique et qui prévoient dans leurs programmes d'études le droit ecclésiastique.⁵¹

En **France**, dans l'Université Marc Bloch de Strasbourg il y a une Faculté de théologie catholique, une Faculté de théologie protestante et un Institut de droit canonique⁵² qui est partie intégrante de la Faculté de théologie catholique depuis 1970. Cette Université délivre une licence en droit canonique, comportant un cours annuel obligatoire consacré aux relations Églises-États.

Il faut aussi mentionner l'Institut catholique de Paris, établissement supérieur privé qui ne délivre pas de diplômes d'État. Cet Institut comprend une Faculté de droit canonique qui prépare à une licence (pontificale) en droit canonique, comportant des cours obligatoires de droit civil ecclésiastique (deux cours de 28 heures chacun), de droit public ecclésiastique ou droit concordataire (un cours de 28 heures).⁵³

⁵⁰ À la Faculté de Théologie de l'Université de Navarre, le droit canonique est enseigné dans le premier et deuxième semestre du cinquième cours avec 3 et 4,5 crédits, respectivement; à la Faculté de Théologie de l'Université Pontificale de Comillas, le «droit ecclésial» est dispensé comme matière semestrielle avec 3 crédits.

⁵¹ À l'Université de Navarre ont dispense deux heures de droit ecclésiastique par semaine dans le deuxième cours du deuxième cycle, et à l'Université Pontificale de Comillas, le droit ecclésiastique est une matière semestrielle avec 3 crédits.

⁵² Cet Institut a été créé par arrêté rectoral en 1920.

⁵³ Certains enseignants de cet Institut (Jean-Paul Durand) donnent également des cours de droit civil ecclésiastique en licence de Théologie à l'Institut catholique de Lille, dans le Diplôme Universitaire (DU) organisé à Aix-en-Provence et à l'Institut de droit canonique de l'Institut catholique de Yaoundé.

Au **Portugal**, les programmes d'études de théologie, dans les Facultés de Braga, Lisbonne et Porto de l'Université catholique portugaise, prévoient le droit canonique fondamental et le droit canonique institutionnel.⁵⁴

Ces Facultés délivrent aussi une licence en sciences religieuses, dont le plan d'étude propose le droit canonique (3 heures par semaine) comme matière semestrielle du troisième cours.

B. Études de Post licence

Citons avant tout le programme Gratianus, créé en 1990 dans le cadre des échanges Erasmus et intégré actuellement dans les contrats Socrates. Ce *Programme européen de formation doctorale en droit canonique et droit des relations religions États*, piloté par la Faculté de droit de l'Université de Paris XI et par l'Institut catholique de Paris, associe une douzaine d'Universités d'Europe. Le professeur Margiotta-Broglio est le directeur scientifique du programme, dans lequel enseignent plusieurs autres membres du consortium, tels, les professeurs B. Basdevant, N. Doe, J. Duffar, I.C. Ibán, C. Papastathis et R. Puza. Le programme est organisé à Paris et il comprend des séminaires concernant le droit interne des religions, l'histoire du droit canonique, le droit civil ecclésiastique des États membres de l'Union européenne⁵⁵, les questions religieuses et la construction européenne. Depuis la création de ce programme, environ soixante thèses ont été soutenues, à Paris XI ou à l'étranger.

En 2002, a été créé le *Programme européen de recherche doctorale*, dans les mêmes domaines de recherche. Il est intitulé: *Convictions et croyances religieuses des individus et des communautés en Europe*. Ce programme est reconnu comme «Site Marie Curie» par les instances de Bruxelles et il est géré par l'Université de Paris XI. Des doctorants, d'une Université de l'un des pays membres de l'Union européenne, peuvent, sous certaines conditions⁵⁶, obtenir une «Bourse Marie Curie», de 1200 euros par mois, pour effectuer un séjour de trois mois dans l'une des

⁵⁴ Plus spécifiquement dans le quatrième et cinquième cours, les deux avec caractère semestriel (4 heures à la semaine).

⁵⁵ Statut des cultes, financement, école privée, enseignement religieux à l'école publique, droit du travail, mariage, assistance spirituelle à l'armée, dans les hôpitaux, les prisons,

⁵⁶ Ces bourses sont accordées, après examen du dossier et selon une procédure sélective, à des doctorants travaillant sur des sujets de droit ecclésiastique concernant les pays européens et la construction européenne. L'état d'avancement du travail doit être déjà notable et le séjour à l'étranger doit répondre à une nécessité réelle de la recherche.

Universités suivantes: Paris XI, Florence, Université Catholique de Milan, Complutense de Madrid, Salonique, Tübingen et Cardiff.

En **Italie**, existent sept doctorats de recherche en droit ecclésiastique: à Milan, Rome, Urbino, Bari, Pérouse, Naples et Messine (inter-faculté). Le nombre de places pour chaque doctorat varie de quatre à six, dont la moitié bénéficient d'une bourse d'études. D'ailleurs, il faut remarquer que les Universités de Florence et Catholique de Milan ont participé au programme Gratianus et que l'École de spécialisation de Naples Federico II s'est transformée en *master*, géré en collaboration avec l'Université pontificale Santa Croce et le Tribunal régional ecclésiastique de Campanie. Des masters sont assurés aussi à Urbino et à Taranto.

En **Espagne**, actuellement le titre de Docteur en droit Canonique, reconnu par l'Etat selon le décret de 1996, est délivré dans les Universités de Deusto, Navarre, pontificale de Salamanque et pontificale de Comillas. Néanmoins, à la différence de ce qu'il se passe en Italie, il n'existe pas un doctorat en droit ecclésiastique, puisque le titre de Docteur en droit est un titre général. Pour l'obtenir, il faut participer à des cours de doctorat et soutenir une thèse doctorale. Il est fréquent que les programmes des cours des Universités offrent des matières qui se rattachent au droit ecclésiastique et, parfois, au droit canonique. En plus, le département de droit ecclésiastique de l'Université Complutense de Madrid offre un programme de doctorat composé exclusivement de matières de droit ecclésiastique et de droit canonique. D'autre part, il faut rappeler que l'Université Complutense de Madrid participe aux programmes européens dont on a parlé.

En **France**, il faut mentionner le Master 2 recherche⁵⁷ de droit canonique et de droit européen comparé des religions, habilité par le ministère et dispensé conjointement par les Universités Marc Bloch et Robert Schuman de Strasbourg. Ce diplôme propose des cours de droit canonique, d'histoire du droit canonique et de droit des relations religions États en Europe.⁵⁸

La Faculté de droit Jean Monnet de l'Université Paris XI offre, en collaboration avec la Faculté de droit canonique de l'Institut catholique de Paris et l'Université de Paris II, un Master 2 recherche de droit cano-

⁵⁷ Ce Master 2 remplace l'Ancien DEA (diplôme d'études approfondies). Il constitue la 5^e année d'étude.

⁵⁸ Dans ce dernier domaine, il faut noter des cours de droit européen et Convention européenne des droits de l'homme, droit concordataire, financement des Églises en Europe, statut des cultes dans les divers pays de l'Union européenne, droit français des religions en régime de séparation, droit local alsacien-mosellan des cultes et sociologie des institutions religieuses.

nique qui comporte des cours relatifs aux relations juridiques entre religions et États.⁵⁹ Suite à ce Master, des étudiants peuvent être admis à élaborer une thèse de doctorat en droit dans le cadre des deux programmes européens de doctorat offerts par le centre Droit et Sociétés religieuses, centre de recherche commun à la Faculté de droit de l'Université de Paris XI et à la Faculté de droit canonique de l'Institut catholique de Paris.⁶⁰

L'institut de droit et histoire religieux de la Faculté de droit et de sciences politique de l'Université d'Aix-Marseille III propose aux étudiants, ayant déjà validé quatre années de droit ou trois années et une expérience professionnelle importante, un diplôme d'université (DU) – diplôme qui ne bénéficie pas d'une reconnaissance par les autorités ministérielles – intitulé *Laïcité, droit des cultes et des associations religieuses*. Ce diplôme vise à former des praticiens aux différents régimes juridiques et administratifs des activités culturelles et religieuses en France et en Europe.⁶¹ Cet institut offre aussi un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS), habilité par le ministère, intitulé *Management inter-culturel et médiation religieuse*, en collaboration avec l'Institut d'Études politiques (IEP) d'Aix en Provence et en collaboration avec l'Institut des sciences et Théologies des Religions de Marseille.⁶²

D'autre part la cinquième section (section des sciences religieuses) de l'École pratique des hautes Études est habilitée à délivrer le diplôme national de DEA, ainsi que le diplôme national de doctorat. Quatre DEA y sont proposés; ils ne constituent pas des formations juridiques; néanmoins certains cours envisagent quelques aspects juridiques du statut des cultes.⁶³

⁵⁹ Il s'agit notamment d'un cours et séminaire annuels de droit civil ecclésiastique et d'un cours annuel d'histoire des relations Église-État (XIX^e-XX^e siècle).

⁶⁰ Ces formations sont ouvertes aussi aux étudiantes d'autres nationalités, remplissant, dans leur Université d'origine, les conditions requises pour une inscription en thèse de doctorat. Ils assurent une large mobilité internationale des doctorants travaillant en droit civil ecclésiastique.

⁶¹ Il comprend notamment des enseignements sur le cadre juridique et institutionnel du droit des cultes, les régimes fiscaux et sociaux du droit des cultes et sur des questions de droit privé, d'autres questions de gestion administrative et divers sujets spécifiques.

⁶² Ce DESS, orienté vers la sociologie et l'anthropologie du droit, offre des cours, à option, de droit public et diversité culturelle/culturelle et sur les nouveaux mouvements religieux. Il est transformé en Master Professionnel.

⁶³ Notamment au sein du DEA de sciences sociales des religions ou du DEA d'Anthropologie religieuse et d'histoire des religions sont proposés des cours de: «École, État et religions en Europe», «Sécularisation et laïcisation en Europe au XIX^e siècle», «Le devenir de la laïcité face à la crise des «idéaux modernes»», «Le combisme, l'anticléricalisme et la laïcité, problèmes de «l'avant séparation» des Églises et de l'État», «Laïcité et sécularisation au Mexique» et «Religion et société dans la Grèce contemporaine».

Au **Portugal**, les cours pour obtenir les degrés de maître (magister) et docteur en droit des Facultés de droit de l'État (actuellement cinq: deux à Lisbonne, une à Coimbra, Porto et Braga), des Facultés de droit de l'Université catholique (à Lisbonne et Porto) et de quelques universités privées (notamment l'Université Lusfada à Lisbonne) peuvent inclure toute matière juridique, dont le droit des religions, parmi les disciplines préparatoires où les thèmes de thèse. Des thèses de maîtrise et de doctorat dans la matière ont été récemment publiées. En outre, les Facultés de théologie de Braga et Lisbonne proposent un cours, après la licence, de droit matrimonial canonique.

III. Quelques initiatives dans le domaine du droit ecclésiastique

En ce qui concerne les initiatives adoptées au sein de l'Union Européenne, il faut mentionner le «Consortium européen pour l'étude des relations Église-État», dont font partie quatre professeurs italiens (Salvatore Berlingó, Silvio Ferrari, Francesco Margiotta-Broglio et Enrico Vitali), trois professeurs espagnoles (Alberto de la Hera, José María González del Valle et Iván C. Ibán), trois professeurs français (Brigitte Basdevant-Gaudemet, Jean Duffar et Francis Messner), un professeur grec (Charambolos Papastathis) et un professeur portugais (José Sousa e Brito).

A. Départements et instituts spécialisés

En **Italie**, en ce qui concerne les Instituts ou Départements entièrement autonomes de droit ecclésiastique, il convient de parler de la «Section de droit ecclésiastique et canonique» de l'Institut de Droit international à l'Université publique de Milan. Il faut aussi mentionner la «Associazione dei Professori delle Discipline ecclesiasticistiche e canonistiche», qui comprend les professeurs italiens de droit ecclésiastique et de droit canonique.⁶⁴ En outre, l'Université catholique de Milan possède un centre de recherche: le Centre Études sur les établissements ecclésiastiques et sur les établissements à but non lucratif, dirigé par le professeur Giorgio Feliciani. Ce Centre, en collaboration avec la Conférence épiscopale Italienne, la Conférence italienne des Supérieurs majeurs, l'Union des Supérieurs majeurs d'Italie et l'Union nationale des établissements de bienfaisance et d'assistance, étudie le développement des établissements ecclésiastiques et des

⁶⁴ Renseignements sur le site de cette association: <http://www.giurisprudenza.unim.it/olir/adece>

établissements à but non lucratif. Il promeut l'organisation de congrès, publie des études sur ce sujet et offre une activité de consultation.

En **Espagne**, pour les instituts spécialisés, citons l'Institut Martín de Azpilcueta,⁶⁵ dirigé par Jorge Otaduy, qui oriente ses recherches, d'une part, vers le progrès de la science canonique, de l'histoire du droit canonique et du droit ecclésiastique et, d'autre part, vers l'étude scientifique des relations entre l'Église et la société civile, d'un point de vue juridique et sociologique. Cet Institut organise souvent des congrès, séminaires et réunions de travail sur des thèmes de droit canonique et parfois de droit ecclésiastique de l'État.

Mentionnons aussi le Département de droit ecclésiastique de l'Université Complutense de Madrid qui est le seul Département de toutes les Universités espagnoles rassemblant seulement des enseignants de droit ecclésiastique de l'État.⁶⁶ C'est à ce département que l'on doit la naissance de l'*Anuario de Derecho Eclesiástico del Estado*.⁶⁷ En outre, depuis 1997 il organise tous les mois des séminaires de Professeurs, surtout pour les professeurs de Madrid et de la région, où l'on débat, après une conférence présentée par un professeur ou par une autre personnalité invitée. L'Association espagnole des Canonistes, en outre, organise périodiquement des journées sur des questions relatives au droit canonique et, parfois, au droit ecclésiastique.

En **France**, Strasbourg et Paris ont des équipes de recherche, ayant chacune leur spécificité et travaillant fréquemment ensembles. À Strasbourg, existent l'Équipe de droit canonique, Équipe d'Accueil (EA), reconnue par le ministère, rattachée à l'Université Marc Bloch et dirigée par Marcel Metzger, et le Centre *Société, Droit et Religion en Europe*, «Unité mixte de recherche» (UMR), dirigé par Francis Messner, également reconnu par le ministère, rattaché à l'Université Robert Schuman et au Centre National de la Recherche Scientifique. Ce dernier a pour objet l'étude comparée, au niveau européen, du statut juridique et de la situation institutionnelle et culturelle des religions et du religieux.

La Faculté de droit de l'Université de Paris XI et la Faculté de droit canonique de l'Institut catholique de Paris ont créé conjointement un

⁶⁵ Cet Institut, rattaché à la Faculté de droit canonique de l'Université de Navarre, a été créé par décret du Grand Chancelier de l'Université de Navarre du 28 mars 1967.

⁶⁶ Renseignements sur le site de ce Département – qui n'est pas un Institut: www.ucm.es/info/derecles

⁶⁷ Jusqu'au 1996 le Conseil de Rédaction de cette revue était composée par les professeurs titulaires de chaire (catedráticos) et sans chaire (profesores titulares) de ce département.

centre de recherche, *Droit et Sociétés religieuses*, «Équipe d'accueil» (EA), reconnu par le ministère, qui est dirigé à Paris XI par Brigitte Basdevant et à l'Institut catholique de Paris par Jean-Paul Durand.⁶⁸

Dans le domaine du droit civil ecclésiastique, ce centre accueille les programmes européens de doctorat, encadre les doctorants, français et étrangers, veille à la qualité des thèses élaborées, organise des colloques et élabore un projet de bibliographie internationale d'histoire du droit canonique qui sera disponible sur Internet.

À Aix-en-Provence collaborent deux organismes: *L'observatoire du religieux*, dirigé par Bruno Étienne, reconnu par le ministère comme «Équipe d'accueil», et l'Institut de droit et d'histoire religieux, dirigée par Blandine Chélini-Pont. Ils organisent des colloques sur les questions religieuses en Europe et dans le monde méditerranéen, dont les actes sont régulièrement publiés.

À l'École pratique des hautes Études de Paris existe une «unité mixte de recherche» (UMR), habilitée par le ministère: *Le Groupe de sociologie des religions et de la laïcité*, dirigé par Jean Paul Willaime.

En ce qui concerne le **Portugal**, à l'Université catholique portugaise existe un Centre d'Études de droit canonique, créé par le Conseil Supérieur de cette Université en 1989 et fonctionnant depuis 1990. Ce centre développe l'étude du droit canonique, du droit ecclésiastique et des relations Église-État au Portugal par l'organisation de congrès, séminaires et la publication d'études d'intérêt scientifique. Le directeur du centre est Manuel Saturnino da Costa Gomes.⁶⁹

Il faut aussi citer l'«Asociación Portuguesa de Canonistas», créée en 1990, association privée de fidèles possédant la personnalité juridique, civile et canonique, qui développe l'étude et l'application du droit canonique.⁷⁰ Cette association a signé un protocole de collaboration avec le Centre d'Études du droit canonique.

En **Grèce**, il n'y a pas d'équipes de recherche ni de départements spécialisés sur ce thème.

B. Initiatives éditoriales

a. Collections de livres

Dans chacun des cinq pays analysés, sont publiés des manuels, des œuvres collectives ou des monographies sur des questions qui se

rattachent au phénomène religieux. Dans quelques Etats, il y a des collections exclusivement consacrées à ces problèmes.

En **Italie**, par exemple, il y a au moins cinq collections de textes qui traitent exclusivement ou en majeure partie de droit ecclésiastique, publiées et élaborées par les Universités de Bologne,⁷¹ Turin,⁷² Milan, Padoue, Naples et Messine.

En **Espagne**, il y a quatre collections dans ce domaine. L'Institut Martín de Azpilcueta publie la Collection Canonique qui, depuis 1959, accueille des monographies sur les thèmes de droit ecclésiastique et droit canonique.⁷³ D'autre part, le Ministère de la Justice édite, depuis 1997, une collection consacrée, en majeure partie, aux actes des congrès sur la liberté religieuse, et aussi, dans les dernières années, des volumes collectifs où sont analysées des questions rattachées au droit de liberté religieuse. En outre, il faut citer la collection «Religión, Derecho y Sociedad» de l'éditeur Comares qui a publié depuis 1999 des textes de droit ecclésiastique. Enfin, à la suite de l'initiative de l'Institut San Raimundo de Peñafort, la Faculté de droit canonique de l'Université pontificale de Salamanque édite des monographies de droit canonique.

En **France**, un certain nombre d'ouvrages sur ces matières paraissent chez les divers grands éditeurs juridiques (LITEC, Dalloz, LGDJ, Montchrestien,...), ou aux éditions du Cerf, ou encore aux PUF, ...

Au **Portugal**, il faut remarquer la collection «Lusitania Canonica», éditée par le Centre d'Études de droit Canonique, qui comprend jusqu'à maintenant huit volumes collectifs sur des questions de droit canonique et droit ecclésiastique.

b. Revues spécialisées

En raison de l'interdisciplinarité du droit ecclésiastique, on peut trouver des articles sur ces thèmes dans diverses revues juridiques spécialisées dans d'autres domaines du droit. De toutes façons, il y a, dans les pays ici analysés, des publications périodiques dont l'objet est le droit ecclésiastique ou les matières connexes.

Actuellement, en **Grèce** depuis 2002 est publiée une revue spécialisée sur cette matière intitulée: «Nomokanonika».⁷⁴

⁷¹ «Religione e società», éditions Il Mulino, dirigée par Francesco Margiotta-Broglio.

⁷² «Collana di studi di diritto canonico ed ecclesiastico», éditions Giappichelli, dirigée par Rinaldo Bertolino.

⁷³ Depuis 1999 l'Editorial «Navarre Gráfica Publicaciones» publie cette collection. Jusqu'à cette date, c'était l'Editorial EUNSA.

⁷⁴ Deux autres revues ont existé, mais ne sont maintenant plus publiées: «Archives of Ecclesial and Canon Law» et «Christianos».

⁶⁸ Renseignements sur le site de ce centre: www.jm.u-psud.fr/dsr

⁶⁹ On peut trouver toute l'information relative à ce centre: www.ucp.pt/cedc

⁷⁰ Renseignements sur le site de cette association: www.ecclesia.pt/apcanonistas

En **Italie**, les revues spécialisées sont au nombre de deux: «Il Diritto ecclesiastico», publié depuis 1889 (quatre numéros par année), et les «Quaderni di diritto e politica ecclesiastica», publiés depuis 1984.

En **Espagne**, les publications périodiques relatives exclusivement au droit de liberté religieuse et aux rapports entre l'État et les confessions religieuses sont au nombre de deux: l'«Anuario de Derecho Eclesiástico del Estado», publié annuellement depuis 1985, et la revue «Laicidad y libertades», publiée annuellement depuis 2000.

Institut Martín de Azpilcueta publie depuis 1961 la revue semestrielle «Ius Canonicum» qui envisage principalement des matières rattachées au droit canonique mais aussi des articles de droit ecclésiastique.⁷⁵ La «Revista Española de Derecho Canónico», éditée depuis 1946 semestriellement par l'Université pontificale de Salamanque, publie surtout des articles sur le droit canonique, mais comprend aussi certains articles de droit ecclésiastique.

En plus, depuis 2002, le portail juridique «Iustel» publie sur Internet la première, et jusqu'à maintenant l'unique, revue électronique en Espagne sur cette matière: «Revista General de Derecho Canónico y Derecho Eclesiástico del Estado».⁷⁶

En **France**, les revues spécialisées sont au nombre de deux: «La Revue de droit canonique», publiée semestriellement par l'Institut de droit canonique de Strasbourg, et «L'année canonique», publiée annuellement par la Société internationale de droit canonique et de législation religieuse comparée, dont le siège est à Paris.

Au **Portugal**, le Centre d'Études de droit canonique publie la revue qui paraît tous les quatre mois «Forum Canonicum» où sont envisagées des questions qui se rattachent au droit des institutions et aux relations entre la société civile et l'Église et la législation civile sur le phénomène religieux.

C. Pages web

Dans trois des pays envisagés il faut remarquer l'existence de pages web relatives à ces thèmes.

⁷⁵ L'Institut Martín de Azpilcueta édite deux autres revues canoniques d'importance moindre où l'on fait une petite place au droit ecclésiastique: «Fidelium Iura», publiée depuis 1991 et centrée sur l'étude des droits et devoirs fondamentaux du fidèle, et «Cuadernos Doctorales», qui publie depuis 1983 des extraits de thèses de doctorat soutenues à la Faculté de droit canonique de l'Université de Navarre.

⁷⁶ Renseignements sur le site: www.iustel.com/revistas/detalle_revista.asp?id_revistas=2

En **Italie** il y a l'«Osservatorio delle libertà ed istituzioni religiose», de l'Institut de droit ecclésiastique de l'Université publique de Milan [www.olir.it], qui accueille beaucoup de documents relatifs aux relations Église-État et au droit de la liberté religieuse pas seulement en Italie, mais aussi dans les autres pays et dans les organisations internationales. Signalons aussi la page web du «Centro Europeo di Documentazione sulle Istituzioni religiose» [<http://host.uniroma3.it/progetti/cedir>], née sous le patronage du Centro de Excelencia en Estudios Europeos de l'Université Roma 3. Cette page, coordonnée par Carlo Cardia, comprend aussi une riche documentation bibliographique, des données légales et jurisprudentielles relatives tant à l'Italie qu'aux autres pays européens. Il faut aussi citer la page de la chaire de droit ecclésiastique de l'Université de Bologne [<http://ecclesiastico.giuri.unibo.it>] où l'on trouve, conjointement avec l'information correspondant à cette chaire, certains documents intéressants sur cette matière.

En outre, le portail juridique «Filigraniste» comprend une section sur le droit ecclésiastique [www.filodiritto.com/diritto/pubblico/ecclesiastico/ecclesiastico.htm] où l'on trouve des documents légaux et jurisprudentiels et des articles doctrinaux.

En **Espagne**, la page web de l'Institut Martín de Azpilcueta [www.unav.es/ima] accueille toute l'information relative à ses publications (indices des revues éditées ...), aux activités qu'il organise et aux trois bases de données suivantes: «Studia», qui depuis 1970 accueille les publications de droit canonique et droit ecclésiastique, «Innova», qui depuis 1995 accueille toute l'information relative aux nouveautés bibliographiques dans le domaine du droit canonique, droit ecclésiastique et matières voisines, publiées dans le monde entier et disponibles dans la Bibliothèque de l'Université de Navarre, et «Latinam», qui recueille les fonds disponibles dans la bibliothèque de l'Université de Navarre sur les questions de droit et religion dans les Pays latino-américains.

En outre, l'Université d'Almería offre une base de données complète et actualisée sur le droit de liberté religieuse et les relations Église-État [www.ual.es/~canonico/inicio1.html] qui comprend des références normatives, doctrinales et jurisprudentielles.

Il faut aussi mentionner la page web de la Dirección General de Asuntos Religiosos du Ministère de Justice [www.mju.es/asuntos_religiosos/index.html], qui accueille les textes normatifs de base, espagnols et internationaux, sur la liberté religieuse, en espagnol et en anglais, en plus des informations relatives à l'organisation et aux compétences de cet organisme.

En France, il faut citer la page web du Centre Société, Droit et Religion [www.-sdre.c-strasbourg.fr] qui accueille plusieurs bases de données sur le droit ecclésiastique des pays de l'Union européenne et de la Suisse: une de bibliographie (DREL), une autre de jurisprudence (JUREL) et une autre encore de législation (LEGIREL), et aussi une base de données bibliographiques sur l'Islam en Europe (EURISLMA).

IV. Conclusions et perspectives futures

Actuellement le droit ecclésiastique bénéficie d'une santé à peu près satisfaisante dans les pays de l'Europe méridionale. Il faut le noter. En ce qui concerne sa présence dans les programmes d'études de la licence en droit, seulement dans trois pays – Grèce, Italie et Espagne – le droit ecclésiastique – et parfois des matières voisines, notamment le droit canonique – est dispensé. Ça ne signifie pas que les thèmes du droit ecclésiastique ne soient pas étudiés dans les autres pays: par exemple, la France, paladin de la séparation entre l'Église et les confessions religieuses – séparation qui, au sens strict, devrait impliquer l'absence d'études sur les relations entre l'État et les confessions religieuses – s'intéresse à ces sujets.

La convergence des programmes d'études universitaires en Europe pourrait comporter des conséquences négatives. C'est vrai qu'en Italie la réduction des licences à trois années, plus deux années de spécialisation, n'a pas modifié substantiellement la place de la matière – puisqu'elle est à option dans la plupart des Universités –, mais les projets de complète unification des programmes d'études pourraient mettre en danger l'existence de cette matière qui est présente seulement dans les programmes de la minorité de pays de l'Union. En réalité, la meilleure perspective est celle de sa consolidation comme matière à option dans les programmes de ces pays.

D'ailleurs, si l'on considère l'actuelle prolifération d'initiatives relatives à cette matière – associations, équipes de recherche, projets au niveau européen, revues, pages web, ... – même dans les pays comme la France et le Portugal qui n'ont pas une tradition d'enseignement du droit ecclésiastique dans l'Université, on peut être optimiste et confirmer encore une fois que cette discipline bénéficie d'une bonne santé.

En outre, cette matière tend à être réévaluée en raison de l'immigration croissante, qui ouvre de nouveaux domaines de recherche et, peut-être, la naissance de nouveaux projets financés par l'Union européenne.

Tous ces facteurs, notamment, doivent collaborer à la vitalité de cette discipline, même au-dehors du domaine académique. La nouvelle société pluri religieuse, pluriculturelle et pluriethnique implique de nouveaux défis où, sans doute, les spécialistes de la matière auront un rôle déterminant.⁷⁷

⁷⁷ Ces signes de vitalité retrouvés apparaissent en Italie où, par exemple, à la suite du décret Ministériel n° 537 du 21 décembre 1999, le droit ecclésiastique a été introduit parmi les disciplines dont l'enseignement est dispensé au sein des Écoles de spécialisation pour les professions juridiques, qui sont des Écoles universitaires post-licence, propédeutique à l'accès aux professions d'avocat, de magistrat et de notaire.

